

QUESTIONS
POUR LE XXI^e SIÈCLE

ANNALES DÉJÀ PARUES

A.E.S., *La Vie intérieure. Une nouvelle demande. Annales 1996-1997*, Fayard, 1998.

A.E.S., *La Transmission entre les générations. Un enjeu de société. Annales 1997-1998*, Fayard, 1999.

Les Annales sont publiées avec le concours
de l'Association d'Éducation et d'Entraide sociale (Lausanne).

ACADÉMIE D'ÉDUCATION ET D'ÉTUDES SOCIALES
(A.E.S.)

Questions pour le XXI^e siècle

Des chrétiens s'interrogent

Jérôme VIGNON
Xavier FONTANET
Jacques BARROT
Jean BOISSONNAT
Bernard d'ESPAGNAT
Alain CORDIER
Xavier LACROIX
Michel DUBOST

*

Annales 1998-1999

Fayard

INTRODUCTION

Un an avant la célébration de l'entrée du christianisme dans son troisième millénaire, l'Académie d'Éducation et d'Études sociales (A.E.S.) a pris pour thème général des communications de l'année 1998-1999 : *Questions pour le XXI^e siècle. Des chrétiens s'interrogent.*

Le titre de ces Annales, publiées pour la troisième année consécutive¹, est révélateur d'une recherche prospective. En même temps il exprime une réelle humilité devant ces pages blanches du livre de l'avenir. « *Des chrétiens s'interrogent* » : ils ne prétendent pas jouer les prophètes et les « questions » qu'ils ont retenues sont quelques-unes parmi bien d'autres.

Elles tiennent cependant leur unité de l'idée maîtresse qui leur est sous-jacente : le christianisme social devrait, au XXI^e siècle, marquer l'événement avec les mêmes justesses d'analyse et rigueur d'orientation qui ont fait de lui l'un des inspirateurs majeurs de la société au XX^e siècle.

Encore faut-il s'accorder sur une vision générale de cette « *ère nouvelle* » (Michel Serres) qui coïncide avec l'avènement du troisième millénaire. Là aussi nous avons dû choisir. Entre les inven-

1. Annales 1996-1997 : *La Vie intérieure. Une nouvelle demande*, Fayard, 1998 ; Annales 1997-1998 : *La Transmission entre générations. Un enjeu de société*, Fayard, 1999.

tions tendant à abolir les servitudes du temps et de l'espace ou les nouveaux pouvoirs de l'homme sur la vie et la mort, nous avons privilégié le thème de la mondialisation étudiée suivant deux angles d'attaque bien différents : la mondialisation économique vécue au jour le jour et la mondialisation culturelle. Le défi est d'assurer une mondialisation dans la solidarité, une mondialisation sans marginalisation, pour reprendre le message de Jean-Paul II pour l'année 1998.

Nous ne cachons pas que, au rebours de bien des analyses et des partis pris, nous faisons le pari d'une visibilité chrétienne dans la société du XXI^e siècle. Qu'il s'agisse de la politique, de l'économie ou des questions sociales, de la famille, à l'aide des enseignements d'une Église qui restera *mater et magistra* (mère et éducatrice), des chrétiens qui s'engagent et qui engagent devraient provoquer des choix de société.

Il reviendra aux jeunes d'aujourd'hui d'inscrire ces intentions dans les faits et d'en vérifier le bien-fondé. C'est dire qu'une réflexion sur le thème de l'éducation clôture tout normalement les réponses que nous nous devons à l'égard des quelques questions posées.

Puissent ces Annales contribuer à clarifier la mission des chrétiens dans la société du XXI^e siècle et à les y engager résolument.

André AUMONIER

VERS UNE ÈRE NOUVELLE
À L'AUBE DU TROISIÈME
MILLÉNAIRE

*Par M. Jérôme VIGNON
Ancien directeur de la cellule prospective
de la Commission européenne
Directeur de la stratégie à la DATAR*

LE PRÉSIDENT : « Vers une ère nouvelle à l'aube du XXI^e siècle... » Pour passer d'un siècle à l'autre, deux approches sont possibles. La première est quantitative : c'est le compte à rebours affiché quotidiennement sur la tour Eiffel. Aujourd'hui nous en sommes à moins 436 jours.

La seconde est qualitative : c'est, par exemple, l'approche du troisième millénaire qui « *attire mystérieusement l'humanité vers un nouvel Avent* ». Ainsi s'exprime le cardinal Etchegaray pour présenter la lettre apostolique *Tertio millenio adveniente*.

Si pour les uns le passage de la nuit du 31 décembre 1999 au 1^{er} janvier 2000 doit être l'occasion de fêtes sans pareilles, pour les autres le grand jubilé de l'an 2000 est un temps consacré d'une manière particulière à Dieu suivant la pratique des jubilés de l'Ancien Testament.

Ayant ainsi fait sa place au calendrier – et au calendrier grégorien –, nous savons que, depuis des années, nous ne sommes plus au XX^e siècle, mais déjà dans une ère nouvelle caractérisée par l'effondrement du marxisme comme philosophie et comme politique, ou encore par l'effacement des frontières qui doit moins à Schengen qu'aux sciences de l'instantané.

Le XXI^e siècle va s'ouvrir sur des questions qui appellent des réponses et, pour les chrétiens, des efforts de recherche et une volonté d'engagement. Le programme que nous vous proposons est parcouru par deux lignes de forces.

La mondialisation exprime la première. La mondialisation entendue comme l'extension sans limite du marché ; comme naissance de nouvelles solidarités et comme épreuve pour nos cultures et donc nos identités.

L'espoir de découvrir et d'exprimer des messages de christianisme pour cette ère nouvelle exprime la seconde ligne de forces.

Dans notre programme, la première communication est comme le prélude d'une symphonie qui en dévoile les principaux thèmes. Ce prélude sera joué par un soliste qui, par son parcours professionnel et personnel, nous apporte la compétence confirmée de l'économiste et du chrétien.

Ancien élève de l'École polytechnique, Jérôme Vignon est diplômé de l'École nationale de la statistique et de la prospective économique ; directeur du cabinet du commissaire au Plan, il a été chef du service des programmes de l'INSEE ; conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances ; membre du cabinet de Jacques Delors en tant que président de la Commission européenne puis chef du groupe des conseillers du président ; directeur de la cellule prospective toute nouvelle, créée, j'allais dire pour lui, et aujourd'hui directeur de la stratégie à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale).

Jérôme Vignon est l'ancien président du Mouvement des cadres chrétiens (MCC), qui désormais fait cause commune avec le Patronat chrétien au sein de l'internationale UNIAPAC.

Vous êtes ainsi, cher Monsieur, cher ami, bien qualifié pour tenter de définir des stratégies, pour répondre au défi lancé aux sociétés, aux économies, aux Églises elles-mêmes.

Pourriez-vous aller jusqu'à formuler, dans ces stratégies, une « *idée maîtresse* », pour reprendre l'expression de Paul Valéry, qui résumerait les réflexions prospectives dont vous êtes l'habitué ? C'est vous dire l'audace de notre attente !

Jérôme VIGNON : Merci beaucoup, cher président, et vous permettrez sans doute que je réponde à cette audace avec un sentiment de modestie. À dire vrai, la modestie n'est pas tellement dans le contenu du propos que je voudrais tenir auprès de vous ce soir, mais dans le fait que je suis très indigne de le soutenir. Je suis un empiriste, un économiste et encore, parmi les économistes, ne suis-je pas un grand spécialiste. Et je vais tenter un recollage de différents morceaux de puzzle de mon expérience, à la manière d'un archéologue qui essaie de reconstituer une cité ancienne à partir de quelques débris.

Je tâche de pressentir ce qui est vraiment essentiel dans les changements que nous vivons, lesquels, donc, risquent de durer et pourraient fonder cette hypothèse stratégique, que vous m'avez demandé de formuler.

Ce propos se développera en deux parties :

– La première sera un travail de synthèse prospective dans lequel je tenterai de rassembler du mieux possible certains faits et certaines tendances que nous évoquons souvent à l'aube du XXI^e siècle.

– Mais je ne les rassemblerai que pour mieux dire, dans la seconde partie, que tel ne me paraît pas être l'essentiel de ce que nous vivons. Que l'essentiel a certes quelque chose à voir avec cette tendance ou ces ruptures – il permet d'ailleurs de mieux les

comprendre ; mais il se joue, dirons-nous, de manière plus profonde. J'en appellerai de cette profondeur pour dire que, là, il y a quelque chose qui mérite en effet vraiment notre attention ; ce qui peut aussi nourrir notre optimisme et donner une vision positive, constructive, une vision – je n'ose pas dire « d'espérance » – adéquate aux temps que nous vivons, sinon « des temps nouveaux », parce que c'est une trop vieille expression, mais plutôt « les temps d'aujourd'hui ».

1. Faits et tendances à l'aube du XXI^e siècle

1.1 Rupture de la fin de siècle : la fin de l'historicisme

Commençons par planter le décor : les expressions « nouveau millénaire » ou « fin d'un siècle », qui est un peu plus modeste, sont propices depuis une dizaine d'années déjà, dans le monde occidental spécialement pour lequel le millénaire a un sens, à un très vaste débat et en même temps à une décantation. Nous y participons ce soir : qu'est-ce qui est vraiment important ? Qu'est-ce qui résiste dans le va-et-vient des choses et l'amoncellement d'idées et de faits qui nous sont présentés ?

Cette période est tout à fait passionnante comme d'autres moments du siècle le furent, par exemple pendant les années 30, où il y avait déjà un mouvement très fécond ; ou au début de ce siècle. De très grands auteurs – Péguy, Valéry... – se mouvaient dans un climat propice à une interrogation radicale sur : « Que vivons-nous actuellement d'essentiel ? » en portant le regard sur d'où nous venons.

Et le fait que nous connaissions ce débat depuis dix ans nous démontre que, s'il y a changement, il n'est pas instantané. Il y a un certain temps que la question de la nouveauté ou de l'approfondissement de notre situation est posée, que nous sommes dans un contexte « d'auscultation » de la trajectoire de l'humanité. Il a commencé, me semble-t-il, avec la chute du mur de

Berlin et tout ce que nous révélait, avec cette chute, l'implosion du communisme devenue manifeste en 1991 : la fin de l'ère Gorbatchev.

Depuis déjà dix ans, le monde intellectuel occidental est aux prises avec ce que les anciens marxistes appellent désormais « la question du sujet » ; c'est une certaine manière de parler à nouveau d'humanisme. Je pense à Edgar Morin, à Alain Touraine, qui ont été des marxistes impénitents à une certaine époque, ou encore à cette question que les nouveaux philosophes, qui, eux, n'ont pas été marxistes – les Luc Ferry, Comte-Sponville, Bernard-Henri Lévy – appellent « la question du sens ». À leur manière les uns et les autres nous signalent que la fin du communisme, c'est aussi la fin de l'historicisme.

C'est l'abandon d'une prétention à inscrire la destinée humaine dans un mouvement inexorable qui doit aboutir à une fin, à une fin de l'Histoire. Lorsque Kukuyama a voulu ressusciter l'historicisme, il a immédiatement été contesté : c'était un propos tellement provocateur qu'on peut penser que lui-même n'y croyait pas. La fin, avec la chute du communisme, de l'historicisme, ouvre les portes, rouvre la question de l'éthique, de la vie morale, de tout ce qui peut orienter ou féconder une liberté à nouveau reconnue comme étant celle du sujet et la recherche d'un sens à donner à une responsabilité retrouvée.

1.2 Globalisation et progrès technique

Ceci, nous le vivons avec joie depuis une dizaine d'années, nous qui n'avons jamais renoncé à faire partie, à divers degrés, du courant humaniste tant décrié, tant démonté par la pensée structuraliste.

Mais l'origine des événements de 1989 et 1991 – l'implosion du communisme, l'avènement de la Fédération de Russie, l'éclatement de la grande Confédération et la nébuleuse d'États héritée de cette implosion – est antérieure à 1989 et 1991. Nous savons maintenant que ces événements n'étaient que la manifes-

tation finale d'une réalité plus ancienne. Dès le début des années 1970, le communisme n'était plus d'application, il se passait autre chose. L'échec de l'historicisme est donc antérieur à sa manifestation visible.

Grosso modo, on peut dire que l'ère de Gorbatchev, la *perestroïka*, la *glasnost*, qui signalaient que quelque chose n'allait pas dans le monde du communisme et dans ses convictions les plus fondamentales, ont commencé, non pas il y a dix ans, mais il y a vingt ans, avec l'initiative américaine de la guerre des étoiles du président Reagan, juste après son élection. Il a lancé un véritable défi technologique à son adversaire-partenaire soviétique – en partie destiné à relancer l'activité des industries militaires américaines, mais qui a eu pour effet inattendu, d'ailleurs, par celui qui avait lancé ce défi, d'asphyxier totalement la machine soviétique ; de faire éclater au grand jour son incapacité à supporter à la fois les charges d'un budget militaire extrêmement lourd et le minimum d'influx technologique capable de maintenir la prospérité relative des élites soviétiques et le niveau de la production de masse auquel ce régime était parvenu.

C'est donc une implosion dont la source – même si elle est aussi idéologique, comme nous l'a rappelé Hélène Carrère d'Encausse – peut être ramenée à un dysfonctionnement plus général. Nous le trouvons aussi, nous Européens, dans la tentative de faire, à partir du milieu des années 1980, de nos faiblesses une vertu, c'est-à-dire le grand marché de 1992. Il a pour origine le constat d'une défaillance du système occidental européen face au progrès de la diffusion des technologies, face aux limites de la fragmentation de nos marchés dans une concurrence devenue globale. C'est le même mouvement qui a conduit, il y a maintenant presque vingt ans, d'une part, les Européens de l'Ouest à se ressaisir dans une relance de l'Union européenne – dont ils ne savaient nullement qu'elle les conduirait aujourd'hui à l'Union économique et monétaire et à une forme d'Union politique – et, d'autre part, l'Union soviétique à s'engager dans des réformes qui, compte tenu de ses bases idéologiques, l'ont entraînée à sa totale disparition.

En résumé, depuis une vingtaine d'années, d'une part, la « globalisation », dont vous avez rappelé qu'elle était un fil conducteur de ces rencontres, et, d'autre part, le progrès technologique ont déjà contribué au bouleversement que nous analysons. C'est d'ailleurs ce qui conduit certains analystes à accorder plus d'importance au progrès technologique lui-même, comme facteur clé du changement ou des difficultés rencontrées par nos sociétés dans ce changement, plus encore qu'à la globalisation – phénomène un peu plus récent rétrospectivement, qui explose littéralement avec la libéralisation des économies autrefois soviétiques ou rattachées au bloc communiste, au début des années 1990. Le progrès technologique est donc un fil conducteur antérieur et encore plus unifiant que la globalisation de ces grands mouvements : chute de l'Empire soviétique et accélération de l'unification européenne. Globalisation et progrès technologique : deux phénomènes qui nous paraissent dominer l'entrée dans le XXI^e siècle mais, en même temps, deux thèmes qui ne sont pas neufs. Ils ont peut-être connu une accélération récente, mais ils ne sont pas récents.

1.3 Mouvement des valeurs : rejet des normativités extérieures

Toujours pour poursuivre cette idée que « le futur était déjà parmi nous depuis un certain temps » et que, par conséquent, on ne doit pas se laisser trop abuser par la rupture de la fin du siècle, notons que d'autres transformations plus intérieures des sociétés européennes et même occidentales, puisqu'elles se déroulent aussi aux États-Unis et d'une certaine manière au Japon (que nous observons particulièrement en ce moment) sont nées dès les années 1960.

Je veux parler du profond changement de tendance du mouvement des valeurs, qualifié par certains de passage du matérialisme au post-matérialisme. Il se caractérise par un progrès généralisé de l'individuation, la prédominance des valeurs de l'individu par opposition à ses impétences sociales, l'individua-

tion du comportement, l'hédonisme, la recherche d'un accomplissement individuel. Le corollaire en est la tolérance que chacun exige pour soi en même temps que le rejet de toute forme de normativité qui viendrait de l'extérieur, qui ne serait pas choisie par le sujet.

Ces tendances qualifiées de « post-matérialistes » continuent d'accorder, mais pour des motifs tout à fait différents, au travail, à la famille, à l'amitié, une valeur importante dans l'ordre du collectif, mais en les refondant sur une perspective individualiste. Tout ceci a bien commencé au début des années 1960, avant ce que nous appelons « globalisation » et « diffusion accélérée des progrès technologiques ». Cela accompagne les débuts de l'émancipation féminine, p'énomène très puissant, bouleversant, certes très lent à se manifester mais dont nous savons qu'il se signale par la modification profonde des comportements de fécondité qu'on peut aussi dater du début des années 1960. De même, la maîtrise de cette fécondité et la transformation qu'elle a impliquée dans les relations conjugales, dans la diversification des modèles familiaux. Toutes ces transformations n'ont pas attendu mai 68 pour apparaître et pour nous, chrétiens, elles posent question. D'ailleurs, elles figurent au programme de nos conférences. Elles continuent de se propager comme en témoigne, dans l'ensemble des sociétés occidentales, par exemple, la normalisation des comportements ou des situations homosexuelles. Elles se situent dans le prolongement de ces tendances à la tolérance généralisée, au rejet des normativités extérieures et à la recherche d'un accomplissement individuel choisi par soi.

Peut-être peut-on simplement dire qu'aujourd'hui, on aborde une phase de complète légitimation institutionnelle de ce mouvement mais que, dans sa nature, il obéit plutôt à une impulsion qui date depuis au moins trente ans. Toutes les sociétés européennes y sont confrontées, y compris les plus latines, les plus ancrées dans une tradition catholique : l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, et la France. Les chronologies sont variables, mais toutes les sociétés sont placées sur cette trajectoire. On peut

la qualifier de post-matérialiste (je reprends le vocabulaire d'une certaine école sociologique qui, je pense, vous est familière). Elle suscite des enquêtes comparatives dans tous les pays occidentaux depuis une trentaine d'années et elle exprime une tendance généralisée à la poursuite d'un mouvement qui favorise l'émancipation de l'individu par rapport à l'imposition de normes collectives, tout en laissant intact l'attachement des mêmes individus à des valeurs collectives de solidarité, de respect de l'autrui, d'égalité des chances... Nous y reviendrons.

1.4 Généralisation des tendances : tensions et déséquilibres

Le décrochage entre le maintien de certaines valeurs collectives permanentes et le glissement vers des valeurs individuelles qui aujourd'hui nous préoccupent énormément ne sont pas nouveaux et sont repérables tous les dix ans, puisque c'est tous les dix ans qu'on peut faire des enquêtes sociologiques approfondies sur les valeurs – quelles que soient par ailleurs les critiques que l'on peut faire à des enquêtes sociologiques portant sur les valeurs et les normes.

Avec ce premier tour d'horizon, ce qui nous paraît nouveau ce n'est ni la globalisation, ni l'accélération technologique, ni la poussée des attitudes et des préférences pour l'individualisation, ni la déconsidération des normes morales imposées de l'extérieur. C'est plutôt l'ampleur et la généralisation atteintes par ces tendances, leur caractère largement diffusé qui, en même temps, font apparaître des tensions, et des déséquilibres non résolus.

Les prospectivistes se plaisent à souligner non seulement les tendances, mais le fait qu'en créant des contradictions, en ouvrant des incohérences au cœur du fonctionnement des sociétés, elles appellent des mouvements nouveaux. C'est comme cela qu'ils essaient de déchiffrer ou de formuler des scénarios.

On peut effectivement constater que, vu l'ampleur de ces tendances, il est possible maintenant de discerner les béances ou

les déséquilibres qu'elles ont provoqués et qui font dire que tout n'est pas terminé.

Par exemple, nous l'avons largement répéré – vous aurez l'occasion d'y revenir lors d'une prochaine conférence également –, la globalisation, donc la diffusion généralisée du fonctionnement du marché, l'interdépendance systématique des économies à très grande échelle, l'importance qu'elle fait donner aux critères d'évaluation économique dans tous les compartiments de la vie sociale et même culturelle, a en même temps pour effet de miner, d'affaiblir, les institutions qui, à l'échelle nationale, étaient précisément chargées de canaliser ce que le progrès économique peut avoir comme conséquence excessive, déséquilibrante, concentrant les richesses sur certains et appauvrissant de manière continue les autres.

Un certain nombre de mécanismes régulateurs, ancrés dans les économies européenne, américaine et japonaise au début de la seconde moitié du ^{XX}^e siècle, sont privés d'effet par les développements de la globalisation et du même coup rendent la propagation du capitalisme plus incertaine. Nous le constatons tous les jours. Nous le voyons dans la crise asiatique qui, d'une certaine manière, révèle que le développement foudroyant de la prospérité dans les économies asiatiques n'a pas été accompagné par une structuration des institutions non seulement nationales, mais de coopération internationale – par parenthèse, les Européens ont bénéficié d'un processus beaucoup plus lent de développement de leur interdépendance dans les années 1960-1970 et 1980.

On peut faire un diagnostic semblable pour la Russie ou pour les pays latino-américains : l'irruption de la globalisation avec tout ce qu'elle comporte de mise en cause, dans un premier temps, du rôle de l'État et des charges financières qui lui sont liées, a pour conséquences l'affaiblissement primaire de l'État de droit et, avec lui, l'augmentation de la corruption et l'apparition de toutes sortes de désastres sociaux.

1.5 Nécessité d'une nouvelle fonction régulatrice

C'est une autre manière de dire que la globalisation, qui véhicule une méfiance vis-à-vis de l'État, se prive en même temps, en l'affaiblissant, de ce qui, par ailleurs, est nécessaire à la poursuite de la croissance et du développement économiques.

Ici, ce qui est en cause c'est la fonction régulatrice de l'État. Ce qui est voulu c'est la reconstitution de cette fonction à un niveau supranational, à tout le moins intergouvernemental. Nous voyons que ce n'est pas si facile de gérer le développement d'une fonction supranationale ou intergouvernementale et, en même temps, une résistance d'ordre culturel qui privilégie la nation, parfois la région, pour s'opposer à l'homogénéisation qu'implique la globalisation elle-même.

On est là dans l'ébauche de tensions à vivre et à aménager, au bord de la prospective. De la même façon, le mouvement vers l'individualisation – les comportements hédonistes – déstabilise peut-être encore plus profondément non seulement l'État, mais toutes les institutions plus petites, y compris la famille, qui ont pour charge la socialisation, c'est-à-dire précisément la transmission d'une permanence dans les valeurs individuelles et la cohérence entre les valeurs individuelles et les valeurs collectives. Qu'est-ce que la socialisation ? C'est justement la mise en harmonie acceptée par l'adulte de ses valeurs individuelles avec celles, collectives, qui servent de fondement à la vie sociale.

La préférence pour soi, la considération de l'enfant comme quelqu'un grâce à qui les parents se réalisent n'est pas de nature à favoriser la stabilité de l'institution familiale. Et avec la déstabilisation de l'institution familiale, on a toutes sortes d'artefacts qui s'appellent violences et que la société n'aime pas non plus. À l'intérieur même du mouvement vers l'individualisme, il y a de profonds déséquilibres qui nous sont d'ailleurs signalés comme anxiogènes car, si je suis individualiste de manière cohérente, je ne peux compter sur personne et, ne pouvant compter sur personne, je suis malheureux...

Le mouvement post-matérialiste n'a pas atteint la fin de son évolution en créant de forts déséquilibres qui appellent une revitalisation des institutions chargées de la socialisation, au premier chef la famille mais aussi l'école, la vie associative... On voit bien qu'on ne pourra pas aller indéfiniment vers l'exploration sans fin de la perspective de la tolérance, vécue comme indifférence et finalement perte du sens de l'autre.

1.6 Interdépendance des sociétés et émancipation de l'individu : l'industrialisation

Je pourrais même franchir un pas de plus dans la recherche pour unifier ces perspectives. Je poursuivrai ce tour d'horizon en établissant une dichotomie entre le progrès technologique et la globalisation, d'un côté – qui sont des forces mondialisantes, extérieures, en tout cas communes à l'ensemble de nos sociétés et qui les entraînent dans une interdépendance qui a besoin d'être humanisée – et, de l'autre côté, des forces plus intérieures avec le changement des valeurs. Peut-être cette distinction ne tient-elle pas ; n'y a-t-il pas, en réalité, à la source de ces deux mouvements une cause unique : le succès extraordinaire, qu'on doit saluer, de l'industrialisation comme processus constructeur à la fois de l'interdépendance des sociétés et de l'émancipation de l'individu ?

J'étais conscient de cette force très bouleversante de l'industrialisation dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, à travers tout ce que les Scandinaves nous ont appris comme étant à la source du mouvement féministe qui s'incarne aujourd'hui à un degré presque caricatural. Le mouvement féministe d'émancipation féminine des pays scandinaves, qui fait tache d'huile, qui nous rejoint, est directement issu de l'offre faite par les industriels aux Suédoises de s'engager très vite dans une activité, de devenir salariées. L'expansion scandinave des années 1960 a été vertigineuse, ancrée dans un modèle particulièrement performant. Elle ne pouvait pas s'appuyer sur des ressources d'immigration comme c'était le cas pour la France, de

l'Italie ou de l'Allemagne à la même époque, et donc on a appelé très vite les femmes au travail. Mais, une fois au travail, les femmes ont constaté qu'elles ne pouvaient pas rester indéfiniment dans une position subordonnée et ce d'autant moins que, comme salariées, on leur demandait de faire preuve d'intelligence, d'initiative comme les Scandinaves savent faire vis-à-vis de leurs salariés.

Cette rupture entre le statut des femmes hérité du passé dans la famille, et ce qui leur est demandé dans la société et le monde du travail est revenue en boomerang vers cette société masculine sous la forme d'une exigence, toujours sous des formes scandinaves, c'est-à-dire très structurées, très systématiques, assez militaires, d'une mise en cause, en vue de la parité des quotas et de l'instauration d'une quasi-identification des rôles masculins et féminins – cela va très loin. Au point que les sociétés scandinaves aujourd'hui – on retrouve notre phénomène d'excès ou de tension mal résolue – souffrent véritablement d'un mal généralisé de mauvaise identification des hommes. Les hommes se voient partout proposer, notamment à l'école, comme modèles en devenir : devenir des femmes. Sans parler du problème de l'homosexualité, il y a celui de l'échec scolaire, largement plus répandu chez les garçons que chez les filles dans cette société scandinave. D'une certaine manière, les hommes se demandent si c'est la peine de s'engager dans cette société où la figure ultime est celle de la mère.

1.7 La nécessaire remise en harmonie

Voilà donc un décor qui résume de nombreux travaux un peu systématiques, entrepris aujourd'hui pour essayer de clarifier nos perspectives. Les forces créatrices, la poussée de l'industrialisation, le succès des progrès technologiques, l'interdépendance des économies sont de bonnes choses mais, en même temps, elles créent des tensions invivables qu'il faudra bien résoudre. Il convient d'explorer des scénarios pour le prochain millénaire ou

au moins pour ses trente premières années. Il s'agit d'essayer de voir ainsi comment tout ceci va pouvoir s'harmoniser et, tout particulièrement, comment vont pouvoir être restaurées les institutions de socialisation, base fondamentale, bien plus importante que la globalisation, nécessaires pour transmettre, comme Hannah Arendt le signale, de génération à génération, la responsabilité et la liberté.

Il n'y a pas d'avenir concevable, à moins d'aller vers des catastrophes, qui ne passe par une telle perspective de reconstitution de la légitimité des institutions de socialisation. Elles-mêmes se rattachent à une remise en harmonie des valeurs collectives et des valeurs individuelles.

Si je m'en tenais à ce résumé, j'écarterais des faits capables de fournir un niveau d'explication plus élevé que celui qui prend comme point de départ l'industrialisation, qui dégage quelques tendances et qui montre leur contradiction en s'appuyant sur le mouvement des valeurs.

Le mouvement des valeurs, on ne sait pas très bien ce que c'est. Qu'est-ce qui fait qu'hommes et femmes versent dans l'hédonisme ? Est-ce nouveau ? Ce n'est pas très satisfaisant et c'est à cause de ce caractère un peu superficiel, non totalement explicatif au fond, que j'ai été attiré par mes différents collègues, spécialement dans la cellule de prospective qui était un lieu interdisciplinaire, par une interprétation qui me semble plus profonde et avec laquelle, dans cette deuxième partie de mon intervention, je voudrais relever le défi que vous m'avez proposé.

2. Le défi des temps d'aujourd'hui : la transformation culturelle

Dans cette Académie, nous nous intéressons à ce que devient l'homme, à la manière dont Jean Paul II parle de l'homme. Qu'est-ce que ces mouvements nous révèlent de ses aspirations ? Pour dire les choses autrement, ne doit-on pas constater que

l'ampleur, la diversité des champs d'action collectifs mis en œuvre par les changements que je viens d'évoquer, sont l'indice d'une transformation plus vaste que, faute de mieux, on devrait effectivement qualifier de culturelle ?

2.1 *Culture et civilisation*

« Culturel » dans le sens où, au XIX^e siècle, dans les travaux sur la civilisation européenne, on opposait culture et civilisation. La culture, c'était l'enveloppe générale, la matrice en quelque sorte qui donne forme à toute la créativité, l'inventivité, bonne et mauvaise, de la vie humaine. La civilisation, c'est cette part de la volonté collective et individuelle, mais surtout collective, qui cherche à canaliser cette créativité pour l'engager si possible dans ce qui est bon, dans ce qui est juste, dans ce qui n'est pas violence ni destruction de soi et de la société.

Plutôt que de parler de « crise de la civilisation », « malaise de la civilisation », expressions qui ne sont pas nouvelles dans ce siècle, on pourrait revenir à cette interrogation de nos prédécesseurs du XIX^e siècle. Ils ont essayé de comprendre ce que la civilisation européenne avait de spécifique et, pour ce faire, ont inventé une représentation dans laquelle, au préalable, il était nécessaire de reconnaître que la civilisation était une tentative d'appivoiser un contexte culturel qui est le contexte du génie humain, de sa créativité – laquelle se développe dans toutes sortes de directions que seule une approche anthropologique nous permet de qualifier et de discerner.

Je fais l'hypothèse que c'est bien ce qui est en cause, qui se trouve derrière les contradictions soulevées par les tendances que j'ai évoquées tout à l'heure. Ce qui est en cause, c'est un changement de l'enveloppe culturelle à l'intérieur de laquelle la civilisation cherche son chemin.

Je suis un empiriste – ni philosophe ni historien –, mais je vais essayer de montrer qu'on peut poser l'hypothèse que les formes prises par le génie humain pour s'exprimer sont en train d'évo-

luer, parce qu'on peut plus facilement unifier et englober une série de phénomènes importants de société d'aujourd'hui, qui ont pris de la vigueur au cours des années 1970 au point d'acquiescer un très grand degré de généralité, en se référant à un changement de ce type d'ordre culturel. Ces phénomènes de société vont au-delà d'un glissement vers les valeurs individuelles. Ils touchent à ce qui fonde le lien de la vie sociale à tous les niveaux et plus particulièrement, telle est la pointe de l'argumentation, à ce qui concourt et met en relation autorité et connaissance.

2.2 Autorité et connaissance

C'est là que le grand changement est en train de se produire : dans le lien entre autorité et légitimité, d'une part, et ce que nous appelons savoir, d'autre part, ce qui est proche aussi de ce que nous appelons vérité.

Le changement est d'ordre cognitif. Mais je vais dire à ma manière en quoi ce changement est d'ordre cognitif pour des raisons culturelles et en quoi il est en train d'inciter – c'est la nouvelle ère – à rebâtir la légitimité, l'efficacité, les principes d'autorité dans nos sociétés autour d'une nouvelle approche de la vérité, de la croissance et du savoir.

À la limite on pourrait reprendre chacun des thèmes des conférences suivantes et les interpréter à la lumière de cette affirmation. Tel était l'exercice de style, monsieur le président, auquel vous m'aviez convié. Encore faut-il que je vous donne quelques arguments.

Cette hypothèse, qui se rapporte au lien entre, d'une part, autorité, légitimité, efficacité (toutes sortes de notions qui ont un lien très fort avec les structures institutionnelles de nos sociétés, politiques ou sociales) et, d'autre part, le statut du savoir et de la connaissance, permet de donner un fil conducteur commun à d'autres manifestations que je me suis bien gardé d'évoquer jusqu'à présent pour pouvoir me ménager un certain effet de surprise !

On parle beaucoup de « technologie », mais plus considérable est la nouvelle posture adoptée par les sciences exactes à l'égard de la société. Toutes les sciences exactes depuis la mathématique en passant par la chimie, les sciences physiques, les sciences de la terre ont désormais « baissé pavillon » devant la prétention qu'elles avaient au XIX^e siècle d'être capables d'épuiser le mystère, sinon de la vie humaine, tout au moins du monde. Toutes ces sciences reconnaissent qu'elles ne permettront pas de percer ce mystère. Elles acceptent un relativisme ; elles acceptent une modestie ; elles acceptent que même le sujet scientifique interfère avec son observation, avec son expérience. Qu'il ne puisse ainsi plus se prévaloir de la neutralité, de l'extériorité par rapport à quelque chose qu'il pourrait donc – parce que ce serait fini, par rapport au pouvoir de la connaissance – totalement inventorier. On trouve ces manifestations multiples dans, par exemple, Prigogine. Toute l'œuvre de ce prix Nobel de chimie consiste à démontrer que la connaissance scientifique va de modélisation imparfaite en modélisation imparfaite, ayant pour vocation de donner un petit reflet de la situation chaotique dans laquelle se déroule l'existence humaine, mais ne pouvant en aucun cas prétendre à un aboutissement définitif, pouvant même se prêter à des reculs. Dans la mesure où cette connaissance scientifique adopte une position plus modeste, où elle regarde de nouveau l'homme comme un sujet de l'expérience scientifique, elle peut contribuer à réduire et même à supprimer la distance traditionnelle entre science pure, sciences physiques et sciences sociales. Le travail de Prigogine a consisté à essayer de développer les connaissances qu'il a acquises dans le domaine de la mutation de la matière, à les transposer dans la compréhension des phénomènes sociaux : par exemple, les problèmes du logement, du développement économique, du chômage, toutes sortes de choses qui ont une certaine analogie avec ce que nous apprend l'étude des mutations chimiques.

Dans ce même mouvement de « descente de piédestal » accompli par la plupart des autorités scientifiques, le dernier scientifique en date à continuer d'affirmer que la physique a un

pouvoir d'explication de plus en plus étendu – on peut s'accommoder d'une vision historiciste dont la technique nous libérerait – était Einstein. Après Einstein, les grands physiciens ont cessé de croire avec lui que la matière allait céder à la pression de l'intelligence et de la connaissance.

De la même manière, mais un peu plus modeste, nous voyons aujourd'hui que la montée des phénomènes de risques systémiques, écologiques, industriels, génétiques (organismes génétiquement modifiés) et de pollution sont bien en même temps un fruit de la science. Mais aucun scientifique ne va maintenant vraiment prétendre que l'on ne doit pas, à partir d'un effort de la société, de la volonté politique elle-même, s'abstenir de construire quelque chose qui fasse partie d'une négociation sociale et que nous essayons plus ou moins maladroitement d'instaurer au travers de ce que nous appelons « comités d'éthique ». Ceux-ci se développent dans toutes les sociétés occidentales, y compris au Japon.

Voici un premier indice, pour moi, très fort. Dans la mesure où les sociétés occidentales, particulièrement la société française, ont tendu à situer la connaissance scientifique sur un pied presque analogue à celui où l'on plaçait autrefois, dans les sociétés théocratiques, la Vérité révélée – en estimant qu'il y avait là quelque chose qui défait toute contingence, tout relativisme –, ces sociétés-là perdent vis-à-vis de la connaissance un appui qu'elles avaient tendance à transposer dans d'autres domaines où la légitimité (au fond la Raison) tenait lieu d'autorité. La société française, où l'Être suprême et la déesse Raison ont, à un moment, détrôné le Dieu révélé, s'est construite sur un modèle religieux. Parmi les démocraties, elle est la plus figée sur l'idée que ce qui fonde l'autorité, le pouvoir, c'est la connaissance. Si nos élites énarques sont si facilement encore en même temps nos élites politiques, c'est qu'il y a chez nous cette idée que « ceux qui savent ont le droit d'être au pouvoir ».

Et si ceux qui savent ne savaient pas ? Et si les scientifiques eux-mêmes reconnaissent que leur savoir n'est pas définitif, qu'il doit être confronté à un savoir social, il y a quand même quelque

chose qui est ébranlé et qui me semble le signe le plus manifeste de ce changement culturel.

2.3 Le pluralisme de conceptions

On pourrait signaler de la même façon la montée de l'influence des femmes dans la conception des organisations collectives, notamment dans le monde de la recherche, de l'éducation et désormais du travail. La seule négociation, au niveau européen, sur le plan social qui ait vraiment abouti est celle sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Autrement dit, maintenant, fait irruption dans toutes les sociétés modernes, industrialisées, y compris européennes, un pluralisme de conceptions. Ce n'est pas tellement que les femmes aient raison par rapport aux hommes, mais leur intervention apporte irréductiblement une conception, une finalité différente de l'organisation professionnelle (même de la recherche scientifique) qui ouvre la voie au doute quant à la vision d'une construction pyramidale de la société et de la connaissance. Ce phénomène, c'est la transformation de l'égalité des chances, héritière de l'ancienne conception pyramidale hiérarchique. « Égalité des chances » signifie que les femmes doivent être identiques aux hommes dans une société qui n'aurait pas changé. Aujourd'hui, s'y substitue la notion de « genre », selon laquelle les sociétés sont irrémédiablement, irrévocablement construites sur des différences insurmontables. Apparaissent ainsi un pluralisme d'approches et d'interprétations des mêmes phénomènes et, par conséquent, le renoncement à une homogénéité complète des fondements de l'entreprise, de la vie de la famille, de l'organisation de la vie publique. J'attribue la mutation à l'influence féminine, non pour privilégier les femmes, mais comme élément de diversification et signe de renoncement à la conception d'une vérité absolue.

Ce qui est en cause, c'est l'unicité du diagnostic sur les problèmes de société. Dans nos démocraties, il n'y a plus de

connaissance absolue et définitive de ce qui fait problème, mais des solutions provisoires. Cela change tout ! si l'on veut bien l'accepter, mais l'acceptation est loin d'être unanime...

Toujours dans le même registre, on pourrait évoquer l'attrait très large, dans les sociétés européennes, américaines et asiatiques, de conceptions philosophiques et religieuses qui, tout à la fois, mettent en cause l'universalisme de la rationalité. Ces courants estiment qu'il y a autre chose que la raison, qu'il y a d'autres éclairages capables de guider la vie que ceux qui proviennent d'un raisonnement – mais en même temps s'abstiennent de toute affirmation dogmatique. Ils se situent délibérément dans un contexte d'indifférence ou de tolérance généralisée par rapport à différentes écoles qui se rattachent à des traditions dogmatiques. C'est le New Age.

Le New Age fait fureur et, d'une certaine manière, en France, il est relayé – non par des sectes qui ont une vision au contraire très fortement hiérarchisée et unitaire –, mais plutôt par tous les nouveaux philosophes qui tentent de nous faire croire qu'il n'est pas nécessaire de se rattacher à une tradition transcendantaliste pour aboutir exactement au même constat. Ils postulent l'attachement à certaines valeurs humanistes fondamentales telles que la dignité humaine et affirment l'importance pour chacun d'y adhérer librement et de les réaliser. Mais le New Age à la française ne se soucie pas de l'origine des valeurs.

2.4 La « procéduralisation »

De même, le développement de formes nouvelles de gouvernement (d'entreprises, d'administration), de « gouvernances », ne met plus l'accent sur le caractère absolu de l'autorité, mais sur les voies et moyens par lesquels ces autorités se font reconnaître et préservent leurs capacités stratégiques.

C'est ce qu'on appelle la « procéduralisation » : le fait de donner une large place dans l'entreprise, dans l'administration, au caractère collectif de l'énoncé des problèmes, ce qui suppose

une large décentralisation. L'accent est mis sur le caractère collectif et décentralisé des choix de mise en œuvre des solutions. On affirme la « contextualisation des règles », mais le caractère de décision reste stratégique et centralisé pour pouvoir dénoncer à un moment donné les règles centrales, quitte à être en mesure de consulter sur la qualité de leur application.

Ainsi se développent, en marge de modes sur le management, des processus plus profonds, fondés sur cette contextualisation tant en amont qu'en aval de la prise de décision. Si je cherche une expression philosophique de ce mouvement, je ne la trouve nulle part, sauf peut-être dans l'extension des propositions du philosophe allemand Jürgen Habermas. L'agir communicationnel a assumé une partie de ce mouvement, dans la mesure où il insiste sur le fait que c'est collectivement que les problèmes doivent être posés, par un large débat dans lequel tous les ayants-droit, ceux qui ont une part de connaissance, peuvent s'exprimer. Ainsi Habermas posait-il la question de la relation entre la connaissance et le pouvoir. Cependant le phénomène auquel nous assistons va au-delà et prolonge cette interrogation, y compris jusqu'à ce qui est postérieur à la décision : la mise en cause de la validité même de la règle. C'est une mise à l'épreuve des faits de l'autorité de l'entrepreneur ou de celle du législateur. Toutes les questions d'évaluation, toutes les questions de remontée, de *feed-back*, de non-pérennité de la règle sont l'objet constant de débats au sein du microcosme de Bruxelles.

On voit, grâce à ces exemples, qu'on ne saurait plus se référer à une vérité absolue, accessible par des méthodes dont seul un petit nombre aurait le secret, soit par la vertu d'un processus électif – c'est la démocratie –, soit par des médiations – ce sont les corps intermédiaires fondés sur le même principe qu'une fois qu'ils sont élus, c'est eux, et eux seuls, qui peuvent dans de bonnes conditions représenter leurs mandants.

C'est tout un chapitre qui s'ouvre pour la doctrine sociale de l'Église – que ce soit par la référence à un discours scientifique ou, bien sûr, par la référence à une Vérité révélée prononcée une fois pour toutes, qui indique définitivement ce qu'il convient de

faire pour se conduire bien et de manière juste en toutes circonstances. Nos Églises sont elles aussi concernées par la mutation, dans la mesure où elles auraient conservé cette relation à la Vérité.

Tous ces phénomènes impliquent d'une certaine façon le renoncement à une vérité absolue, directement accessible, soit grâce à la démarche scientifique, soit grâce au suffrage universel ou à tout autre processus électif intermédiaire, soit par l'accès à une tradition religieuse établie dans le passé et dont la mise en application conférerait à ceux qui en sont chargés une légitimité et une efficacité à toute épreuve.

Quels enseignements tirer d'une telle hypothèse ? Si cela reflète au plus près le vrai niveau de la rupture culturelle, certains disent épistémologique, dans laquelle nous sommes engagés, alors nous disposons avec cette hypothèse d'un outil d'interprétation assez puissant pour aborder les problèmes contemporains, objets de nos travaux prochains, en vue d'aider à la recherche de solutions de fond.

2.5 La crise institutionnelle : pluralité des diagnostics

La crise de l'État-providence n'est pas une crise budgétaire. Ce sont des situations très variées de déficit, de taux de prélèvement qui se développent sous nos yeux et qui peuvent aboutir tantôt à des succès, tantôt à des échecs. L'État-providence postulait que l'État, parce qu'il était l'État, savait ce qui était bon pour les autres : un État sachant quels sont les problèmes sociaux. La crise provient de ce que l'État ne connaît plus les problèmes sociaux. Dans la négociation sur le chômage, l'État, ne sachant plus ce que sont les problèmes sociaux, est de plus en plus empêtré dans des diktats et impose des charges aux médecins, dentistes, analystes, et autres, qui, eux, sont bien placés pour savoir que ce qu'on leur impose n'a rien à voir avec les sources du mal. Mais l'État ne peut plus les approcher et pourtant il est toujours chargé de décider ce qu'il faut faire. D'où les recherches qui se

développent chez un certain nombre de partenaires, en avance sur nous par rapport à la crise de l'État-providence, en vue d'essayer d'aller vers une société-providence, c'est-à-dire de décentraliser l'élaboration du diagnostic sur les causes de la crise. Pourquoi cela ne va-t-il pas ? Pourquoi y a-t-il de l'exclusion ? Pourquoi des chômeurs de longue durée ? Pourquoi des maladies qu'on n'arrive pas à traiter ? Le but est, grâce à la pluralité des diagnostics, de susciter aussi le pluralisme des solutions et de réveiller le sens des solidarités sans qu'il soit abandonné à un État abstrait. Cela se fait beaucoup en Allemagne, dans plusieurs Länder, et aussi dans les sociétés scandinaves.

On obtient aussi une clé d'interprétation de la crise des Églises séculières : celle de la laïcité. Beaucoup d'entre nous s'attristent toujours de la sécularisation ; de ses progrès, du fait que de moins en moins de décisions publiques sont influencées directement ou indirectement par des valeurs religieuses ; du fait que de plus en plus d'enfants n'ont pas été élevés dans une tradition chrétienne puisqu'on est à la troisième génération de non-éducation dans les valeurs religieuses. Sans doute le véritable problème n'est-il pas là, mais dans le fait que la société séculière, celle qui a remplacé Dieu par la Raison, est en crise. Elle est critiquée par d'autres séculiers qui estiment que cette substitution n'a plus de valeur. Nous assistons en France à un débat particulièrement vif car c'est précisément chez nous que la substitution de l'Être suprême à Dieu a été la plus marquée, la plus évidente. Nous avons l'État le plus laïc du monde parmi les démocraties. La séparation entre la religion et l'État y est la plus affirmée, mais c'est en même temps chez nous que s'affirme de plus en plus fortement l'antagonisme, au sein des forces laïques.

Certains continuent de croire que la république étant la République, et tirant sa légitimité de manière infaillible du suffrage universel, elle peut encore rassembler la nation et qu'elle est la seule à pouvoir le faire ; envers et contre tous ils affirment sa souveraineté. Ils se réfugient, de plus en plus, dans un formalisme dénoncé par d'autres laïcs. Ces derniers donc disent que tel n'est plus le cas, qu'il n'y a plus de souveraineté, qu'il y a peut-

être une recherche d'autonomie, c'est-à-dire la recherche de situations dans lesquelles la liberté est effective, mais qu'elle est vécue dans l'interdépendance, par conséquent dans une souveraineté partagée où la république elle-même va composer avec d'autres républiques dans un contexte européen. Ce n'est pas un hasard si la question européenne divise aussi fortement, en leur propre sein, des majorités de gauche et des majorités de droite. C'est qu'elle pose le problème de la source du pouvoir. Peut-elle continuer de se fonder sur la légitimité de l'élection au suffrage universel ? « Non, disent certains, cela ne suffit pas ; il faut envisager une organisation du pouvoir démocratique plus complexe où les choses seront davantage partagées et notamment la question de la souveraineté partagée dans un contexte supranational. »

Dans cette analyse des processus, il y a aussi matière à réfléchir sur le développement, la lutte contre le chômage, la préservation de l'environnement, la lutte contre l'exclusion, tout ce qui pose problème, notamment en France. Ces processus permettent de moins en moins leur pilotage de manière centralisée. À la DATAR, je suis bien placé pour me rendre compte que, *nolens volens*, depuis Paris, il y a renoncement à l'idée d'un modèle unique, de développement régional non différencié ou de politique des agglomérations. En fait, la future loi d'aménagement du territoire de Mme Voinet, qui va être débattue au printemps prochain, benoîtement —, et ceci n'est pas le modèle républicain — énonce que les processus de développement commencent par la reconnaissance des territoires de projets, par l'existence de capacités communautaires (on se croirait dans l'Angleterre de M. Blair) de fédérer les initiatives en s'appuyant sur cette partie du savoir enracinée dans les territoires. « Le savoir enraciné dans les territoires », cela veut dire que le pouvoir absolu n'est plus à Paris.

Il y a là hommage rendu à une ère nouvelle. Cela ne va pas de soi ! Cette conception reste vivement critiquée dans une perspective centralisatrice qui, malheureusement, dans notre pays complexe, s'alimente au recul des régions, au fait que les Régions

ont été en même temps le théâtre de nos contradictions, le théâtre de la montée des anxiétés et de la représentation du Front national comme porte-parole de ces anxiétés.

2.6 *Le pluralisme, source de dynamisme*

Ces contradictions, élément d'analyse des problèmes, sont aussi source de dynamisme. C'est ce que je voudrais démontrer dans la relation entre pouvoir et vérité fondée sur la conception nouvelle d'une vérité qui n'existerait pas dans l'absolu, mais qui, tout au moins pour rassembler, doit être construite. Ce n'est pas l'abandon de toute vérité absolue : la vérité est à construire pour vivre ensemble en société et c'est à un autre niveau qu'elle se différencie.

Je constate la vitalité des entreprises qui ont adopté des processus d'organisation fondés sur l'apprentissage, *the learning societies*, la décentralisation des décisions et la clarté des fonctions stratégiques. Je renvoie à toutes sortes de discours faits par les présidents de grandes sociétés multinationales, comme Shell.

Vitalité des familles dans lesquelles l'autorité parentale, dans la mesure où elle est moins bâtie sur un mode hiérarchique (ou exclusivement masculin ou maternel), se prête au débat et à la négociation, parfois même au fur et à mesure que les enfants avancent en âge. Voilà une situation exemplaire dans laquelle, d'une part, il n'y a pas renoncement de la part des parents – dans le meilleur des cas, là où ils peuvent être présents et où ils ont le temps de vivre et de transmettre ce qui leur semble essentiel – et d'autre part, il y a ouverture des parents à la prise en compte de l'argumentation des enfants vivant dans un autre contexte et voulant, eux aussi, être respectés grâce à ce débat. La question du respect est fondamentale, elle était déjà vécue dans les familles anciennes ; aujourd'hui elle passe davantage par la négociation et la discussion. C'est une autre manière d'affirmer que l'autorité parentale n'est pas absolument intangible, même s'il lui faut, dans certaines circonstances, garder le dernier mot.

Vitalité d'une pédagogie religieuse qui accepte une part d'invention dans l'application de ses principes, qui accepte que tout ne soit pas dit à partir de la Révélation de la Tradition, mais que tout doive être effectivement risqué dans des circonstances toujours nouvelles, celles de notre quotidienneté qui n'avaient pas été imaginées par saint Augustin ni par saint Grégoire.

Échos reçus par des processus non autoritaires de transmission des valeurs mais fondés sur cette triple vertu de l'authenticité – je vis comme je parle et comme je vis dans un contexte où mon parler ne se veut pas aussi absolutiste que par le passé – du respect et de la sagesse qui, elle-même, est le résultat d'une confrontation avec le savoir des autres.

Une expression très forte de cette nouvelle transmission des processus de valeurs fondées sur l'authenticité, le respect d'autrui et la sagesse, s'est manifestée par la venue du pape Jean-Paul II l'an dernier. On s'interroge sur les raisons qui font que ce pape ait un tel impact. Si l'on étudie son attitude, l'on s'aperçoit qu'elle est empreinte d'authenticité, de sagesse et de respect. À un moindre degré, le mouvement qui a saisi les foules, au moment du Mondial un an plus tard à Paris, et rassemblé des Français autour des valeurs du pluralisme culturel et ethnique avait une certaine richesse d'authenticité, de respect aussi, même si la sagesse ne s'est pas toujours clairement exprimée.

Voilà des exemples de la fécondité possible d'une approche de la prépondérance de l'autorité ouverte à la diversité des expériences et, de ce fait, respectueuse et pleine de sagesse, mais – et c'est là le mystère que je ne pourrai pas élucider – qui ne renonce pas pour autant à l'essentiel.

2.7 Les risques de ce pluralisme : relativisme et intégrisme

Cet outil – la capacité interprétative dont j'essaie de montrer la fécondité – n'est évidemment pas sans risques : ses perspectives d'évolution qui peuvent nous effrayer à l'aube du prochain millénaire.

Une autre relation entre vérité-connaissance-savoir et pouvoir-autorité-légitimité peut déboucher sur un relativisme culturel généralisé, sur l'anomie de la vie collective. La traduction de tout cela, c'est « il n'y a plus de vérité absolue ». L'art de vivre ensemble, c'est simplement l'art de ne pas se gêner les uns les autres et, par conséquent, le renoncement à toute initiative susceptible de choquer, ne serait-ce qu'une partie infime de la société. Nous irions alors vers une situation absolument catastrophique et particulièrement tyrannique pour les plus faibles. Ceux-là, les plus récemment venus sur la scène sociale, ne peuvent en aucun cas bénéficier de lois à la fois intangibles, qu'on ne peut pas changer du fait de cette anomie, bien que rendues obsolètes par le mouvement social.

Voici un court résumé de ce qui est en train de nous arriver. Le relativisme généralisé peut très bien susciter un intégrisme chez ceux qui souffrent de cet anomisme, chez ceux qui estiment qu'il faut justement revenir à un pouvoir fort pour lutter contre ces maux, contre ces fractures et qui, par conséquent, reviennent carrément en arrière vers une forme de théocratie. Chez nous, cela s'appelle « l'extrême droite ».

L'extrême droite en France n'aurait pas cette force si nous n'étions pas justement ce pays où, peut-être plus qu'ailleurs, c'est la fonction de l'État qui est la plus ébranlée parce qu'elle repose plus qu'ailleurs sur cette notion de raison absolue que rien ne semble actuellement remplacer de manière crédible. En particulier, tout ceci serait justiciable d'un changement de Constitution. La Constitution de la V^e République a ceci de caractéristique qu'elle est fondée sur l'autorité. Le modèle du président de la République est un modèle autoritaire, absolu et qui se reproduit de bas en haut dans toute l'organisation, y compris au niveau régional ou départemental et dans bien d'autres sphères de la vie sociale.

Prenons l'exemple de la fonction publique française. Elle a été éduquée à se faire obéir, mais pas à organiser le partage sur l'identification des problèmes d'après une critique des solutions.

Donc nous sommes en difficulté plus que d'autres parce que dans notre société charismatique la démocratie est donnée en spectacle, et nous avons beaucoup de mal à constater que notre modèle n'est plus tout à fait adéquat.

Pour ne tomber ni dans un relativisme généralisé ni dans son corollaire – l'intégrisme –, nous sommes à la recherche d'un sursaut ou d'une renaissance anthropologique (au sens d'une plate-forme commune pour ceux qui acceptent d'avoir en commun des convictions suffisantes sur la vocation humaine). Une anthropologie, communauté de pensée suffisante pour fonder des règles communes et, en tout cas, des règles à partir desquelles la société peut être organisée, améliorée et approfondie, qui s'enracine néanmoins dans les convictions fondamentales de chacun, non réductibles, mais donnant force à cette appartenance anthropologique.

J'en trouve une illustration dans la nouvelle posture des Églises chrétiennes. Elle est depuis longtemps la posture de l'Église protestante, hyper-minoritaire, mais cela devient aussi celle de l'Église catholique en France, désormais minoritaire. Quand je lis dans le rapport de Mgr Dagens, le mot « contribution », je me dis que je suis dans le vrai. À partir du moment où le témoignage des chrétiens s'inscrit comme « contribution » à la recherche de solutions appropriées à une vision anthropologique qu'ils peuvent partager avec des non-chrétiens, nous sommes dans le juste. Il y a bien une écoute pour cette contribution d'ordre anthropologique puisque les nouveaux philosophes nous rappellent qu'il y a effectivement une quête de sens pour ces libertés qui se découvrent aujourd'hui.

Enfin – mais ceci est très ambitieux de ma part –, il y a des implications d'ordre théologique. La nouvelle ère qui essaie, du point de vue des chrétiens, de concilier la contextualisation, l'acceptation que tout n'a pas été dit par la Révélation et que les chrétiens, quand ils sont engagés en politique ou dans la vie familiale, doivent inventer des solutions appropriées au contexte dans lequel ils vivent, il me semble que cela a un rapport avec une idée non historiciste de la Révélation. Ce n'est pas pour demain,

dans un avenir qui se libérerait alors de la Résurrection, mais c'est aujourd'hui, ici et maintenant, que la Résurrection agit et nulle part ailleurs. D'une certaine manière c'est ce que dit l'Évangile de Jean ; une interprétation des *Prologues* dit exactement cela : la vérité, certes, nous transcende, nous transforme et pourtant la comprendre et la recevoir c'est la construire. *Ceci s'appelle, aujourd'hui, le don de la vie.*

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Quelle richesse ! Je vous remercie personnellement car vous avez cherché à répondre à mon interrogation : « Y a-t-il une idée maîtresse ? » Pour vous, la dialectique autorité et connaissance serait à revoir. Nous allons sans doute en discuter. J'ai été tenté de temps en temps de trouver dans votre propos une proclamation de foi politique... en faveur de la monarchie, constitutionnelle si vous voulez ! Car vous êtes un décentralisateur, vous affirmez la nécessité pour chacun d'entre nous de pouvoir prendre des initiatives. C'est ainsi que l'on se construit. C'est une remise en cause radicale de cet État-providence qui, chez nous, s'est apparenté à un modèle qui brimait les initiatives sur le terrain et une certaine décentralisation. Votre parcours personnel plaide en faveur de cette décentralisation, de cette nécessité d'adopter des solutions adaptées au contexte. Serez-vous suivi sur cette approche philosophique ou scientifique ? Vous allez en juger.

Jacques ARSAC : Il y a deux points sur lesquels je ne vous ai pas suivi. Un point de détail, au début, quand vous avez parlé des nouveaux philosophes, en y mettant Luc Ferry et Comte-Sponville et en parlant de leur attachement au problème du sens. J'ai lu dans Comte-Sponville que le problème du sens était un problème secondaire et que l'on ne vivait pas parce que la vie

avait un sens. La vie prend peut-être un sens parce qu'on aime ses enfants, mais ce n'est pas parce qu'elle a un sens qu'on aime ses enfants. Je le cite à peu près de mémoire. Avant lui d'autres avaient dit que poser la question du sens de la vie relevait de la névrose ! Ça, c'est notre brave Freud...

Le point fondamental c'est ce que vous avez dit à propos de la science, dans lequel je ne me suis absolument pas retrouvé. Vous avez cité Prigogine qui est effectivement l'exception que l'on utilise toujours dans ce cas-là. Je vous citerai un autre prix Nobel : Herbert Simon, prix Nobel en 1978. Il explique que l'informatique a permis de comprendre ce qu'est un symbole, que le symbole est ce sur quoi repose l'intelligence et que, grâce à cela, nous pourrions expliquer ce qu'est la pensée humaine et que tout ça n'est jamais que du travail d'ordinateur, que l'on est réductible à la machine, etc. Il y a un puissant courant matérialiste partant, à un bout, des spécialistes de l'intelligence artificielle – je viens de citer Herbert Simon –, et à l'autre bout, les tenants des neurosciences, dont en France le grand maître est Jean-Pierre Changeux – ajoutez-y l'école cognitive avec des philosophes comme Fodor. Vous avez là un puissant mouvement qui affirme que la science expliquera totalement la pensée humaine. Elle ne me paraît donc pas être parvenue dans la voie de la sagesse et de l'humilité.

Jérôme VIGNON : Ces deux observations sont justes. Elles sont justes parce qu'elles amènent à préciser le propos, surtout la seconde. Ce qui est intéressant, le fait porteur d'avenir, c'est que le monde scientifique est en débat. Vous avez raison, le courant traditionnel est toujours là, mais il n'est plus unique. Aujourd'hui il est véritablement questionné et en débat.

Prenez nos sociologues, par exemple, Pierre Bourdieu – je ne suis plus dans les sciences physiques –, il est très fortement critiqué. Il est en même temps le pape de la conscience républicaine, dans le sens le plus étroit que je décrivais tout à l'heure, mais en même temps vous avez une montée d'autres spécialisa-

tions sociales qui disent « vous êtes un charlatan, monsieur Bourdieu ». Notamment les anthropologues contestent radicalement l'approche de Pierre Bourdieu au nom de ce que je viens d'essayer d'exprimer. C'est que Bourdieu fait comme si ses interventions, ses enquêtes, n'avaient pas d'influence sur les réponses qu'il obtient. Donc, ce qui est mis en cause c'est le caractère réel et véritable des images, des interprétations qu'il nous donne sur les questions d'exclusion sociale par exemple, dans la mesure où les anthropologues disent que ces images sont provoquées. « Nous, nous avons d'autres visions que nous ne cherchons pas à absolutiser parce que notre forme d'intervention n'est pas la sienne. » Notre forme d'intervention tient compte du fait que le scientifique est immergé lui-même dans ce qu'il entend observer. L'anthropologie, vous le savez, ne procède pas par enquêtes, mais par convivialité. On s'immerge dans un milieu et au bout de deux ans on dit ce qu'on a entendu. J'insiste donc : il y a une contestation très forte dans toutes les sciences sur la prétention de la science à épuiser la connaissance.

Michel BENOIST : J'ai beaucoup apprécié la fin de votre propos où vous avez souligné les risques de relativisme que comportaient les perspectives que vous avez esquissées. Cependant, je m'interroge. Effectivement, nous sommes en train de nous dissoudre tous ensemble, ou plutôt chacun de son côté, dans un relativisme interrogateur et sceptique sur les choses du monde, les valeurs du monde, etc. Mais on ne peut pas vivre sans valeurs, anciennes ou nouvelles, sur quoi fonder la pensée et l'action individuelle ou collective.

Or, dans le monde tel que vous l'entrevoyez où, selon vous, l'autorité se sera diluée, qui va porter et proposer ces valeurs nécessaires ? Je n'ai pas perçu de réponse dans votre exposé, alors que je doute, comme vous-même semble-t-il, que ce soit à ces niveaux supranationaux, dans le flot de la « globalisation », que nous pourrions entretenir, générer, recueillir et promouvoir, pour le plus grand nombre, des repères.

Il y a pourtant une indication qui nous a été donnée par Jean-Paul II, le 5 octobre 1995 – si j'ai bonne mémoire –, à l'Assemblée générale des Nations unies. Il y a fortement souligné que, tout comme la personne humaine, la nation, les nations étaient porteuses de valeurs et qu'à ce titre elles avaient un rôle à jouer. Curieusement, cette intervention du pape n'a reçu que bien peu d'échos dans les médias ; n'est-ce pas là une manifestation du relativisme ambiant qui justifie vos appréhensions ?

Jérôme VIGNON : Je me suis mal fait comprendre. Ce qui est en cause, c'est la simplicité d'une relation linéaire qui partirait de valeurs, en établirait les principes fondamentaux et fonderait sur ceux-ci des Constitutions. C'est cette homogénéité linéaire qui est en cause, ce n'est pas l'existence de croyances et de convictions fondamentales que nous pouvons appeler ensemble des valeurs. Ceci demeure.

Mais nos sociétés d'aujourd'hui s'intéressent aux médiations qui permettent de passer du plan des valeurs ou des croyances, des convictions fondamentales, à celui des principes généraux (que j'ai appelés aussi l'anthropologie) et de ce plan des principes généraux à celui de la construction de la loi, notamment de la loi constitutionnelle. Nos sociétés s'intéressent à ça. Elles ne veulent plus que l'on passe sous silence qu'il existe une médiation et que, du coup, cette médiation demande à ce que soit en permanence réinterprétée la manière dont les droits fondamentaux, sociaux qui font partie de l'anthropologie, sont effectivement mis en œuvre. C'est là une discussion que j'ai très souvent avec des amis américains. Ils me disent : « Mais pourquoi les Européens veulent-ils faire bande à part, n'avons-nous pas les mêmes valeurs ? » Oui, nous avons les mêmes valeurs, mais ce n'est pas ça qui compte ! Maintenant, même au Sri Lanka on a ces valeurs-là ! La question c'est : « Comment entendons-nous que de telles valeurs deviennent effectives ? » Perceptibles par tous, elles le seront dès lors qu'elles seront effectivement vécues ; qu'on ne parle pas dans l'abstrait des droits de l'homme et que soient mis

effectivement en branle des mécanismes et des capacités d'intervention internationales qui s'y attellent. Les situations génocidaires, que nous connaissons de nouveau aujourd'hui, sont de nature à créer un doute très profond sur l'existence même des valeurs. Les gens se disent que ces valeurs n'existent pas puisque ceux qui les proclament ne savent pas les faire respecter.

La question n'est pas celle des valeurs. Les valeurs ont gagné en universalité. Le nombre de pays qui, aujourd'hui, se rattachent peu ou prou aux valeurs de la démocratie, et qui sont même prêts à s'engager dans une nouvelle charte des Nations unies qui incorporerait les droits sociaux fondamentaux – ils en avaient été exclus comme sujet de conflit entre l'Est et l'Ouest –, ce nombre progresse. Mais là où un accord est à réaliser – ici intervient cette notion de contextualisation, de débat d'Habermas –, ce sont sur les conditions dans lesquelles, en pratique, on donne corps et réalité à ces droits sociaux fondamentaux.

Isabelle MOURRAL : Il m'est un peu difficile de vous poser une seule question parce qu'il y en aurait énormément et je crois que, dans votre exposé extrêmement riche et fécond, le grand risque est qu'on vous fasse dire ce que vous n'avez pas voulu dire.

Vous n'êtes pas un sceptique. Vous n'êtes pas un relativiste. Vous nous avez dit quelque chose de très utile : vous avez mis la vérité en question. Elle est en question à notre époque. Et on a raison de mettre en question des conceptions trop simples de la vérité. La vérité n'est pas à Paris, elle n'est pas dans l'État, elle n'est pas forcément chez le père de famille ni chez le professeur, ni dans l'état actuel de la science. C'est ce que vous avez voulu nous dire, je crois que vous avez parfaitement raison.

Mais enfin, vous avez prononcé un mot : la sagesse. Est-ce que ça existe, au moins comme principe d'orientation de la vie de l'esprit ? La vérité : est-ce que nous devons y renoncer sous prétexte qu'elle est difficile à dire ?

Et puis, vous avez posé une question très importante : est-ce que nous pouvons vous donner raison quand vous dites « tout

n'a pas été dit dans la Révélation » ? Voulez-vous dire que nous n'avons pas tout compris ? ou allez-vous plus loin ? Pour me résumer, parce qu'on parlerait avec vous pendant des heures, nous pourrions vous demander de mettre cela un tout petit peu plus au point.

Jérôme VIGNON : Voilà ouvert un important débat ! La sagesse : oui, elle existe et se pratique et peut-être qu'elle est aujourd'hui plus nécessaire comme mode d'exercice de l'autorité qu'autrefois. Je n'ai absolument pas voulu dire qu'il n'y avait plus d'autorité, qu'il fallait y renoncer. Ce qui est en cause ce sont les conditions d'exercice de l'autorité.

Il y a une semaine, nous célébrions le 900^e anniversaire de l'Ordre cistercien. Je présidais la dernière journée d'une série de manifestations qui se sont déroulées pendant un an. Le souhait de l'Ordre était de placer cette commémoration dans une perspective de présent et de montrer comment ce que l'Ordre cistercien pressent en essayant, pragmatiquement, d'être fidèle à son intuition fondamentale, donc de se réformer. Une telle réforme qui, en l'occurrence, touchait deux points : la place des femmes, des moniales, dans la vie monastique, et l'exercice de l'autorité. Ce n'est pas moi qui ai inventé ces deux sujets choisis dans la dernière journée.

À propos de l'exercice de l'autorité, le témoignage donné par un Suisse, le père abbé de Haute-Rive, insistait sur la fondation de l'Ordre cistercien qui n'était pas donné dans la révélation de saint Benoît, dans la règle du maître, la règle de l'Ordre. Les chapitres généraux sont des instances qui sont apparues nécessaires pour que ceux qui sont en charge de l'autorité, et qui la gardent, écoutent. Cette part d'expérience que peuvent exprimer différents membres de la communauté est fondatrice de sagesse. C'est ce que le père abbé a dit : la sagesse est nécessaire *« pour celui qui veut s'adresser, en toute autorité, à la liberté des jeunes moines »*. Je n'ai rien à ajouter.

Sur le second point vous m'avez invité à resserrer les boulons de mon propos, vous avez raison. Je voudrais expliquer davan-

tage cette phrase : « tout n'a pas été dit par la Révélation ». Je ne mets pas en cause la Révélation. Je dis qu'elle nous invite à une invention. Je pense que l'Action catholique des années 1960 a, petit à petit, éprouvé les limites d'une posture, évangélique, qui la conduisait *ipso facto* à voir, juger, mettre en œuvre la solution des problèmes qui lui étaient soumis à la lumière de l'Évangile. Je la conteste ! La lumière de l'Évangile ne nous donne pas la solution des problèmes d'aujourd'hui. Voilà ce que je veux signifier dans « tout n'a pas été dit ».

D'ailleurs il n'y a pas de solution définitive aux problèmes d'aujourd'hui. Il n'y a que des hommes et des femmes qui se risquent dans l'affrontement chrétien, comme disait Mounier, à tenter de vivre en vérité cette lumière de l'Évangile qu'ils ont reçue aujourd'hui. Qu'ils ont reçue par les sacrements, là je suis tout à fait d'accord. Mais il y a un risque de la vie chrétienne qui ne peut jamais être totalement fidèle puisqu'elle ne le sait pas vraiment. Elle voit les traces de Dieu, mais pas Dieu lui-même.

Isabelle MOURRAL : La vie éternelle, la Trinité, ce qu'est un homme ?

Jérôme VIGNON : Je n'en vois que les traces... Dans les témoignages de ces cisterciens, dans ce qu'ils acceptaient de révéler de leur existence, on discernait les traces de ce à quoi l'homme est appelé. Mais c'est l'indicible. Je ne crois pas que nous soyons en droit, je ne me sens pas en droit, de déduire du mystère de la Trinité, ni de celui de la Résurrection des conséquences intangibles. Ce ne sont que des conséquences provisoires dans l'action, mais aussi dans la contemplation, que de manière révoquant, imparfaite, mais la seule que j'aie à ma disposition : je peux répondre à cet appel qui, lui, est un appel absolu.

Nicolas AUMONIER : Je voudrais intervenir rapidement sur cinq points précis.

Vous avez cru pouvoir constater la fin de l'Empire soviétique. Je ne souscris pas à cette formule, car il me semble que les structures de peur mises en place par le KGB et les différentes mafias, structures qui ont permis pendant tant d'années à l'Empire soviétique de se développer, sont toujours en place.

Du PACS, vous avez dit qu'il ne constituait que l'une des manifestations d'un mouvement d'émancipation de longue durée. Je ne suis pas d'accord avec vous sur ce point. Je pense que le PACS, s'il est adopté, créerait un point de non-retour dans l'ordre de la régression sociale. D'une part, l'institution d'un engagement au rabais pour ceux qui refusent tout engagement structurant infecterait sans délai ni remède le code civil tout entier en vidant de toute signification la notion de loi. D'autre part, légaliser le PACS serait aussi grave que légaliser l'inceste, ce serait abandonner l'avant-dernière digue avant que ne saute le dernier interdit constitutif de toute société. Et, au train où vont les choses, si l'on entre dans la logique de tyrannie que veulent imposer les sectateurs du PACS (tyrannie qui cherche, comme d'habitude, à se camoufler sous les dehors de la tolérance), qu'est-ce qui nous retiendrait bientôt de légaliser l'inceste ? Le PACS est tout, sauf un détail, une marche vers l'émancipation que nous devrions regarder avec des yeux élargis. Il nous ferait revenir à un état antérieur à tout contrat social, mélange de fusion incestueuse et de guerre de tous contre tous. Sous le faux prétexte de vouloir créer des liens sociaux plus justement adaptés, son institution engagerait la dissolution de tout lien social entre nous.

Il m'a semblé que votre très riche exposé aurait gagné à distinguer deux concepts de l'autorité : l'un, aliénant, celui d'une fausse autorité ; l'autre, libérant, celui de la seule autorité verbale. Ce qui signifie qu'un pouvoir despotique peut être privé d'*autoritas*. En ce sens, je me garderais de jeter trop vite la centralisation aux orties. Quand une société commerciale est constituée de trop nombreuses baronnies, de petites hiérarchies à courte vue et exécution lente, l'information met beaucoup de temps à transiter et le patron peut être accusé d'avoir caché trop longtemps à

ses actionnaires la mauvaise nouvelle qui vient juste de lui parvenir. La centralisation a aussi beaucoup d'avantages. Elle permet à une information cruciale de remonter rapidement et à la décision qui lui répond d'être rapidement prise et exécutée. Il n'y a pas que des modèles politiques de la décentralisation.

Quatrième remarque : la Révélation – celle qui est pour moi celle du Christ comme le Chemin, la Vérité et la Vie – est évidemment le contraire d'une autorité aliénante. La règle de saint Benoît est très éclairante sur ce point. Si tous sont appelés à s'exprimer et sont attentivement écoutés, c'est l'abbé qui décide, seul. La grâce divine est toujours nécessairement *reçue*.

Cinquième et dernière remarque. Parmi tous les événements récents dont vous nous avez aidés à redécouvrir le sens, il me semble qu'il y en a un, très récent que vous n'avez pas cité, qui est l'encyclique *Fides et ratio*. Ce texte tout à fait nouveau me paraît gigantesque. Le pape y manifeste notamment le souhait d'une science réunifiée. Il s'agit là d'une ambition colossale : celle de tous les différents pans du savoir qui pourraient à nouveau communiquer entre eux et se relayer les uns les autres. Il s'agit d'un appel à construire d'une manière tonique et joyeuse, sans se laisser effrayer par l'immense accumulation quotidienne du savoir. Non seulement ce texte sape le fondement même du relativisme, mais il relève le scientifique qui avait toutes les raisons d'être abattu par l'extrême dans un tout petit monde, coupé de tous les autres mondes. Il doit travailler à l'unité du savoir tout entier. Quelle joie !

Jérôme VIGNON : Vos remarques montrent une très grande qualité d'attention. Je vais essayer de les commenter brièvement. Oui, vous avez raison, s'il n'y a plus d'Empire soviétique, il y a toujours un empire, largement disloqué, et en tout cas les germes de la tyrannie, de l'abus de pouvoir, sont toujours là. Est-ce que nous, du côté occidental, nous avons vraiment créé les conditions pour que les contre-forces qui sont apparues aient leur chance ? Je ne le crois pas.

Sur le PACS. J'y suis pour ma part tout à fait hostile : j'ai fait allusion au PACS plutôt pour indiquer qu'il s'inscrivait dans une tendance. Mais je pense que, justement, si une coalition anthropologique où ne se retrouveraient pas que des chrétiens devait prendre la parole, ce serait pour dire ce qui est en jeu et ne peut pas être accepté au nom de cette anthropologie ; pour éviter d'avoir à céder à un mouvement qui est un mouvement de mode, en indiquant qu'une société ne peut, par exemple, se donner des repères qui nient ses exigences de reproduction. Cela je l'appelle de tous mes vœux. Je regrette un peu qu'on ait confondu l'opposition au PACS avec une appartenance à certains partis politiques ou avec une obédience aux évêques. Les évêques ont dit des choses extrêmement justes. Il serait ennuyeux qu'ils fussent les seuls à les dire. Dans cet exemple-là, je pense qu'un sursaut anthropologique est nécessaire, c'est un peu pour ça que je pensais à cette expression d'ailleurs.

En ce qui concerne l'autorité qui libère, il est bien possible que dans ses débuts et jusque dans les années 1970, l'autorité de la V^e République ait eu cette capacité libératrice. Maintenant, a-t-elle continué de l'avoir ? Je ne le crois pas. Les Français ont trop changé pour que les institutions de la V^e République soient encore génératrices de supplément de dynamisme. C'est l'inverse. Le problème c'est qu'on ne change pas facilement de République en France. C'est l'inverse. C'est un drame que la réforme de la décentralisation et la régionalisation soient bloquées, c'est un véritable drame, cela nous fait perdre six ans ! J'en suis absolument désolé. Mais plus je connais ces questions d'aménagement du territoire, de décentralisation, plus il me semble qu'on ne peut pas s'en tirer avec des aménagements mineurs : ce sont en partie des aménagements constitutionnels. Après tout, nous avons consenti à des aménagements constitutionnels parce que l'Europe nous y obligeait. Pourquoi ne serions-nous pas capables, de notre propre chef, à partir d'un regard lucide sur comment nous avons évolué, sur tout ce que cette République a apporté, de faire certains amendements qui ne seraient pas contraints de l'extérieur ? Et, peut-être, une des

raisons pour lesquelles l'Europe est si mal reçue, c'est qu'elle n'a pas pris sa place dans le débat républicain, elle est extérieure, et chaque fois qu'on fait quelque chose – de bien – en son nom, c'est étranger à notre démocratie et c'est mal vécu.

Le Christ : je n'ai rien à dire contre la forme d'autorité qu'il peut inspirer. Pour revenir aux cisterciens : ils n'ont pas seulement dit « la source de toute autorité c'est la vocation de service » : « *Je suis au milieu de vous comme celui qui sert.* » Ils ont indiqué que le caractère absolu du pouvoir de l'abbé tenait du fait qu'il s'enracinait dans l'affection paternelle ; c'est une transposition d'une relation paternelle qui, par là même, peut rester une relation de service. Mais ils ont aussi dit que les organisations, les institutions, les méthodes, les voies et moyens, les procédures par quoi cette paternité pouvait de fait s'exprimer n'étaient pas tout à fait inutiles.

Fides et ratio, je ne la connais pas encore. Il y a une autre encyclique : *Veritatis splendor*. Je ne me sens pas tout à fait à l'aise parce que je trouve que la capacité de contextualisation y est absolument ignorée. Les chrétiens, qui sont irrigués par l'Évangile, par les encycliques, ne vivent pas n'importe où, et ils doivent, surtout lorsqu'ils sont en politique, prendre en compte un certain nombre d'implications qui seraient attachées à l'application, aveugle, des principes. Dans cette encyclique, Jean-Paul II voudrait nous dire qu'on ne doit pas mollir et que si ce ne sont pas ces principes-là qui sont appliqués, on doit se retirer. Pour moi, c'est un peu plus compliqué.

LE PRÉSIDENT : *Voilà un prélude qui laisse bien augurer de la symphonie pour une ère nouvelle !*

LA MONDIALISATION
ÉCONOMIQUE
VÉCUE AU JOUR LE JOUR

*Par M. Xavier FONTANET
Président-directeur général d'Essilor International*

LE PRÉSIDENT : Nous vous accueillons comme l'un des grands acteurs français de la mondialisation économique, c'est d'elle que vous allez nous parler au quotidien.

Vous êtes ingénieur civil des Ponts et Chaussées. Vous avez passé deux ans au MIT à Boston. Vous avez été consultant au Boston Consulting Group puis directeur général des chantiers Beneteau ; directeur central de la restauration à Eurest, Groupe Wagons-lits. Vous rejoignez Essilor en 1991 comme directeur général et, depuis 1996, vous aviez alors quarante-huit ans, vous êtes PDG d'Essilor International, la première entreprise mondiale de lunettes.

La mondialisation est l'une des lignes de force de notre programme 1998-1999 : *Questions pour le XXI^e siècle*. Ses enjeux ne sont pas seulement économiques, mais sociaux, culturels et politiques.

Un monde sans rivage, État, nation et globalisation, c'est le titre d'un ouvrage de l'ambassadeur de l'Argentine à Paris, qui a été expert au GATT et également à la conférence de Cancun ; il y dénonce le dépérissement de l'État-nation comme danger de la mondialisation... alors que d'autres s'en réjouissent.

La mondialisation est un phénomène complexe et multiforme de flux, de réseaux et d'acteurs qui provoque fascination et peur. Il suscite les recherches. Certains sommets des Nations unies ont

suggéré des « utopies audacieuses » pour maîtriser la mondialisation. Et l'Unesco a un programme de gestion des transformations sociales, le programme Most, qui a pour sous-titre : « Du bon usage de la mondialisation ».

Ces divers aspects de la mondialisation ne vous ont pas échappé. Vous allez surtout nous apporter le bénéfice d'une action concrète, captivante et fruit d'une expérience pluriforme.

Essilor a publié en 1997, à l'occasion de l'anniversaire de ses vingt-cinq ans, un beau document ; de l'introduction de Xavier Fontanet, j'extrais deux brefs passages : « *97 restera pour Essilor une année unique, notre groupe célèbre ses vingt-cinq ans d'existence* » ; « *97 porte aussi la marque d'une profonde transformation d'Essilor. Notre entreprise connaît la plus forte croissance de son histoire et c'est l'année où Essilor devient vraiment mondiale.* »

Xavier FONTANET : L'exercice auquel vous m'avez invité est un peu difficile parce que je suis habitué à parler à des équipes de vente ou à des managers dans tous les pays. Votre communauté est donc assez originale pour moi, mais je vais essayer de communiquer de mon mieux avec vous.

Je ne vais pas vous parler de théorie, mais de vécu. En fait nous allons faire *le tour du monde d'Essilor*, je vais vous parler de petits événements et nous essayerons d'en tirer la quintessence.

1. Essilor autour du monde

1.1 Un discours guerrier et un discours éthique

Mon discours est assez guerrier, cela va vous surprendre, parce que la vie économique, on l'oublie beaucoup, surtout en France, est une véritable guerre concurrentielle. J'utilise, vous le verrez, des expressions guerrières. Je suis inquiet quand je suis en France parce que beaucoup de gens ne sont pas conscients de ce que ceux qui sont sur le front, comme les entreprises, concurrencent tous les jours des Japonais, des Américains. Ce décalage entre des gens très exposés et des gens moins exposés à la concurrence n'est pas forcément sain.

Je vais aussi parler d'éthique parce que je crois que c'est en fin de compte l'éthique qui détermine le sort des batailles. Je vais vous parler de guerre et d'éthique : je mêle les deux et je suis convaincu qu'en fin de compte ce sont les valeurs morales qui sont les valeurs les plus fondamentales.

1.2 Madame Hua

Je voudrais d'abord vous parler d'une personne ; j'avais écrit dans mon plan : « Le sourire de madame Hua ». Je vais vous emmener à Shanghai. Qui est madame Hua ? C'est une jeune femme que nous avons embauchée il y a trois ans. À Shanghai, nous avons monté une très grosse usine de verres parce que la Chine est un marché très important. Nous avons investi à peu près 100 millions de francs dans cette usine et nous y avons embauché, pour démarrer, cinq agrégés de science (en chimie), des Chinois : Mme Hua est l'une des cinq ; elle est très forte en chimie.

Nous avons invité ces personnes à venir six mois en France ; nous leur avons monté leur usine près de Dijon, dans un hall. Ainsi ont-ils appris à faire tourner l'usine avec l'aide d'ingénieurs français. Il est extrêmement « pointu » de faire tourner une usine de verres ; ce sont de très grandes quantités et cela demande donc des gens bien entraînés.

En Chine, la demande de talents est très importante, aussi les gens ne sont-ils pas très fidèles. On les débauche facilement à Shanghai. J'ai donc plusieurs fois dîné avec eux de façon à les connaître et à créer un début de lien entre eux et Essilor.

C'est ainsi que j'ai connu Mme Hua. C'est une femme de trente-cinq-quarante ans, née dans le Yun Han de parents paysans. C'était une enfant très douée, qui a très bien réussi à l'école. Ses professeurs ont reconnu son talent et l'ont envoyée très vite à Shanghai, où elle a gravi les échelons. Finalement le système l'a fait progresser : elle a réussi l'agrégation et la chance a voulu qu'un des recruteurs d'Essilor la découvre et l'embauche.

Elle est alors venue en France, où en deux-trois mois elle a parlé français – tout au moins un mélange de français et d'anglais. Si vous me dites : « Comment communiquez-vous avec un Chinois ? », je l'ai pu efficacement avec elle parce qu'elle parle bien l'anglais.

1.3 L'horizon temps

Nous avons inauguré l'usine il y a peu. Comme toujours, c'est une tradition essilorienne, nous invitons le personnel à notre table. Mme Hua était très heureuse et a dit : « Essilor a changé ma vie. » Je lui ai demandé pourquoi. « Écoutez, m'a-t-elle répondu, je suis entrée dans un certain monde tout nouveau pour moi et la première chose qu'Essilor m'a donnée, c'est un horizon temps. Jusqu'ici la vie était assez dure et je n'aurais pas toujours ma nourriture, j'ai un petit enfant... Maintenant j'ai une sécurité financière qui fait que je ne suis plus obsédée chaque semaine par ce que j'ai à lui donner à manger. Je commence à voir beaucoup plus loin. »

Or, fait notable, j'ai entendu le même raisonnement dans l'ex-Allemagne de l'Est. Nous avons racheté une grosse société, il y a six ans, à Ratenau. Des personnes qui venaient de l'Allemagne de l'Est, passant du communisme à une société d'un capitalisme très ouvert, ont dit la même chose : « Quand on travaille dans une société libre et concurrentielle, on a un horizon temps. C'est une énorme valeur que vous nous apportez. »

Nos Chinois font un travail extraordinaire. Nous nous étions donné quatre ou cinq ans pour qu'ils atteignent le niveau de productivité de la France (j'aurais voulu que notre patron des productions soit là, mais la préparation de son budget l'en a empêché). Nous étions époustouffés parce qu'en deux ans ils avaient atteint les meilleurs rendements de tout Essilor-mondial.

La vie de Mme Hua est tout à fait étonnante : cette femme a failli mourir de faim, elle n'a pratiquement mangé que des racines pendant un an. Elle connaît la valeur de la vie : dès qu'on

approche ces êtres, on est complètement bouleversé. C'est pourquoi je me permettrai une petite pique. Chaque fois que je reviens en France et que je subis une grève d'Air France, je me sens quotidiennement un peu plus proche de Mme Hua. Je me demande alors où est ma citoyenneté ? J'ai une citoyenneté française, bien sûr, je ne la renie pas, mais je constate des faits qui me déplaisent profondément. Mon autre citoyenneté – la citoyenneté Essilor – me rapproche beaucoup de cette Chinoise.

1.4 L'attraction des États-Unis

Nous nous sommes rendu compte que l'usine marchait très bien et, avec le directeur de production, nous avons alors décidé d'installer des machines plus puissantes, plus sophistiquées. J'ai dit à Mme Hua : « Quel serait votre rêve ? – Ce serait d'aller aux États-Unis » m'a-t-elle répondu.

Les Français n'aiment pas beaucoup les États-Unis, nous y reviendrons. Quelle en est la raison ? C'est pourtant le pays de la liberté, un pays absolument extraordinaire ! Ma réponse a été : « Savez-vous, madame, ce que nous allons faire ? Nous allons mettre de grosses machines dans votre usine et utiliser les machines de Chine pour attaquer le marché. » Les Japonais sont les grands concurrents d'Essilor ; ils ont des intérêts qui ne sont pas identiques aux nôtres. Nous nous concurrençons dans les quatre coins du monde. « Vous avez un tel talent de production, ai-je ajouté, que nous allons nous appuyer sur vous pour concurrencer les Japonais. » Il faut dire qu'autour de Shanghai, beaucoup font de la couture, de la soie et ont donc des mains extraordinaires. Toute la soie qu'on trouve en France vient de là. Quand on leur demande de faire des choses très précises, comme des verres, ils font des merveilles. Aussi ai-je conclu : « Madame, si nous battons les Japonais, je vous promets que, dans trois ans, j'irai voir le maire de votre ville pour lui demander que vous alliez passer cinq ans aux États-Unis, avec votre mari et votre enfant. »

1.5 Des projets partagés

Il y a une humanité qui se dessine au sein d'Essilor, société très internationale qui permet de rapprocher des gens. Le travail, le fait que cette femme partage la volonté de se battre et d'en découdre, ces projets partagés, sont l'origine de liens très profonds dans l'entreprise.

Sans abuser des chiffres et des tableaux, je souhaite vous en présenter quelques-uns :

Le premier tableau, c'est vingt-cinq ans de croissance d'Essilor. C'est vous dire que la croissance d'une entreprise, quand elle est belle, c'est formidable. L'entreprise capitalisait, il y a vingt-cinq ans, près de 200 millions de francs. Nous capitalisons aujourd'hui 25 milliards de francs ! Nous avons donc multiplié par 125 la valeur de l'entreprise. L'argent pour nous est plus un moyen qu'une fin. Mais sans argent on ne fait rien ; on est donc, évidemment, très sensible à l'obtention de résultats. Plutôt d'ailleurs pour investir que pour le mettre dans sa poche. De toute façon, on n'a pas le temps de tout dépenser ! Retenez ce taux de croissance ; un taux de croissance moyen de l'ordre de 10-12 % par an. Quand on progresse à cette allure, on multiplie par 150 en vingt-cinq ans. Ces points sont importants pour comprendre la suite.

Voici un second tableau : notre société est complètement mondiale. Le monde est notre jardin, j'y reviendrai. Nos chiffres d'affaires sont actuellement ainsi répartis : 45 % en Europe, 45 % aux États-Unis – mais les États-Unis sont en train de devenir plus gros que l'Europe –, 5 % en Asie, 5 % en Amérique latine.

Sachez que, chez Essilor, nous vivons de concurrence quotidienne, nous sommes tous les jours en train de nous battre avec des concurrents qui souhaitent avoir notre peau, ou tout au moins nos clients. Mais il se trouve qu'actuellement nous avons de très beaux résultats et une forte croissance.

Nous sommes solides parce que nous luttons pour notre vie de tous les jours. Nous sommes les leaders, réalisons à peu près 10 milliards de francs de chiffre d'affaires. Vous voyez que les trois premiers du marché – Sola, Hoya, Essilor – gagnent de l'argent, et arrivent donc à se développer. Tous ceux qui sont en dessous perdent de l'argent, ne se développent plus, ce qui fait qu'ils vont disparaître. Nous pourrions les racheter un jour. Il ne faut pas être angélique, nous sommes tous les jours dans une véritable lutte, une course de vitesse et c'est un élément qu'il faut que vous connaissiez, nous sommes en guerre économique tous les jours.

Notre stratégie est très simple : c'est toujours évoluer plus vite que nos concurrents. Notre façon de travailler, c'est d'accroître l'écart. Nous le voyons très bien quand dans un domaine nous allons moins vite que les Japonais, tout de suite nous voyons les résultats qui baissent. Dès qu'on reprend de la vitesse par rapport à eux, tout de suite nous voyons nos résultats s'accroître.

C'est avant tout une course de vitesse – on peut dire que ce n'est pas bien mais c'est comme ça. Nous payons des impôts qui permettent de financer beaucoup de choses. La source des impôts, il faut le savoir, c'est quand même d'abord l'argent conquis sur les marchés mondiaux, par des gens qui se battent. Il faut en prendre conscience, surtout si l'on travaille dans un secteur qui n'est pas exposé et qui vit donc de l'impôt prélevé sur nous.

Nous avons une organisation complètement mondiale : à peu près 9 000 personnes en Amérique ; 8 000 personnes en Europe et à peu près 2 500 personnes en Asie. Dans nos organigrammes, je mets toujours la Chine au milieu pour montrer que le futur est en Chine et en Inde, où je pense que, si nous réussissons nos affaires, nous aurons dans cinq à neuf ans, probablement 10 000 personnes entre la Chine et l'Inde, 10 000 personnes en Europe et 10 000 personnes aux États-Unis. À ce moment-là, la société sera complètement équilibrée. Voilà ce qu'il faut réaliser.

1.6 La compétition économique, un sport rude

Je parle de guerre, je m'avance sans doute un peu loin. C'est plutôt de sport qu'il faut parler que de guerre. Il faut rendre aux mots leur vrai sens. Je n'ai pas vécu la guerre comme la plupart d'entre vous : même si on se fait très mal dans le business, on ne va pas en mourir. Je parlerai donc plutôt de sport.

Le sport, c'est de mieux servir les clients. On est tous les jours auprès des clients. Je pense qu'en chaque homme, il y a un champion. Toute la motivation c'est de réveiller le champion qui est en chacun d'entre nous. Nous ne sommes pas tous doués pour faire la même chose. Certains le sont pour faire des managers ; d'autres sont des spécialistes de pointe... Il n'est pas important de savoir si l'on est PDG ou si l'on fait le nettoyage des bureaux. Ce qui compte, c'est de bien faire ce que l'on est chargé d'accomplir. En fait, il faut que chacun soit champion, soit un vrai pro dans son domaine. Il est sûr que dès qu'on raisonne en termes d'équipe sportive, on passe immédiatement du droit au devoir et à la responsabilité. Dans une équipe de football qui pénètre sur la pelouse pour une finale de Championnat du monde, il n'y a personne pour dire : « J'ai le droit d'être avant-centre. » C'est : « Mon petit vieux, si on t'a permis d'être avant-centre, c'est pour te donner la chance de te défoncer pour que tout le monde gagne. » Notre culture consiste à développer beaucoup plus le sens du devoir que la défense de ses droits.

La notion d'équipe est très importante. Vous verrez, si je vous explique comment nous travaillons. Il faut des individus forts ; que chacun soit capable de se porter tout seul ; mais il y a aussi la notion d'équipe. À mon sens, un bon équipier, c'est quelqu'un qui est capable d'être très bon tout seul. Les gens qui ne vivent que par les autres, ce n'est pas toujours très bon. Il faut être capable de vivre avec les autres, mais il faut être capable d'être costaud soi-même.

1.7 L'apprivoisement du risque

Venons-en à la notion du risque : il faut accepter le risque. Nous vivons dans une société, surtout en France, où on passe son temps à nier les risques. Il est clair que les bons investissements sont ceux qui sont risqués. Quand un investissement est fait sans risque, il n'a aucune rentabilité. Dès qu'on veut de la rentabilité, il y a forcément un risque. Nous les acceptons et, pour un PDG, c'est très dur : il faut accepter toutes les dimensions du risque. Je pousse chacun à accepter le risque en face. On ne prend jamais de risque idiot. Il n'y a que des va-t-en guerre qui prennent de tels risques... Les risques dont je parle sont des risques réfléchis, pris par de vrais professionnels qui savent qu'il faut tenter des paris pour réussir.

Notre culture est faite de l'apprivoisement du risque. Le vrai risque concret est de perdre les clients : soit ils nous quittent, soit ils restent avec nous. Quand un client est parti, c'est comme un oiseau qui a quitté la branche, pour le faire revenir... Nous sommes constamment confrontés au problème du client qui s'en va. Nous sommes chaque mois confrontés au chiffre d'affaires et aux résultats mensuels et on sait que si ces résultats chutent, c'est, à long terme, tout un problème.

1.8 Le caractère avant le diplôme

Après le sens du devoir et le sens du risque, c'est le caractère que nous mettons en valeur dans notre culture – le caractère plutôt que l'intelligence ou que l'instruction. L'instruction est quelque chose qui s'achète : si l'on veut un diplômé, on va sur le marché et on l'achète. Ce qui est beaucoup plus difficile à trouver, c'est le caractère avec l'intelligence, cela ne s'achète pas. Je crois que, dans une société, il est très bon d'avoir des diplômés ; il en faut, mais ce qu'on privilégiera dans une équipe, c'est beaucoup plus la personne et son caractère, que ses diplômés.

Tels sont les fondements culturels d'Essilor : voilà toutes les vertus que le *leadership*, au niveau mondial, réclame aux hommes de l'entreprise. Je pense que ce qu'on attend des gens chez Essilor, c'est un peu ce qu'on attend aussi d'une équipe de football championne du monde.

2. La mondialisation

Pourquoi parler du Mondial ? Pour nous, la mondialisation, au jour le jour, survient à une vitesse étonnante. Je trouve cela extraordinaire ! Certains la trouvent effarante, moi je trouve cette évolution absolument fantastique. Peut-être que dans quelques années, je trouverai ça moins amusant, mais pour l'instant je le vis fort et bien !

Quelques faits pour vous le faire percevoir : je fais à peu près 400 000 km par an. Ma secrétaire hier paraissait un peu ennuyée. Peut-être avais-je été indélicat avec elle ? Je l'interroge : « Qu'est-ce qui ne va pas, Marie-Laurence ? — Monsieur Fontanet, nous dépassons notre budget. » Je regarde mes billets d'avion : 450 000 francs de billets d'avion depuis le début de l'année. Cela fait plus de 1 000 km par jour : il faut tenir ce rythme toute l'année. C'est un vrai problème !

J'ai regardé mon emploi du temps d'aujourd'hui : un quart d'heure au téléphone avec Singapour ; une heure de discussion ce matin, avec Tokyo ; trois heures et demie à faire les budgets 1999 avec les équipes européennes et, enfin, deux heures et demie avec une vidéo aux États-Unis, à Dallas, sur un nouveau projet. C'est vraiment une journée habituelle. En effet, nous disposons d'un système de vidéoconférence : des téléviseurs grâce auxquels on voit ses collègues. Ceux que j'ai vus aujourd'hui en vidéo, je risque de les retrouver la semaine prochaine, à Tokyo, chez un fournisseur. Nous perdons complètement la notion du lieu. Le lieu, c'est l'entreprise. On oublie complètement que l'on

est à Tokyo ou à Dallas ; on est chez Essilor, on reconnaît les bureaux. Le monde est notre jardin.

2.1 Rapidité des innovations

Avec la mondialisation, c'est la vitesse d'exécution qui compte. Historiquement on gagnait beaucoup d'argent avec des brevets qui empêchaient les autres de faire nos produits. Ce petit monde est en train d'évoluer : ce qui fait qu'on marche bien, c'est qu'on va plus vite que l'autre.

Pour vous donner des ordres de grandeur : il y a une trentaine d'années, Essilor changeait ses produits tous les vingt ans. Il y a une dizaine d'années, Essilor changeait ses produits tous les dix ans. Maintenant, nous les changeons tous les cinq ans et nous sommes en train de réfléchir pour les changer tous les trois ans. Nous allons sept fois plus vite qu'il y a trente ans ! Nous vivons un phénomène extraordinaire de contraction de l'espace et du temps.

On dit qu'Essilor est un grand groupe, mais, au niveau mondial, c'est en fait une grosse PME. La mondialisation est donnée à tout le monde. Vous trouvez aujourd'hui des PME de 500 millions de francs qui ont de vrais comportements de multinationales.

2.2 Contraction du temps et de l'espace pour tous

La mondialisation, ce n'est pas l'apanage de très gros groupes, c'est en train de devenir le lot de tous ceux qui sont dans les entreprises privées et concurrentielles ; quelle que soit la taille de la société, toutes sont en train de connaître ce phénomène de contraction du temps et de l'espace. Toutes les firmes vont se mondialiser beaucoup plus vite qu'on ne le croit. Je suis convaincu que les grosses firmes, dans vingt-cinq ans, auront dépassé les États.

2.3 *Les richesses d'État dépassées...*

Je vais vous donner des chiffres qui vont peut-être vous affoler, mais dans toute réflexion, il faut connaître les faits. Les deux plus grosses sociétés du monde actuellement sont General Electric (l'ex-Edison) et Microsoft. Savez-vous combien valent ces sociétés sur le marché ? Elles sont en train d'atteindre 300 milliards de dollars ! C'est donc 1 500 milliards de francs. Je ne sais pas si cela vous dit quelque chose, mais l'Inde, par exemple, a un PIB de 2 000 milliards de francs. Donc la capitalisation de General Electric n'est pas très loin du PIB de l'Inde ; c'est plus gros que le PIB de la Russie. Sans doute n'est-ce pas la même chose, mais ce sont quand même des chiffres significatifs.

Une société comme Essilor a crû de 12 à 15 % par an, General Electric croît à cette vitesse. Si vous prolongez les tendances, vous verrez que General Electric, dans vingt-cinq ans, aura une valeur sur le marché supérieure au PIB de la France. Et si vous poussez encore vingt-cinq ans (qu'est-ce que cinquante ans à l'aune de l'humanité ?), le chiffre d'affaires de General Electric sera, lui aussi, supérieur au PIB de la France. Je ne dis pas que cela se passera ainsi. Peut-être y aura-t-il des ruptures, mais il faut commencer à y réfléchir parce que ce phénomène concerne directement la politique et la religion. Ces sociétés gigantesques sont de vrais mondes ! Et dans cinquante ans, ces grandes entreprises prendront la taille des États actuels. Ce sont des systèmes qui ont une logique, qui se développent, qui savent où ils vont !

Si nous prenons un peu de distance, si nous revenons très en arrière, il y eut des époques au XII^e ou au XV^e siècle, où une ville comme Venise avait un PIB plus grand que celui de la France. Lisez Braudel : on y trouve de très beaux tableaux de chiffres. Il s'est attaché à calculer le budget de la France et celui de Venise (150 000 habitants). Au XIV^e siècle, le PIB de Venise était plus gros que celui de la France. Venise était une entreprise de commerce. Il y a eu la montée des États-nations, entre les XVI^e et

XX^e siècles. Je suis convaincu – même si cela est choquant – qu’au XXI^e siècle, les entreprises vont être plus fortes économiquement que les États.

2.4 ... mais l'État est toujours nécessaire

N’allez pas croire cependant que les firmes vont effacer complètement les États : les firmes ont besoin des États. Elles nécessitent une éthique interne ; si des malhonnêtetés se produisent dans une entreprise, les coûts sont beaucoup plus élevés. C’est l’intérêt d’une entreprise d’avoir des gens honnêtes, le management y est plus aisé. La concurrence suppose des comportements commerciaux corrects. Qui peut infuser ces règles, sinon l’État ? Les firmes ont besoin d’un État qui fasse la police.

C’est le cas, par exemple, pour le respect de l’environnement : certains concurrents produisent des verres sans respecter les règles élémentaires de lutte contre la pollution pour obtenir des prix plus bas, évidemment. Qui va dire : « Arrêtez ces usines, il y a des enfants qui trempent les mains dans des produits chimiques ! » Même si, bien sûr, les prix reviennent de ces usines ne sont pas élevés, c’est inacceptable ! Les États doivent faire respecter les règles sociales et s’assurer qu’on n’émet pas de produits nocifs. C’est aux États d’imposer les lois sociales partout.

Il est une idée reçue : en Asie, le grand Essilor exploite les enfants... Elle est absolument fausse ! Il faut aller voir les usines ! Nous offrons à tous les employés d’Essilor, en Chine, en Inde, aux Philippines, en Malaisie, des avantages sociaux presque plus importants que ceux qui existent en France. On leur prépare les retraites, nous doublons ainsi pratiquement les salaires. Nous avons besoin des États pour veiller au respect des règles. L’économie souterraine est un véritable drame. Dans certains pays, l’État est laxiste, mais des sociétés comme Essilor ne peuvent y travailler correctement. Les grandes sociétés ont besoin d’États

de droit et nous évitons tous les pays qui n'ont pas des règles correctes. Les entreprises sont plus grosses que les États, mais elles ont besoin fondamentalement de la fonction régaliennne des États.

Un peu d'histoire de France : par quoi les Capétiens ont-ils constitué leur souveraineté ? La justice d'abord, ensuite la police et l'armée. Justice-police, voilà les éléments dont on a besoin.

Au fond, les entreprises réclament que tous les concurrents jouent les mêmes règles. Nous sommes prêts à prendre les Japonais sur tous les terrains, mais nous voulons jouer avec eux selon les mêmes règles du jeu.

2.5 ... pour un nouvel équilibre

Les entreprises réclament la liberté et la flexibilité. Un pays dans lequel il y a trop de rigidité, c'est un peu comme une mauvaise terre. Une mauvaise terre, on n'a pas envie d'y semer ses graines. Dès qu'un État rigidifie tout, dès que les fiscalités sont déraisonnables, les entreprises n'aiment pas y travailler et préfèrent engager toutes leurs équipes ailleurs.

L'entreprise a vraiment besoin d'un terrain dans lequel elle peut avoir, en termes sportifs, « un jeu de jambes ». Les pays qui veulent tout contrôler vont perdre les plus belles sociétés : voilà un autre facteur de mondialisation. Une entreprise peut déplacer ses centres de recherche dans les États où elle peut plus facilement attirer les gens. Ainsi les capacités d'États omnipotents à lever l'impôt à terme tomberont. L'équilibre entre les grandes firmes et les États va être affecté, et je suis personnellement assez convaincu que sur cinquante ans, le taux de croissance des firmes va être beaucoup plus fort que celui des États. Dans toute réflexion sur le futur, il faut prendre en considération ce phénomène que je juge fondamental.

3. Faisons maintenant un rapide tour du monde

3.1 L'Amérique

Monsieur le président, vous m'avez demandé de parler des États-Unis et vous m'avez dit : « Le modèle américain nous écrase, il est matérialiste... » Je ne partage pas ce sentiment. Il est bien vu en France de critiquer l'Amérique ; pourtant beaucoup de Français vivent en Amérique. Je suis étonné du nombre de jeunes Français qui y sont actuellement installés, mais pourtant la grande masse des Français ne connaît pas bien l'Amérique.

Pour moi, l'Amérique est un pays extraordinaire. C'est d'abord le pays par excellence où l'on entreprend. Nous y avons actuellement 50 % de notre chiffre d'affaires et plus de 50 % de nos effectifs. La semaine dernière, j'étais à Tampa, près de Miami, où Essilor copilote avec PPG (Transition) – une grosse société américaine – une entreprise qui fait des verres photochromiques, c'est-à-dire des verres qui changent de couleur avec le soleil. Cette société a une croissance remarquable. Nous l'avons encadrée par des Français et des Américains : nous avons mis les meilleurs de chez nous, ils ont mis les meilleurs de chez eux, et vous ne pouvez pas savoir la joie et l'enthousiasme qu'on a à piloter une telle société américaine. Elle croît à toute vitesse avec des garçons et des filles qui ont environ trente ans. On a l'impression de piloter une voiture de course, elle réagit à toute vitesse. Voilà la force de l'Amérique : une capacité de réalisation absolument unique. D'où cela vient-il ? Il y a de très belles choses qui ont été écrites sur l'Amérique, mais je suis revenu à l'essentiel des bases de la Constitution. « Liberté, égalité, fraternité », c'est la France. L'Amérique, ce n'est pas tout à fait ça, et je dois insister sur les différences car elles sont fondamentales.

La liberté est à la base de la Constitution américaine. D'où est venu ce concept de liberté ? Ceux qui connaissent bien l'Amé-

rique ne me contrediront pas, c'est l'esclavage. L'esclavage fut le drame qui déchira les États-Unis. Le concept de la liberté pour l'Américain s'est forgé lors de la guerre de Sécession. Les dirigeants du Nord ont dit : « L'esclavagisme est inacceptable, nous lançons la guerre entre le Nord et le Sud pour traiter ce problème fondamental. » Et, en fait, la liberté – c'est comme ça que je la comprends – c'était vraiment la croix sur l'esclavagisme. L'abolition de l'esclavage, ce n'est pas l'égalité qui en est la base, mais l'affirmation de la liberté, fondamentalement. Voilà une clef majeure pour comprendre les États-Unis : l'Américain privilégie la liberté.

Quand on parle d'égalité en Amérique, ce n'est pas du tout l'égalité au sens où nous l'entendons en France (Pierre DAC disait : « Que le meilleur perde ! »). Pour comprendre la vue de l'Américain sur l'égalité, lisons Washington fondant la société américaine : « *Aucune race ne peut prospérer si elle n'apprend qu'il y a autant de dignité à cultiver son champ qu'à composer un poème.* » Les différences de statut ne sont pas vécues comme une véritable inégalité. Vous douterez, peut-être, de mon propos, mais, fondamentalement chez l'Américain, l'égalité est celle des chances, et pas celle du niveau.

Alain Peyrefitte a écrit à ce sujet une très belle phrase : « *Sous prétexte que les gens sont égaux en droit, on a pensé qu'ils sont pareils en fait.* » Je suis sûr que le dynamisme américain vient de la bonne compréhension des rapports entre égalité et liberté. Nous sommes tous égaux en droit, mais pas pareils en fait. On doit reconnaître les différences de talents. Pour qu'une société marche bien – c'est vrai pour une société comme Essilor, mais aussi pour un État –, il faut que chacun, là où il est, soit parfaitement respecté, quelle que soit son activité. C'est l'histoire qui fait que vous êtes arrivé à telle ou telle place, ou la richesse de vos parents, mais les individus ont toujours la même valeur unique.

La fraternité : on ne dit pas la fraternité, en Amérique, mais « le bonheur individuel ». Relisez la Constitution américaine. En résumé, la liberté est remplacée par l'abolition de l'esclavage ;

l'égalité par celle des chances ; la fraternité par le bonheur individuel.

Quand je pense à Transition – notre « joint venture » commune avec PPG –, quand je vois le dynamisme des gens, c'est au fond la Constitution qui est sous-jacente. Quand je fais un discours aux équipes américaines, je parle toujours de Dieu. Je m'essayais à la fin du *board* de Transition à faire un point pour les équipes, et je me suis surpris à parler de Dieu. Ce serait impensable en France. En Amérique, cela vient tout seul, parce que Dieu veille sur tout le monde. La France, la fille aînée de l'Église, est devenue un État laïc, et l'État américain qu'on accuse de tant de matérialisme, quand on le connaît bien, est beaucoup plus spirituel qu'on ne le croit : on peut parler de Dieu dans un discours officiel sans faire sourire.

3.2 L'Asie

Poursuivons notre tour d'horizon. Essilor est venu en Asie par délocalisation : dans les technologies simples, en déménageant les machines dans des pays où les salaires sont dix fois plus bas, vous divisez les prix de revient par trois. Les concurrents japonais, par exemple, avec lesquels nous nous battons très durement, ont délocalisé en Thaïlande pour attaquer l'Europe. Essilor s'est tout de suite replacé en Thaïlande et aux Philippines : le jeu concurrentiel nous a délocalisés. Si Essilor n'avait pas fait ce mouvement, autant vous le dire : je ne serais pas là pour vous en raconter l'histoire ! Puis les choses ont évolué : nous comptions au départ trouver de la main-d'œuvre à bon marché (dix fois moins chère qu'en France), et nous avons trouvé des gens extraordinaires comme Mme Hua, des gens très volontaires, très fidèles.

Essilor traite très bien les gens, beaucoup mieux que les autres firmes, aussi certains employés ont maintenant trente ans d'Essilor en Asie. Quand on se rend dans les usines, les fêtes qu'on vous fait sont absolument extraordinaires : drapeaux, feux d'ar-

tifice... Il y a une communauté exceptionnelle ! Ils sont extrêmement travailleurs. Ils apprennent plus vite que nous. Ils sont beaucoup plus tournés vers le futur que nous. Savez-vous que les grands-parents en Chine, quand ils sont devenus un poids pour la famille, partent mourir en haut de la montagne ? Cette société mise tout sur l'enfant. En voici quelques exemples très simples : pour attaquer la Chine, nous voulions vendre des verres progressifs aux gens âgés. En fait, nous vendons beaucoup de verres pour les enfants parce que les grands-parents préfèrent attribuer l'argent destiné à leurs propres progressifs à deux de leurs enfants. L'attitude des gens par rapport à la vie est très différente de la nôtre : ils investissent beaucoup plus dans les jeunes que nous.

On se rend en Thaïlande et on se dit : « Encore un petit peuple. » Or la civilisation thaï est une grande civilisation, plus ancienne que la nôtre. En voyageant, on apprend à relativiser.

Voilà l'Asie : un continent extrêmement attachant pour une entreprise où l'on a aussi l'impression de faire œuvre utile. Notre usine des Philippines emploie maintenant 1 300 personnes et en fait vivre 5 000. Le village, à côté de l'usine, est devenu un très joli village. Nous y avons distribué du pouvoir d'achat, réalisant un ascenseur social extraordinaire. Les enfants de nos ouvriers philippins peuvent aller faire des stages aux États-Unis ; un brassage fantastique se dessine. On a aussi un sentiment de générosité : les pays développés font preuve, j'en suis convaincu, d'une attitude de grande générosité en délocalisant.

L'évolution se poursuit toujours : les gens progressent très vite. Par exemple : une usine tombe en panne au Brésil. Au début on envoie les grands spécialistes d'Essilor-France pour dépanner l'atelier. Ils n'y arrivent pas. Un Philippin dit : « Attendez, votre problème, je vous le règle ! » On lui paye le billet d'avion et il remet l'atelier sur pied. Ainsi les connaissances des *process* de production se déplacent-elles de France vers l'Asie. Où mettre notre centre d'engineering : en France ? aux États-Unis ? aux Philippines ? Il serait injuste de ne pas le mettre aux Philippines... Pourquoi le mettre en France, sous prétexte que la maison Essilor est française ? Les Français n'ont pas démérité,

mais les Philippins ont fait des merveilles. Autre exemple : il y a une machine automatique qu'on n'arrivait pas à faire marcher en France et, de toute façon, avec les taxes professionnelles, l'usine automatique n'était même pas compétitive. Pourquoi ne pas la mettre aux Philippines ? Ce sont des problèmes délicats. Loin de moi l'idée de théoriser, mais les décisions, nous avons à les prendre tous les jours !

3.3 *L'Europe*

Je dois aussi vous parler de l'Europe. Dès que je pense à l'Europe, je pense aussitôt à nos syndicats. Ils font du bon travail, nous avons un excellent dialogue avec eux. C'est la culture essilorienne : Essilor est une ancienne coopérative. Donc, traditionnellement nous discutons et avons presque de l'affection pour nos syndicalistes, gens très généreux, qui consacrent leur vie à l'action syndicale. S'ils n'avaient pas choisi le syndicat, ils seraient peut-être devenus directeurs d'usine : donc des personnes de très haut niveau. Ils commencent à se rendre compte que le monde est plus complexe qu'ils ne le supposaient.

Voici quelques petites histoires. Je pense à M. Caux, le patron de la CGT : il a changé de voiture. Après des Citroën, il achète une Renault. Or il invoque toujours les avantages acquis. « Monsieur Caux, lui dis-je, c'est très bien, mais vous êtes un client infidèle à Citroën. On ne peut pas dire que Citroën a des clients acquis et, vous, vous demandez un avantage acquis. Vous vous mettez en contradiction avec vous-même. – Mais, monsieur Fontanet, la Citroën n'est pas fiable. – Vous apportez de l'eau à mon moulin : on ne peut pas profiter d'avantages acquis quand les clients ne sont pas acquis. S'ils sont acquis, on peut constituer ces avantages, sinon c'est impossible. » Cela commence à le troubler et lui montre la contradiction entre son fonctionnement de consommateur et son comportement de syndicaliste.

Les syndicats critiquent les fonds de pension, et la presse, qui ne comprend rien à tout ça, est ravie d'en rajouter : cela lui

permet d'attaquer l'Amérique. Je réponds : « Quand vous serez retraité et que votre retraite sera payée par un fonds de pension, vous verrez ! » Chacun dénigre la mondialisation, mais achète ses Nike chez Carrefour. On tape sur les fonds de pension, mais on râlera si sa retraite fluctue ! Il est très facile de désigner le fonds de pension comme le coupable qui détruit une société, mais il faut savoir que, derrière ce choix, il y a ceux qui ont travaillé toute leur vie et qui ont le droit d'avoir une retraite.

Ainsi, les syndicats actuellement sont-ils en train de comprendre que le monde est très complexe. Je passe beaucoup de temps à l'expliquer. J'en fais trop car la France fait moins de 20 % et je passe beaucoup plus de temps avec les syndicats français que je devrais. Mais, c'est aussi mon devoir de Français et je crois qu'on est en train de les faire évoluer.

En Europe, il y a le meilleur comme le pire. Je ne sais pas de quel côté penchera l'Europe. Il n'est pas certain que les choses évoluent bien. Pourtant il y a des pays dans lesquels la mentalité s'améliore tels que les Pays-Bas.

3.4 Le travail de fond des sociétés concurrentielles

Si les grosses sociétés croissent vite c'est parce qu'elles sont rentables. Quand vous avez une rentabilité, mettons de 15 %, si vous réinvestissez tous vos bénéfices, vous vous développez d'environ 15 % par an. Vous versez un petit dividende, à peu près 20 %, ce qui fait que vous avez une capacité de croissance de 12 % par an ! Une bonne firme croît ainsi de 10-12 % par an sur le long terme. De combien les États croissent-ils ? 1-2 %, comme la population... Les équilibres vont donc évoluer en faveur de la firme.

Pour croître, de façon soutenable, que doit-on faire ? Écrire des constitutions car les groupes demandent des règles de fonctionnement, que ce soient les actionnaires, les employés, les fournisseurs, ou les clients. Essilor n'est pas un très grand groupe, mais déjà à cette taille le besoin de légiférer est capital. Le comité

exécutif d'Essilor passe beaucoup de temps à réfléchir à la constitution. Le groupe a besoin d'audits, d'un peu de police, il lui faut aussi de bons financiers parce que, s'il y a quelqu'un qui commence à faire des erreurs quelque part, il faut tout de suite le savoir. Il y a des gens dont on doit se séparer. On le fait quand ils trichent avec les comptes, cela arrive que les gens prennent de l'argent, mais c'est heureusement très rare. Surtout, c'est un problème d'éthique ; je terminerai là-dessus.

À la fois pour des raisons éthiques et d'efficacité, il faut avoir des gens fondamentalement honnêtes pour bien piloter une entreprise aussi complexe qu'Essilor. Si vous n'avez pas des collaborateurs honnêtes, vous perdez énormément d'argent. La clé fondamentale, une fois qu'on a réglé les questions de stratégie et de produits, ce sont les hommes. Il faut des gens honnêtes parce que ce sont eux qui défendent votre argent. En outre, gérer des gens honnêtes, cela ne coûte rien, alors qu'avec des gens malhonnêtes, on passe son temps avec les avocats, en contrôles, etc.

Comment développe-t-on un groupe d'honnêtes gens ? Il faut d'abord créer une âme. J'ai beaucoup parlé de motivation. Pour qu'une entreprise marche bien, il faut qu'elle ait une âme. Un très beau livre a été écrit là-dessus : *Les entreprises ont-elles une âme ?* Certaines en ont, d'autres n'en ont pas. Celles qui ont une âme sont, en général, celles qui marchent bien.

Quelle en est la source ? l'histoire. Tout cela se crée dans le temps. C'est la raison pour laquelle sont écrits tous ces livres sur les histoires d'entreprise : dans le but de célébrer l'âme ; que chacun comprenne qu'on a besoin d'une histoire partagée. L'histoire d'une entreprise, c'est une grosse partie de son capital. C'est exactement comme pour un pays, c'est par l'histoire que l'âme peut se partager. Il faut ajouter un peu de rêve à la réalité. C'est aussi vrai pour les clients : ils participent entièrement à la vie de l'entreprise.

4. *En guise de conclusion*

Pour traduire la culture d'Essilor, qui est un cas très particulier, j'userai de citations. Par exemple, concernant le « profil

d'entreprise », la première pensée qui m'est venue à l'idée est une phrase d'Alain que j'aime bien : « *Ce sont les passions et non les intérêts qui mènent le monde.* » Tous ceux qui veulent nuire aux entreprises passent leur temps à dire qu'elles cherchent le profit, etc. Mais quand vous les connaissez bien, pour les belles entreprises qui réussissent, ce n'est jamais par la volonté de gagner de l'argent que l'argent arrive. L'argent est arrivé parce qu'il y avait des idées splendides, des équipes qui y croyaient. Dès que l'on regarde trop précisément l'argent, dès que les financiers prennent trop de poids dans l'entreprise, les comptes deviennent moins bons. Les grandes réussites sont toujours le fruit de l'enthousiasme humain : telle est ma première conclusion.

Il y a aussi la motivation. Voici un très beau texte de Jean Lacouture, dans son *De Gaulle*. Il exprime très bien ce que nous cherchons à faire : « *Tirer le quotidien vers l'épique. Faire jaillir, les jours ordinaires, de la conjuration de la médiocrité, le trait qui donne à l'action des dimensions fabuleuses.* » Tel est l'art de la motivation : il faut savoir mêler le rêve et la réalité. La réalité est dure ; pour l'équipe d'Essilor, les problèmes sont quotidiens, il faut se battre tous les jours. Mais, si l'on réussit à donner sa grande dimension à l'action, on obtient des performances formidables. « *Les gens si lassants à voir dans les manœuvres de l'ambition, a dit de Gaulle, combien sont-ils attrayants dans l'action pour une grande cause.* » Churchill avait une belle formule : « *Faire des choses extraordinaires avec des gens normaux.* » C'est fondamentalement en créant une âme que l'on motive les gens. La stratégie, le sport et le risque sont aussi une partie de l'âme. Comme le dit Clausewitz : « *La surprise est la base de toute entreprise, car, sans elle, la supériorité au point décisif n'est pas imaginable.* » Pour réussir un coup stratégique, il faut faire croire que vous allez frapper à gauche et frapper à droite. Si vous annoncez publiquement que c'est à droite que vous frappez, vous manquez votre coup. Il faut accepter le secret dans l'action. Avoir une âme ne vous dispense pas d'être concret et d'avoir le culte de la vérité : « *La vérité n'obéit pas* », a dit Alain. Vous pouvez prétendre que

les chiffres sont faux, mais ils sont là et ne vous obéissent pas. Il faut être humble.

Mauriac dit : « *L'épreuve ne tourne jamais vers nous le visage que nous attendions.* » La croissance d'Essilor paraît aisée : « Quelle chance ont-ils ! », etc. Et pourtant chaque année est faite de difficultés. Chaque année, surgit un obstacle imprévu. Il faut accepter de lutter contre les obstacles imprévus ; les choses ne se passent jamais comme on veut. La Chine m'a appris quelque chose. « Risque et chance » ont le même signe en Chine : pour un Chinois, le risque c'est la vie.

Il y a aussi le changement : il faut bouger tout le temps. En ce moment, nous sommes en train de remettre en cause tous nos plans-produits. Nous modifions nos plans parce qu'un concurrent a bien bougé ; bouger n'est pas facile, c'est se remettre en cause ! Bertrand Collomb, le PDG de Lafarge, président de l'Institut de l'entreprise, dit : « *La réforme dans le respect des droits acquis est une plaisanterie.* »

Quelques autres traits que je me plais à citer :

« *Quand je m'arrête, je rouille.* » C'est une phrase de Krupp, le sidérurgiste allemand.

Un des credos d'Essilor Espagne : « Je veux des solutions aux problèmes, mais pas des problèmes aux solutions. »

De Gaulle – je suis fasciné par le Général : « *On sacrifie toujours l'avenir au présent car on ne sait pas dire "non".* » Dans une entreprise, il faut dire « non » tous les jours. On dit « non » gentiment d'abord et, si les gens ne comprennent pas, on dit « non » fermement.

Les Américains aussi disent des choses importantes : « *Il y a pire que l'échec, c'est de n'avoir pas essayé.* » Nous tentons toujours des coups chez Essilor ; nous prenons des risques parce que c'est par le risque qu'on réussit.

De Gaulle encore : « *Dans le conflit présent, comme dans ceux qui l'ont précédé, être inerte, c'est être battu. Il faut passer son temps à bouger.* »

Sur les hommes : « *L'arme est un facteur important mais non décisif dans la guerre. L'homme, dans l'armement, est le facteur décisif.* » C'est de Mao.

« *Avec de bons soldats on gagne des batailles et on emporte le butin. Avec de l'argent on achète de mauvais mercenaires.* » Napoléon.

La promotion par le mérite (encore de Gaulle) : « *On ne peut commander sans avoir obéi.* »

Sur l'éthique et le comportement : « *Rien n'est plus habile qu'une conduite irréprochable.* » C'est pourquoi je vous disais que pour bien gérer une société, il faut des gens honnêtes. C'est de Mme de Maintenon.

« *Toute aide inutile entrave le développement* » (Françoise Dolto). Il faut savoir aider les gens, mais sans excès. Si vous aidez trop, vous affaiblissez. C'est un élément fondamental dont on tient compte chez Essilor.

Sur la justice : « *Les délinquants font moins de mal qu'un mauvais juge.* » Il faut se battre pour la justice. Quand on se trompe, quand on est injuste, on fait de gros dégâts. Je me rends bien compte que les employés acceptent des décisions dures si elles sont justes. La justice est une des bases fondamentales du management.

Sur la modestie : « *Tout vainqueur insolent à sa perte travaille* », dit Jean de La Fontaine. Une grosse difficulté pour Essilor est d'être leader. Nous avons une communication très modeste, pour éviter que les clients et les concurrents ne soient jaloux. Une très belle phrase, très essilorienne : « *Préférez l'ombre à la lumière : les faux pas s'y voient moins.* » L'art de la discrétion. Dès qu'on s'expose trop : attention aux projecteurs...

Pour finir, ce sont les Chinois qui nous l'apprennent : « *Celui qui ne sait pas sourire ne doit pas ouvrir boutique.* » Le business, c'est le sourire. C'est dur mais on s'amuse dans le business ! Einstein au secours du management : « *L'imagination est bien plus importante que la connaissance.* » La connaissance s'achète, l'imagination a une valeur infinie.

Je terminerai par quelqu'un que vous devez apprécier, François Michelin : « *Le personnage le plus important dans l'entreprise, c'est le client.* » Il ne faut jamais l'oublier.

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Merci pour cette superbe charge de cavalerie ! Car vous avez franchi tous les obstacles. Mais vous n'allez pas manquer de questions qui vont évidemment les faire resurgir !

Très souvent on parle de la mondialisation comme d'un phénomène redoutable et on prend comme exemple l'action des financiers qui peuvent déstabiliser le monde en moins de cinq. Vous ne nous avez rien dit de vos finances. Et notamment de la façon dont vous les gérez, d'un continent à l'autre.

Xavier FONTANET : Quand on parle de finances, on traite de deux sujets : les marchés des capitaux et la finance d'entreprise. Je vais dire quelques mots du marché des capitaux, dont je ne suis pas un spécialiste, mais je vous parlerai des finances d'Essilor.

Sur les marchés des capitaux, il faut savoir aussi que nous sommes manipulés par la presse française. Par exemple, je connais un tout petit peu les coulisses du crash d'août dernier. Il y a à l'origine les grosses bêtises d'un fonds américain. Deux prix Nobel avaient trouvé, pensaient-ils, le moyen de gagner de l'argent de façon absolument sûre. Ils ont pris des leviers financiers colossaux, mais ça n'a pas marché. La masse était telle que la faillite aurait pu faire trembler le monde... « Ces horribles financiers ! » a-t-on dit, mais les gens qui ont joué ont subi une perte épouvantable parce que M. Greenspan les a tous pris un à un et

leur a dit : « Combien de dollars as-tu mis ? 500 millions ? Remets 500 millions pour soutenir la société. » Il a forcé tous ceux qui avaient joué et perdu à remettre de l'argent pour renforcer la société et éviter les faillites en cascade. M. Greenspan a joué un rôle historique de police financière au niveau mondial. Bien que vous n'ayez pas connu cette histoire, sachez que M. Greenspan est vraiment un grand homme. Il y a quand même des pilotes dans l'avion ! La presse en parle peu parce que certains ont intérêt à vous manipuler. Georges Soros est quelqu'un qui joue beaucoup, il a accumulé une fortune colossale. Il en a perdu peut-être la moitié au mois d'août et personne n'en a parlé. Des gens jouent, ils prennent des claques, même si on ne vous le dit jamais. Le jeu n'est pas gagnant à tous les coups.

Pour en revenir à la finance des entreprises, à celle d'Essilor en particulier, elle est très simple. Globalement, Essilor veut croître d'à peu près 10 % avec une rentabilité de 15 % pour ses capitaux. Les financiers comprendront ce que je veux dire : quand on a une rentabilité de 15 %, on réinvestit les 15 %, on augmente les capitaux de 15, donc le chiffre d'affaires augmente de 15. Donc, en gros, la rentabilité de la société est égale à sa croissance. Essilor paye un petit dividende et réinvestit tout. Essilor croît à la vitesse de sa rentabilité, réduite de son dividende. Pourquoi parle-t-on toujours d'argent ? parce que l'argent c'est de l'investissement et qu'on a besoin d'investir pour aller plus vite que les autres. Il faut obtenir plus d'argent pour investir plus vite. C'est aussi simple que cela.

Après, nous avons des normes internes d'allocations de ressources. Par exemple, Essilor était, il y a sept ans, une société avant tout européenne, le chiffre d'affaires était à 70 % en Europe, nous avons pris la décision d'aller aux États-Unis, et d'envoyer l'argent aux États-Unis. J'ai fait des petits calculs. Depuis dix ans, Essilor a investi 90 % de son argent hors de France et 80 % de son argent en dehors de l'Europe.

Est-ce bien ? On a fait de l'Europe ce que l'on peut appeler « une vache à lait ». Nous avons décidé de ne pas réinvestir tous les bénéfices en Europe, et l'argent a été réinvesti aux États-Unis

et en Asie. Grâce à cet apport, nous avons monté de grosses sociétés aux États-Unis et des usines de production en Thaïlande et aux Philippines avec le plus bas prix de revient du monde. C'est pour cela que nous sommes solides.

Nous sommes en train de réfléchir à d'autres gros investissements qu'on doit cacher, parce que la surprise est la clef de la stratégie. Nous avons maintenant la capacité d'investir et nous attendons notre heure pour frapper là où personne ne nous attend. Nos finances sont extrêmement simples.

Janine CHANTEUR : Votre conférence m'a passionnée parce que vous réveillez l'énergie. Vous montrez que si nous nous plaignons, condamnons, portons des jugements pessimistes, pendant ce temps, il y a des gens qui agissent. Et qui le font avec beaucoup d'entrain, de dynamisme, qui croient en ce qu'ils font. De cela, vraiment, je suis heureuse. Je suis heureuse aussi de vous entendre dire que la condamnation des États-Unis est un peu surannée. Si nous sommes français à l'heure actuelle, c'est parce que, deux fois, l'Amérique est venue nous tirer du guépier.

J'en viens aux questions. Je suis persuadée qu'Essilor a une éthique et que ce que vous dites du bonheur des gens, de l'aide, etc., est exact. Mais, alors, permettez-moi d'être excessive. J'ai envie de dire : Essilor a une éthique, les grandes entreprises ont une éthique (Essilor est le modèle que vous nous avez donné), mais peut-être qu'elles n'ont pas de morale. L'honnêteté de ces entreprises, leur éthique est un moyen, ce n'est pas une fin. C'est un moyen, ce qu'est d'ailleurs aussi la morale, mais la morale est le moyen de développer une vie spirituelle. Or le moyen qu'est l'éthique dans ces entreprises vise à assurer une rentabilité accrue. C'est la finalité de l'opération.

Je crois qu'on ne le peut pas condamner. L'éthique est un moyen dans la mesure où les hommes ne sont pas des anges, où les hommes ont un corps, où ils sont des êtres finis, etc. Mais je pense qu'il faudrait malgré tout faire une petite place à autre chose. Sinon je crains la critique marxiste qui va venir nous dire :

« L'État, la politique, sont dominés par l'économie ». Lorsque vous nous dites que « les entreprises dépasseront les États », voulez-vous dire qu'elles vont déterminer la politique des États ? Marx ne dit pas autre chose. Alors, j'ai peur. Je me demande si cette critique d'un capitalisme mondial, qui ne manquera pas de se faire, ne va pas nous ramener à un archaïsme marxisant. Nous risquerions de beaucoup régresser.

Xavier FONTANET : Votre question est très difficile parce que je suis un pauvre homme de terrain ; je ne suis pas du tout philosophe. Pour moi, la morale est un problème d'individu et non d'institution. Le problème de la morale : est-ce qu'un État est moral ? Est-ce que vous attendez d'un État d'être moral ?

Janine CHANTEUR : Je n'entends pas qu'un État fasse une politique morale. J'attends de lui que sa politique tienne compte de la morale. Ce n'est pas la même chose.

Xavier FONTANET : C'est un sujet très philosophique parce que la morale c'est pour l'individu. Est-ce que la compassion, par exemple, est une vertu d'État ?

Janine CHANTEUR : Jusqu'à un certain point.

Xavier FONTANET : Toutes ces vertus sont pour moi des vertus individuelles. Je ne sais pas s'il faut demander à une entreprise d'avoir les vertus qu'on demande à un individu...

Janine CHANTEUR : Oui, mais les individus sont en relation les uns avec les autres. Les individus forment immédiatement des sociétés. Un individu isolé n'a pas de sens.

Xavier FONTANET : Votre question est trop difficile. Permettez-moi de réfléchir et je reviendrai vers vous.

Mgr COSTE : Mes questions :

1) On emploie le mot « guerre » : guerre économique. Les mots ne sont pas neutres.

2) Le problème du changement des produits tous les trois ans. Il y a un véritable problème au niveau de l'écologie. Les produits peuvent durer beaucoup plus longtemps. Et maintenant on fait des produits pour qu'ils ne durent pas longtemps. Au bout de quelque temps, on ne trouve plus les quelques pièces qui ne coûtent pas cher, qui permettraient de réparer un appareil.

3) Il y a le problème de la régulation par les États. Surtout, celui d'une régulation mondiale.

4) Je ne suis pas tout à fait d'accord avec votre interprétation de la liberté aux États-Unis. Ce n'est pas, à l'origine, la liberté par rapport à l'esclavage. C'était au départ la liberté religieuse et, ensuite, la liberté d'entreprendre. C'est cela qui va marquer profondément l'histoire des États-Unis. N'oubliez pas que, dans ce pays, il y a plus de 30 millions de pauvres. Votre discours est juste, mais en même temps il faut écouter celui des évêques catholiques des États-Unis dans leur *Lettre pastorale* de 1986.

5) Tout ce que vous avez dit est vrai, mais il y a l'envers de l'Histoire : c'est-à-dire, l'histoire vue du côté des pauvres, des opprimés, des exploités. Et l'envers de l'Histoire est aussi à prendre en compte.

6) Vous nous avez parlé du dynamisme de la mondialisation en termes très heureux. Vous nous avez parlé des gagnants, c'est tout à fait vrai. Mais il y a les exclus.

Xavier FONTANET : D'abord, je vais revenir sur la question de la morale parce que j'ai eu le temps de réfléchir. Nous avons une règle, chez Essilor : nous appliquons les lois dans tous les pays. Et donc, en fait, on attend beaucoup des États. J'ai joué un peu avec vous en disant que les entreprises vont dépasser les États, c'est pour permettre de réfléchir. Mais j'ai dit aussi qu'on a besoin des

États. Que demande-t-on aux États ? Qu'ils assurent leur rôle régalien : la Constitution. Essilor a pour règle d'appliquer les lois des pays où la société agit. Par exemple les 35 heures, c'est quelque chose que je ne comprends pas. Mais nous l'appliquons, parce que c'est la loi ! Donc ce qu'on demande, c'est d'avoir des États qui ont des lois. On l'exige même parce que, sans lois, on ne sait pas comment se comporter. Essilor n'a jamais voulu aller en Russie parce qu'il n'y a pas de lois, et donc on ne sait pas comment se comporter. Notre moralité, c'est le respect des lois de chaque pays. On demande à tous les gens d'Essilor de se comporter en bons citoyens. Je retourne la question de la morale : je pense qu'une entreprise n'est pas immorale, mais amoral.

Sur la guerre : j'ai pris la précaution de dire aussi le « sport ».

Sur les produits qui se renouvellent. Vous avez des verres progressifs, je pense, mais depuis combien de temps ? Depuis vingt ans ? Vous avez beaucoup de chance : votre presbytie n'évolue pas. Et vos costumes ? Et vos voitures ? Il y a l'usure, il faut bien changer les choses. Si Essilor ne change pas les produits, les Japonais les changeront. Vous ne changerez pas de produit, mais votre voisin changera et le client achètera les produits nouveaux.

Permettez-moi de revenir à la morale : toutes vos questions ne s'adressent pas à l'entreprise mais à l'État. Une entreprise n'a pas le droit de faire les lois pour des États, c'est aux États de les faire. Toutes vos questions, il faut les tourner vers l'État. On ne peut pas confondre les genres, c'est dangereux.

Revenons aux États-Unis, il y a 30 millions de pauvres, bien sûr. J'ai un peu idéalisé. Il y a le rêve, il y a le réel. Il faut aussi juger les situations de façon réaliste. Actuellement, il n'y a plus de chômage aux États-Unis. Alors, on a attaqué les États-Unis, en disant qu'il y a les petits boulots – vous savez tous les dégâts qu'a fait la CGT en dénigrant les petits boulots – mais il n'y a plus de chômage. Faut-il préférer le chômage ou les petits boulots ? On a été obligé de déménager les usines de certains États américains parce que tous nos gens partaient. Nous avons

été obligés de nous installer dans d'autres endroits où les gens partent un peu moins vite. Il n'y a plus de chômage ! Il faut savoir que l'État américain est en excédent budgétaire. Maintenant il y a 200 milliards de dollars d'excédent qui vont être reversés dans des budgets sociaux.

L'homme n'est pas parfait. Les entreprises ne sont pas parfaites. Essilor n'est pas parfait. Mais il faut voir que le monde avance. Vivrait-on mieux à Rome ou à Sparte ? Je lis beaucoup l'histoire, et comme très beau livre à lire, il y a *La Vie quotidienne il y a cinq cents ans*. Quand vous voyez ce qu'était la vie quotidienne de la moitié des Français il y a cinq cents ans, ça fait réfléchir... Je sais bien que quand on va se promener dans le Bronx, à New York, ce n'est pas très beau. C'est quand même cent fois mieux. On parle beaucoup du Bronx, mais il faut savoir que ces ghettos sont des lieux où l'on passe. Il y a un tel ascenseur américain que peu de temps après les gens trouvent de petits jobs, s'achètent une petite maison dans un ghetto un peu moins délabré ; trois ans après, ils épousent quelqu'un, ils ont un nouveau job, et ils montent. Vous avez un brassage. C'est vrai que si vous allez voir New York, le Bronx, il y a des coins abominables. Mais la rotation est absolument extraordinaire. De très beaux articles ont été écrits là-dessus – je fais exprès de défendre l'Amérique, parce que je l'aime beaucoup. Ceux qui vont régulièrement à New York constatent que Harlem a régressé en vingt-cinq ans.

Je ne vais pas trop loin parce qu'on sait qu'il y a la misère, les suicides, les assassinats... L'homme est ce qu'il est. Et c'est encore le problème de l'État américain. On ne peut pas accuser l'entreprise et faire de l'entreprise la responsable de la misère. Séparons les genres, ça améliorera l'analyse et le débat.

Je crois qu'il y a l'individu, il y a l'État qui a probablement un rôle beaucoup plus important qu'on ne croit et puis l'entreprise. Mais ne donnons pas à l'entreprise des responsabilités qui sont d'ordre régaliens.

Françoise SEILLIER : Changer les produits, si cela correspond à un vrai progrès technique, c'est-à-dire si les gens voient mieux,

s'ils sont davantage soulagés par des nouveaux verres, je suis tout à fait d'accord pour que cela change ! Mais si c'est uniquement parce que si je ne change pas le concurrent va me tuer, c'est autre chose.

Cette vitalité extraordinaire des États-Unis que vous avez exposée avec talent et fait vivre devant nous : ne serait-elle pas le fruit d'un capital, au sens analogique du terme, accumulé par des siècles de culture et de civilisation ? Ce capital a justement pu se constituer parce que les personnes qui nous l'ont légué n'étaient pas esclaves de la vitesse, ne se déplaçaient pas comme des particules dans un mouvement brownien. Je me demande si le style de vie que vous évoquez est limité à quelques grands dirigeants : les fameux nomades qu'évoque Jacques Attali, le nomadisme, il y a beaucoup à dire là-dessus. Mais ce qui m'inquiète un peu c'est que vous avez l'air de dire que cela va être le lot de toutes les entreprises, non pas « marche ou crève » mais « cours ou crève ». Je me pose la question de Mme Hua, très loin. Mais son fils ?

Xavier FONTANET : Je vais d'abord répondre sur le changement de verres. Vous prenez les clients pour des idiots, si je puis me permettre. Les gens ne sont pas obligés d'acheter des verres. Et, en fait, il faut laisser les gens faire. Et j'ai toujours dit : « L'homme le plus important de l'entreprise, c'est le client. » Et quand vous vous permettez de dire : on ferait aussi bien de garder les verres, etc., vous êtes en train de prendre tous les gens qui changent de verres quand leur vue change pour des idiots : toutes nos factures sont faites à des gens libres ; on ne les conditionne pas ! Ils ne sont pas des idiots ! Je crois beaucoup à la sagesse populaire. Je suis un grand démocrate. On dit qu'on manipule les gens, d'accord, mais vous savez, on ne trompe pas tout le monde tout le temps. Je crois que le bon peuple a un bon sens extraordinaire. Je fais confiance aux gens et quand quelqu'un achète un très beau verre cher, c'est qu'il y trouve son intérêt. Je respecte la décision individuelle.

J'ai fait un peu exprès de vous provoquer sur la vitesse, mais je crois qu'on est tous des gens assez équilibrés en fait. On est plus

des marathoniens que des sprinters. Personnellement j'essaie de me coucher à 10 heures tous les soirs, je respecte les week-ends, je ne donne pas tout mon temps qu'à Essilor. Je fais attention à la vie de famille. Quand je ne suis pas là assez souvent, je m'arrête et je me calme. J'exige que tous les collaborateurs prennent des vacances. Comme on doit durer très longtemps, on s'économise !

Sur le capital accumulé, les Français sont très talentueux. Par moments, vous avez pu croire dans mon exposé que j'avais une petite dent contre la France, pas du tout ! Vous lâchez un Français en Indonésie avec un chèque et vous trouvez six mois après une usine montée ! Et quand nous discutons avec un gouvernement, on nous dit : « Vous savez, les Français sont beaucoup plus doués que les Allemands, les Américains ou les Japonais. » C'est vrai que nos ancêtres nous ont légué au fond de nos gènes de très grands talents et qu'à mon avis, nous avons, Français, un énorme potentiel. Et j'en remercie le Ciel tous les jours. C'est vrai que parfois nous sommes mal organisés, qu'il y a des rigidités, cela passera, je l'espère. Mais le fond du peuple est très bon. Et je le vois, individuellement, les employés d'Essilor, les Français sont extraordinaires.

Françoise SEILLIER : Vous avez dit à un moment que les règles établies par les États ou par l'OMC, etc., feront qu'il n'y aura pas homogénéisation, en tout cas plus de dumping social.

Xavier FONTANET : C'est vraiment un problème d'État, le dumping social, ce n'est pas un problème d'entreprise. Je discute en Chine. Donc je peux vous dire que Mme Hua est quelqu'un qui nous a été présentée par la mairie de Shangai. Nous avons embauché 250 personnes à travers les gens du Parti. Ils vous disent : madame Hua, vous lui donnerez 2 000 francs et vous mettez 2 000 francs de côté par mois pour assurer sa retraite, l'éducation de son enfant, etc. Et on adore ça ! Et on ne demande que ça ! Si vous allez chez Essilor aux Philippines, vous verrez

qu'on donne aux ouvriers l'équivalent du salaire en avantages. Il y a 27 avantages donnés. On est absolument pour. C'est notre intérêt parce que, grâce à ça, on fidélise les gens. Nos entreprises ont besoin de gens fidèles parce que le métier est compliqué. Le problème de justice sociale n'est pas un problème d'entreprise, c'est un problème d'État. Dans les pays où il n'y en a pas assez, il faut poser la question à l'État.

Tout cela va s'arranger parce que les syndicats sont cent fois plus malins qu'on ne peut croire. Comment les syndicats philippins se sont-ils organisés ? Ils ont eu des contacts avec des syndicats français depuis très longtemps. Et les conventions collectives, elles sont calquées sur les nôtres. Et on est tout à fait pour ! Ils ont discuté entre eux et c'est formidable ! C'est aux États d'avoir le courage d'imposer. Parfois, les États ne sont pas courageux parce que, pour attirer l'investissement, ils font de petites entraves. Sûrement l'entreprise a tort d'en profiter, mais l'État partage la responsabilité. On exige que les gens respectent les règles. Parce qu'on dit qu'il n'est pas normal qu'on paie les charges sociales et que dans les usines à côté ils ne les payent pas.

Le monde va avancer, mais ne mélangeons pas les niveaux. Le problème de l'entreprise est d'accroître son chiffre d'affaires, mais la responsabilité de l'État est d'appliquer les règles qu'il a décidées : retournez sur lui les problèmes de pollution et de suivi des lois.

Jean-Claude ROQUEPLO : Plutôt en opposition avec les réactions précédentes, c'est une conclusion positive que je tire de votre analyse de chef d'entreprise. Je la résumerai par une citation, comme vous les aimez, de Thucydide : « *L'homme vaut plus que la fortification.* »

Benoît HABLLOT : Arrêtons-nous un instant sur le poids des évolutions technologiques qui crée désormais une rupture entre chaque génération. À la stabilité relative d'un savoir maîtrisé et transmis de père en fils s'oppose la nécessité de changer plusieurs

fois de métier au cours d'une même vie professionnelle ou, ce qui revient au même, de n'apprendre l'exercice que d'un même métier pour rester dans la modernité. Quelle part les chefs d'entreprise peuvent-ils prendre pour assurer cette cohésion entre les générations dans un monde allant toujours de plus en plus vite et de plus en plus loin ?

Xavier FONTANET : Je vais revenir en arrière. Je n'ai pas répondu sur un point : « les perdants de la mondialisation ». Effectivement, la vitesse de la mondialisation pose un problème. En fait, pratiquement tout le monde gagne un peu ! Quand vous achetez du textile, par exemple, vous pouvez constater que les prix ont été divisés par trois ou quatre depuis dix ans. En fait tout le monde a gagné. Ceux qui ont perdu sont ceux qui ont vu leurs usines de textiles délocalisées. Peu perdent beaucoup. Un des très grands problèmes que l'on a, c'est que presque tout le monde gagne un peu et que peu de monde perd beaucoup !

Sur ce problème-là, il y a des sociétés qui ont de grandes vitesses de résolution des problèmes. Par exemple aux États-Unis, les éléments qui font qu'il n'y a pas de chômage, c'est qu'il y a un tel dynamisme du marché que quand quelqu'un est dans un secteur qui est frappé par une délocalisation, il trouve du travail à côté, presque instantanément !

Essilor est le même aux États-Unis et en France. S'il y a du chômage en France et pas aux États-Unis, c'est bien une preuve que la France s'y prend mal. Ce n'est pas la faute d'Essilor ! Encore une fois, ne faisons pas de mélange des genres.

À plus long terme, c'est avant tout par l'éducation que les choses vont se régler. Mais c'est un problème de vitesse. Si le marché du travail n'est pas efficace (c'est le cas en France), on crée des poches de chômage. Mais la faute n'est pas à la délocalisation, la faute est au marché français du travail. D'autres pays, les Pays-Bas, l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, montrent que, quand le marché du travail est très fluide, les poches de chômage sont résorbées assez rapidement. Voyagez et vous verrez. S'il vous plaît : plus de voyages et moins de théorie !

À long terme, c'est l'éducation. Les enfants d'ouvriers pensent devenir ingénieurs. Vous posez la question de l'enfant de Mme Hua, je suis à peu près sûr qu'il suivra une *business-school*. Mme Hua veut aller aux États-Unis parce qu'elle veut que son garçon bénéficie de l'éducation américaine. D'ailleurs, que fait notre patron, en Chine ? C'est un Chinois absolument extraordinaire. Son ambition est que son enfant fasse Polytechnique. Donc, on est en train de le mettre dans une école. « Et après ! » lui demandai-je. « Je veux qu'il fasse Harvard. » En fait, tout devrait se régler par l'éducation. Les problèmes qu'on a sont des manques d'adaptation, surtout en France où on a un marché du travail tellement figé. Alors je ne dis pas que tout va bien : rien n'est parfait, mais le dynamisme du marché normalement assure un rééquilibrage. Fluidifions le marché du travail ! Regardez la législation du travail des pays qui n'ont pas de chômage !

Nicolas AUMONIER : Qui sont vos clients ? Est-ce que ce sont des clients concrets (des clients individuels), des clients abstraits (des mutuelles), ou bien des clients virtuels (est-ce que vous vendez sur Internet) ?

Xavier FONTANET : Précisons les mots : le client c'est l'opticien et le porteur (qui est vous-même). Dans le système de vente d'un verre, trois intervenants : le client, le porteur et le médecin ophtalmo. On réagit avec les trois, et pour nous c'est un système. Sur Internet : cliquez Essilor, cliquez Varilux, cliquez Transition, vous verrez.

Michel BENOIST : Vous avez parlé de l'imagination et de l'éthique. Je voudrais vous poser deux questions. La première se rapporte au pourcentage de votre budget accordé à la recherche. Supposez en effet qu'un jour on découvre une pilule qui corrige la myopie, la presbytie, etc. Comment prenez-vous en compte cette éventualité ? Est-ce que, par exemple, vous investissez dans des laboratoires, s'il en est, qui poursuivent de telles recherches ?

La deuxième question concerne l'image de l'entreprise dans la société. Une entreprise qui réussit comme la vôtre doit être soucieuse de cette image. Est-ce que la meilleure façon de valoriser une entreprise n'est pas, aujourd'hui, de créer une Fondation qui pourrait contribuer à ses actions humanitaires, artistiques ou culturelles ?

Xavier FONTANET : La première question est de stratégie pure. Recherche et développement, c'est 5 % du chiffre d'affaires. Notre entreprise repose beaucoup sur la recherche. Les nouveaux produits sont vraiment des innovations. Cinq cent mille clients achètent les produits tous les jours : s'ils les achètent, c'est qu'ils y voient un avantage et qu'ils apprécient les nouveaux produits.

Le problème de la pilule est un sujet auquel on réfléchit tout naturellement. La pilule dont vous parlez est celle qui donnerait à n'importe quel cristallin toute sa flexibilité. Ce serait un progrès pour l'humanité, on ne pourrait que s'en réjouir.

Si cela arrivait, je pense que cela ne jouerait pas du jour au lendemain. Cela se jouerait sur trente ans. Nous pourrions très bien perdre notre business, si une technologie concurrente arrivait. Le chiffre d'affaires arrêterait alors de monter, il décroîtrait ; nos résultats n'auraient plus de raison d'être réinvestis dans le métier. Ainsi, si Essilor s'arrêtait de croître aujourd'hui, nous aurions un *cash-flow* de 2 milliards de francs par an net d'investissement. On pourrait alors en faire beaucoup d'usage : soit les rendre à l'actionnaire, on mettrait tout en dividendes et on gérerait la décroissance d'Essilor ; selon une autre technique, avec un flux de 2 milliards de francs, acheter une société qui fait 20 milliards de capitalisation. On pourrait donc acheter de grosses sociétés, ou en acheter beaucoup de petites et les développer.

C'est une de mes plus grandes responsabilités, peut-être la plus difficile : je dois dire aux actionnaires à quelle allure le groupe peut croître. Si je me rendais compte à un moment donné qu'on ne peut plus croître qu'à 2 % par an, alors que nous

sommes équipés pour croître à 10 %, je dirais aux actionnaires : « Attention, j'ai de très sérieuses raisons de penser qu'on va croître moins vite, les *cash-flow* ne sont pas à moi, ils ne sont pas à Essilor, ils sont à vous, que voulez-vous qu'on fasse ? Est-ce que vous voulez les retirer ? Est-ce que vous voulez les remettre ? » N'étant pas propriétaire de mon entreprise, je demanderais à mon conseil d'administration ce qu'il veut faire. S'ils me répondaient : « Achetez ça », eh bien, on le ferait. S'ils disaient qu'ils préfèrent retirer, eh bien, on retirerait, on enverrait les dividendes qui seraient réinvestis dans d'autres domaines de l'économie.

Actuellement, les systèmes d'opération par laser font beaucoup de bruit, c'est communicatif ; les journalistes peuvent affirmer : « plus de lunettes, etc. ». Pour l'instant, c'est encore très limité. On suit cela de très près. Ça monte. Je pense que dans sept ans, si jamais les opérations ont pris leur importance, je dirais : « Attention, la maison Essilor va croître moins vite. » Mais, aujourd'hui, c'est tellement petit que je dis : « Continuons à croître et à conquérir le monde. »

LE PRÉSIDENT : Merci de la densité de vos réponses. Je vais dépasser les limites de l'épure. Vous nous avez dit : « En chaque homme il y a un champion. » Il faut aller au-delà. En chaque homme il y a un Dieu ou plutôt une part de divin. Les Écritures nous le disent.

LA PLACE DU POLITIQUE
DEMAIN

Par M. Jacques BARROT
Ancien ministre – Député de la Haute-Loire

Du même auteur :

Les Pierres de l'avenir, Éd. France-Empire, 1978.

LE PRÉSIDENT : *Questions pour le XXI^e siècle : des chrétiens s'interrogent...* sur la place du politique demain.

La politique est notre pain quotidien, à considérer le temps que nous passons à lire les journaux du matin et du soir, à suivre les émissions de télévision... En vérité, nous sommes au spectacle ; spectateurs mais non acteurs. Le plus grand nombre de citoyens électeurs ne vote pas, au moins dans certaines élections...

Les chrétiens sont-ils meilleurs citoyens ? Le PACS en a mobilisé certains. L'Église a parlé clair, dénonçant tout ce qui atteint le mariage et la famille : nous avons besoin de cette fermeté doctrinale.

Nous sommes plus interrogatifs sur les relations établies récemment entre l'appartenance à un parti politique et la demande de recevoir le sacrement de baptême¹. Situations insolites dont nous n'avions pas vu d'exemple au temps du communisme-marxisme triomphant. Mais c'est un épisode finalement salutaire dans la mesure où il réveille notre conscience de laïc.

Nous avons à prendre en politique des engagements et des responsabilités – je le dis en toute simplicité et avec ferveur – qui

1. Allusion à la publicité faite par les médias au baptême différé du fait de l'appartenance du catéchumène au Front national.

ne demandent pas l'aval de nos évêques. Encore faut-il les prendre, ces engagements !

Pour conduire notre réflexion, nous accueillons avec une très vive sympathie ce laïc chrétien, engagé en politique sur tous les fronts qu'est Jacques Barrot.

Député de la Haute-Loire, circonscription Le Puy-Yssingaux depuis 1967 ! Trente et un ans... maire d'Yssingaux, conseiller général, président du conseil général. De nombreuses responsabilités ministérielles : secrétaire d'État au logement ; ministre du Commerce et de l'Artisanat ; ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ; ministre du Travail et des Affaires sociales dans le dernier gouvernement Juppé.

Ancien président de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée nationale ; ancien président de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan.

Sur le plan de l'engagement politique même : secrétaire général du Centre des démocrates sociaux (CDS) ; vice-président du CDS ; membre du bureau national de l'UDF ; président du groupe Union du Centre à l'Assemblée nationale ; premier vice-président du groupe UDF.

Il faut reconnaître, monsieur le ministre et très cher ami, que vraiment votre présence nous comble et que nous vous écoutons avec respect et amitié.

Jacques BARROT : Merci beaucoup de m'avoir invité pour évoquer un sujet difficile qui pourrait donner lieu à des débats sans fin. Je vais essayer de traduire notre sujet en questionnement très concret. J'ai des jeunes enfants ; comment peut-on imaginer que, le moment venu, leur viendra une vocation politique ? Pour nous résumer, je me propose de réfléchir avec vous sur la manière dont on pourra susciter des vocations politiques. Moi-même j'ai quelque peu hésité. Sans doute est-ce un peu caricatural, mais on peut dire qu'il y a une manière de vivre la vie selon des temps différents : le temps de l'éternité, celui que préparent les Églises, le temps du moyen terme, c'est normalement à celui-là que les politiques sont attachés ; enfin le temps du court terme, qui est sans doute le temps privilégié des acteurs économiques.

Quand on est un jeune garçon, que l'on est entouré de prêtres généreux dont l'engagement est tourné vers l'éternité, la première tentation est de les suivre. Mais, au moment de mon adolescence et de mon passage dans les mouvements de jeunesse, comme la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), j'ai appris à faire le lien entre un engagement chrétien tourné vers l'Absolu et un engagement social, politique, qui s'en voulait une transcription concrète et avec la volonté de promouvoir un monde meilleur. Il est vrai que j'étais entouré d'exemples magnifiques à commencer par celui de mon père pharmacien, disciple de Marc Sangnier.

Noël Barrot avait pris ses responsabilités en entrant dans la Résistance et il vivait cette aventure du Mouvement républicain populaire, avec ses lumières et ses ombres. Cela nous valait le passage de certaines personnalités politiques qui, à l'époque, forcèrent mon admiration d'enfant : je pense au bâtonnier Pierre-Henri Teitgen, qui avait mûri son idéal politique dans les camps de concentration, je pense aussi à la modestie et la simplicité rayonnante de Robert Schuman. Ces rencontres, fussent-elles brèves, forgèrent en moi une haute idée de la politique.

La génération d'aujourd'hui n'a sans doute pas tous ces points d'appui. Je ne pense pas que les images quotidiennes du politique soient de nature à enthousiasmer les jeunes. Certes, pour certains d'entre eux, il reste le service de l'État et la renommée de l'École nationale d'administration. Mais, pour d'autres, très généreux, qui, en un autre temps, eussent été conduits directement vers l'engagement politique, ce sera plutôt le choix du caritatif. Ils vont s'engager dans un mouvement comme ATD Quart Monde avec une grande générosité et aussi le sentiment que la politique n'est pas la voie d'action la plus efficace. D'autres s'engagent courageusement dans une action d'entreprise, à juste titre valorisée dans un monde d'échanges et de compétitions. D'autres, enfin – Dieu merci ! – se vouent à un investissement intellectuel au sein de l'Université. Et, sans doute, en avons-nous grand besoin si nous voulons que la société française puisse bénéficier des concours intellectuels dont elle a besoin.

Quelles peuvent être aujourd'hui les motivations de ceux qui choisiraient la politique ? Vont-ils choisir, à travers des mandats électifs conquis peu à peu, d'entrer dans une sorte de professionnalisme du pouvoir ? Vont-ils accepter les contraintes du politique par goût de paraître ? Il est vrai que cette liaison, pour ne pas dire cette complicité, entre la politique et le monde médiatique conduit parfois la sphère politique à se rapprocher avec excès de cette « bulle médiatique » quelque peu fascinante.

Pouvons-nous, à ces jeunes soucieux d'engager leur vie dans des voies efficaces, donner l'assurance que la politique peut jouer un rôle majeur ? Il n'est pas facile de remonter le courant : tout

se passe comme si la politique avait failli pour avoir trop promis. C'est pourquoi, elle est contestée par les abstentionnistes dont parlait André Aumonier ; elle l'est aussi par des forces de protestation qui, après avoir longtemps été à l'extrême gauche, appartiennent plus aujourd'hui à l'extrême droite. Voilà le défi auquel nous sommes confrontés.

Je m'efforcerai de faire ce diagnostic de la politique en échec. Pourquoi donc a-t-elle échoué ? Sans doute parce qu'elle a été, en ce siècle, souvent surévaluée. La voilà aujourd'hui en accusation et dans le risque d'être supplantée. Pour autant, les politiques désemparés doivent-ils subir un déclin inexorable de leur engagement ? Ou bien la politique ne peut-elle pas d'une manière ou d'une autre réapparaître une fois corrigée des faiblesses auxquelles elle a succombé ?

1. La politique en échec

1.1 La politique surévaluée

Au cours de ce siècle beaucoup d'espoirs ont été investis dans la politique comme si on attendait tout d'elle. Il y a eu le dévoilement de l'espérance religieuse à laquelle le marxisme a contribué en faisant rêver du Grand Soir. C'était la promesse de la réconciliation générale d'une société sans classe. J'ai le souvenir de cette période au cours de laquelle le marxisme fascinait un certain nombre de chrétiens. Sans s'en apercevoir, au nom de l'avènement d'une société sans classe parfaitement réconciliée, tout devenait acceptable.

Les communistes imaginaient la Pologne communiste comme un pays nouveau qu'ils allaient forger de bout en bout en assujettissant la vie culturelle, religieuse, aux dogmes et à l'autorité du parti, fût-ce en méprisant l'histoire du pays. François Furet a montré, en faisant la comparaison entre les deux totalitarismes fasciste et communiste, comment le totalitarisme communiste

s'est avancé, masqué derrière l'idéal pour le peuple. Au nom de ce progrès, le communisme a justifié tous les manquements au respect des droits de l'homme, et il ne faut pas oublier derrière les morts de la Shoah ceux du stalinisme. Ainsi, sous prétexte de conduire vers la « société sans classe », la politique s'est cru tout permis.

L'utopie s'est heureusement dissipée progressivement à partir de la chute du mur de Berlin. Le pouvoir politique est apparu comme ne pouvant disposer que d'une autorité limitée. Et nous sommes sortis de la « tentation totalitaire ».

Toutefois il reste ici et là des tentations d'un exercice prétentieux du pouvoir politique, avec la volonté de diriger l'économie ou d'imposer à la société des modes d'organisation. La France n'a pas été exempte de ces tentations : ce furent, à gauche, les nationalisations systématiques avec l'idée qu'en faisant sortir de la sphère privée certaines grandes entreprises et, les ayant mises sous le contrôle direct de l'État, les politiques mettraient notre économie sur la bonne voie ! Le partage du temps de travail imposé uniformément, en jouant sur la durée légale du temps de travail, n'est pas exempt de cet esprit prétentieux qui contourne la négociation sociale.

La *politique prétentive* se manifeste aussi à travers ces nationalismes exacerbés qui prétendent résister à l'internationalisation en marche. C'est ainsi qu'est apparue l'utopie de la « dernière grande nation ». Je reçois, aujourd'hui encore, des lettres qui affirment que, si nous ratifions Amsterdam, nous mettrions fin à la nation française. C'est prêter aux hommes politiques et aux parlementaires des possibilités que manifestement ils n'ont pas. La politique ne peut pas à elle seule détruire la nation française ni, à l'inverse, la sublimer de telle manière qu'elle puisse tenir tête seule à la mondialisation et la refuser purement et simplement.

Ainsi, la politique s'est trouvée surévaluée, et nous avons assisté à beaucoup de souffrances au cours de ce siècle au nom de la politique qui devait faire le bonheur. Il n'y a pas si longtemps, l'utopie retentissait encore à nos oreilles quand François Mitter-

rand prenait pour slogan « Changer la vie », comme si la politique pouvait avoir cette prétention absolue de changer la vie !

Évidemment, après cette phase de surévaluation, la politique est tombée de haut quand la mondialisation s'est mise en marche et c'est alors que les politiques ont eu le sentiment d'être supplantés.

1.2 La politique supplantée

Les marchés financiers, pour commencer par eux, se sont mis à narguer les États-nations, à se jouer de leurs prétentions, à gérer leurs économies sans prêter attention aux règles de concurrence indissociables d'une économie de marché.

Déjà en 1983, Pierre Mauroy fut obligé de faire marche arrière et de renoncer à organiser l'économie française selon un mode que les marchés commençaient à attaquer. Récemment, les États-nations ont dû accepter les contraintes que leur imposait l'entrée dans l'euro. Les gouvernements savaient que les marchés ne leur pardonneraient pas d'avoir hésité à mettre en œuvre les disciplines exigées par l'euro. Plus récemment encore, le président Cardoso, élu démocratiquement président du Brésil, a été obligé, presque immédiatement après son élection, de s'assurer que les marchés financiers ne le lâchaient pas. La dette du Brésil est telle qu'à l'investiture démocratique par les citoyens brésiliens doit s'ajouter une confiance de la communauté économique internationale, faute de quoi la Présidence même risque de se trouver compromise : l'idée d'une prééminence politique absolue ne résiste pas à cette globalisation de l'économie.

Certes, il existe des institutions comme le Fonds monétaire international qui ont déjà à leur actif un certain nombre de réussites et qui attestent de la capacité du politique à retrouver influence et autorité. Mais, le directeur du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, explique comment ce pouvoir de régulation n'a pas pu, par exemple, obtenir de la Russie certaines réformes, faute d'avoir été soutenu par une commu-

nauté politique internationale. Il y a encore du chemin à faire pour faire fonctionner de vraies régulations du marché financier.

Derrière les marchés financiers se profilent des dangers plus pernicious encore. La globalisation de l'économie a amené au premier rang les actionnaires : ce sont des partenaires indispensables de l'entreprise mais ce ne sont pas les seuls. Or les actionnaires, souvent riches et âgés, exigent un rendement très important pour leur agent, d'autant plus que cet argent est géré par des fonds de pension. C'est la course vers des rendements importants et rapides, c'est la vague des concentrations industrielles qui en découlent. Là encore les politiques mesurent la limite de leurs possibilités. Comment éviter que se crée un trop grave déséquilibre entre les producteurs de l'entreprise et les actionnaires au détriment des premiers, c'est-à-dire des travailleurs ?

La globalisation, c'est aussi le danger d'une hyperpuissance des médias. Là encore, les politiques se trouvent mis en défaut par l'uniformisation des cultures, des modes de vie, qui gagnent de proche en proche tous les pays par-delà les régimes politiques. Voilà les législateurs sommés d'accompagner les mouvements. L'Irlande catholique ne voulait pas légiférer sur le divorce : il a bien fallu y passer devant la pression médiatique internationale. Nous en sommes d'ailleurs arrivés à un tel stade qu'au moment du PACS, certains éditorialistes écrivaient pratiquement que le législateur devait tout simplement entériner de nouveaux modes de vie. Il n'y a pas de meilleures illustrations de la dévaluation de la politique : il ne s'agit plus pour l'homme politique d'édicter des normes ou de revoir la norme parce qu'elle serait en quelque sorte dépassée. C'est la politique condamnée au notariat, c'est-à-dire que les politiques dressent des procès-verbaux pour dire comment cela se passe et pour en déduire tout simplement comment cela doit se passer.

Le risque est bien de voir la politique supplantée aux yeux de toute une génération de jeunes cadres pour lesquels elle a un relent d'inefficacité. Au vain débat politique s'oppose, pour beaucoup de jeunes cadres, la griserie de parcourir le monde avec

le sentiment que tout est ouvert, tout est permis ; il leur arrive de regarder d'un peu haut des politiques dont ils se demandent s'ils ne sont pas des empêcheurs de tourner en rond. La politique se sentant supplantée risque d'être désemparée.

1.3 La politique désemparée

Face à tous ces rivaux qui ont surgi pour limiter leur autorité, que font les hommes politiques ? Face à ces nouveaux pouvoirs émergents, ils apparaissent un peu désemparés. Alors, ils feignent de garder la haute main sur une société qui construit en fait sans eux.

Comment l'homme politique va-t-il essayer de donner le change ? Il va parler à la télévision ; il va essayer de susciter des émotions, de donner l'impression de sa maîtrise des problèmes grâce à l'usage de formules toutes faites. Et on connaît les sémantiques à la mode : la « cohésion sociale » pour les uns, le « développement durable » pour les autres. L'homme politique, en lançant ainsi des formules, des mots, fait semblant d'ordonner la société. Ce n'est qu'une illusion. Qu'est-ce qu'un développement durable ? La cohésion sociale, comment peut-elle se faire ? C'est un tout autre problème lorsqu'on veut apporter des réponses concrètes.

Il est vrai que l'homme politique dispose d'une autre possibilité. Il peut légiférer à tour de bras. En France, nous sommes parfaitement partis pour cela. Notre administration, trop souvent pléthorique, a tendance à pousser ces responsables politiques à rechercher des effets d'affichage dans l'agitation au lieu de les rappeler à la nécessité de choix clairs et courageux.

Pour les accidents de la route, le ministre actuel des Transports n'échappe pas à la règle à laquelle tous ses prédécesseurs ont été soumis. Avant d'arriver, il est sommé par une administration qui, devant la recrudescence des accidents de la route, veut montrer que le pouvoir politique est encore efficace. Alors, on propose d'ajouter de nouvelles normes, sans savoir si les régle-

mentations en cours sont appliquées ou applicables. Cela n'a pas d'importance : on légifère, on édicte même si tout cela restera largement virtuel.

On pourrait citer comme exemple tous ces programmes avec 53 mesures pour la simplification, 46 mesures pour l'environnement... En réalité, se cache derrière cela une incapacité de faire les choix majeurs.

Les débats actuels concernant l'aménagement du territoire et l'organisation des collectivités locales sont un bel exemple. Certes, le texte préparé par le ministère de l'Intérieur est un texte assez classique, qui fait avancer péniblement une organisation plus efficace de nos collectivités locales sans véritable novation absolue ; on peut invoquer les nécessités du pragmatisme. Par contre, le texte de Mme Voynet est un morceau de littérature que je n'ose qualifier... Où va-t-on dans un enchevêtrement pareil de textes ? Tout cela, il est vrai, nourrit le débat et donne le change. Mais, pendant ce temps, nous vivons un désordre inimaginable sur le plan territorial et je vous mets au défi de comprendre comment cela peut marcher dans nos Régions avec un tel enchevêtrement de responsabilités d'une collectivité à l'autre !

Les procédures budgétaires de l'État sont un autre exemple. Cette forme d'incapacité à clarifier pour pouvoir mieux décider. Le budget de fonctionnement de l'État mélange allègrement revenus d'activité et revenus de retraite des agents de la fonction publique. Et on finit, maintenant, par découvrir qu'il faudrait théoriquement, dans vingt ans, doubler la mise, pour payer les retraites des fonctionnaires, alors que, jusqu'ici, ces projections élémentaires n'avaient pas été vraiment faites. Et il faut secouer l'enchevêtrement des chiffres budgétaires pour découvrir que l'État français, aujourd'hui, ne consacre que 3 % à l'investissement à cause de sa mauvaise maîtrise des dépenses de fonctionnement.

La faible capacité des politiques à agir pour la paix n'est pas française, bien au contraire ! Il y a eu, dans l'ex-Yougoslavie, une tentative française courageuse, comme aujourd'hui au Kosovo.

Mais il est vrai que ces efforts de médiation, de réconciliation apparaissent trop rares et trop frappés d'impuissance.

Il faudrait encore manifester toutes les déceptions des citoyens devant l'incapacité du politique à prévenir l'insécurité. La France est, à cet égard, un pays étonnant où l'ordre public a été confié presque exclusivement à une hiérarchie directe qui va de la caserne de gendarmerie au ministère des Armées, du commissariat de police au ministère de l'Intérieur. Il y a bien longtemps que les élus de proximité auraient dû être associés de manière concrète et efficiente à l'exercice de cette importante responsabilité qu'est le maintien de la paix civile et de la cohésion sociale. C'est sur ce sentiment d'impuissance publique qu'a largement prospéré le Front national. On pourrait poursuivre les exemples ; la politique mise en cause se trouve ainsi désemparée : les meilleurs s'interrogent, doivent-ils ou non continuer à faire de la politique ?

Je me suis fait le procureur du politique. Je vais maintenant me faire l'avocat de sa défense car nous n'avons pas le choix : la politique demeure plus nécessaire que jamais parce que nos sociétés ont besoin d'elle. Il faut, non seulement la réhabiliter, mais assurer son retour, non pas en force mais à sa place. C'est-à-dire à une place éminente.

2. Le retour nécessaire de la politique

Nous n'avons pas le choix. Il faut que la politique soit de retour. Le « tout-marché », combiné avec l'individualisme intégral, va conduire à de graves impasses. Le tout-marché, c'est-à-dire l'économie financière, finira par stériliser les énergies productrices. Si les fonds de pension anglo-saxons continuent à placer l'argent et à le déplacer tous les matins, dans le seul but de trouver la rentabilité immédiate à court terme la meilleure possible, ne risque-t-on pas de voir se raréfier entrepreneurs, investisseurs, innovateurs ?

Je n'oublie pas cette séance du conseil d'administration d'une des grandes firmes suisses pharmaceutiques à laquelle je fus convié. La famille détentrice du capital n'a pratiquement jamais prélevé de dividendes depuis un siècle. Cette firme a réussi des avancées extraordinaires du point de vue technologique : le fruit du courage d'un actionnariat qui a toujours fait passer l'investissement, l'anticipation, avant l'obsession du profit immédiat. Michel Albert a su qualifier ce capitalisme rhénan de « vertueux ». Les politiques ont-ils su suffisamment l'encourager ?

On ne peut pas laisser le tout-marché faire la pluie et le beau temps. Et un individualisme exacerbé finira par détruire les communautés. Le PACS est un avatar français de cet individualisme exacerbé. Il a de quoi surprendre : au moment où l'on parle de précarité et de précarisation, cela devient parfois un leitmotiv, on ne s'est pas interrogé pour savoir si ce texte n'était pas précisément une forme de précarisation des liens interpersonnels.

Si la politique n'interpelle pas l'économie financière pour la mettre en garde sur les risques qu'elle fait prendre au développement, qui le fera ? Si la politique n'est pas là pour éviter aux communautés de se trouver rongées par la rouille de l'individualisme, qui nous épargnera ce danger ?

Nous avons besoin de la politique pour faire surgir à nouveau ces débats où l'on peut parler de l'avenir et du futur. Si la politique fait désertion, comment évoquera-t-on le futur de la grande communauté humaine ? Comment donnerons-nous le goût d'inventer l'avenir, un avenir meilleur, celui-là même qui a inspiré toutes les grandes vocations d'hommes d'État ? La Politique doit donc être de retour. Comment peut-elle revenir ? Trois conditions m'apparaissent essentielles :

La politique doit se recentrer. Le politique ne peut pas s'occuper de tout et vouloir tout faire, faute de quoi nous retomberons dans les ornières d'hier. Il faut bien savoir à quoi sert la politique.

La politique doit être modernisée. Cette modernité permettra l'accès des nouvelles générations à l'engagement politique.

La politique doit se ressourcer pour remplir pleinement les finalités qui sont les siennes.

2.1 *La politique recentrée*

La politique doit cibler ses objectifs, ses ambitions, pour ne pas décevoir. Lors d'un débat intéressant entre le père Madelin et Maurice Blin, sénateur des Ardennes et ancien rapporteur général du Budget, Maurice Blin, prenant ses distances avec toutes les utopies du siècle, a donné une version du politique un peu *a minima*.

Il disait en substance : « On a tellement fait rêver les gens, on a tellement lancé des projets d'une ambition démesurée, qu'après tout on devrait revenir à une définition du politique beaucoup plus modeste. il s'agit au fond de soigner les souffrances sociales. La mondialisation s'amplifie, on n'y peut pas grand-chose, mais on peut encore ramasser les blessés de la route et soigner les souffrances sociales. » Et Maurice Blin citait Jeanne d'Arc incitant ses compagnons : « *Besognons, besoins, seigneurs.* » Un peu de pédagogie n'est pas inutile pour prévenir de nouveaux égarements.

Pour autant nous ne devons pas en venir à une conception trop minimaliste de la politique. Elle est là pour porter de véritables ambitions, elle n'est pas la seule à pouvoir le faire mais elle peut permettre à ces volontés collectives de se formaliser, de se réaliser. Pour le comprendre, il faut sans doute balayer les différents champs de notre vie collective pour y percevoir quel est, dans chaque cas, le rôle exact du politique. Car la politique ne peut pas agir dans tous les champs de la vie collective de la même manière.

– Sur le terrain économique

La politique ne peut pas prétendre aujourd'hui au rôle qu'elle a pu jouer au temps de Colbert, *a fortiori* au temps des régimes communistes où les politiques dirigeaient purement et simple-

ment les entreprises. Les politiques ne peuvent être dans cette matière que des *accompagneurs*.

En regardant de plus près l'histoire des politiques de l'emploi, on peut conduire les responsables français à faire, tous, leur examen de conscience. S'il y a bien un sujet sur lequel l'illusion des politiques a perduré, malgré tous les échecs, c'est bien la lutte contre le chômage.

À chaque élection, les hommes politiques affirmaient qu'ils allaient faire reculer le chômage. Et au lendemain des élections, étaient mises en œuvre des politiques toutes plus hasardeuses les unes que les autres, toutes aussi assurées à terme d'un échec. On a d'abord commencé à envoyer des gens en préretraite massivement et il a fallu, pendant de longues années, augmenter les prélèvements obligatoires pour payer ces départs prématurés. Puis ce furent les périodes de travaux d'utilité collective (TUC) pour lesquels les préfets étaient mobilisés par les politiques. Comme me le disait un préfet : « Il faut que je multiplie le nombre de bénéficiaires de TUC dans le département : nous ferons baisser la liste des chômeurs et ma carrière s'en trouvera vraisemblablement améliorée. »

L'illusion du politique qui crée l'emploi perdure encore. N'est-on pas en train de vendre le *partage du temps de travail* comme une nouvelle panacée pour créer de l'emploi. Un partage autoritaire, uniforme, bref défini dans ses modalités par le pouvoir politique lui-même, comme si dans ce domaine on pouvait se passer de négociations sociales, seules aptes à permettre de trouver le point d'équilibre entre un meilleur aménagement des rythmes de travail, gage d'efficacité, et une certaine modération des rémunérations, les deux éléments étant facteurs de la créativité.

Les *emplois jeunes* sont aussi un nouvel avatar de cette prétention des politiques : peu de temps avant les élections de mai 1997, j'avais eu l'occasion de débattre avec Lionel Jospin. Je lui avais suggéré plutôt que de vouloir saturer encore le secteur public avec des emplois qu'il faudra tôt ou tard pérenniser, de passer un accord avec le monde de l'entreprise française. On

aurait pu imaginer une sorte de challenge national : l'État finançant une partie du tutorat nécessaire pour former les jeunes, les entreprises pour leur part acceptant systématiquement d'ouvrir leurs portes à des jeunes. Mais il était manifestement tentant d'afficher 300 000 nouveaux emplois, directement décidés par les politiques mais financés par les contribuables, au risque de retourner au cercle vicieux qui veut que l'augmentation des prélèvements obligatoires agisse à terme contre l'emploi.

Pourtant, nous savons qu'une politique de l'emploi c'est d'abord la recherche du développement, puis des incitations pour traduire ce développement en emplois. Concrètement cela veut dire d'abord, pour l'homme politique, une volonté tenace et constante de stimuler l'investissement.

Si les États-Unis ont connu une très forte régression du chômage, c'est d'abord parce qu'ils ont décidé, il y a dix ou quinze ans, de mettre des moyens considérables sur les *technologies nouvelles*. C'est ainsi qu'ils ont repris une avance qui leur a ouvert des marchés nouveaux. Il n'y a pas de multiplication d'emplois sans des investissements intellectuels, matériels et financiers. Cela relève de la *théologie de la création* ! Bien entendu, à cet effort d'investissement, il faut ajouter l'allègement du coût du travail et l'amélioration continue de la qualité du travail. Nous voilà renvoyés au problème majeur qui est celui de la motivation, de la compétence, de l'adaptabilité du travailleur.

Tout cela est effort d'accompagnement des politiques. Je citerai volontiers l'exemple de la Haute-Loire qui détient, à son actif, un faible taux de chômage par rapport au taux national : entre 7 et 8 %. Cette performance est d'abord l'œuvre des entrepreneurs. Mais, si nous avons joué les modestes – nous les élus du département –, nous avons été des accompagnateurs fidèles et solides. Chaque fois qu'il y avait un problème dans une entreprise, j'ai essayé de comprendre ce qui se passait et d'apporter mon aide. Cela allait d'un problème de terrain à un lourd conflit social où je jouais le médiateur. Je n'ai pas été le seul. Tous les élus de la Haute-Loire ont suscité ainsi un microclimat favorable à l'entreprise. Ils n'ont pas cherché à se mettre à la place des

industriels : quand l'un d'entre eux affirmait ne plus pouvoir garder autant de personnel parce qu'il était indispensable de rationaliser la production, on n'a pas cherché à lui faire la leçon, on a essayé de comprendre ses contraintes et de l'aider à reclasser le personnel qu'il ne pouvait pas garder.

Ce rôle d'accompagnateur a fait ses preuves. Un climat de confiance s'est noué entre nos entreprises et les élus du département. Il est vrai que la passion de notre petite patrie nous a tous conduits à privilégier avant tout son développement.

– Sur le terrain social

Là aussi, pendant les Trente Glorieuses, les politiques ont donné le sentiment qu'ils détenaient le monopole des progrès sociaux et qu'à coup de lois et de budgets, ils étaient les pourvoyeurs de l'État-providence.

Mais des temps plus difficiles sont venus, et les dérives de l'État-providence vers l'État-assistance se sont faites jour. Les augmentations de prélèvements qui ont suivi ont suscité de plus en plus de questions et d'interpellations. Là encore, il ne s'agit pas pour la politique de fuir, mais d'assumer sa vraie responsabilité qui est celle de faire les *justes arbitrages* très difficiles en la matière.

Pour ne prendre qu'un exemple, depuis quelques années, les charges liées à la famille étaient un peu abandonnées au financement des familles elles-mêmes, c'est-à-dire privatisées. Alors que, du point de vue des retraites, on allait de plus en plus loin vers des solidarités collectives. Était-il légitime d'exempter les retraités de toute cotisation d'assurance-maladie, exemption dont ils avaient bénéficié à juste titre après la guerre, à l'époque des toutes petites retraites ? Mais cet état de choses pouvait-il perdurer alors que, dans le même temps, des travailleurs modestes devaient supporter des cotisations lourdes sans avoir pour autant accès à des assurances complémentaires ?

Il est un autre choix que la France éprouve beaucoup de mal à faire : c'est celui de savoir si, au côté de la répartition qui établit une solidarité entre les actifs et les retraités du temps présent, il n'y a pas à concevoir un mode d'épargne qui permette le moment venu d'alléger la charge des générations à venir qui porteront le dynamisme économique du pays.

Telle est la tâche du politique : celle d'exposer clairement au pays les alternatives et, après avoir consulté, de faire des choix clairs et compréhensibles. C'est à ce prix que les solidarités pourront être acceptées et donc confortées dans l'avenir. Cette régulation des solidarités n'est pas tâche aisée. Très souvent, l'émotion médiatique s'empare d'un problème, comme ce fut le cas à l'occasion des mouvements organisés par les comités de chômeurs. Le gouvernement, conduit à agir dans la précipitation, décide de relever les minima sociaux ; il le fait, en outre, de manière rétroactive et dépense en vingt-quatre heures près de 3 milliards. Il n'a pas eu le temps, ce faisant, d'évoquer ce qu'il en est des minima de branches, les minima qui sont liés au travail. Ainsi, se créent au fil des années, certaines distorsions. Le risque, dans notre pays, est que les titulaires de revenus de remplacement voient progresser leurs ressources plus rapidement que les travailleurs modestes qui vivent de leur salaire.

Nous assistons aujourd'hui à la mise en place d'une couverture maladie universelle. Est-ce que le gouvernement va céder à la tentation d'une facilité au demeurant coûteuse : relever simplement le seuil des revenus au-dessous desquels on est pris en charge par l'assistance médicale gratuite ? La sagesse voudrait que l'on apporte une aide proportionnelle aux revenus pour les catégories modestes afin de les aider à souscrire une assurance complémentaire. Cela éviterait ainsi de créer, entre les Français qui ont les moyens de s'offrir une couverture complémentaire et les Français les plus démunis pris en charge par l'assistance médicale gratuite, une catégorie de Français, plus souvent salariés modestes, abandonnée à son sort. L'ancien ministre du Travail américain, Reich, a parlé à leur propos de *classe anxieuse* : cette

classe qui a le sentiment de travailler avec des rémunérations faibles et de ne pas émarger au dispositif de solidarité.

Telle est la tâche majeure des politiques dans le domaine social : *savoir préparer et décider les grands arbitrages*. L'heure est venue de procéder dans une plus grande transparence. L'État-providence actuel est devenu très compliqué : il est difficile de discerner parfois ce que l'on prélève sur les uns ou les autres en fonction de la nature de leurs revenus et, plus encore, ce que l'on donne aux uns et aux autres : qui paie ? et pour qui ?

Une fois retenue cette architecture des solidarités, alors les politiques peuvent *répartir les rôles*. Il est bon que les caisses de retraite puissent être gérées par les partenaires sociaux. Il est bien que l'assurance-maladie puisse être gérée par des unions de caisses régionales. La réforme de 1995 a prévu ainsi de véritables contrats d'objectifs entre l'État et les organismes de Sécurité sociale, avec des cahiers des charges, et il devient alors très souhaitable que les politiques n'interfèrent pas tous les jours dans ces gestions qu'ils ont confiées à des acteurs de la société civile. Il est aussi très souhaitable que le gouvernement et le Parlement ne prennent pas systématiquement des mesures nouvelles à la veille ou au lendemain des élections, voire même, comme ce fut le cas souvent, les imposent même si les financements n'ont pas été dégagés. Les gestionnaires ont beau jeu de dénoncer l'impossibilité de gérer dans une telle instabilité.

– Dans le champ sociétal

La politique, *a priori*, devrait se trouver en première ligne. S'agissant de faire vivre un peuple ensemble, d'assurer pour cela des règles visant la manière d'habiter, la manière de circuler, la manière de respecter la liberté des autres, on ne voit pas bien qui, mieux que les politiques élus par leurs concitoyens, pourrait y veiller.

La montée de l'individualisme rend cette tâche aujourd'hui tout à la fois prioritaire mais plus difficile. Pourtant, c'est cette

mission qui a, en quelque sorte, fondé la politique. La première préoccupation des édiles de la Cité grecque, c'est d'abord de chasser les brigands et les envahisseurs et de veiller à ce que justice soit rendue. On répète à l'envi qu'il s'agit là de tâches régaliennes ; et tout se passe comme si, depuis des décennies, les politiques avaient failli plus encore dans ce champ de la vie collective.

Les relations entre l'autorité judiciaire et la politique ne constituent pas, en France tout au moins, un exemple, loin de là ! Les juges ont eu le sentiment pendant longtemps d'être en quelque sorte *surplombés* par un pouvoir politique qui ne leur donnait pas vraiment les moyens dont ils avaient besoin et qui, d'une certaine manière, les méprisait aussi. Les voilà aujourd'hui revenir en force, revendiquant une sorte d'indépendance absolue pour pouvoir mieux marquer leur affranchissement du pouvoir politique. En réalité, il va falloir recréer des conditions d'exercice de l'autorité judiciaire qui assurent aux juges, à la fois, la sérénité et l'autonomie indispensables pour dire le droit, pour rendre la justice et pour diffuser cette vertu de Justice : un des ciments les plus sûrs d'une communauté nationale. Il faudra à la fois des moyens financiers importants, une plus grande diversité du recrutement des juges, une modernisation des procédures qui, trop complexes, risquent de conduire à la volonté de l'autodéfense ou aux tentations de la mise en cause médiatique.

S'agissant de la sécurité elle-même, les politiques sont encore plus inexcusables. Pourquoi a-t-il fallu que tout ce qui était chargé d'assurer l'ordre fut rattaché directement à l'État national central ? Cela a conduit à écarter les élus locaux, les responsables de proximité de la prise en charge aussi bien de la prévention que de la répression des atteintes à la sécurité. Et, pourtant, l'expérience de New York l'a montré : il n'y a pas dans ce domaine de vraies stratégies efficaces si elles ne sont pas pensées par des responsables proches du terrain, investis en quelque sorte par leurs concitoyens qui partagent, au quotidien, la même vie autour des élus locaux ; cette quête d'une plus grande sécurité est en train de s'opérer : il était temps. Peut-on aujourd'hui être

maire d'une petite ville et ne pas endosser sa part de responsabilités lorsque des familles souvent modestes font l'expérience cruelle de la violence. C'est aux politiques de proximité de pouvoir sortir des dilemmes théoriques entre prévention et répression, pour mobiliser une population et lui rendre le désir d'être active pour assurer chaque jour la paix civile – un bien dont nous avons sous-estimé l'irremplaçable valeur.

Le champ des relations internationales est lui aussi un champ de prédilection pour la politique. L'heure n'est plus aux préoccupations dominées par la seule défense des frontières.

La politique du siècle prochain devra vraisemblablement s'orienter vers deux objectifs majeurs, si l'on veut humaniser la mondialisation comme le dit Jacques Chirac. C'est, bien entendu, la nécessité absolue de prévenir la violence et tous les manquements à l'éthique des droits de l'homme. Il y faudra des organisations internationales solides. L'intervention américaine en Irak montre les limites d'une action unilatérale. Il n'est pas illégitime, bien au contraire, de faire la police, mais une action américaine incompréhensible renforce les intégrismes musulmans. La seule réponse sera une Organisation des Nations unies qui fonctionne de manière efficace et la mise en place de grandes instances de régulation, de cette cour pénale internationale indispensable.

Il y aura aussi un autre objectif majeur : la *sauvegarde du droit à la diversité* que pourrait bien bafouer une mondialisation sauvage. Le droit à la diversité linguistique, à la diversité culturelle, renvoie profondément à la valorisation du patrimoine de chacune de nos civilisations et de chacun de nos pays. Ce dialogue des civilisations ne pourra se faire que si les politiques en forgent progressivement le cadre et en fixent quelques règles.

Il est aussi un autre terrain sur lequel la politique devra se montrer plus attentive au rôle qui est le sien ; il s'agit de faire le tri dans les *nouvelles avancées scientifiques*. Les politiques ne peuvent pas, seuls, en exercer la responsabilité, mais ils doivent faire surgir un questionnement sur l'application des nouvelles techniques d'investigation ou d'action sur l'homme.

Au moment où la génétique va ouvrir des champs nouveaux à la thérapie, comment ne pas souligner que deux maux commencent par le préfixe grec *eu* qui signifie « bien » : *eugénisme*, *euthanasie*. Quel paradoxe ! Voilà que l'on confond, dans une société qui ne prend plus assez le temps de réfléchir à la manière de mourir, les *soins palliatifs*, qui sont un accompagnement des dernières heures de la vie, et une euthanasie qui est, elle, la provocation, l'anticipation de la mort. Les valeurs de la vie doivent l'emporter sur les tentations de la mort. Cela n'empêche pas, pour autant, d'humaniser pleinement la vie jusqu'au bout.

2.2 *La politique modernisée*

Recentrée, la politique a besoin d'obéir aux règles d'une société moderne, d'en utiliser les moyens pour parvenir à l'*efficacité*.

Il s'agit d'abord, pour attirer des femmes et des hommes de qualité, suffisamment indépendants de jugement, d'assurer la possibilité de réussir leur vie sans être tributaires jusqu'au bout de leurs jours de la vie politique. Il y a là toute une série de problèmes qui vont du statut de l'élu à la réglementation des cumuls en passant par de vraies innovations comme les fondations qui peuvent permettre à l'homme politique de quitter le champ de l'action directe pour pouvoir faire bénéficier son pays de sa compétence et de son expérience, le jour venu...

L'exercice de la politique est fondamentalement lié à une dimension démocratique. Le politique doit susciter l'adhésion, il doit convaincre et il ne peut pas se dérober à l'exigence de transparence de débat, de dialogue. Il lui faudra, pour éviter la précipitation émotionnelle, l'agitation médiatique, cultiver le sens du temps, c'est-à-dire la patience démocratique. Et cela ne va pas tout seul, si l'on continue à vivre dans un espace national très centralisé où toute décision se prend plus ou moins à Paris, dans les ministères et au Parlement. L'heure vient où il faudra vraiment donner aux assemblées délibérantes locales d'authentiques

responsabilités. C'est alors que le débat démocratique renaîtra au plus près du terrain, nourri par un retour des citoyens vers un débat politique plus concret, plus proche d'eux.

L'exercice pourrait paraître impossible dans une société moderne, complexe où le dialogue citoyen est souvent perturbé par la domination des médias. À nous d'inverser cette tendance et de mettre les nouvelles technologies au service de la démocratie. Demain, le câble – pour ne donner qu'un exemple de l'interactivité possible dans la relation entre un pouvoir et les citoyens – permettra de généraliser un questionnement, de mesurer les attentes, de repérer les intuitions.

Bien sûr, cet usage de nouveaux moyens de communication devra s'accompagner d'un renouveau déontologique. Il ne s'agit pas de livrer des outils de propagande mais aussi des instruments nouveaux de débat, de dialogue, de la démocratie. Il y aurait beaucoup à dire sur cette modernisation et, notamment, beaucoup de réformes à évoquer : celles d'un Parlement qui a gardé les habitudes oratoires du siècle dernier, sans apprendre à discipliner sa parole pour qu'elle porte plus efficacement. Il y aurait beaucoup à imaginer en matière de débat thématique à la télévision. Mais il nous faut maintenant mettre l'accent sur la troisième condition indispensable pour le retour de la politique : le ressourcement.

2.3 *La politique ressourcée*

Qui dit ressourcement évoque immédiatement les incantations actuelles, hélas, peu suivies d'effets, selon lesquelles il faut provoquer le retour des valeurs. Certes, je reste attaché aux valeurs, mais attention cette terminologie a quelque chose d'un peu statique. Je préfère évoquer l'*anthropologie*.

Qu'est-ce que l'anthropologie ? C'est une vision de l'homme et de son devenir. Certes, les valeurs éclairent la destinée de l'homme mais elles sont à son service. Et l'apport fondamental du mystère de l'Incarnation, c'est de nous avoir montré que Dieu

Lui-même pouvait vouloir que l'homme devienne Dieu. Alors, autour de quels axes pourrait décliner cette anthropologie, inspirée sans doute d'une vision chrétienne mais compatible avec l'approche rationnelle de l'homme ?

L'homme est fait pour créer le développement et non pas pour le freiner à la manière de Malthus.

Le danger n'est pas illusoire, nos sociétés riches risquent fort bien d'être saisies par le syndrome de l'égoïsme, de l'immédiateté... Pour les uns, c'est la recherche de placements financiers les plus profitables immédiatement, pour les autres, ce sont des acquis sociaux que l'on n'hésite pas à consolider en dépit des évolutions sociales, au risque d'accroître la dette publique, la dette sociale ; dette que l'on va tout simplement transmettre à la jeune génération.

La recherche, l'investissement sont des motivations formidables qui peuvent prendre le pas sur un hédonisme de simple consommateur, de simple accumulateur de richesses. Dans cet esprit, les prélèvements sur le travail, sur la création peuvent sans doute être plus modérés que les prélèvements sur le capital accumulé et tout simplement sur l'épargne. Les familles doivent prendre le pas sur la seule préoccupation du progrès continu des retraites.

Donner la priorité au développement, c'est, d'une certaine manière, choisir la joie de laisser à nos enfants, à nos petits-enfants, un monde plus créatif, plus passionnant, plus épanoui.

Un souci accru de l'Être doit rééquilibrer un souci trop obsédant de l'Avoir.

La seule supériorité des pays communistes, par ailleurs grevés par des défauts majeurs, fut d'ouvrir plus largement l'accès au savoir et à la culture. N'est-ce pas le bien le plus précieux qui permet vraiment à chacun de donner à son projet de vie personnelle une dimension durable ? D'une certaine manière, cette formule de développement durable, très à la mode aujourd'hui,

renvoie à un développement de l'Être préféré à un développement de l'Avoir.

Et, si nous regardons en direction des citoyens les plus en difficultés, on peut porter dans cet esprit un jugement sévère sur des politiques soi-disant d'insertion qui consistent simplement à distribuer de l'argent. L'insertion, c'est de l'argent, mais c'est plus encore une activité. Un titulaire de revenu minimum d'insertion a besoin de se retrouver lui-même pour trouver l'autre. Il ne le pourra que si, à un moment donné, il est à nouveau réintégré, d'une manière ou d'une autre, dans la vie active et sans doute plus particulièrement dans une tâche d'intérêt général.

La renaissance des communautés

Pour prévenir l'enfermement de chacun dans un individualisme exacerbé, toute la rénovation de nos politiques sociales impliquera un retour en force des communautés. Certes, la communauté nationale plus forte, plus structurée que beaucoup d'autres est le lieu d'une unité culturelle forte et donc le moyen privilégié d'une identification. Mais, les communautés locales, régionales et la Communauté européenne auront, les unes et les autres, un rôle accru à jouer.

Dans le cadre d'une communauté, peut se développer et se conforter le sentiment d'interdépendance. Il en découle non plus une solidarité passive qui fait que les bénéficiaires reçoivent purement et simplement d'une manière anonyme ce que d'autres sont contraints de leur céder sans savoir vraiment pourquoi.

L'État-providence, à force de prélever et de redistribuer dans l'anonymat – et qui plus est dans l'opacité –, risque de se voir un jour fortement contesté par ceux qui sont sollicités. La science des risques permet de désigner un certain nombre de bénéficiaires qui auraient pu se prévenir des risques pour lesquels on est contraint de les secourir. Et cela peut nourrir des théories qui plaideront pour des solidarités très sélectives. Il faut que ces débats puissent avoir lieu au sein de vraies communautés. La décentralisation en matière sociale s'avérera une nécessité, encore

faut-il qu'elle soit bien conduite et confiée à des élus locaux responsables. Nous avons pu obtenir, dans certains départements comme la Haute-Loire, un taux d'insertion des titulaires du RMI parmi les meilleurs de France : c'est sans doute parce que le département a réagi comme une vraie communauté vivante, que des élus se sont mobilisés pour ouvrir des chantiers confiés à ces RMistes. La communauté à taille humaine, c'est aussi la véritable assurance d'une sorte de reconnaissance mutuelle. D'une certaine manière, le maire qui vient saluer le RMiste qui a assuré le nettoyage de la rivière se sent proche de celui qui a servi l'intérêt général ; donc ils peuvent deviser tous les deux comme deux partenaires.

C'est bien de cette fraternité, beaucoup plus facile à entretenir au cœur de vraies communautés à visage humain, que pourra surgir une politique sociale beaucoup plus imaginative, inventive et en définitive généreuse. Cela ne remplacera pas les grandes solidarités qui se sont édifiées pendant ce siècle, mais cela viendra leur rendre toute leur efficacité, en personnalisant l'aide apportée à ceux qui sont les plus en danger.

La lutte contre les grands égoïsmes collectifs

Enfin, il faut aller plus loin et plus fort dans la coopération des peuples pour venir à bout des grands égoïsmes collectifs. Les nationalismes ont au cours de ce siècle déclenché des conflits à partir du désir de conquête et, pis encore, relayé des idéologies totalitaires. Aujourd'hui, ils prennent plus souvent la forme du refus du partage, de la fermeture totale des frontières. Certes, il ne s'agit pas demain d'accueillir tous ceux qui voudront rentrer dans l'espace français et dans l'espace européen, mais la régulation des flux d'immigration devra précisément trouver le compromis nécessaire pour, à la fois, ne pas susciter au sein des communautés nationales des tensions trop vives et ne pas laisser ces communautés se refermer sur elles. Robert Schuman avait dit à des jeunes de la Jeunesse agricole catholique : « *Je suis sur un chantier qui dure depuis deux mille ans : il faut rapprocher les*

peuples et Celui qui a commencé n'a pas encore réussi. Or je ne suis que son auxiliaire... »

La volonté tenace d'humaniser la mondialisation, de l'accompagner, exige de susciter ici et là de vrais modèles de régulation sociale et d'éviter les déchirures entre ceux dont l'accès à la mondialisation sera aisé et ceux qui risquent de s'en sentir totalement exclus. Cela passera vraisemblablement par l'organisation de grands ensembles régionaux : je ne vois pas comment les politiques français pourraient désertier le grand chantier européen qui exige que notre vieille Europe puisse être à la source d'un modèle social original, riche d'un accompagnement personnalisé des personnes.

La recherche constante d'une éthique solide

Le ressourcement éthique s'impose face, bien sûr, à toutes les nouvelles technologies qui de près ou de loin toucheront l'homme et la vie. Il est rendu aussi très nécessaire par de nouveaux comportements qui, si l'on suivait la ligne de la plus forte pente, créeraient en quelque sorte une norme de fait, ou plus exactement une absence de norme. Il y a en effet une sorte de liberté aux confins des relations de l'individu avec les autres qui conduit à la mise en cause de tous les rapports auxquels nous étions formés dès notre jeune âge : rapport d'autorité, respect des engagements mutuels, responsabilité parentale incontournable... L'inéluçabilité de la sanction et de la réparation. Un certain sociologisme a tendu à atténuer, à émousser ces concepts de responsabilité vis-à-vis des autres, aussi bien chez celui qui détient l'autorité que chez celui qui devrait l'accepter. Cela implique le retour des vertus de responsabilité et de justice, portées sans doute par l'autorité judiciaire, mais aussi enseignées et diffusées par quelques grandes institutions déontologiques ou régulatrices. Au politique d'offrir à la société ces points d'appui éthiques, à les conforter quand ils existent, à les susciter quand ils paraissent nécessaires.

Je n'ai fait qu'esquisser ce que peut être une anthropologie. Certes, il s'agit là d'une anthropologie qui puise beaucoup dans

l'héritage judéo-chrétien. Cette anthropologie ne peut pas nous donner, sur le plan pratique, toutes les clés, tous les moyens d'aller vers cet idéal, mais elle ouvre un horizon et permet de dessiner des chemins vers un avenir collectif meilleur pour l'ensemble de la communauté humaine. Il ne s'agit pas seulement de soigner les souffrances sociales entraînées par la mondialisation, il s'agit d'optimiser pour chacun les chances de s'épanouir et cela implique d'assigner à l'aventure humaine de nouvelles ambitions.

Mais, me direz-vous, nous voilà retombés dans l'utopie de la société rêvée, parfaite. Pour un chrétien, cette prétention ne serait-elle pas la négation de l'attente du Royaume qui n'est pas de ce monde ?

Il me semble que le père Teilhard de Chardin a trouvé la juste synthèse en décrivant une société humaine en progrès successifs, qui s'avance vers la rencontre de Dieu qui « *transformera l'essai* ». Il n'y aura que Dieu pour transformer l'essai, mais cela ne saurait nous dispenser de faire avancer l'humanité par progrès successifs.

C'est ainsi que cette anthropologie permet aux chrétiens de s'investir à part entière dans la politique sans s'y perdre. Elle devrait permettre aux chrétiens, même devenus minoritaires car c'est leur sort aujourd'hui, d'être parmi les premiers inspirateurs du renouveau de la politique. Elle devrait assurer la réconciliation de la dimension ecclésiale et de la dimension temporelle au cœur de l'engagement chrétien ; je devrais dire judéo-chrétien.

Il est temps de retrouver le souffle d'un christianisme éclairé, généreux et actif dans l'histoire de l'humanité, auquel nous devons tant. Il est temps aussi que, dans ce sillage, un vrai renouveau intellectuel nous permette de prévenir un certain nombre de risques. C'est alors que naîtront de nouvelles vocations de femmes et d'hommes politiques, à l'image de ceux qui au cours de ce siècle ont su éradiquer, peu à peu, une lutte des classes exacerbée, un nationalisme irrédentiste porteur de guerres. Comment ne pas songer à l'une d'entre elles, pour n'en prendre qu'une : à Robert Schuman, reconstruteur de l'Europe avec Jean Monnet, sans oublier ceux qui, avec de Gaulle, résistèrent pour ne pas perdre de vue cette grande aventure constructive de l'humanité rassemblée ?

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Vous nous avez présenté un vrai programme de gouvernement ou, mieux, de mouvement politique ! Il y a de quoi faire ! Vous nous avez mobilisés, vous nous avez enthousiasmés ! Voici ma question : que fait-on ? Où va-t-on ? Comment va-t-on, nous, simples citoyens, qui sommes parfois conseillers municipaux, à droite ou à gauche, qui, de toute façon, payons des impôts... Nous, qu'allons-nous faire ? Comment ne pas ressentir un appel lorsque vous terminez par cette anthropologie chrétienne, comment ne pas trouver le souci de répondre à un engagement qui devrait nous être demandé et on n'entend rien !

Jacques BARROT : Je n'ai pas réponse à tout... Mais c'est un vrai problème. Comment faire pour alimenter un terreau sur lequel pourraient se nourrir ces vocations politiques de demain ? Je n'ai pas évoqué le problème du militantisme ; j'ai exposé la question de savoir comment faire surgir des responsables politiques. Tout le monde n'a pas vocation à être responsable politique ou élu.

La question d'André Aumonier est très opportune parce que les partis politiques sont très décevants dans leur organisation et dans leur fonctionnement. Mais ce n'est pas facile de rénover un parti politique. Je suis iconoclaste. Je pense que la multiplicité de

partis qui, aujourd'hui, se réfèrent à des clivages d'hier n'est pas efficiente. Il vaudrait mieux accepter des regroupements plus larges au sein desquels il y aurait des débats, où les choses seraient plus ouvertes. Ce fractionnement actuel de l'opposition me paraît un peu désuet, je vous le dis comme je le pense, je suis profondément attaché à un courant de pensées qui me rattache à une tradition démocrate chrétienne, mais cet excès de cloisonnement ne me paraît pas bénéfique.

Du côté de l'Église, il faut aussi un nouveau regard sur la politique. Cela ne passera pas par l'action catholique que nous avons connue, mais cela peut passer par de nouvelles formules : je pense aux formations organisées par les Jésuites à Aix, à ces universités d'été qui peuvent permettre à un certain nombre de gens de se former et de retrouver le goût de l'action. C'est indispensable : cela ne se fera pas tout seul et il y faut de nouvelles initiatives.

Michel DUPOUEY : Monsieur le ministre, vous avez commencé par une question mais vous lui avez peu répondu. « Qu'est-ce qu'on fait pour un jeune que cela intéresse ou non ? »

Je vais vous donner une réponse. J'ai un petit-fils qui a douze ans, il est en cinquième. Il s'est passionné brusquement pour les élections des délégués de classe. Il a fait un tract : « Votez Charles Dupouey : un candidat propre, pour une classe moderne ! » Il a été élu. Son père dit : « Il a bénéficié des voix de l'électorat féminin !... » Ce qui est important dans l'histoire de ce petit garçon, c'est qu'il a déjà posé la question de sa classe. Que va devenir cette communauté ? Est-ce qu'elle va mieux fonctionner ? Est-ce qu'elle sera plus heureuse de travailler ? Il est déjà devenu, un peu, un politique.

Gérard-François DUMONT : Monsieur le ministre, le véritable programme politique pour l'avenir que vous avez présenté est enthousiasmant. En même temps, il faut bien constater le décalage entre son ambition et la réalité quotidienne. On constate par exemple que l'État n'est guère acquis aux méthodes de manage-

ment public par projet ; lorsque vous dites, à juste titre, que l'État est un peu dévalué, c'est aussi que l'administration marche, relativement, de plus en plus mal. À l'époque des réseaux et des nouvelles technologies, les méthodes administratives hiérarchisées sont beaucoup plus dépassées aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a vingt ans. Certains discours de dirigeants de l'Europe proposent un « *keynésianisme naïf* », tout à fait l'inverse de ce que vous avez évoqué.

En tant que simple citoyen, notre souci est de savoir comment concourir à un tel programme, comment faire en sorte que de plus en plus d'hommes politiques déjà engagés, ou de futurs hommes politiques, partagent ce message.

Mon expérience personnelle me conduit à constater que nos jeunes d'aujourd'hui ne sont guère attirés par la politique ; certes, quand j'étais étudiant, tout le monde ne s'y intéressait pas, mais il y avait un respect de la politique et un intérêt de la chose publique. Aujourd'hui vous avez bien ciblé cet individualisme qui contribue au fait que, souvent, les jeunes générations sont dégoûtées de la politique et donc se tiennent à l'écart de la chose publique. Comment donc faire vivre le programme que vous avez proposé ?

Jacques BARROT : Il y a des faits sur lesquels nous n'avons malheureusement pas de prise. Je crois qu'il y a une génération (ce n'est évidemment pas vrai pour tous ceux qui appartiennent à cette génération) qui a été un peu pervertie par la médiatisation de la politique et qui a perdu en cours de route des vertus de solidité nécessaire pour faire de la politique sérieusement. Le journal de 20 heures, la fascination des émissions de télévision, le sentiment qu'avec une espèce de captation émotionnelle du public, on peut exercer le pouvoir et « surfer » en quelque sorte sur l'actualité, tout cela incite à faire des moulinets au lieu de s'engager dans des efforts difficiles, patients, souvent impopulaires.

Il nous faut miser plus largement sur la jeune génération. L'un de nos soucis doit être l'organisation, en marge de l'université ou en son sein, de lieux de rencontre et de formation.

Bien sûr il y a la refondation des partis politiques. Cela va prendre un peu de temps dans le climat politique français mais cela finira bien par venir.

Quelquefois je me plais à dire que mes dernières années de vie active, je devrais les consacrer à être un maître d'apprentissage, attentif à susciter les talents. C'est ce que j'essaie de faire dans ma Haute-Loire. Je pense que chacun autour de soi peut essayer de promouvoir une jeune génération, de la recentrer sur un certain nombre de valeurs de fond, d'aptitudes, qui lui permettront de renouer avec une pratique politique qui nous a valu, il ne faut pas l'oublier, en France, un personnel politique de qualité.

On a beaucoup décrié le régime de la IV^e République, qui était très critiquable, mais qui fut animé après la Résistance par des hommes qui étaient de grande qualité, à la fois généreux et lucides. Nous n'aurions pas fait l'Europe sans eux, sans des personnalités capables d'anticiper, de bousculer les conservatismes. Il nous faut aujourd'hui renouer avec cette race de femmes et d'hommes. À cet égard, l'arrivée en politique de nombreuses femmes peut beaucoup aider à ce renouvellement essentiel.

LE PRÉSIDENT : Permettez-moi de prendre juste la balle au bond. Quand on vous demande de faire comprendre que les chrétiens doivent aussi agir dans le champ politique et de susciter des engagements, il faut que vous preniez le bâton du pèlerin et que vous dressiez l'étendard parce qu'au moins, vous, vous êtes fiable ! Ceux qu'on nous présente ne sont pas toujours fiables.

Isabelle MOURRAL : Monsieur le ministre, vous êtes extrêmement mobilisateur. Vous avez dit une chose capitale : il faut que nous retrouvions une anthropologie. La crise d'identité de l'homme contemporain est une de nos grandes misères. L'homme ne sait plus dire ce qu'il est.

Après vous avoir entendu, nous devons nous mobiliser un peu plus encore pour répandre une grande idée de l'homme. Je pense

aux écrivains catholiques, aux philosophes chrétiens, à notre Académie. Je pense aussi aux milieux de l'Éducation. Ils ont besoin de remettre au premier plan la notion de l'homme. Il faudra donc revenir à une réflexion philosophique qui a été trop négligée depuis trente-cinq ou quarante ans. On a considéré que l'étude de la philosophie était un passe-temps inutile, que l'essentiel était de donner une formation scientifique. Les deux formations sont également nécessaires. On a porté grand tort aux esprits contemporains en sacrifiant l'une à l'autre.

Janine CHANTEUR : Je suis, comme tout le monde ici, tout à fait enthousiaste et d'accord avec vous. Aux questions qui vous ont été posées déjà, il me semble que la dernière partie de votre exposé y répond.

Vous n'avez pas aimé le mot de « valeurs », vous ne l'avez prononcé qu'à la fin, j'ai émaillé mes notes de « et les valeurs ? », « et les valeurs ? ». Il me semble pourtant que vous nous avez donné des valeurs. Pourquoi est-ce que les gens comme vous (et, après tout, pourquoi pas les gens comme nous) se laissent-ils confisquer leurs valeurs, aussi bien par l'extrême droite que par l'extrême gauche qui en font strictement n'importe quoi ? Peut-être faut-il avoir le courage de réaffirmer nos valeurs. Et nos valeurs sont directement centrées sur ce que vous disiez tout à l'heure et qu'a rappelé Mme Mourral : ce qu'est l'homme, ce qu'est la destinée de l'homme, ce qu'est le sens de la vie humaine.

Je voudrais simplement donner un exemple. J'ai, de par mon métier, lu de très près les différents textes qui concernent l'Europe. J'ai été étonnée de voir que les préambules qui parlent un peu de la finalité morale de l'Europe sont très rapides, très vagues, très généreux et qu'immédiatement on développe, dans le détail, les moyens économiques de commencer un accord, uniquement dans l'ordre de l'économie. Je me demande s'il n'y a pas là un glissement qui a été très pernicieux – car les choses ont commencé avec le Conseil de l'Europe, c'est-à-dire au lendemain de la guerre –, s'il n'y a pas eu déjà une sorte de démission devant

nos valeurs. Pourquoi faire l'Europe économique d'abord ? La politique en aurait été le moyen alors qu'on a voulu faire de l'économie le moyen de l'Europe politique. N'y a-t-il pas là quelque chose sur quoi on devrait attirer l'attention ? Et est-ce que nos valeurs ne méritent pas que nous les mettions maintenant en avant ?

Jacques BARROT : C'est exactement ce que j'aurais dû dire et ce que vous avez bien dit. Derrière les difficultés de la politique, il y a une crise intellectuelle.

J'aurais beaucoup à dire aussi sur la crise de l'Église qui fut largement due à une crise intellectuelle. Les gens qui nous ont aidés à nous affranchir de la tentation marxiste sont des gens qui ont investi énormément sur le plan intellectuel, par exemple le père Calvez pour ne nommer que lui.

Je vous rejoins totalement, il faut redonner à la philosophie toute sa place, je dirai aussi à la théologie, pour parvenir à ce qui est le cœur du sujet : le ressourcement de l'homme contemporain en lui donnant une identité et un futur.

Je ne récuse pas le terme d'axiologie et je lui préfère le terme d'anthropologie. Il manifeste mieux l'homme dans sa dynamique. Je ne veux pas développer ce sujet devant deux intellectuelles et enseignantes comme vous.

Je redis combien la crise des politiques renvoie à la crise des intellectuels et au manque de grands écrivains. Au cours du siècle, quand il s'est passé quelque chose, il y avait toujours un travail de l'esprit qui avait su dégager un certain nombre de perspectives intellectuelles ouvertes sur l'avenir de l'homme. Moi-même, si je n'avais pas été à Lyon en contact avec des philosophes et des théologiens remarquables, je n'aurais pas pu tout seul fortifier mon engagement initial.

Robert BAGUET : Mon intervention est de l'ordre du témoignage. J'ai un fils de quarante-deux ans qui est député. Je dois dire que, dès son jeune âge, ce garçon, qui était louveteau et

pratiquait des activités sportives, était passionné par ce qui se passait autour de lui. À l'école, il s'intéressait aux plus déshérités, et se demandait pourquoi de telles situations existaient.

Je me souviens qu'à douze ans, il m'a dit : « Papa, il n'y a pas assez de feux rouges sur les chemins de l'école. Qu'est-ce qui dirige la ville ? » Je lui ai parlé du conseil municipal. Aujourd'hui il est maire-adjoint et député... Finalement cette générosité dans sa jeunesse est peut-être à l'origine de ses choix actuels !... mais, ma femme et moi, nous sommes un peu inquiets car il a cinq enfants !... cette nuit, il était le porte-parole de votre groupe dans le débat sur l'égalité hommes-femmes.

Jacques BARROT : Vie familiale et engagement politique : c'est vrai que ce n'est pas très facile à concilier. La politique implique par définition une exigence de proximité. Quand on veut vivre la proximité avec les autres, il faut accepter des week-ends en peau de chagrin. Je suis là tout de même pour rassurer un grand-père, lui dire que les petits-enfants, même s'ils ont un père qui est très occupé (je peux d'autant mieux me permettre de l'ajouter, connaissant le père) auront plus de retombées positives que de frustrations. En matière de frustrations, j'ai quelques souvenirs : chaque fois qu'on partait en vacances, le gouvernement tombait et les vacances étaient terminées.

Il ne faut pas laisser le professionnalisme politique comme un refuge définitif des hommes politiques, il faut organiser des voies de sortie pour eux. Le discours de Rennes de novembre 1998 de Jacques Chirac ouvre notamment la perspective de fondations. Je crois qu'il faut des fondations qui permettent à des hommes politiques de pouvoir, à un moment donné, quitter l'action pour laisser leur place à des plus jeunes et leur offrir la chance d'utiliser leur expérience. La vie politique n'est pas bien organisée à cet égard, moins bien que dans d'autres pays où l'homme politique peut se voir confier d'autres missions qui prolongent son engagement.

Mme LEFÈVRE : Monsieur le ministre, mon intervention ne sera pas une question, mais elle sera plutôt un constat dont je

veux vous faire part, car il s'inscrit dans la ligne de ce que vous venez de dire concernant les jeunes.

Je travaille en aumônerie de lycée – un grand lycée des environs de Paris. Je remarque dans ces milieux d'Église, où l'on parle aux jeunes de tous les sujets de façon très ouverte, qu'on insiste beaucoup sur le partage, la solidarité, l'humanitaire et qu'on adopte la plupart du temps une manière peu valorisante de présenter la politique. Le politique est soupçonné d'être pervers puisque l'on y exerce un pouvoir ; comme si, dans les milieux d'Église, le goût du pouvoir n'existait pas !

Il m'est arrivé d'intervenir dans des réunions d'animateurs pour m'élever contre cette attitude en soulignant la nécessité d'apprendre aux jeunes – et très tôt – que le maire, le commissaire de police, les ministres, le préfet occupent des fonctions éminemment respectables.

Je suis prête à aider des responsables – un ministre – dans la tâche qui consiste à revaloriser l'action politique : cette mission me semble urgente !

Pascal LEBLANC : Je voudrais revenir sur la notion de l'homme qui est très importante en politique. La notion de l'homme s'identifie malheureusement à la notion de poste, de pouvoir et d'argent. J'ai été responsable national politique. J'ai eu la chance de travailler avec des parlementaires qui, quand ils étaient au conseil général, nous aimaient bien parce qu'on les aidait. Et le jour où ils ont obtenu des postes plus importants, ils ont calculé que quand on est président du conseil général c'est bien, mais que quand on peut devenir président du conseil régional, c'est mieux, parce que d'autres avantages suivent ; c'est là la réalité. Tous les jeunes qui ont fait confiance à des jeunes parlementaires parce qu'ils étaient sur le terrain, dans leur milieu associatif, aujourd'hui ont du mal à renouveler leur carte, tout simplement parce qu'on s'aperçoit qu'avec la dizaine d'années qui nous sépare de ces parlementaires, le discours a tout simplement changé. Je suis membre du RPR ; c'est la première année que je

n'ai pas renouvelé ma carte. Pourquoi ? Parce que les élus ne font pas appel à nous, ne mobilisent pas des générosités potentielles. Leur militantisme initial s'est transformé en course au pouvoir. Si, demain, je rencontre un jeune de 18 ans qui me demande comment cela s'est passé pour moi, je répondrai que je ne vis pas de politique, que j'ai un autre métier. Mais c'est un peu décevant quand même. Je crois que c'est une question importante. Ne trompons pas les jeunes attirés par la politique.

Jacques ARSAC : Je suis tout à fait impressionné par votre conclusion qui dit que la politique se fonde sur une vision de l'homme.

Ce qui me choque dans beaucoup de débats actuellement c'est que, malheureusement, les gens s'opposent sur des concepts droite-gauche en partageant pratiquement une vision de l'homme commune. N'est-il pas possible de dépasser ces clivages pour aller au fond des problèmes ?

Vous dites qu'il y a actuellement un découragement en face du politique. La génération des étudiants de 68, que j'ai bien connue, avait tout attendu de la politique au point que je me disais parfois : « Maurras est ressuscité ! » Et puis le désenchantement est venu, on a cru que la politique était ce qui pouvait donner sens à la vie. C'est comme ça que j'ai interprété le « *changer la vie* » ou « *la nouvelle société* ». Elle n'a répondu à aucune attente. Il y a eu une surestimation avec un retour de balancier qui fait qu'elle est abandonnée. Il y a eu quelques affaires malheureuses... Et puis il y a ce spectacle qui est donné de déchirement de gens dont on se dit qu'ils pensent la même chose mais qu'ils se battent pour le plaisir de se battre. C'est un spectacle détestable.

Nicolas AUMONIER : Monsieur le ministre, juste une remarque sur le rôle des marchés financiers. Il me semble qu'ils jouent aussi un rôle d'évaluation que nul ne doit craindre. Tous ces évaluateurs individuels, avec beaucoup de compétences en

général, se situent dans un vaste mouvement de recherche de la vérité, vérité économique de la juste évaluation à chaque instant. Si les politiques vivaient dans la clarté, ils n'auraient pas peur des évaluateurs professionnels qui composent la vie économique des marchés.

Deuxième point, pour prolonger la question de Mme Chanteur et celle de mon père, André Aumonier, je voudrais savoir quelle serait la place possible des chrétiens en politique ? S'agit-il de ressusciter ou d'appeler de nos vœux un nouveau parti, comme le MRP ou comme la CDU allemande ? Est-ce que ceci n'est pas difficile, *de facto*, à cause de la forme de la V^e République qui fait que l'Église refuserait sans doute une opposition aussi tranchée entre un camp de gauche et un camp de droite, choix inévitable au second tour d'une élection ? Si ce n'est pas un parti politique, pourrait-il s'agir d'un *lobby* ? Si oui, comment ? Et comment faire en sorte que cette ineptie que constitue le PACS ou d'autres du même genre ne puissent jamais voir le jour parlementaire si un *lobby* chrétien digne de ce nom était bien organisé ?

Jacques BARROT : Je n'ai pas beaucoup de choses à ajouter car toutes ces remarques sont très sages. C'est vrai, il y a dans un certain nombre de milieux chrétiens encore une méfiance (nous sommes loin de Maurras cette fois-ci), une vraie méfiance vis-à-vis du politique. On éprouve même le sentiment que nos chers évêques, de temps en temps, sont un peu mal à l'aise pour gérer leurs relations avec la politique. Je crois que là aussi on touche à des problèmes de formation intellectuelle. Il faut lutter contre la tentation de penser que là où il y a le pouvoir, il y a le péché. Le pouvoir, c'est un attribut qui précisément permet de participer à la création. C'est parce qu'on a un pouvoir qu'on peut l'exercer et que l'on peut créer, c'est fondamentalement positif.

Effectivement le pouvoir peut devenir une tentation, alors il faut, en nous fondant sur une anthropologie chrétienne, redonner sens et valeur à l'exercice de ce pouvoir.

« *Un poste, du pouvoir, de l'argent* », vous n'avez pas tort d'évoquer l'enchaînement des tentations. C'est le risque d'une institutionnalisation de la politique. Pour y pallier, il faut organiser les parcours qui permettent d'entrer en politique et d'en sortir. Il faut que des gens de qualité puissent entrer en politique sans se dire qu'il faut y sacrifier toute sa vie et en même temps il faut que d'autres puissent en sortir. C'est un sujet très important. Tout risque de se figer au détriment des causes qu'il faut servir. Un tel a réussi à obtenir un poste, il campe sur ce poste. À un évêque qui me demandait ce qui est le plus difficile en politique, je lui répondais : « Assurer sa succession. » J'ai une immense admiration pour les hommes politiques qui réussissent à partir en laissant aux commandes quelqu'un de manière volontaire et choisie. C'est très rare. Il existe chez les meilleurs la tentation de penser qu'il y en aura jamais un assez bon pour les remplacer.

Vous m'avez interrogé sur les antagonismes, parfois excessifs, qui opposent entre eux les hommes politiques. Pourquoi faut-il qu'il y ait ce manichéisme alors même que la politique se fait et se veut plus modeste ? Je suis d'accord avec vous, il faut sortir de ce manichéisme totalement superficiel dans certains cas. Les hommes politiques critiquent leurs adversaires alors que leurs adversaires tiennent le même langage qu'ils tenaient quelque temps avant. Il faut là aussi une grande honnêteté intellectuelle.

Nicolas Aumonier s'est demandé devant nous si les chrétiens ont vocation à constituer un parti ? Non. Notre ami est au RPR, moi je suis à l'UDF – je ne suis pas sûr que ces cloisons aient beaucoup de sens aujourd'hui... –, mais le pluralisme authentique est à la fois nécessaire et ne doit pas empêcher à certains moments la convergence des chrétiens.

L'anthropologie nous livre le sens, c'est-à-dire les grandes finalités. On peut diverger sur les moyens d'atteindre ses finalités : cela fonde un pluralisme chrétien. En revanche, quand les principes fondateurs de l'anthropologie sont en cause, il faudrait que les chrétiens se « bougent », il faut aussi que l'Église suscite suffisamment la réflexion pour prévenir les dérives. Le PACS est un grave danger au regard de cette volonté de préserver les commu-

nautés et surtout de faire que les victimes de la dissociation des communautés soient le mieux traitées possible, en commençant par l'enfant. La grande faute du PACS, c'est l'oubli de l'enfant. Liés par une même anthropologie, des chrétiens, même s'ils sont au parti socialiste, doivent pouvoir en pareil cas dire non.

À l'inverse, la même anthropologie ne permettra pas à des chrétiens de droite de défendre la thèse de l'immigration zéro et de l'expulsion tous azimuts. Ils doivent dire non en raison de la nécessité d'une ouverture et d'un partage nécessaires comme autant de signes d'espérance pour le reste du monde.

Au-delà du refus de ces positions extrêmes, il faut sans cesse chercher des équilibres : c'est ce qui fonde ce pluralisme des chrétiens en politique. J'ajoute que, dans ces conditions, le dialogue entre chrétiens peut être exemplaire et très éclairant. Je pense, cher André Aumonier, que c'est pour cela que vous avez favorisé le renouveau des Semaines sociales. Il ne faut laisser perdre aucune occasion de renouveler pour le siècle prochain autant de lieux, de sources dans lesquelles, à force de puiser, on finira bien par s'en sortir et à guérir la politique.

LE PRÉSIDENT : Merci ! Tout d'abord vous avez traité le sujet, ce qui n'est pas toujours le cas ! Ensuite, vous nous avez mobilisés. Enfin... ne nous laissez pas tomber !

DES CHRÉTIENS SOCIAUX
POUR LE XXI^e SIÈCLE

*Par M. Jean BOISSONNAT
Président des Semaines sociales*

Du même auteur

La Politique des revenus, Éditions du Seuil, 1966.

Le Journal de crise 1973-1984, Éditions Jean-Claude Lattès, 1984.

Crise Krach Boom, en collaboration avec Michel ALBERT aux Éditions du Seuil, 1988.

Rendez-vous avec l'Histoire, Éditions Calmann-Lévy, 1995.

Le Travail dans 20 ans, Éditions Odile Jacob, 1995.

La Révolution de 1999, Éditions Sand, 1997.

LE PRÉSIDENT : Cher président, nous vous accueillons comme le premier chrétien social... institutionnel ! Car c'est bien la première place qu'occupe, dans le catholicisme social, le président des *Semaines sociales de France*, cette institution qui aura cent ans en 2004 !

Votre notoriété est bien antérieure à cette fonction. Journaliste à *La Croix*, chef du service économique et social, vos chroniques annonçaient déjà l'éditorialiste d'Europe 1 qui, chaque matin, de 1974 à 1987 et de 1992 à 1994, a su rendre intelligible l'événement ou la situation dans une langue claire et un ton de voix chaleureux.

Vous avez fait carrière dans le groupe *Expansion*. Vous en avez été le directeur des rédactions et membre du comité de direction. Vos compétences en matière économique vous ont valu d'être appelé au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, dès sa création.

Ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, vous apportez votre concours au conseil de rédaction de Bayard Presse et de *Ouest-France*.

En dehors de vos nombreuses chroniques, vous avez publié nombre d'ouvrages qui ont connu un grand succès, notamment *Le Travail dans vingt ans* et *La Révolution de 1999*, paru l'an dernier.

Vous avez accepté pour votre communication le sujet que nous vous avons proposé : « *Des chrétiens sociaux pour le XXI^e siècle* » qui permet d'établir du même coup l'étroite parenté entre les Semaines sociales et notre Académie.

Parenté au niveau des responsables, ici et là. Jean Lerolle, ancien député de Paris ; Zamanski, l'ancien président du Patronat chrétien, Charles Flory ont été soit présidents de l'Académie, soit membres de notre Bureau et ils ont joué, comme présidents notamment, un rôle important aux Semaines sociales.

Parenté dans l'inspiration : l'enseignement social de l'Église.

Parenté dans le choix des thèmes. Celui que vous allez aborder a été précédé ici de communications de Mgr Defois en octobre 1993 : « De quelle société les chrétiens vont-ils être responsables ? » ; du père Armogathe en février 1994 : « L'Église catholique en France aujourd'hui, un analyseur de société » ; de Mgr Matagrin enfin en novembre 1994 : « Le catholicisme social, un passé ou un avenir ? »

Quant aux Semaines sociales, vous avez annoncé – et voilà où est la parenté – il y a déjà deux ans votre projet de faire de la Semaine sociale de novembre prochain un bilan et un programme du catholicisme social pour le nouveau siècle.

Le programme que vous préparez – j'allais dire que « nous » préparons, puisque vous m'avez appelé à votre comité – a déjà un titre, au moins provisoire : « *Évangile, Église, société, d'un siècle à l'autre : histoire et prospective* ».

Dans le numéro de janvier des *Études*, vous avez écrit une chronique : « *France, fin de siècle* », dont je tire ce résumé présenté dans le sommaire de la revue. « *Voilà une société française confrontée à une nouvelle réalité, contrainte de réviser son imaginaire alors même qu'elle change en profondeur dans ses structures et ses comportements.* » C'est dire l'importance du sujet que vous allez aborder, « *Des chrétiens sociaux pour le XXI^e siècle* ».

Jean BOISSONNAT : Les chrétiens ne se distinguent pas de l'espèce humaine : ce sont des acteurs sociaux. Même si Emmanuel Kant a pu parler de « *l'insociable sociabilité de l'homme* » en ce sens que celui-ci « *tente de se frayer une place parmi ses compagnons qu'il supporte de mauvais gré mais dont il ne peut se passer* ». Mais le chrétien trouve dans sa foi des raisons supplémentaires d'assumer sa vocation d'acteur social. Il appartient, en effet, à une religion qui s'est révélée dans l'histoire. La Bible le présente comme participant à la création puisqu'il a été fait à l'image de Dieu, lequel s'est incarné dans une personne de chair et de sang, à un moment précis de l'histoire et dans une région exactement déterminée. Dans son œuvre majeure, publiée en 1937, *Catholicisme*, le père de Lubac écrit : « *Seul le christianisme affirme, à la fois, indissolublement, pour l'homme, une destinée transcendante et, pour l'humanité, une destinée commune. De cette destinée, toute l'histoire du monde est la préparation... D'où, en connexion étroite avec son caractère social, un autre caractère de notre dogme, également essentiel, son caractère historique... Cette histoire, ce sera l'histoire de la pénétration de l'humanité par le Christ.* » À la différence des autres religions qui s'élèvent au-dessus du monde sensible et de la Cité, le christianisme n'est pas une religion d'évasion. Pour autant, ses relations à l'histoire de l'humanité et aux diverses formes d'organisation sociale ont beaucoup changé et ne cesse-

ront jamais d'évoluer. Distinguons quelques grandes étapes dans ces relations avant d'en venir à l'époque contemporaine, puis de définir les caractéristiques de la société à l'aube du XXI^e siècle et enfin d'identifier quelques chantiers de l'avenir sur lesquels les chrétiens auront plus particulièrement à se mobiliser.

1. Survol historique des rapports entre les chrétiens et la société

1.1 Le temps des martyrs

Les chrétiens ont eu, comme première tâche, de se faire admettre par la société. À quel titre cette « petite secte juive », dissidente d'une religion parfois tolérée, parfois combattue dans l'Empire romain, pouvait-elle être acceptée par la toute-puissante administration romaine et par ce qui tenait lieu d'opinion publique à l'époque ? Cela ne s'est pas fait tout seul, puisque tout a commencé par la condamnation à mort – et l'exécution – du Christ lui-même. Pendant de nombreux siècles, être chrétien comportait le risque d'être martyr. Ce rapport à la société ne pouvait que nourrir une méfiance vis-à-vis de celle-ci. Même si Jésus avait fait preuve d'une grande réserve à l'égard du rôle de « chef de la résistance » qu'on voulait lui faire jouer, les pouvoirs établis ne pouvaient que se méfier de cette minorité atypique qui prétendait mobiliser « toutes les nations » au service de sa « Bonne Nouvelle ».

1.2 L'alliance du Trône et de l'Autel

Après mille péripéties, avancées et reculs dans la reconnaissance de la nouvelle religion, l'horizon « social » du christianisme – et de son institution, elle-même lentement mûrie, l'Église – s'éclaircit à partir de l'édit de tolérance de l'empereur Constantin, au début du IV^e siècle (313). Il y aura encore des persécutions – il y en a encore aujourd'hui – mais elles ne seront

plus le lot habituel, durable, général, de la condition sociale des chrétiens. Les relations entre l'Église et le pouvoir politique vont devenir ambiguës. Le christianisme profite de cette reconnaissance de l'Église par le pouvoir politique (en 380, sous l'empereur Théodose, le christianisme devient la religion de l'État), pour se faire connaître, étendre son influence, recruter des adeptes (séduits par la doctrine évangélique, mais aussi tentés par les compromissions avec les autorités établies dont on attend toujours quelques avantages). C'est Ernest Renan – juge sévère, il est vrai – qui écrit qu'avec cette reconnaissance, et bientôt cette collusion entre l'État et l'Église, « *celle-ci allait sombrer dans son triomphe* ».

En effet, l'Empire s'écroule ; l'Église se trouve investie – en Europe, en Afrique du Nord et en Asie occidentale – d'une sorte de mission de suppléance pour organiser la vie collective. Elle y réussit d'ailleurs fort bien et elle y prend goût, empruntant à l'Empire déchu nombre de ses rites et de ses représentations. Jugeant de la situation en l'an mil, le grand historien Georges Duby peut écrire : « *Que signifie l'an mil de l'Incarnation et de la Rédemption ? L'amorce d'un tournant majeur, le passage d'une religion rituelle et liturgique – celle de Charlemagne et encore de Cluny – à une religion d'action et qui s'incarne, celle des pèlerins de Rome, de Saint-Jacques et du Saint-Sépulcre, celle bientôt des croisés. Au sein des terreurs et des fantasmes, une toute première perception de ce qu'est la dignité de l'homme. Ici, dans cette nuit, dans cette indigence tragique et dans cette sauvagerie, commencent, pour des siècles, les victoires de la pensée d'Europe.* »

À travers des querelles, comme celle des investitures, pour savoir lequel du trône ou de l'autel a la prééminence sur l'autre, l'Église s'installe dans le pouvoir pour mille ans. Elle en profite pour partir à la conquête des mondes restés « barbares ». En Afrique, en Asie, en Amérique, partout, l'Église fixe les normes de la vie collective ; elle devient la matrice de la société. En même temps qu'il s'étend, le christianisme se divise. Mais la réforme du xv^e siècle ne remet pas en cause l'alliance du Trône et de l'Autel. Luther va même jusqu'à justifier la légitimité des mauvais princes

en disant que ce sont des punitions envoyées par Dieu pour châtier des peuples coupables. Mais, là encore, ambiguïté : car, en prêchant le rapport direct du chrétien à Dieu, en traduisant la Bible en langue vulgaire, Luther introduit dans le christianisme — qui le recelait déjà dans les profondeurs de son message — les germes de l'autonomie de la personne et du libre arbitre. C'est-à-dire la semence de la démocratisation du pouvoir.

1.3 La rupture de la Renaissance et des Lumières

Les rapports de la raison et de la foi n'ont jamais été simples. On ne peut pas dire du christianisme qu'il a étouffé la raison puisqu'il l'a trouvée dans son héritage grec. Il l'a fait participer à l'élaboration de sa théologie (saint Thomas d'Aquin). L'homme est unique, aussi, parce qu'il est doué de raison et que celle-ci donne à chacun les moyens du discernement. La civilisation européenne tout entière peut être définie comme l'enfant du mariage de la raison et de la foi. Mais cette intimité n'empêche ni les disputes, ni les ruptures. Puisqu'il est doté d'une conscience et d'une intelligence, l'homme se rebelle contre tout ce qui peut le brimer. Alors, la Raison se dresse devant la Foi, exige son autonomie. La Révolution française joue un rôle décisif dans la traduction sociale et politique de cette évolution des idées et des mœurs. Elle la pousse à son paroxysme dans un drame historique de portée universelle. Le Prince n'est plus l'élu de Dieu mais de la Nation. En brisant l'alliance du Trône et de l'Autel, elle liquide l'héritage constantinien. La mission sociale du christianisme ne s'identifie plus au rôle de l'Église dans un État de chrétienté. Ce sont les chrétiens eux-mêmes qui doivent le remplir, ce qu'ils avaient recommencé à faire en assumant des responsabilités particulières en matière d'éducation, de santé et d'aide aux pauvres. Responsabilités que l'État, d'une certaine manière, leur avait déléguées, sauf qu'ils en avaient pris, le plus souvent, eux-mêmes l'initiative.

Le temps n'est plus où le pape Alexandre VI pouvait partager les nouveaux mondes entre Espagne et Portugal (1493). Déjà les Rois Très Chrétiens s'étaient fait donner le pouvoir de désigner les évêques et les abbés, inversant à l'avantage du Trône, les relations avec l'Autel. En 1791, l'Assemblée nationale édicte la Constitution civile du clergé qui renforce l'emprise de l'État sur l'Église. Celle-ci va prendre progressivement conscience du coût, pour sa propre indépendance, de cette alliance inversée au profit de l'État. La loi de 1905, qui institue en France la séparation complète de l'Église et de l'État, d'abord vécue comme une agression par les catholiques, apparaîtra bientôt comme une libération pour l'Église.

2. *L'époque contemporaine*

L'action sociale des chrétiens, organisée pendant mille ans dans des structures de chrétienté où l'État se référait à la foi, où la société tout entière était structurée par l'Église, gagne peu à peu son autonomie aux XIX^e et XX^e siècles. À l'occasion du concile de Vatican II, l'archevêque de Cracovie, futur Jean-Paul II, peut déclarer : « *C'est la fin de l'ère de Constantin caractérisée par l'entente stricte entre l'Église et l'État, illustrée au plus haut point par la naissance du Saint Empire romain au IX^e siècle.* »

Dans un livre récent sur *La Religion dans la démocratie*, le philosophe Marcel Gauchet écrit pour sa part : « *Les rivaux d'hier ont systématiquement révisé leurs prétentions à la baisse. L'Église catholique a fait le deuil de son hégémonie normative. L'État républicain a renoncé à se poser en alternative à la religion. La métamorphose des croyances en identité est la rançon du pluralisme poussé jusqu'au bout, jusqu'au point où toute ambition universaliste et conquérante perd son sens, où aucun prosélytisme n'est plus possible.* »

Les choses ne sont pas si simples ni dans les principes, ni dans la réalité vécue. Mais chaque chrétien a dû s'approprier cette

société nouvelle en train de naître et dont il découvre que sa foi y est pour beaucoup. Dans un ouvrage à paraître en France (*The Wealth and Poverty of Nations*, de Davis S. Landes), l'auteur s'interroge sur les raisons pour lesquelles la révolution industrielle s'est produite en Europe alors que la Chine avait découvert les nouvelles technologies avant nous et que l'Islam était plus avancé que nous dans les sciences. Pour lui, c'est clair : l'explication est culturelle et elle a sa source dans les valeurs judéo-chrétiennes, telles que le respect du travail manuel, la subordination de la nature à l'homme, une conception linéaire de l'Histoire, ce qui finira par déboucher sur les concepts modernes de libre entreprise et de marché libre. Dès lors que Dieu seul est sacré, la nature ne l'est pas et cela autorise l'industrialisation ; le Prince ne l'est pas davantage et cela conduit à la démocratie. Nous voilà donc en présence d'une modernité qui, tout à la fois, peut apparaître comme une conquête de la Raison contre la Foi et comme un reflet de notre foi dans la raison.

Dans les motivations de l'action sociale des chrétiens, depuis deux cents ans, on trouve l'écho de cette ambiguïté. Pour les uns, les chrétiens doivent se lancer dans l'action sociale pour sauver les peuples d'une société qui les détourne de Dieu. Pour les autres, il faut assumer les responsabilités du chrétien dans toute société – fût-elle hostile – afin d'y cultiver les ferments évangéliques. De même qu'à l'aube du Moyen Âge, l'Église est « *passée aux Barbares pour les évangéliser* », les chrétiens passent à la modernité pour la christianiser. Seulement, ils ne peuvent plus le faire au moyen d'institutions réputées « chrétiennes » (et qui ne le furent pas toujours réellement...). Ils redécouvrent les paroles du Christ sur les deux royaumes distincts, celui de Dieu et celui de César. Ils sont confrontés à la nécessité de distinguer le spirituel du temporel sans les séparer radicalement. Chaque culture aborde ce problème difficile avec ses caractéristiques propres. Observateur pénétrant autant que bienveillant de la civilisation américaine, Alexis de Tocqueville écrit : « *La civilisation anglo-américaine est le produit de deux éléments parfaitement distincts, qui ailleurs se sont fait souvent la guerre, mais qu'on est parvenu en*

Amérique, à incorporer en quelque sorte l'un dans l'autre, et à combiner merveilleusement. Je veux parler de l'« esprit de religion » et de l'« esprit de liberté ». »

Non seulement les chrétiens doivent agir dans des sociétés laïcisées, mais ils doivent le faire avec des croyants appartenant à des religions différentes. Alors que Grégoire XVI fustigeait, au XIX^e siècle, la liberté de conscience comme « impie », Vatican II en fait le cœur de son message au monde. Wojtyła précise que cette liberté n'est pas fondée seulement sur la tolérance, mais davantage sur la qualité d'une adhésion libre à la foi, par rapport à une adhésion contrainte soit par la force, soit par la pression de l'environnement social.

C'est dans cette atmosphère, progressivement renouvelée, de la présence des chrétiens au monde que leur action sociale se développe au cours des deux derniers siècles. En France, il a d'abord fallu réconcilier les catholiques avec la République. Ce fut long et difficile. Rome y mit la main (y compris par la condamnation de l'Action française). C'est que les républicains eux-mêmes se méfiaient des catholiques, soupçonnés de vouloir revenir à des structures de chrétienté. Il fallut deux guerres pour achever cette réintégration des catholiques dans le système politique. Ailleurs, l'existence de partis catholiques facilite l'insertion politique des croyants mais, en même temps, crée certaines équivoques car il ne pouvait pas y avoir de relations directes, incontestables, valables pour tous, entre le jugement de la foi, celui de l'histoire et celui de la technique face à un problème politique donné. La démocratie chrétienne a joué un triple rôle dans les sociétés de notre siècle : réconcilier les chrétiens avec la démocratie ; sortir des régimes totalitaires ; faire face à la menace communiste. Elle perd donc une grande partie de la raison d'être quand ces trois missions sont accomplies. Or elles le sont.

En Allemagne, sous l'impulsion de Mgr Ketteler, évêque de Mayence, l'action sociale des catholiques se concentre sur la question ouvrière. Il s'agit, à la fois, d'appliquer à un problème concret de société les principes évangéliques de charité et de solidarité ; et d'empêcher que le peuple n'ait qu'une issue à ces

malheurs : le socialisme. L'amélioration de la condition ouvrière, l'organisation de la protection sociale, la légitime défense des intérêts collectifs par des syndicats, les limites du droit de propriété : autant de thèmes que le catholicisme social va promouvoir dans les esprits et illustrer dans la pratique, surtout après l'encyclique *Rerum novarum*, du pape Léon XIII, qui les reprend à son compte à la fin du XIX^e siècle. Une double condamnation du socialisme et du capitalisme ouvre la recherche d'une « troisième voie » dont les partis et les syndicats chrétiens voudront être les explorateurs. On est en quête d'une restauration d'un ordre social chrétien, évoqué par l'encyclique *Quadragesimo Anno*, de Pie XI, en 1931. L'installation du communisme, officiellement athée, puis celle du nazisme, implicitement païen, allaient renforcer l'action des chrétiens dans la recherche de cette troisième voie pendant la première moitié du XX^e siècle. Parallèlement à la « question sociale » ainsi définie, les chrétiens se mobilisent pour organiser la paix (ils soutiennent la Société des Nations, puis l'ONU et, surtout, l'unification de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale) ; pour défendre la démocratie (enfin reconnue par Pie XII, dans son message de Noël de 1944, comme une forme légitime d'organisation politique) ; après la Seconde Guerre mondiale, les chrétiens sont parmi les premiers à élargir la question sociale à l'échelle de la planète et à stimuler actions et réflexions autour des problèmes du tiers-monde. Paul VI déclare : « *Le développement est le nouveau nom de la paix.* »

Dressant le bilan du catholicisme social dans une leçon à la Semaine sociale de 1947 à Paris, Georges Hourdin (fondateur du groupe de presse *La Vie catholique*) peut écrire : « *Le catholicisme social a réussi : les principes qui semblaient étonnants lorsqu'ils ont été affirmés pour la première fois, les institutions dans lesquelles ils ont été incarnés, paraissent maintenant raisonnables à la majorité. C'est un grand succès !* » Toutefois l'orateur voit surgir de nouveaux problèmes : l'association du capital et du travail dans la gestion des entreprises ; la maîtrise de la révolution psycho-

biologique ; le renouvellement du rôle de l'État. Cinquante ans après, le monde change de siècle, en même temps que de société.

3. *Hypothèses pour le XXI^e siècle*

La société nouvelle dans laquelle nous entrons présente trois caractéristiques majeures : elle est complètement désacralisée, du moins dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Occident ; elle exaspère la revendication d'autonomie de l'individu ; elle privilégie l'économique sur le politique.

La désacralisation de la société est l'aboutissement du processus engagé à la Renaissance, accéléré par les philosophies des Lumières et incarné dans la démocratisation de la vie politique. On ne demande plus à la religion de fixer les normes de la vie en société ; on n'attend plus qu'elle légitime les pouvoirs. Ceux-ci trouvent leur source dans le suffrage ou dans la propriété. On distingue tout naturellement le temporel et le spirituel ; le privé et le public ; le légal, le social et le moral : ce que la loi autorise, ce que la société pratique et le comportement que chacun adopte en fonction de ses convictions propres. La religion n'est pas l'adhésion – sous la pression de la société – à des croyances collectives, mais la référence à une identité personnelle librement choisie.

L'individu s'installe au cœur de la vie sociale. Il revendique une complète autonomie. Il ne se veut plus seulement citoyen abstrait d'une république virtuelle, mais consommateur concret dans une société à laquelle il demande de satisfaire ses droits de plus en plus nombreux, alors qu'il lui compte chichement les devoirs qu'elle peut exiger de lui. Il refuse à l'Église toute incursion dans sa vie privée, même s'il lui accorde le droit de s'exprimer sur la vie collective. L'individu n'est plus seulement l'homme, mais aussi la femme dont l'émancipation restera l'événement majeur de la seconde partie du XX^e siècle. Elle a maintenant la maîtrise de la maternité avec le recours aux

méthodes scientifiques de régulation des naissances (banalisation de la contraception, en France, avec la loi Neuwirth de 1967). Elle entre massivement dans la vie professionnelle : en France, la proportion de femmes de 25 à 54 ans exerçant une activité professionnelle est passée de 44 % en 1968 à 80 % aujourd'hui.

Les effets de tous ces bouleversements sont particulièrement sensibles dans la vie familiale dont les formes se sont beaucoup diversifiées : le nombre des mariages (en France) a diminué d'un tiers en 25 ans ; celui des divorces a été multiplié par trois (désormais un couple sur trois se sépare) ; la proportion des naissances hors mariage est passée de 6 % en 1968 à 40 % aujourd'hui (50 % en Suède). On estime à plus d'un million le nombre de familles monoparentales en France.

La troisième caractéristique de notre société est *la régression du politique face à l'économique*. La crise du politique s'alimente à l'expérience du XX^e siècle qui avait surinvesti dans la politique, jusqu'à en attendre un « homme nouveau » et des « lendemains qui chantent ». Au lieu de cela, les peuples subissent des guerres effroyables, des révolutions tragiques, le massacre des corps et la perversion des esprits. Au nom de la nation, on a abouti aux crimes contre l'humanité. Au nom de la libération du prolétariat, on a enchaîné des peuples entiers – ici, le Goulag là, Auschwitz. Après cela, les peuples se méfient des discours politiques et s'éloignent des idéologies en forme de religions séculières. D'autre part, l'État national, circonscription naturelle de la vie politique, traverse lui-même une crise car il est devenu « *trop grand pour les petites choses et trop petit pour les grandes choses* », selon l'expression de Daniel Bell. L'économie, au contraire, impose aux pouvoirs politiques des règles de gestion plus strictes, limite le champ des choix. On classe les nations selon leur degré de développement. On juge les gouvernements sur les taux de croissance ou de chômage. On transfère des souverainetés monétaires qui ne peuvent plus s'exercer dans le cadre national, à des autorités fédérales indépendantes des États (naissance de l'euro). Partout, on cherche à « *substituer au gouvernement des hommes, l'administration des choses* », pour reprendre une formule du comte de

Saint-Simon (utilisée aussi par Friedrich Engels) ; comme si libéraux et marxistes se retrouvaient, après des parcours fort éloignés l'un de l'autre, pour avancer vers un but commun : le dépérissement de l'État. Utopie certes, mais utopie efficace.

Georges Burdeau décrit ce nouvel État : « *Cette société [...] industrielle [...] obéirait à une rationalité qui périmé les anciennes oppositions entre capitalisme et socialisme [...]. Dans ces conditions, la politique n'a aucun titre à prétendre la changer ; sa seule tâche est de la gérer en se conformant à son essence profonde [...]. Le vrai est que l'ère des choix est close. Tout se passe comme si, par sa pesanteur même, la société excluait la possibilité de ces options radicales qui, hier encore, dramatisaient l'entreprise politique.* » Ce qui permet à un auteur contemporain, Georges Steiner (dans *Errata*), de limiter son ambition à ceci : « *Ma ligne politique se résume à essayer de conforter tout ordre social susceptible de réduire, ne serait-ce que marginalement, l'agrégat de haine et de douleur dans la condition humaine.* »

Dans cette société, où l'action collective déserte le champ politique, où la religion n'est plus la matrice de la société, la tentation peut être grande, pour des chrétiens, de se réfugier soit dans un fondamentalisme grognon, contestant radicalement la société sans même prétendre la changer ; soit dans un spiritualisme éthéré, utilisant la prière comme refuge à côté d'une vie sociale à laquelle on se soumet pour survivre. Pourtant, jamais la démocratie n'a eu autant besoin des chrétiens, c'est-à-dire d'hommes et de femmes soucieux de l'intérêt général, réserve de militantisme désintéressé, conscients des nécessaires solidarités ; et jamais les chrétiens n'ont eu autant besoin de la démocratie pour garantir les libertés religieuses et organiser la vie des corps intermédiaires, articulation centrale entre la société civile et la société politique.

4. *Des chantiers pour l'avenir*

Après s'être beaucoup impliqués dans les combats pour l'amélioration de la condition ouvrière, pour la consolidation de la

paix, pour la diffusion de la démocratie et pour le développement du tiers-monde, les chrétiens sont confrontés aujourd'hui à de nouveaux défis que lance la société à tous les hommes.

Nous l'avons vu, la société n'attend plus des religions qu'elles définissent l'ordre social et consacrent ses institutions, mais qu'elles les inspirent et contribuent à les bâtir. Le christianisme ne pourrait d'ailleurs consentir à ce qu'on le cantonne à la vie privée, puisque ce serait contraire à la mission qu'il a reçue. Mais sa manière d'être présent à la vie publique a radicalement changé. La Chrétienté n'existe plus. Ce fut une page de notre histoire. Il ne suffit pas de le constater. Peut-être faut-il s'en réjouir car cela signifie que les chrétiens sont appelés, dans toutes les sociétés, à toute époque, à insuffler à l'action collective – avec tous – les valeurs qu'ils ont reçues en héritage : le respect de la personne, la solidarité entre les peuples, le maintien de la paix, la destination universelle des biens, la prévalence de l'esprit sur la matière, le respect des différences, la lutte contre la pauvreté, la protection de la vie, etc. Ces valeurs sont accessibles à tous, même à ceux qui ne partagent pas notre foi. Mais elles ont leurs racines, et donc renouvellent la sève qui les fait vivre, dans le message que le Dieu unique a d'abord révélé aux Juifs, puis adressé à tous. À supposer même que la société n'attende rien de nous, cela ne nous exonérerait pas de notre mission. Dans l'accomplissement de celle-ci, la première fonction des chrétiens – et de l'Église – est une fonction critique. Il est d'ailleurs plus facile d'exercer cette fonction dans une société laïcisée que dans un monde supposé être le reflet d'un ordre social chrétien. La critique est généralement plus commode que l'autocritique. Nous allons en voir l'illustration dans les six chantiers de l'avenir que nous avons sélectionnés, parmi beaucoup d'autres.

4.1 L'économie dans un régime de capitalisme généralisé

La chute du communisme ne permet plus aux chrétiens d'occuper une position confortable, dite de « troisième voie », entre

socialisme et capitalisme. Le socialisme est lui-même devenu une variante du capitalisme (les Chinois ne parlent-ils pas de *socialisme de marché*?). Nous voici confrontés à un capitalisme généralisé – même si celui-ci, qui a toujours tiré sa force de son adaptabilité, est lui-même divers –, lequel a besoin d'être contesté pour survivre. Car c'est en intégrant des mécanismes contraires à sa nature (la grève, le syndicalisme, l'impôt progressif, la Sécurité sociale...) qu'il a surmonté, jusqu'à présent, les crises qu'il a connues. Or, qui, aujourd'hui, peut critiquer le capitalisme et être encore écouté, sinon l'Église ? Dans une interview publiée dans la revue *Commentaires*, Gorbatchev déclarait récemment : « *Jean-Paul II est l'homme le plus à gauche du monde. Qui parle plus que lui des pauvres, des malades, des exclus du Sud ? [...] Le premier socialiste s'appelait Jésus [...]. On ne pourra pas se passer des valeurs libérales, humanistes et chrétiennes. Il faut aux hommes – surtout aux Russes – de la morale, de la compassion, de la communion...* »

Dans une économie globalisée, le capitalisme épanouit sa nature, y compris dans ce qu'elle a de périlleux. Les chrétiens doivent contribuer à le rendre tolérable, car si le capitalisme est doué pour produire des richesses, il l'est beaucoup moins pour construire le consensus social. Le concept d'« *économie sociale de marché* » est encore loin d'être à maturité.

4.2 *Le dépassement de l'État national*

Des chrétiens ont joué un rôle décisif dans la construction de l'Union européenne depuis un demi-siècle. Mais il s'agit, après la naissance de l'euro, de savoir vers quel horizon nous avançons. La nation n'est pas en cause – au contraire, comme moyen d'identification dans un monde par ailleurs globalisé, elle sera encore plus nécessaire –, mais l'État national touche à ses limites. Va-t-on évoluer vers une organisation politique dans laquelle la *Fédération* et la *Cité* (plus que la région, peut-être) seront les

deux pôles de la redistribution des pouvoirs ? Ici, c'est le principe de subsidiarité que les chrétiens doivent développer.

4.3 La gestion collective des risques

Progressivement, l'humanité prend conscience que, pour assurer la sécurité, pour défendre la nature, pour lutter contre le banditisme international, il faudra élaborer des concepts nouveaux tels que le droit d'ingérence ou un Tribunal pénal international. Cette gestion collective des risques planétaires englobe la protection de la paix, mais elle la dépasse.

4.4 Pour une nouvelle laïcité

La laïcité s'est d'abord construite dans l'affrontement entre l'Église et l'État. Puis elle est devenue un espace de neutralité. Aujourd'hui où la religion chrétienne ne prétend plus imposer des normes sociales, mais participer à la confrontation des valeurs collectives, la laïcité doit franchir une nouvelle étape. D'autant qu'une autre religion aura bientôt autant d'adeptes que le christianisme dans le monde. L'islam est déjà la deuxième religion en France. Or il n'a pas la même approche de la laïcité que les chrétiens d'aujourd'hui. Le dialogue des croyants peut, ici, jouer un rôle important dans la construction de notre société.

4.5 Dans l'attente d'une législation du vivant

Les progrès de la science et des techniques connaissent actuellement une nouvelle accélération. Ils nous obligent à nous poser de nouvelles questions sur l'humain, la vie, la mort. Des croyants, dépositaires d'une Vérité révélée sur tous ces sujets, ne peuvent être absents du débat.

4.6 *Quels liens et quel sens dans la société ?*

Depuis deux siècles, la famille et le travail sont les moyens privilégiés de l'insertion sociale. Mais la famille se diversifie et le travail change profondément dans ses modalités et dans son positionnement social. Nous ne sommes plus dans des sociétés compartimentées en castes, ordres ou classes. Dans *L'Histoire de la France rurale*¹, on peut lire cette description de la société féodale : « *Le réseau des liens sociaux dans lequel le paysan se trouvait pris dès sa naissance était si puissant et si solidement ancré qu'il rendait impossible un désarroi radical. Rares ont été sans doute les individus qui se sentaient alors en marge du groupe.* » Ce qui était vrai dans la société compartimentée en ordres de l'Ancien Régime, existait encore – bien que de façon très différente – dans la société industrielle divisée en classes sociales. La classe ouvrière, notamment, malgré (ou peut-être à cause de) toute sa misère, constituait une forme d'inclusion des ouvriers dans la société. Voilà qu'elle disparaît à son tour, au profit de classes dites *moyennes*, c'est-à-dire sans références, mobiles, instables, d'où l'on sort et où l'on rentre sans préavis, provoquant alors des sentiments d'exclusion. Construire des liens sociaux dans cette nouvelle société, implique sans doute des formes nouvelles d'éducation. Quant au *sens* de la vie, dès lors que l'État n'a plus mission de le définir, il doit être élaboré dans la société civile où les chrétiens ne peuvent oublier leur mission de proclamer la Bonne Nouvelle.

Voilà quelques-uns des chantiers sur lesquels les chrétiens auront à travailler dans la société, à l'aube du XXI^e siècle. Cela exigera de leur part, écoute, coopération, identification. Comment parviendront-ils à dissoudre le christianisme dans la société, comme on dissout du sucre – ou du sel – dans l'eau pour en changer le goût sans faire disparaître sa nature et son identité ?

1. Georges Duby, Le Seuil, 1992.

Comment, dans une société profondément et durablement individualiste, rétablir le statut de la personne avec toutes ses responsabilités dans la communauté (actualité d'Emmanuel Mounier) ? Comment équilibrer liberté et responsabilité sans que l'une efface l'autre ?

Deux citations pour conclure. Saint-Exupéry d'abord : « *Nul ne peut être, à la fois, responsable et désespéré.* » Tocqueville ensuite : « *Si l'homme a perdu la foi, qu'il serve. Et s'il est libre, qu'il croie.* » Une ultime citation, de saint Irénée (II^e siècle) : « *Dieu a fait les choses dans le temps, pour que l'homme, mûrissant en elles, donne son fruit d'immortalité.* »

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Votre fresque historique est saisissante. Lotsque vous avez parlé de la grande rupture de la Révolution française, « drame historique de portée universelle », c'était bien le jour où l'évoquer : nous sommes le 21 janvier.

L'un des problèmes qui se posent à nous, catholiques sociaux, est le suivant : quelle forme d'action allons-nous devoir mener ? Cette action a pris certaines formes au XX^e siècle. Au XXI^e siècle, quelles seront-elles ?

Votre prédécesseur à cette table était Jacques Barrot. Nous ayant fait un exposé sur un véritable programme politique, il est resté discret sur le problème des voies et moyens. Que ferons-nous, comme chrétiens, en politique ? Comme chrétiens, dans ce XXI^e siècle ?

Ce qui est admirable dans notre Église, c'est son adaptabilité. Elle a ceci de comparable avec le capitalisme que, soumise à la critique – le capitalisme est constamment soumis à la critique par la concurrence, par le client –, l'Église s'adapte et récupère de même d'une façon extraordinaire. Ceux qui sont ici et qui ont consacré une partie de leur temps au Secours catholique savent qu'un certain temps on s'est demandé si le pape Jean-Paul II croyait encore à la charité ! Il n'était question que de solidarité. Il a récupéré le terme. Aujourd'hui, dans le langage caritatif, la solidarité est l'expression de la charité.

Beaucoup de questions se poseraient et vous nous avez proposé de vrais programmes. Comment dissoudre le christianisme comme un sucre sans le faire disparaître ? (Comment laisser la personne au centre, sans qu'elle absorbe tout ?)

Enfin le binôme liberté-responsabilité : un thème très actuel. Il y avait hier soir à la télévision une démonstration de l'école de danse de l'Opéra et une séquence sur les commandos de femmes militaires. La démonstration consistait à prouver qu'on ne trouve sa liberté que dans la discipline et dans la rigueur. Cela ne change pas ! Les filles et garçons de l'École de danse l'affirmaient, de même les femmes qui consacrent une partie de leur temps au service militaire, qui ont été trouver là un encadrement dont elles avaient besoin.

Alors, le christianisme aura-t-il cette faculté de mobiliser et d'encadrer ? Dans quelles structures nos enfants pourront-ils s'initier à l'enseignement social de l'Église ? Pourraient-ils alors chercher à l'appliquer sans le support d'une action collective ?

Gabriel BLANCHER : Je voudrais apporter un argument supplémentaire à l'une de vos affirmations et vous demander de préciser votre pensée sur deux autres points. L'argument supplémentaire concerne la laïcisation de l'idéal chrétien. On peut citer Michelet dans son *Histoire de la Révolution française* et la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, qui est elle-même profondément inspirée – pas entièrement, mais très largement – de l'idéal chrétien.

Les précisions que je voulais demander sont de deux ordres. Il est vrai que le christianisme ne reconnaît pas le caractère sacré du chef ; mais, à l'époque de la conversion des pouvoirs, le roi précisément devenait sacré par l'intermédiaire de l'Église. La cérémonie du sacre montrait bien que, si le chef n'avait pas lui-même le caractère sacré, par l'union avec l'Église il pouvait l'acquérir.

Le deuxième point est la prédominance de l'économisme à l'heure actuelle. Cette prédominance n'est-elle pas, en partie, liée à l'importance qu'a prise au cours du siècle dernier et au début de

ce siècle la théorie marxiste ? Le marxisme est en effet à base d'économisme. Il considère que l'Histoire ne s'explique en profondeur que par des notions économiques. Vous y avez d'ailleurs fait allusion puisque vous avez cité le texte du comte de Saint-Simon sur l'administration des choses, repris, dites-vous, et je l'ignorais, par Engels.

Jean BOISSONNAT : À propos du sacré. Je me demande si, dans cette phase de son histoire, l'Église n'est pas allée au-delà des textes dont elle avait la charge, du dépôt qu'elle avait reçu. Je me suis souvent demandé si le Christ aurait, dans un empire apaisé, poussé ses disciples à sacraliser l'empereur ou le roi... Et à la lecture des textes évangéliques – mais je n'en ai peut-être pas une connaissance suffisamment approfondie –, j'en doute.

L'Église avait pour mission de survivre en tant qu'institution ; elle avait, dans ce contexte, comme mission de ne pas faire naufrage ; elle ne pouvait pas uniquement attendre le salut de l'Esprit-Saint qui la repêcherait au dernier moment : elle avait ses responsabilités à assumer.

Nous avons vu qu'à une certaine période, à la fin de l'Empire romain et avant la naissance des États monarchiques puis des États-nations, elle a assumé des tâches de suppléance. Elle les a assumées avec ses propres caractéristiques sacrées ; elle fondait l'obéissance qu'on lui devait au fait qu'elle avait été instituée par Dieu.

Lorsque les États ont réapparu, les monarchies d'abord puis les États-nations, elle a tout naturellement restitué une partie de cette responsabilité, mais elle en a quand même aussi conservé une partie. N'oublions pas que Charlemagne a été couronné dans l'église antérieure à Saint-Pierre de Rome. Il y a eu une énorme bataille pour savoir qui prédominait sur l'autre ! C'était aussi une manière d'assumer sa propre prééminence que de consacrer le Prince. C'était dire : qui t'a fait roi ? C'était une manière de défendre ce que nous appellerions aujourd'hui ses libertés.

Je crois que l'Église a été conduite par l'Histoire à des comportements qui n'étaient peut-être pas dans le droit fil du message évangélique, mais le message évangélique était-il fait – et encore aujourd'hui – pour être appliqué dans toute sa rigueur instantanément ? N'était-il pas fait pour être découvert progressivement ? Je me réfère ainsi à la pensée du cardinal Newman, qui a fort bien expliqué le développement au XIX^e siècle du dogme et le fait que, le christianisme étant une religion de l'Histoire, on ne peut pas considérer que son propre message a été connu et interprété à l'instant même où il a été proclamé. Cela d'autant plus que le Christ s'est bien gardé de l'écrire : Il aurait pu l'écrire, s'Il avait voulu que ce soit coulé dans le marbre. Non seulement Il ne l'a pas écrit, mais l'Esprit-Saint a fait en sorte qu'il y en ait quatre traductions différentes qui, sur certains points, peuvent être légèrement contradictoires. Il me semble qu'il y a là comme un désir de la nécessaire réinterprétation des textes à la lumière des développements historiques.

Le deuxième point : le marxisme et l'économisme. Je serais tenté – mais c'est peut-être que je sous-estime la puissance du marxisme – de dire que Marx a un peu hérité des penseurs du XIX^e siècle antérieurs à lui-même (j'ai cité Saint-Simon). Ces penseurs avaient vu que, peu à peu, l'économie dominerait la politique. Ce n'est pas une invention marxiste.

Denys PELLERIN : Vous avez parfaitement indiqué l'orientation de notre société à la fin de ce XX^e siècle et pour le siècle suivant, fait d'économisme et d'individualisme. Vous avez aussi parfaitement indiqué que l'autonomie de la personne s'exprimait au mieux par son état de consommateur. Mais peut-on demeurer consommateur quand on a été écarté du monde du travail ?

À cet égard, je voudrais appeler votre attention sur une modification fondamentale de notre société qui s'ajoute à celles que vous avez soulignées, telles que le travail des femmes, la contraception, et les modifications des structures familiales et sociales qu'elles induisent. Je veux parler de l'accroissement de la longé-

tivité de la population. Le fait et les chiffres qui le démontrent sont connus depuis longtemps, mais il semble qu'il fut de bon ton d'en dissimuler l'importance et les conséquences prévisibles. Ce n'est que depuis peu que l'on accepte de reconnaître la réalité : une large fraction de notre population peut dorénavant atteindre 85 ans. Dès 2010, il y aura davantage de personnes de plus de 60 ans que de personnes de moins de 20 ans. Dès 2025, 40 % de notre population aura cinquante ans ou plus ! Ne nous orientons-nous pas vers une société qui va laisser en marge, comme vous l'avez dit, la moitié de notre population qui ne sera plus reconnue parmi les actifs ?

N'y a-t-il pas, pour les chrétiens, une réflexion à développer à ce sujet ? Les réponses dépassent largement les dévouements qui s'expriment au sein des clubs du troisième âge, dont bien des activités ludiques et plutôt infantilisantes ne suffiront plus à répondre à l'événement que représente l'allongement de la vie sans incapacité.

Jean BOISSONNAT : Vous mettez bien le doigt sur un problème majeur. Il se trouve que j'ai fait récemment un petit calcul à ce sujet. Vous savez que l'espérance de vie à la naissance va être, à la fin de ce siècle, dans notre pays, de 80 ans. Elle était au début de ce siècle, donc il n'y a pas tellement longtemps, de 43 ans ! Si vous faites un calcul : 80 ans d'espérance de vie c'est 700 000 heures et, sur ces 700 000 heures, le travail professionnel en occupera 60 000. Donc même pas le dixième. Les neuf dixièmes de la vie des hommes dans nos sociétés seront en dehors du travail. Je ne dis pas en dehors de l'activité ; des activités de toute nature sont appelées à se développer largement. De surcroît, l'activité de travail elle-même changera : on travaillera moins longtemps chaque jour et chaque année mais on travaillera plus d'années. Ne serait-ce que parce qu'il sera totalement impossible d'assurer des retraites décentes à des gens qui partiraient toujours à la retraite dès 60 ans.

Il n'empêche que nous assistons là à une révolution très profonde de l'espèce humaine : il faut effectivement organiser la

vie collective sur une durée dans laquelle le travail professionnel, entendu dans ses termes traditionnels, représente simplement le dixième du total du temps que l'on passe sur cette terre. En outre, dans ces 700 000 heures, compte tenu des progrès de la médecine, on peut estimer que les périodes dans lesquelles on conservera son autonomie, à la fois physique et mentale, ne feront que croître par rapport à la durée totale de vie. Donc, nous sommes devant un phénomène très profond, qui jouera au XXI^e siècle un rôle à peu près équivalent à ce qu'a été la révolution de l'autonomie de la femme du XX^e siècle. Je suis convaincu que ce sera un des grands sujets du XXI^e siècle.

Françoise SEILLIER : N'y aurait-il pas un chantier qui, à lui seul, résumerait presque tous les autres : le chantier de l'éducation ? Vous avez cité plusieurs fois Georges Duby. J'ai le souvenir d'un article du *Monde*, je l'ai conservé, il est, me semble-t-il, de 1987. L'auteur y tirait une sonnette d'alarme. Elle n'a pas été suffisamment entendue. L'éducation est une réalité essentielle de toute société – mais encore plus des sociétés démocratiques, car les sociétés totalitaires pensent se contenter de conditionner ! Il n'y a pas de démocraties sans éducation : voilà le chantier fondamental.

Jean BOISSONNAT : Je suis tout à fait en consonance avec vos remarques. Je ne répondrai donc que d'un mot. Si j'avais développé le point concernant les liens sociaux, j'aurais mis en évidence le phénomène de l'éducation. Il ne se limite plus du tout à la question de l'école : il ne s'y est d'ailleurs jamais résumé. On n'a que trop tendance aujourd'hui à rejeter sur l'école des responsabilités qu'elle ne peut pas assumer. Elle en a sa part mais elle n'en a qu'une part. Les responsabilités éducatives de la famille, de la vie collective, de la vie en association, des médias sont considérables. Je confirme qu'il s'agit, à mon sens, d'un des sous-chapitres fondamentaux de ce que j'ai appelé le problème

de la reconstruction du lien social et du sens social. Ce point est tout à fait essentiel et vous avez eu raison de le développer.

Quant à la femme et à son ambiguïté, là encore je suis en accord avec vous. Il ne faut pas présenter le fait que la professionnalisation des femmes est largement acquise et développée pour ignorer les formes de responsabilités qui ne tiennent pas à la vie professionnelle. Les femmes ont pu les assumer ; elles continueront à les assumer tout comme les hommes assumeront les leurs. Autrement dit : la mère et le père, ce n'est pas la même chose.

Janine CHANTEUR : Après cette présentation de l'Histoire et des perspectives qu'elle ouvre sur le XXI^e siècle, on a plus envie de réfléchir que de poser des questions. Toutefois, je voudrais vous demander si l'on ne peut pas ajouter deux faits qui rendent le XXI^e siècle difficile à envisager. Nous sommes au début de deux révolutions telles que nous ne savons pas du tout où elles nous conduiront. Nous ne savons pas quel homme va devenir l'homme que nous connaissons ; quels rapports les hommes pourront avoir entre eux. Je veux parler de la révolution introduite par Internet et la cybernétique en général, mais aussi de la révolution génétique. Nous venons d'apprendre que, maintenant, les chercheurs sont capables de fabriquer des cellules qui ne sont pas encore différenciées mais qui, si on les laissait vivre, pourront devenir des embryons. On se pose le problème de savoir si on ne va pas pouvoir bricoler l'être humain, de toutes les façons possibles, grâce à ces cellules, le guérir – ce qui est souhaitable –, mais peut-être aussi le transformer gravement. Nous sommes devant des possibilités telles qu'à la fois nous nous réjouissons et nous nous affolons. Que sommes-nous ? Quel sera le sens de la vie devant ce pouvoir que nous nous sommes donné ? Quant à Internet, c'est un moyen de communication qui peut être extraordinaire, mais nous savons aussi à quel point le jeu de l'ordinateur peut être individuel précisément ou devenir pervers. Comment allons-nous gérer tout cela ?

D'autre part, vous avez parlé de tentations, tentation intégriste – j'en suis bien d'accord –, mais aussi de spiritualisme

désincarné. Il me semble qu'on ne peut pas dire d'un moine (vous avez parlé de cloître...) qu'il est un spirituel désincarné !

Jean BOISSONNAT : Je n'ai pas parlé de moine. J'ai dit *cloître*, par image de ce que chacun voulait faire son propre cloître.

Janine CHANTEUR : Il me semble que se retirer dans la prière est aussi une chose extrêmement importante, parce qu'il en sort quelque chose, non seulement pour soi-même mais aussi pour autrui. Nous en avons eu des exemples tragiques mais extrêmement riches dernièrement. Je crois que ce sont des symboles aussi et qu'un monde sans personne qui se retirerait dans la prière serait un monde à qui il manquerait quelque chose.

Dernier point très rapide, que je ne vais pas du tout développer parce que je craindrais de faire scandale, à propos des femmes. Je crois qu'il faut repenser complètement la question des femmes, de leur rapport à l'homme. Pourquoi les femmes ne généreraient-elles pas leur maternité comme les hommes ont de tout temps géré leur paternité ? Nous sommes des créatures au même titre que les hommes, nous avons la même valeur aux yeux de Dieu, nous avons d'ailleurs été créés « *homme et femme* » comme être humain. Faut-il véritablement toujours maintenir ce problème non résolu ?

Jean BOISSONNAT : Sur le dernier point – parce que sur les autres, je ne prétends pas avoir décrit ce que serait le XXI^e siècle, j'ai essayé de cerner les questions qu'on se pose à ses débuts – je n'ai nullement voulu insinuer que le fait que la femme ait gagné la maîtrise de sa maternité soit un élément inquiétant pour l'avenir. C'est un fait qui, dans l'espèce humaine, est positif. Cette participation de la femme-mère à la gestion de sa maternité pour avoir une maternité responsable est un acquis de l'humanité. Comme tous les acquis de l'humanité, il peut avoir des ambivalences. Mais, pour moi, c'est un acquis positif de la vie collective que d'avoir permis, par les moyens de la science, à la

femme d'acquérir la maîtrise de sa maternité. Cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas à en délibérer avec l'homme, mais, dans cette délibération, elle est personne à part entière.

Bernard d'ESPAGNAT : Je voudrais revenir à cette question de l'éducation sur un plan plus terre à terre. Je précise tout de suite que je suis un pur produit de l'enseignement de l'État, je n'ai jamais mis les pieds dans une école religieuse. Mon sentiment est que les écoles religieuses savent plutôt mieux se débrouiller que les écoles laïques. Autrement dit, on a l'impression, maintenant, que les chrétiens sont peut-être des socialistes, de très bons socialistes comme le dit Gorbatchev, mais que ce sont des socialistes moins angéliques que ne l'ont été nos socialistes à nous. Les Jésuites du Grand Siècle n'hésitaient pas, semble-t-il, à administrer quelques fessées à bon escient. Et ça marchait ! L'éducation des Jésuites était efficace : voyez Descartes à La Flèche. La suppression, par exemple, des prix, de toutes les récompenses, de toutes les émulations, qui a été pratiquée depuis la guerre de 40 a été, je crois, assez catastrophique : on en voit les effets maintenant. Et dans ce domaine, les chrétiens ont, peut-être, quelques pertinentes leçons à donner.

Jean BOISSONNAT : Je n'ai rien à ajouter à ça, sauf que, comme toujours dans l'évolution des sociétés humaines, il en va de celles-ci comme de la Bourse. Excusez ce rapprochement un peu hardi : dans les sociétés humaines, comme à la Bourse, deux plus deux égale cinq moins un.

LES ENJEUX CULTURELS
DE LA MONDIALISATION

Par M. Bernard d'ESPAGNAT
Membre de l'Institut

Du même auteur

Conceptions de la physique contemporaine, Hermann, 1965.

Conceptual Foundations of Quantum Mechanics, 2^e éd., Addison-Wesley, Reading, Mass., États-Unis, 1976.

À la recherche du réel, le regard d'un physicien, Gauthier-Villars, 1979 (3^e éd., poche : Agora, Presses Pocket, 1991).

Un atome de sagesse, propos d'un physicien sur le réel, Voilé, Le Seuil, 1982.

Une incertaine réalité, le monde quantique, la connaissance et la durée, Gauthier-Villars, 1985.

Penser la science ou les enjeux du savoir, Dunod, 1990.

Georges d'Espagnat, La Bibliothèque des Arts, 1990.

Regards sur la matière, des quanta et des choses, Fayard, 1993 (en collaboration avec Étienne Klein).

Le Réel voilé, analyse des concepts quantiques, Fayard, 1994.

Ondine et les feux du savoir, Essai Stock, 1998.

LE PRÉSIDENT : Dans le programme de cette année, parmi les *Questions pour le XXI^e siècle*, nous avons retenu celle des « Enjeux culturels de la mondialisation ». Est-ce une bonne question ?

Saint Thomas d'Aquin commentant Aristote écrit : « *Genus humanum arte et ratione vivit* », dont Jean-Paul II dans son discours à l'Unesco, en 1980, donne la traduction suivante : « *L'homme vit d'une vie vraiment humaine grâce à la culture.* » Le pape dira de même « *dans le domaine culturel, l'homme est toujours le fait premier : l'homme est le fait primordial et fondamental de la culture* ». Il y a donc une *unité* fondamentale, une universalité de la culture qui tient au fait que l'homme est « *l'unique sujet de la culture, son unique objet et son terme* » (Jean-Paul II).

Mais cette unité de la culture s'enracine dans la *pluralité* des cultures, ces cultures qui définissent l'identité des nations et même leur souveraineté. « *Je suis, déclarait le pape polonais, fils d'une nation [...] que ses voisins ont condamnée à mort à plusieurs reprises, mais qui a survécu [...] uniquement en s'appuyant sur sa culture.* »

Si la culture est ainsi à la fois universelle et nationale, notre question trouve dans ce double niveau une première justification : on peut en effet parler d'enjeux culturels. En rapprochant culture et mondialisation, ces enjeux culturels peuvent être cependant antagonistes.

La culture a pour centre l'être de l'homme, la mondialisation économique engendre, au niveau de l'avoir, des conséquences contradictoires : un accroissement de biens et de services, c'est-à-dire des modes de vie meilleurs pour les uns, des pertes d'emploi pour d'autres. La mondialisation culturelle peut elle-même emprunter des voies opposées : d'un côté, celles de l'hégémonie intellectuelle ou de la perversion morale par la diffusion technologique d'actes de violence ou de dérèglements sexuels ; en sens opposé, des voies d'accès à l'unité du genre humain.

Pour tenter de dénouer de telles contradictions, il nous fallait bien le secours d'un homme de science qui soit aussi un philosophe et un homme de foi. Nous accueillons Bernard d'Espagnat d'abord avec une grande admiration pour sa carrière de *chercheur*.

Ancien élève de l'École polytechnique, docteur ès sciences. Successivement : maître de recherches au CNRS, physicien théoricien au CERN à Genève, professeur à la Faculté des sciences de Paris, directeur du Laboratoire de physique théorique et particules élémentaires (Paris XI), membre de l'Institut : non à l'Académie des sciences, mais à l'Académie des sciences morales et politiques et membre de l'Académie internationale de philosophie des sciences.

Vos œuvres, cher monsieur, rendent compte de votre autorité et de votre audience ; vous avez publié en français et en anglais : certains ouvrages en sont à leur 3^e édition. Je renonce à les citer tous, sauf deux d'entre eux : *Un atome de sagesse, propos d'un physicien sur le réel voilé* (1982) et *Le Réel voilé, analyse des concepts quantiques* (1994).

Dans ce « réel voilé » (« un quelque chose qui n'est pas de nous, que la science des phénomènes ne décrit pas. Je lui donne le nom de "réel voilé" », écrivez-vous) se révèle le philosophe. Philosophe et savant, vous nous devenez plus accessible lorsque vous prenez la forme de la charmante sirène de Copenhague qui va s'enquérir auprès des philosophes et des hommes de science (de Parménide

à Einstein) de la complémentarité entre la science et la philosophie. Tel est votre dernier ouvrage, *Ondine et les feux du savoir*¹.

On évoque Giraudoux : son Ondine est une fée des eaux qui s'éprend d'un mortel et finit par mourir d'amour. Votre Ondine vise, écrivez-vous, le fond des choses : les quêtes plus spécifiquement spirituelles, ces quêtes qui ne sont pas automatiquement rendues illusoires par les conquêtes de la pensée et du savoir. Cette Ondine-là ne meurt pas. « *Elle plonge pour poursuivre inlassablement cette quête spirituelle et poser les grandes interrogations contemporaines dont on ne saurait dire si c'est la physique qui les pose à la philosophie ou l'inverse.* »

Les intuitions et la souplesse d'Ondine, dont, dit-on, la mère était sirène mais le père homme, vont nous permettre de saisir, même s'ils glissent entre les écailles, les enjeux culturels de la mondialisation. Décidément, nous vous posons une belle question !

1. Stock, 1998.

Bernard d'ESPAGNAT : Le mot « culture » a aujourd'hui plusieurs référents, depuis les œuvres de création jusqu'aux purs produits de consommation : de la peinture aux jeux télévisés ou vidéo. Les enjeux de la mondialisation ne sont pas les mêmes relativement à ces divers référents. Puisque vous m'avez posé la question des « *Enjeux culturels de la mondialisation* », je vous proposerai donc un exposé en deux parties. Dans la première nous tenterons de mieux discerner les principaux sens que revêt le mot de culture, étant entendu que quelques commentaires devront, çà et là, compléter ces définitions. Cela nous permettra, dans une seconde partie, plus étoffée, d'étudier les problèmes liés à la mondialisation.

1. Les acceptions du mot « culture »

1. Un premier sens du mot est celui que lui donnent les sociologues : ensemble des attitudes et des comportements sociaux. Cela comprend les fêtes, les musiques populaires mais aussi la cuisine, et ainsi de suite. Essentiellement, il s'agit d'une culture de masse. C'est aujourd'hui le sens le plus courant, surtout dans les pays anglo-saxons. J'appellerai les cultures, prises en ce sens, des *socio-cultures*.

2. Nous trouvons ensuite ce qu'on peut appeler la *culture-connaissance*. Je pense là, tout simplement, à la connaissance en général et, en particulier, aux sciences.

Notez à ce propos qu'il s'agit là, de plus en plus, de connaissances à l'arrière-plan *utilitaire*, même dans les sciences. Certes, je ne veux pas dire que la recherche fondamentale n'existe plus. Mais elle coûte de plus en plus cher et, si les États la financent, c'est, bien entendu, parce qu'ils espèrent que ce qui s'est produit se reproduira et que les découvertes de la science fondamentale faites aujourd'hui auront tôt ou tard des applications. L'excellent argument qu'utilise notre actuel ministre de la Recherche pour justifier de telles recherches – qui est que « ce n'est pas en essayant de perfectionner la bougie que l'on a inventé l'électricité » – illustre parfaitement ce point. Aussi importe-t-il de distinguer de cette culture-là une autre forme de culture.

3. Il s'agit de la vraie culture, au sens classique, que l'on définit souvent à bon droit comme étant *la contemplation et le perfectionnement des œuvres non utilitaires de l'esprit*.

(I) En ce domaine nous rencontrons d'abord ce que j'appellerai la « culture vraie, *rationnelle* ». J'y mets la philosophie, sous la forme de la théorie de la connaissance, de la ou des métaphysique(s), de la morale, etc.

Là, j'attire votre attention sur une remarque importante, qui est que cette « *culture vraie* » est en train de recevoir de la science une contribution significative et très neuve. À cet égard, le rôle de la science a pas mal changé. Il y eut un temps où c'étaient surtout les matérialistes qui se réclamaient d'elle. Pensons, par exemple, à l'URSS. Maintenant, au contraire (et en partie, j'imagine, au vu des développements de la physique contemporaine), nos philosophes matérialistes en vue (tel André Comte-Sponville, par exemple) se sont forgés la conviction que ce recours à une justification scientifique ne marche pas. Aussi présentent-ils aujourd'hui le matérialisme comme une simple option philosophique, parmi d'autres. Et même alors, ils ne peuvent plus le défendre qu'en le diluant beaucoup. Donc, vous voyez, le rôle de la science en philosophie est de plus en plus

important. Et je répète qu'il s'agit de recherche non seulement fondamentale mais, de plus, vraiment non utilitaire, même à long terme, autrement dit de « culture vraie ». C'est cet aspect que j'ai cherché à faire connaître par le truchement du petit livre *Ondine et les feux du savoir*, que M. Aumonier a eu la gentillesse de mentionner, il y a quelques instants, dans son introduction. L'ouvrage est bâti autour d'une petite sirène, c'est-à-dire d'une créature dont la notion d'utilité n'est rigoureusement pas le souci. Permettez-moi de souligner le prix que, personnellement, j'attache à cette composante culturelle, philosophique, désintéressée de la science. Elle seule est de nature à combler un peu le fossé entre ce qu'on appelle souvent les « deux cultures », la scientifique et la littéraire ; fossé qui fait que, dans le monde où nous vivons, l'une et l'autre sont bancales.

(II) Enfin, au sein de la « vraie culture » toujours, nous trouvons, précisément, cette *culture littéraire – et artistique –* à laquelle je viens de faire allusion ; autrement dit la *culture au sens du ministère de la Culture*.

Vous me permettrez là aussi, je l'espère, quelques commentaires. À vrai dire, ils seront un peu plus détaillés que les précédents et vont donc retarder de quelques minutes l'entrée dans le vif du sujet ; mais ce ne sera pas du temps perdu car, en ce qui concerne l'enjeu de la mondialisation, nous verrons qu'ils sont significatifs.

Lors du banquet Nobel de 1960, le poète Saint-John Perse prononça un éloge de la poésie dans lequel, comparant poète et savant, il affirma : « *L'interrogation est la même qu'ils tiennent sur un même abîme* » ; il précisa : « *Si la poésie n'est pas, comme on l'a dit, le "réel absolu", elle est bien la plus proche convoitise et la plus proche appréhension.* »

C'est là une conception de la poésie qui colore nécessairement celle qu'on se fait de la culture littéraire. Je l'appellerai la « position de Saint-John Perse ». C'est aussi, dans un sens, celle de Paul Valéry qui, dans *Tel Quel*, définissait la poésie comme étant « *l'essai de représenter [...] ces choses ou cette chose que tentent obscu-*

rément d'exprimer les cris, les larmes, les baisers, les caresses, les soupirs, etc., et que semblent vouloir exprimer les objets... »

Cette position s'oppose à une autre approche, qui colore autrement l'idée de culture : je pense à l'idée de « fabrication ». Cette seconde position a pour elle l'étymologie : *poiein*, en grec, signifie « faire ». Mais elle est dangereuse, car, par définition même, la « fabrication culturelle » n'est pas soumise au critère d'utilité. Du coup, elle n'échappe au non-être, à l'insignifiance, au « n'importe quoi », qu'en se rangeant sous la bannière du seul critère sélectif restant debout : celui du nouveau – en tant que nouveau – du « c'est beau parce que c'est nouveau ». Hélas, ce critère est absurde ! Et il est autodestructeur. Ce qui, cette année, est nouveau – donc beau par définition –, l'an prochain ne le sera plus ; par conséquent, sera laid : Valéry l'a bien vu. Dieu sait que Valéry a fait du neuf (*La jeune Parque*, dans les années 1920, c'était du neuf !) et que, comme nous tous, il estimait la créativité. Mais il n'en a pas moins stigmatisé le goût exclusif de la nouveauté comme : « *une dégénérescence de l'esprit critique* », en notant qu'« *il est étrange de s'attacher ainsi à la partie périssable des choses, qui est exactement leur qualité d'être neuves* ».

Je soutiens donc qu'en matière de culture littéraire (ou artistique, c'est la même chose !), la seule position valable est celle de Saint-John Perse ou de Valéry ; et que l'homme authentiquement cultivé voit la poésie ou l'œuvre d'art, non pas du tout comme un simple divertissement – au sens pascalien du terme –, mais comme un vrai *chemin* menant à une sorte de découverte du passé. Un chemin broussailleux sans doute, infiniment moins bien balisé que celui de la science et même que ceux des religions. Qui a ceci de commun avec la socio-culture que lui non plus n'est pas vraiment universel. Il est, en fait, un « prolongement par sublimation » de la socio-culture des différents groupes humains ; mais, pour certains esprits, il est ce qui va le plus loin.

Aurement dir, au fond, l'homme de culture, tel que je le vois, estime (sans le dire !) que l'esprit est capable de l'appréhension spontanée et instantanée des choses ténues et essentielles, dont la délicatesse surpasse infiniment ses capacités d'analyse. Il conçoit

ce don comme un peu analogue à celui du chat, qui voit immédiatement si le bond de la chaise à la fenêtre est possible ou pas. La « *culture, force d'âme* » est fondée sur cette conviction.

2. *Mondialisation et culture*

2.1 *Le constat*

Nous allons maintenant successivement étudier les relations des diverses « cultures », ainsi définies, avec la mondialisation.

1. Les socio-cultures

Je rappelle qu'il s'agit de cultures de masse plus ou moins spontanées mais, en tout cas, non universitaires au sens traditionnel du terme.

(I) Pour elles, la mondialisation a toujours présenté un aspect très positif (au reste, que tout le monde connaît). C'est la *fertilisation* d'une culture par une autre. Les exemples ne manquent pas. On pense, bien entendu, tout de suite, à la fertilisation culturelle de la Rome antique par la Grèce. Mais il y a aussi l'art japonais, jaillissant tout armé, au VII^e siècle, de l'imitation des Chinois. Il y a la Renaissance italienne animant peu à peu tout l'Occident et bien d'autres cas similaires. Dans certains d'entre eux, on a le sentiment que la culture la plus avancée a agi comme le fait la flamme d'une allumette sur une substance inflammable ; et que les populations touchées n'attendaient que ce contact pour développer d'éblouissantes virtualités.

Dans un ordre d'idées un peu différent, il convient de noter que la découverte d'une culture autre que la leur a très souvent été source d'inspiration pour les artistes et pour les écrivains. Exemples choisis au hasard : Gauguin inspiré par l'Océanie, Malraux par l'art khmer, les tragédies shakespeariennes renouvelées avec bonheur par l'art cinématographique japonais...

(II) Mais il faut apporter un sérieux adoucissement à cette conception de la fertilisation : elle ne doit pas verser dans l'*hégémonie culturelle* qui conduit, tout au contraire, à la stérilisation. Là aussi, les exemples ne manquent pas. Je n'en prendrai qu'un, celui de la stérilisation de l'art, à l'époque du Bas-Empire, par les canons esthétiques gréco-romains. Ce fut là une époque où, dans tout le monde connu, proliféraient les Vénus de marbre, les Apollon, les Mercure reproduits à satiété et quasiment à l'identique dans toutes les élégantes villas de Gaule, d'Espagne, d'Asie Mineure ou d'Afrique ; avec, pour conséquences, l'étouffement quasi complet de l'art indigène de ces pays et, concomitamment, une totale incapacité de renouveau.

Ceci nous amène aux temps actuels car, toujours sur le plan de la culture de masse, nous voyons tous que nous sommes aujourd'hui sous le coup d'un effroyable *impérialisme culturel*. Je pense, bien entendu, à celui de l'Amérique. De fait, j'estime que, pour l'avenir de la culture, l'Amérique constitue un vrai danger. L'une des raisons de mon sentiment est que les Américains cultivés et sympathiques (il y en a des quantités... pensons aux concerts splendides qu'ils organisent, à leurs collections, à leurs musées...) semblent n'avoir, dans leur pays, ni pouvoir ni même influence. Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'ils laissent faire.

Or ce qui se fait est terriblement destructeur. Ce l'est, même, au point qu'il est difficile d'en parler sans avoir l'impression pénible que l'on accumule les poncifs. Il le faut cependant. On évite toujours, et non sans raison, les clichés, mais il y en a qui sont justifiés. Il y a de vraies monstruosité qu'à force de taire (« inutile d'en parler puisque tout le monde les connaît ») nous finissons par oublier ! Ceci pour dire qu'à l'encontre de la mondialisation culturelle sous égide américaine, nous n'avons pas à hésiter à exprimer même des critiques rebattues. Cependant, comme c'est là une tâche fastidieuse, j'éviterai d'être exhaustif. Laissez-moi seulement rabâcher, en deux mots, quelques thèmes connus.

Premièrement, bien sûr, pour les Américains, l'argent est tout. C'est lui et lui seulement qui fonde la considération sociale. Au

reste, c'est là ce qui explique que, comme je viens de le noter, les Américains cultivés n'ont rien à dire ou presque, dans leur propre pays. Il n'y a, parmi eux, que très peu de nababs.

Deuxièmement, ces puissances de l'argent se sont, en ce pays, totalement emparées de toute la culture de masse. À l'exception, il est vrai, de l'école. Mais le contrepoids que peut exercer l'école est bien strictement limité, vu le temps que les enfants passent, là-bas, devant le petit écran. Or, contrairement à l'école, dont le principe est le bien de l'enfant, le principe des grands trusts qui gèrent la télévision est uniquement leur gain propre et celui de leurs actionnaires. Cela fait une différence. Est-ce que, par chance, dans ce domaine-là aussi, la « *main invisible* » d'Adam Smith rétablirait automatiquement un équilibre correspondant à la meilleure santé possible des jeunes esprits ? C'est ce qui, à tout le moins, demanderait à être prouvé, et non tacitement posé en axiome !

Troisièmement, les Américains ont la socio-culture de la violence. Au point même d'en paraître parfois un peu « dérangés ». Lorsque, dans un téléfilm américain, a lieu une scène un peu tendre, on peut être sûr que le sang coulera dans les minutes qui suivent ; c'est automatique. Aucun « suspense » n'est concevable à cet égard car le cinéaste n'en est plus le maître. Il est – comme le chien de Pavlov – sous la coupe des réflexes conditionnés acquis durant sa formation. Ceux-ci lui dictent que le revolver *doit* apparaître, ou que l'héroïne *doit* noyer son amant dans la baignoire, ou que l'immeuble *doit* exploser. Quelles autres issues pourrait-il y avoir ? Pour lui la réponse est bien évidente : il n'y en a pas !

Quatrièmement, l'esthétique iconographique américaine, telle qu'elle se manifeste dans les films et à la télévision, n'a aucun point commun avec celle qui, à juste titre, est à l'honneur dans les musées américains dont l'éloge, encore une fois, n'est plus à faire.

Et ainsi de suite... ; on pourrait sûrement continuer, mais ce que je viens de dire suffit bien. Il en résulte qu'en ce domaine,

l'étincelante Amérique est tenue à la gorge par ses propres démons.

Pour ce qui est du problème qui nous occupe, c'est là une conclusion importante. En effet, débattre dans l'abstrait de la mondialisation de la culture, c'est excellent, mais, dans le monde réel où nous vivons, il faut quand même bien reconnaître que, pour des raisons de purs rapports de force – de pure « macro-économie » –, cette mondialisation a toutes les chances d'être, dans les faits, une pure et simple américanisation.

2. La culture connaissance

De ce point de vue, la situation est, bien sûr, toute différente. Dans tous les domaines, histoire, science pure, science appliquée, la connaissance progresse à pas de géant. La fertilisation peut, sans inconvénient, y prendre la forme d'une vraie fusion, sans qu'il y ait danger de stérilisation. Considérons, si vous voulez, l'exemple des scientifiques japonais. Au sortir de l'ère des shoguns ils se sont mis, purement et simplement mais sans complexes, à l'école des Occidentaux. Cela leur a réussi : il n'y a pas eu l'ombre d'une stérilisation. En France, nos actuels prix Nobel témoignent du grand rétablissement qui a été le nôtre depuis 1945. Mais celui-ci, il faut le souligner, a en très grande partie été obtenu grâce à une plus grande ouverture vers l'extérieur (telle que séjours de jeunes chercheurs dans des laboratoires américains, etc.).

3. La vraie culture au sens classique : contemplation et perfectionnement des œuvres non utilitaires de l'esprit

En ce domaine, vous vous souvenez que nous avons fait une distinction entre, d'un côté la « vraie culture rationnelle » (philosophie, morale, apports philosophiques des sciences) et, de l'autre, la culture littéraire et artistique.

En ce qui concerne la première, le bilan me semble nuancé. En philosophie, on peut, peut-être, déplorer un certain alignement de la pensée française sur la pensée allemande d'abord, puis, maintenant, sur la pensée anglo-saxonne (philosophie analytique, attention exclusive portée aux problèmes sémantiques, etc.). Quant à l'apport philosophique des sciences, je puis témoigner, en revanche, que l'universalisation est positive ; et sans qu'il y ait allégeance. En ces matières, les idées fondamentales sont, dans une proportion convenable, d'origine européenne.

En ce qui concerne maintenant la culture littéraire et artistique, il me semble, hélas, que la mondialisation, quand elle va au-delà d'une simple fertilisation croisée, a là aussi certains effets dévastateurs. Cela tient tout simplement au fait que cette haute culture a ses racines dans les socio-cultures. Écraser les socio-cultures sous une culture de masse universelle – l'américaine en l'espèce –, c'est détruire les sources d'invention, la créativité spontanée, tous ces petits chemins broussailleux que j'évoquais, qui ne sont balisés que d'impondérables. Ces sources une fois détruites ou piétinées, on reste avec ce monstre auquel j'ai fait référence, qu'est le nouveau pour le nouveau, la créativité artificielle – voulue à tout prix car grâce à elle on peut « passer à la télé ». Hélas, la créativité est comme le bonheur : on ne la trouve pas seulement en la voulant. L'atteignaient admirablement des gens qui n'y prétendaient pas vraiment, qui, comme Jean-Sébastien Bach, visaient avant tout à chanter la gloire de Dieu. À long terme, la manquent à la fois ceux qui l'asservissent à l'argent et ceux qui en ont fait leur unique divinité.

Notons à ce propos qu'il existe encore chez nous – fort heureusement ! – une vraie culture vivante ; mais étant condamnée par l'« audimat », elle est devenue en grande partie souterraine. Il y a encore en Europe des gens qui, en privé ou en petits groupes, font pour leur plaisir de la bonne musique ; écrivent et lisent des poèmes qui sont de la vraie poésie ; parviennent, par l'étude des grands peintres, à une vraie maîtrise du pinceau ; bref, expriment avec art une sensibilité avertie et réellement créatrice. Ce monde est actif, passionné, joyeux ; des

traditions s'y transmettent, des idées y apparaissent... Mais, hélas, cet ensemble demeure en très grande partie privé et même caché. Le devant de la scène, tout ce qui est public, les pleines pages de journaux, les heures de grande écoute des médias, tout cela est presque en totalité colonisé par une sous-culture glapissante qui n'accorde place qu'aux stars, au « nouveau en soi », et... (je le répète) à l'omniprésent revolver.

Immense est la différence avec ce qui fut en France le cas, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Car ce fut l'époque où les événements de la haute culture authentique – le *Sacre du printemps*, les ballets russes, *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*, etc. – non seulement étaient publics, mais étaient ceux qui animaient au premier chef les grands débats. C'étaient aussi ceux qui occupaient les pages culturelles des journaux.

Ainsi donc, la mondialisation est en train d'avoir pour effet que *la mauvaise culture chasse en grande partie la bonne*. Telle est aujourd'hui la réalité. Tâchons maintenant de voir quels sont les remèdes, s'il y en a.

2.2 Les remèdes

Vous me trouverez ici moins prolix car – vous vous en doutez ! – je n'ai pas la moindre solution miracle...

Il convient de noter à nouveau, d'abord, que dans certains domaines de la culture, il n'y a pas lieu de chercher des remèdes, car tout va bien. C'est le cas de la science, sous toutes ses formes. C'est aussi, je le rappelle, le cas des apports philosophiques de la science : dans ce domaine nous avons réellement besoin des étrangers et, surtout, des Américains. Les scientifiques français sont certes compétents pour en discuter mais, en raison précisément des connotations philosophiques qui s'y attachent, beaucoup refusent de s'y intéresser. La taille critique n'est par conséquent pas atteinte. L'Amérique est plus grande, les scientifiques y sont plus nombreux ; cela facilite les choses, d'autant plus que beaucoup sont d'esprit très ouvert. Pour donner

l'exemple que je connais le mieux : sur de tels sujets j'ai moi-même publié deux livres quelque peu ardu directement en Amérique ; faute d'éditeur, il y en a qu'un traduit en français.

En revanche, dans le domaine de la culture de masse et dans celui de la vraie culture littéraire et artistique, ce sont les populations du monde entier – et non seulement nous-mêmes – qui doivent se défendre contre l'« anglo-saxonisation ».

En ce qui concerne l'Inde, l'Afrique, etc., on n'a, toutefois, pas trop à s'inquiéter. Des « anticorps » capables de résister à la sous-culture américaine s'y développent spontanément ; au point même de conduire, hélas, à de graves fautes de comportement que l'on ne peut que réprouver. En tout cas, ces sociétés semblent avoir en elles-mêmes de sérieuses possibilités de résistance. Et même de rétorsion par emprise culturelle sur l'assaillant. Après tout, on peut se demander si, il y a trente ans, au temps des hippies, il ne s'en est pas fallu d'assez peu qu'un certain « indianisme » ne s'empare de l'Amérique !

Quant à nos pays d'Europe, ils sont évidemment plus vulnérables car nous partageons avec l'Amérique, dans certains domaines dont j'ai parlé, la même culture et – dans l'ensemble – les mêmes grandes valeurs. En matière de politique internationale, par exemple, chacun peut avoir ses idées, mais, pour ma part, j'approuve fort le comportement de l'Amérique : je le trouve plutôt sage et bénéfique pour tout le monde. Un tel cousinage affaiblit automatiquement notre résistance culturelle. Mais, ce soir, il s'agit uniquement de culture. Et là le besoin de remèdes se fait vraiment sentir. Voyons très rapidement, en vrac, deux ou trois éléments de réflexion sur ce sujet.

D'abord, une petite incidente : c'est de loin, d'Amérique, que l'identité de l'Europe apparaît le mieux. Quand vous êtes en Californie, vous n'avez pas tellement envie de dire « la France » (ou « l'Italie », ou « l'Allemagne », etc.), car, sauf si vous parlez à des personnes d'un certain niveau de culture, vos interlocuteurs vous suivraient mal. En revanche, c'est très naturellement que le mot « Europe » vient sur vos lèvres, car les gens, alors, vous comprennent. L'Europe, pour eux, a une identité, qu'il leur

arrive de critiquer, mais qu'ils respectent. Le mot y a un vrai écho.

Au reste, on dit souvent que nos pays d'Europe sont culturellement très différents. Je pense que ce n'est qu'en partie vrai. Vues d'Amérique nos cultures paraissent sœurs. Il est vrai que nos socio-cultures sont différentes. Les mangeurs de grenouilles que nous sommes font horreur aux mangeurs de bœuf à la menthe que sont nos voisins et vice versa. Mais potentiellement, on le sait, les différences relatives aux socio-cultures sont sources de créativité. Elles sont donc à préserver. Comme quelqu'un l'a récemment dit, en Europe, nous devons continuer à nous surprendre les uns les autres. En revanche, sur le plan de la grande culture, nous sommes infiniment proches. Florence, Beethoven, Chartres, Shakespeare sont des sources et des avoirs qui nous sont très profondément communs. Qui, parmi nous, se sent étranger à Florence ? C'est pourquoi, du point de vue culturel, l'Europe ne me fait aucunement peur.

Autre élément : dans tous les domaines, on peut espérer que la fertilisation croisée, source de culture, continuera à se produire entre les pays de l'Union européenne, d'une part, et la Russie, l'Inde et la Chine, de l'autre. Car, sur le plan de la culture, même de masse, ces contrées-là ne nous assaillent aucunement.

Mais étant donné que sur ce plan nous sommes quand même assaillis, il est clair qu'il nous faut, non seulement une épée (l'authentique créativité si, spontanément, elle renaît un jour de ses cendres), mais également un bouclier. Or je considère que, si on analyse ce problème-là d'un œil froid, on découvre que le seul bouclier ayant des chances d'être efficace consiste en un certain élitisme. Ou plutôt, en la conjugaison de l'euro, qui devrait donner la force matérielle, et de l'élitisme culturel qui donne la force morale, comme l'histoire monastique du haut Moyen Âge le montre. L'élitisme est une réaction familiale naturelle. On y voit souvent une faute, mais je crois qu'en matière culturelle c'est une affirmation d'identité et, en fait, une planche de salut. Je suis à fond pour l'exception (ou pour l'« exemption ») culturelle, à condition, bien sûr, qu'elle ne soit que culturelle, qu'elle ne

s'étende pas aux services publics, etc. Nous devons, à mon sens, être libéraux en tout, sauf en culture.

Terminons enfin en énonçant deux « mesures pratiques » que, sur les plans de l'intelligence et de la sensibilité, il serait opportun de prendre.

Du côté de l'intelligence, il conviendrait de procéder, en ce qui concerne l'américanisme, comme on le fait déjà en ce qui concerne la télévision. On enseigne déjà aux enfants – à l'école, je crois et, très souvent, dans les familles – à juger la télévision, à développer à son égard un esprit critique vigilant. Procéder de la même façon à l'égard de l'américanisme en général serait, à mon avis, d'une très grande utilité. En particulier, il faudrait expliquer aux jeunes que ce qu'il y a d'admirable dans l'Amérique n'est pas du tout ce que celle-ci leur envoie.

Du côté de la sensibilité, il faudrait exploiter le fait qu'elle est à un niveau très pauvre dans ce qui nous vient de là-bas. À cet égard, il n'est pas difficile de faire plus subtil que Blanche-Neige ou Disneyland, et l'Europe fourmille de dessinateurs qui en sont capables, comme aussi d'enfants qui seraient pleinement aptes à faire écho, si seulement ces productions étaient « dans le vent ». Pour nos grands manipulateurs d'émotions, ce serait un devoir que de les y mettre.

Hélas, je ne suis pas naïf au point de croire que ce souci-là les émeuve beaucoup. C'est pourquoi je ne fais confiance qu'à cet élitisme que j'ai évoqué.

3. *En guise de postface*

Ces questions d'agressivité, de gros sous, de luttes d'influences, etc., sont vitales mais terre à terre. Dans cette postface, j'aimerais par conséquent prendre un peu de hauteur et revenir à la question centrale – théorique – qui est, au fond, comment *en principe* concilier l'universalité (la mondialisation des grandes

idées, chère, par exemple, à l'Unesco) avec la diversité (des cultures littéraires, etc.).

Pendant un temps, on a pu croire que cela était impossible, ou plutôt qu'une sorte d'universalisation-réduction devait logiquement l'emporter. C'était l'époque où, dans les pays évolués, régnait une sorte de mécanicisme universel, tenu pour une découverte irréfutable de la science. Tout était vu comme très complexe dans le détail, mais tout était considéré comme étant en droit conceptuellement réductible à un petit nombre de notions tout à fait simples et évidemment pertinentes : positions, formes, etc. Dans ces conditions, le mot « *abîme* » employé par Saint-John Perse dans la citation faite au début – ou encore, par exemple, l'expression « *mystère du monde* » utilisée par Jean-Paul II – étaient évidemment inadaptés. Il n'y avait ni « *abîme* » ni « *mystère* », mais seulement des choses encore à découvrir, lesquelles, d'après la thèse dont il s'agit, devaient être fondamentalement de même nature que les choses déjà découvertes : des sous-atomes peut-être, mais qui seraient encore des espèces d'atomes, des combinaisons atomiques plus complexes encore que celles connues, mais qui seraient encore des combinaisons atomiques, etc. Dans une telle optique, les cultures littéraires, philosophiques ou religieuses des diverses sociétés ne pouvaient être considérées que comme d'émouvantes mais inconsistantes rêveries. L'universalité de la science excluait automatiquement toute diversité non superficielle.

Fort heureusement pour nous, tout a changé. Ce mécanicisme que je viens de décrire est encore culturellement répandu – il « trotte dans nos têtes » à nous tous –, mais aucun physicien ne songerait plus à le défendre car il est faux. La science elle-même nous conduit à nous apercevoir qu'il y a réellement ce que j'appellerais volontiers une sorte de mystère du monde. Au sens, tout au moins, que ce n'est ni au moyen des notions simples que nous avons – celles de « figures et mouvements », pour reprendre les mots de Descartes – ni même, peut-être, par d'autres notions plus sophistiquées, que l'on peut espérer décrire le réel en soi. De celui-ci nous possédons des représentations – au sens kantien –

d'une efficacité toujours plus grande. Mais lui-même nous échappe ; ou, quand nous essayons de le saisir, ne se présente à nous que sous des formes extraordinairement déconcertantes, dont le compte rendu vous laisserait éberlués et sans doute sceptiques, avec raison. D'où, voyez-vous, une superbe revalorisation en droit des multiples cultures littéraires, philosophiques, etc., de la planète. Impossible, maintenant, pour un scientifique réfléchi, de dogmatiquement exclure qu'elles aient leur parcelle de « vérité vraie », et profonde.

Attention, toutefois ! Ceci seulement à condition que les croyances qui forment les socles de ces cultures ne soient pas entendues, platement, au premier degré. En effet, on les formule toujours au moyen de notions courantes. Alors que (je l'ai dit) ces notions-là ne sont certainement pas suffisantes. Alors qu'elles ne sont pas adaptées à ce qu'on pourrait presque – au vu de ce que je viens de suggérer – appeler la « transcendance » du réel. Ceci, par parenthèse, prouve bien la sottise de toutes les guerres de religion : car celles-ci sont toujours fondées sur des divergences entre énoncés formulés au moyen de notions courantes et compris au premier degré.

Et attention encore : ceci ne saurait dévaloriser ni l'universalité ni la science. La science, encore une fois, n'atteint de façon sûre qu'une réalité « de représentation ». Mais en contrepartie, je dis qu'elle l'atteint avec certitude. Et – rappelons-nous l'exemple de nos physiciens japonais ! – cette certitude est, bien entendu, universelle, indépendante des cultures.

Je me permets donc, audacieusement, de conclure que nous avons là le principe (abstrait, hélas !) d'une mondialisation intelligente – respectueuse, même en droit, de la diversité.

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Monsieur, il est difficile d'entrer dans la discussion. En vérité, j'ai le sentiment personnel que vos propos finaux sont un peu d'une autre nature que le corps de votre exposé. Je veux dire par là que ce que vous appelez « *le réel, le réel qui nous échappe* », suscite la réaction des philosophes qui sont présents autour de la table. Peut-être voudront-ils nous dire ce que, pour eux-mêmes, ils appellent le « réel ». Là, soit ils vous suivront, soit au contraire ils se départiront...

Mais, pour ce qui concerne la mondialisation et les enjeux culturels de la mondialisation, vous nous avez passionnés et, en vérité, vous nous avez donné évidemment des pistes. J'en retiens une pour ce qui me concerne : vous avez dit à un moment, à propos de la culture de base, de la socio-culture, que dans cette affaire l'argent est pour beaucoup ; quand vous avez parlé d'argent, parlant des États-Unis, j'ai pensé au dollar et en contrepartie j'ai pensé à l'euro !

De même qu'il y a à l'heure actuelle une Europe qui se constitue, sur le plan économique et monétaire, c'est pour nous l'occasion aussi de renforcer cette Europe culturelle à laquelle vous avez fait allusion.

Mais quelle conscience avons-nous, Européens, de devoir défendre cette culture européenne et avec quels instruments ?

Bernard d'ESPAGNAT : J'ai le sentiment personnel de l'existence d'une culture commune. « *L'Europe aux anciens parapets* » chère à Rimbaud, c'est pour moi quelque chose de tout à fait réel. Je vous ai cité quelques noms : Shakespeare, Beethoven... qui illustrent la chose. Il existe un noyau important de gens en Europe qui ont ce sentiment-là. Ils composent certes une « élite », mais je crains que la maladie soit tellement avancée, que le seul remède soit dans l'élitisme ; l'élitisme a toujours bien marché : les mandarins en Chine, etc. Finalement, nous fonctionnons, d'ailleurs sans le dire, dans un régime élitiste avec les Grandes Écoles. C'est un régime dont il ne faut pas avoir peur exagérément.

Ainsi donc, la culture commune européenne existe de ce point de vue. Comment la renforcer ? Il y a déjà des instruments qui agissent peu à peu : dans le domaine du cinéma, les coproductions franco-italiennes ; Arte, pour la télévision... Je ne suis pas compétent pour en parler, mais il serait bon d'encourager ces démarches. Les échanges de jeunes entre les différents pays, l'Office franco-allemand de la jeunesse, le CERN à Genève, sont aussi des choses excellentes.

François MAHIEUX : Le tableau des différentes « strates » de la culture, tel que vous l'avez exposé au début de votre propos, pourrait laisser croire qu'il existe corrélativement des niveaux de valeurs entre ces différentes cultures. On a parlé de « bonne culture », de « culture élitiste »...

J'aimerais avoir votre sentiment sur un autre critère de distinction entre les cultures, qui pourrait s'appuyer sur l'« intention » : dans l'acte de création culturelle, on peut avoir l'intention de rechercher ce qu'il y a derrière le réel voilé, la substance, mais on peut agir sur la base d'une autre intention, celle de vendre.

Prenons un exemple dans le domaine des industries culturelles : on vend d'autant mieux un tee-shirt, aujourd'hui, qu'il est attaché à l'imaginaire (par exemple, l'image d'un héros) ;

on fait donc des films pour créer cet imaginaire, mais le but final reste de vendre les tee-shirts et, dans ce cas-là, on les vend.

Cette *alternative d'intentions* existe aussi dans la culture scientifique ; elle n'est pas miraculeusement préservée de cette alternative entre l'intention de la recherche pour la recherche et l'intention de la recherche pour vendre. Les conflits relatifs au brevet du sida montrent que, quand le monde scientifique se met à vendre, il peut être sujet aux mêmes contradictions que le monde des marchands de films ou de jeux vidéo. Quand on vend, on est dans une attitude de production culturelle complètement différente de celle de la recherche : ce n'est pas une question d'élitisme, c'est une question d'intention.

Ma culture ordinaire n'est pas celle des gardiens de vaches de l'Ouest américain, que l'on peut taxer de peu « élitiste » ! Pourtant quand on fait un film s'appuyant sur cette socio-culture, on peut reconnaître la présentation des mêmes valeurs, des mêmes recherches, des mêmes conflits que ceux qui traversent la tragédie grecque. Ainsi, s'appuyant sur des socio-cultures complètement différentes, mais parce que l'intention est celle de la recherche de ce qui est caché, la mondialisation peut apporter un enrichissement. Un film japonais, un film de John Ford, un film de la culture européenne, traquant le même invisible, peuvent collaborer pour orienter le plus grand nombre vers la quête de l'universel, comme peut le faire la science quand elle est désintéressée. Leurs approches peuvent s'enrichir mutuellement, se fertiliser mutuellement.

Mais quand il s'agit simplement de vendre pour vendre, on se trouve dans une logique complètement différente, qu'il s'agisse du cinéma, de la science ou même de la philosophie et non de partir à la recherche de ce qui est invisible.

En résumé, je pense qu'il peut y avoir des œuvres visant à saisir l'universel humain et s'appuyant sur des histoires de vachers américains, comme je pense que, bien que relevant apparemment de la culture « cultivée », certains événements lyriques (je pense à certains concerts de grands ténors) ne sont que des événe-

ments commerciaux, convenus, qui ne risquent pas d'élever la conscience universelle.

Bernard d'ESPAGNAT : Votre distinction me paraît tout à fait pertinente. Nous sommes entrés dans un monde de marchands, ce qui vaut mieux quand même qu'un monde de dictateurs ou de seigneurs de la guerre. Il y a malgré tout, en effet, cette intention marchande et il faut essayer de se défendre contre elle ; c'est-à-dire de défendre la vraie culture, avec le côté universel que vous avez mentionné. Je ne saurais mieux dire sur ce sujet que ce que vous avez dit vous-même.

Mgr COSTE : J'aurais quatre questions. Vous avez parlé d'abord de l'américanisme. Il y a longtemps que c'est un problème pour les Américains eux-mêmes. Beaucoup de gens là-bas essaient de réagir contre cet impérialisme qui est un appauvrissement.

Deuxième question : le problème de la langue. Ce problème est complexe. L'américanisation doit son succès, d'une part, à ce que l'anglais est devenu langue internationale. Cela a des conséquences considérables. Vous le savez mieux que moi, puisque vous avez publié vous-même directement en anglais. Si on veut se faire lire dans le monde entier, il faudrait pouvoir publier en anglais.. Cela a des conséquences graves. Dans mon domaine, qui est la théologie scientifique, étant donné que le public francophone n'est pas considérable, il est difficile de publier des livres scientifiques de théologie en français, parce qu'il n'y a pas assez de public. Donc, cela peut provoquer un certain appauvrissement de la culture. Les Néerlandais, même les théologiens et les philosophes, publient de plus en plus en anglais. C'est leur chance, ils l'ont comprise : dans ce pays-là, on apprend l'anglais.

Troisième problème, beaucoup plus important. Au niveau des personnes elles-mêmes, face à la fois au défi et aux chances de la mondialisation, même culturelle, le plus gros problème est celui de la construction de la personnalité. Il me semble que c'est le

problème que vous avez évoqué, du moins implicitement, en parlant d'élitisme. Vous permettrez que je ne donne pas à ce mot une connotation de haute culture. Il peut y avoir une élite, même dans le monde ouvrier, même chez des agriculteurs : certains de mes vieux amis de ces milieux ont su construire une personnalité capable d'innover. En pensant à la mondialisation, à la grande diversité des cultures, à l'enrichissement mutuel, je ne puis m'empêcher d'évoquer des personnalités comme Rabindranath Tagore et Léopold Sédar Senghor.

Quatrième et dernier problème. Je suis très sensible à l'évolution de la science dont vous êtes vous-même un des maîtres. On parle souvent des rapports entre science et philosophie. J'ai constaté moi-même que certains savants parlent plutôt de « science et sagesse ». Personnellement, j'aime assez cette expression de « sagesse », qui a un sens éthique et spirituel mais aussi de réflexion en profondeur. J'aimerais avoir votre avis sur ces questions.

Bernard d'ESPAGNAT : Merci, monseigneur. Votre premier point me paraît très juste, et indéniablement réconfortant. En ce qui concerne maintenant la langue et la difficulté qu'il y a à publier en français, je suis tout à fait conscient de cela et je partage votre sentiment. J'ai même trouvé un truc. Mon avant-dernier livre a été écrit et publié en anglais, puis traduit en français. Ça marche beaucoup mieux dans ce sens-là que dans l'autre sens. Évidemment, cela a été un travail supplémentaire parce que je l'ai traduit moi-même de l'anglais. Mais il n'y a pas de réponse miracle : il faut en passer par ce genre de choses, du moins je le crains.

Parler de « construction de la personnalité » pourrait bien, en effet, être une meilleure manière de présenter cette idée d'élitisme. Le mot « élitisme » a des connotations fâcheuses, on pourrait penser à l'élite financière... Évoquer la construction de la personnalité me paraît excellent et cela rejoint bien ce que je voulais dire quand je parlais d'élitisme. Mais à condition qu'en

proclamant la nécessité de cette construction de la personnalité, on accepte que cette construction passe par certains critères de sélection.

« Science et sagesse », oui, mais il me semble que l'analyse ne peut s'arrêter là. Je veux dire que vous ne vous contentez plus de faire de la science, au sens étroit du terme, mais que vous voulez y mettre un peu de sagesse ; vous avez deux voies possibles : soit la voie morale, qui est importante dans certains cas, dans le problème des clonages humains par exemple, soit la voie du « questionnement sur la connaissance », où vous avez des problèmes du genre de ceux que j'ai essayé de traiter. Autrement dit, le mot « sagesse » est encore vague. Quand on veut le préciser, on est amené à poser des questions, soit morales, soit du type : « Qu'est-ce que le réel ? qu'est-ce que nous décrivons quand nous faisons de la science ? »

Janine CHANTEUR : Je voudrais vous remercier d'abord, monsieur, et vous dire qu'il est en effet difficile, devant tous les aspects que vous nous avez décrits, de poser des questions. J'ai pensé à l'étymologie indo-européenne du mot « culture ». L'étymologie nous renvoie à un champ cultivé, planté d'arbres sous lesquels les dieux aiment se reposer. Les dieux vivent dans ce champ. Il me semble que, symboliquement, c'est important parce qu'une culture nous renvoie non seulement au long travail des générations, mais à un travail fondé sur une vie spirituelle : on ne voit pas les dieux, ils apparaissent rarement, mais la référence qui leur est faite donne à des cultures certes différentes un fonds déjà commun, bien avant qu'on parle de mondialisation. Je ne connais pas de culture qui ne fasse référence à une croyance religieuse, à ses origines. Si l'on pense au christianisme : *catholicon*, c'est l'universel : il y a déjà une idée de mondialisation, mais de mondialisation spirituelle : c'est peut-être le bouclier dont vous parliez.

À partir de cela, se pose une question : certes, ce fonds universel n'a pas à nous faire peur, si nous nous tournons vers ce

qu'il y a en nous à la fois d'essentiel et qui cherche la voie de sa réalité la plus profonde. On a parlé en effet de l'anglais qui envahit toutes les nations, si je puis dire : quand il s'agit de science, cela ne me gêne pas. Mais je suis très attachée à la diversité des langues : je pense qu'on ne pourrait pas faire de la philosophie et sûrement pas de poésie, si nous en venions à une langue unique. Ce ne serait plus possible. Il y a un problème de communication entre les langues, mais qui ne doit en aucune façon, me semble-t-il, effacer la spécificité, la richesse de chaque langue. L'Europe est confrontée à ce problème si elle adopte l'anglais, ou même je dirais le français... On voit à quel point certains réfugiés des pays de l'Est ont souffert en exil de ne pas pouvoir écrire leur œuvre dans leur langue. Ainsi, les Hongrois ou les Roumains n'ont adopté l'anglais que pour être compris. Dans leur pays, ils auraient été compris, ils auraient commencé par avoir une notoriété et auraient été traduits ensuite. Mais il y a des formes de la culture qui ne peuvent pas être traduites. Elles sont à la fois notre richesse et je dirais notre finitude. Je crois qu'il faut les accepter.

Bernard d'ESPAGNAT : Il faut sûrement les accepter. Je pense que, justement, cette diversité de langues a, du point de vue où vous vous placez, un côté positif parce que la découverte d'une langue autre, l'allemand, l'anglais, l'italien – la découverte de la littérature de ces pays-là –, est un grand plaisir, un plaisir assez rare, qui apporte vraiment quelque chose. Donc, le fait que nous ayons cette pluralité de langues continuera incontestablement à faire que beaucoup de nos concitoyens continueront à avoir ce genre de plaisir-là, que des gens qui vivent dans un pays de langue unique peuvent beaucoup plus difficilement avoir, parce qu'ils n'ont pas les contacts, ils n'ont pas l'occasion de pratiquer ce genre de chose. La catastrophe serait que tout le monde se mette à l'anglais pour tout, bien sûr ; je ne crois pas que nous en soyons là. L'anglais va sûrement être la langue de communication pour des quantités de choses, en science, dans le commerce, en économie, mais de là à ce qu'il devienne une langue s'impo-

sant partout, il y a loin et il peut se passer beaucoup de choses avant qu'une telle catastrophe ne se produise.

Gabriel BLANCHER : Permettez-moi de vous interroger sur un point déjà évoqué par Mgr Coste et par Mme Chanteur : la question de l'expression de la pensée scientifique. Il y a une charge culturelle importante dans le choix d'une langue pour l'expression de cette pensée. En voici un exemple : il y a eu à plusieurs reprises, dans les années passées, des congrès médicaux internationaux, qui se tenaient en France et d'où le français était exclu. Il est certain que nos étudiants francophones étrangers qui ont pu participer à ces congrès ont eu l'impression qu'ils venaient apprendre, en France, une science au rabais. Certes, la meilleure défense de la francophonie scientifique est la qualité de nos travaux, mais il serait probablement maladroit de renoncer à notre langue nationale comme moyen de communication et d'expression scientifique.

Bernard d'ESPAGNAT : Vous nous avez présenté là un cas extrême que je n'ai pas rencontré dans mon domaine et qui, effectivement, est répréhensible. Je partage tout à fait votre avis sur ce point. Il est vrai que dans des réunions beaucoup plus restreintes, dans des petits séminaires de laboratoire, il arrive souvent que l'on commence à parler en français, et puis qu'un quidam déclare : « *don't understand.* » À ce moment-là, comme tout le monde comprend l'anglais, on se croit moralement obligé de passer à l'anglais ; c'est un peu irritant.

En la matière, les problèmes sont grands : j'en cite un connexe à ce que vous venez de dire, celui de l'édition scientifique en français : dans nos laboratoires, centres de recherches, l'immense majorité des livres est en anglais ; en français, on ne publie pas assez de livres de très haut niveau.

Gabriel BLANCHER : Permettez-moi, en vous remerciant, de vous indiquer qu'à propos de livres, de journaux en anglais, les

Annales de l'Institut Pasteur sont actuellement, sous un autre nom, entièrement publiées en anglais. Ceci a surpris certains francophones, notamment au Québec.

Françoise SEILLIER : Je me permettrai de faire une suggestion qui peut paraître farfelue, mais je l'ai testée un petit peu et elle ne me paraît pas telle. Pourquoi le latin ne deviendrait-il pas une langue de communication scientifique internationale ? C'est une suggestion.

Je voudrais aussi demander si, finalement, beaucoup plus que la mondialisation (dans sa version américanisation), ce qui freine la créativité culturelle – et même le maintien de la culture dans le monde entier – n'est pas ce qu'Hannah Arendt avait évoqué : le défi de la technique, de l'appréhension utilitaire de tout – de la nature, du monde et des êtres humains eux-mêmes.

Ne devrait-il pas y avoir la possibilité pour tout père et mère, pour tout adulte en relation avec des petits enfants, de permettre à ceux-ci de faire l'expérience en quelque sorte « métaphysique » de la « transcendance du réel » en les mettant tout simplement au contact de la nature, car au fond, voilà ce qui manque aux petits enfants des grandes villes ?

Le grand danger, c'est le matérialisme ambiant, la dé-spiritualisation beaucoup plus que l'américanisation ou l'hégémonie extérieure.

Bernard d'ESPAGNAT : En ce qui concerne le latin, la suggestion est charmante... J'ai un collègue scientifique américain qui a offert à ma femme une édition de *Winnie-the-Pooh* en latin. Elle l'a lu ! Cela suggère qu'il y aurait des gens qui pensent comme vous. Mais enfin, malgré tout, il faut bien dire que cela ne me paraît pas réaliste : les scientifiques ont besoin d'aller le plus vite possible jusqu'à ce qui les intéresse vraiment, la résolution de tel problème scientifique. Ce n'est pas la question du latin.

Quant à ce que vous avez appelé la matérialisation : l'envahissement par une sorte de matérialisme est en effet tout à fait fâcheux et dangereux. Comment peut-on le combattre ? Il était difficile de le combattre à l'époque où les gens sérieux vous

disaient : le matérialisme est une triste vérité, mais c'est lui *la* vérité. Maintenant qu'ils ne peuvent plus dire cela, nous sommes dans une position plus favorable pour aller dans le sens que vous indiquez.

Henri LAFONT : Tout au long de votre discours, qui était passionnant, j'ai toujours essayé de rapporter à vos propos le problème de l'*identité française* ; il est certain qu'à mon sens, la langue tient une place considérable ; car la culture française a tout de même sa particularité, même parmi les cultures européennes ; cependant nous nous acheminons vers une culture européenne unique notamment par le truchement des rencontres. Je participe à des rencontres internationales : l'anglais y devient la langue universelle ; on est presque obligé de s'excuser de parler français. Quel remède voyez-vous à cette déperdition des pouvoirs de la langue française ? Nous ne sommes pas encore dans la situation des Roumains émigrés aux États-Unis mais dans une certaine mesure, nous y allons.

Une des solutions n'est-elle pas celle qu'ont adoptée les Néerlandais ? Quelqu'un a dit tout à l'heure : tout Néerlandais parle au moins trois langues et d'une façon courante. Si on veut bâtir des élites en France, il faut absolument que ce soient des élites polyglottes qui, sans avoir perdu le caractère particulier et très vivant de la langue française, soient capables d'assimiler la pensée des autres à travers des langues qu'ils ont apprises. Et je pense que l'enseignement des langues devient une priorité pour aujourd'hui.

Bernard d'ESPAGNAT : Je partage tout à fait votre sentiment. C'est ce qu'il faudrait faire, effectivement, mais le ferons-nous ? Une chose m'inquiète un peu dans ce domaine-là : nos ancêtres les Gaulois ont tout de suite abandonné leur langue ! Même s'il en reste quelques mots ! C'est cette docilité qui pourrait nous envahir à nouveau et qu'on ne trouve pas chez d'autres peuples qui ont plus le réflexe de la résistance. On peut, de ce fait, être

relativement inquiets, mais il faut malgré tout aller dans votre sens, du moins je le crois.

Il faut que la majorité des gens qui en sont capables, 60-70 % en France, possèdent et méprisent, à la fois, le *basic English* !

Françoise SEILLIER : Une remarque : Hélène Carrère d'Encausse, une de mes collègues au Parlement européen, que je rencontre notamment dans le groupe de l'inter-francophonie, nous a fait un exposé très intéressant voilà peu. Elle a dit ceci : l'anglais est devenu langue internationale, mais quel anglais ? Ceux qui aiment la langue anglaise sont très malheureux parce que c'est un anglais tout à fait de bas étage. Elle observe qu'en conséquence, à peu près dans tous les pays du monde, le français est en train de redevenir une langue de la culture. L'anglais est utilitaire pour les échanges, le commerce... mais partout on constate un regain du français comme langue de culture. Ce qui semble être un avantage sur certains plans ne l'est plus sur un autre et là nous rejoignons l'élitisme au bon sens du terme, dont vous parlez.

LE PRÉSIDENT : Je voudrais conclure en deux mots. D'abord, puisque certains veulent remettre le latin à l'honneur, je dirai : *In nomine artis et rationis Espagnato gratias !*

Ma deuxième phrase c'est celle de votre Ondine : « *L'autre jour, circulant dans l'Adriatique, je me suis amusée à explorer les marécages qui protègent actuellement Ravenne de la férocité lombarde. Étant sur place, j'ai eu la curiosité d'aller admirer les mosaïques dont les églises de cette cité sont décorées. Cette visite m'a revigorée. Durant des siècles, l'art de la mosaïque conçu comme un art profane des salles de bains ou de portiques est demeuré beau mais figé, sans frémissement et sans esprit. Et voilà qu'au moment même de la plus affreuse décadence, alors que la sauvagerie triomphe quasiment partout, cet art soudainement prend vie, se fait porteur d'un message à vrai dire naïf mais, dans sa naïveté même, assez extraordinairement profond.* » Telle est la forte présence de la religion sur les mosaïques de Ravenne et son message toujours actuel.

VISIBILITÉ CHRÉTIENNE ET LAÏCITÉ

*Par M. Alain CORDIER
Président-directeur général de Bayard Presse*

LE PRÉSIDENT : Dans notre programme 1998-99, la question de « *La visibilité chrétienne et de la laïcité* » est probablement la plus difficile. En effet, nous devons à la fois pouvoir nous affranchir de l'Histoire et vouloir faire l'Histoire. S'affranchir de l'Histoire :

– comme chrétiens d'abord. Nous avons vécu nos engagements dans la société du XX^e siècle sous le coup de l'anathème : « Engagez-vous en chrétiens, non comme chrétiens. » La déconfectionnalisation était de rigueur, et tout engagement explicite considéré comme une tentative de restauration de la chrétienté ;

– comme citoyens ensuite. La laïcité n'a pas un sens clair aux yeux de tous. On doit à Émile Poulat une définition qui est à l'opposé de tout sectarisme : d'après lui, la laïcité est le droit pour chacun à la liberté religieuse – quitte à n'avoir aucune religion – et le devoir pour l'État de garantir ce droit individuel. Or récemment, le cardinal Eyt, archevêque de Bordeaux et président de la Commission doctrinale de l'Épiscopat, dénonçait une « *dérive de la laïcité* » d'après laquelle les chrétiens ne pourraient pas s'exprimer sur les thèmes du débat politique, tels que le PACS ou les sans-papiers. En vérité, derrière la laïcité se dresse parfois le laïcisme.

S'affranchir de l'Histoire, mais en même temps façonner l'Histoire à partir des besoins propres au siècle qui vient. À titre

d'exemple : qu'il s'agisse de l'état des mœurs, de l'action humanitaire hypertrophiée – comme pour tenter de nous exonérer d'une action politique indispensable, d'une Europe sans consistance spirituelle,... bien d'autres situations qui ne peuvent laisser les chrétiens passifs. Ceux-ci doivent chercher à traduire en actes les enseignements de l'Église sur la société.

Pouvons-nous agir seuls ? Nous ressentons le besoin d'appels à des engagements collectifs ; nous sommes les ouvriers de la vigne de l'Évangile qui attendent un signe. Alain Cordier n'est-il pas l'un d'eux qui, ayant entendu l'appel, y a répondu ? C'est en quoi il a capacité à nous éclairer.

Cher président, votre premier mérite c'est votre état civil. Né en 1954, vous n'avez pas encore quarante-cinq ans, c'est-à-dire que vous allez être l'un des acteurs majeurs parmi les laïcs qui vont illustrer l'Église au XXI^e siècle.

Votre deuxième atout c'est un parcours déjà exemplaire. Économiste de formation, diplômé de l'IEP de Paris et d'un DEA de l'École pratique des hautes études, après un bref passage au secrétariat général du gouvernement (1978) et au ministère de l'Économie et des Finances, vous entrez en 1986 à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; en 1993 vous en serez nommé directeur général. C'est en 1997 que vous quittez l'Assistance publique pour devenir président du Directoire de Bayard Presse.

Appelé par la Conférence des évêques de France à parler de la communication en novembre dernier à Lourdes, vous posiez vous-même la question devant votre auditoire : « Comment passer du monde de la santé au monde des médias ? » Vous répondiez : « Il s'agit du même enjeu, l'homme, et de la même exigence morale. Le charisme du journaliste, tout comme le charisme du médecin, est d'aller vers les autres, tous les autres, pour les rencontrer tels qu'ils sont, en osant ne jamais se conformer aux *a priori* de toute nature... »

Enfin, dernier atout recensé, vous occupez une position stratégique de choix. Le groupe Bayard Presse : 30 millions de lecteurs ; 102 journaux et magazines ; 7,6 millions d'exemplaires diffusés en moyenne en France et dans 34 autres pays pour

5 millions d'abonnés ; 7,5 millions de livres vendus. Un chiffre d'affaires de 2 milliards ; 1 500 salariés ; plus de 2 000 pigistes.

Bayard Presse est le leader français pour la presse éducative pour jeunes enfants, la presse pour les plus de 50 ans, les magazines de la nature, la presse religieuse. Vous êtes le premier éditeur de livres de poche pour enfants.

De tous ces chiffres on pourrait déduire, pour reprendre une expression matérialiste de notre époque, que vous « pesez » lourd dans le monde de la presse et de l'édition.

Vous disiez, en janvier 1998, aux III^e Journées d'études Saint-François de Sales (Association des journalistes catholiques) : « Nous ne pouvons pas nous contenter d'être les meilleurs dans la maîtrise des techniques de presse [...]. Pour nous, le sens de l'homme se ressource au sein de l'Église catholique, ce qui suppose à la fois fidélité doctrinale et liberté éditoriale, parce qu'il y va de nos finalités comme de notre crédibilité. »

« *Visibilité chrétienne et laïcité* » : à la lumière de ce que vous êtes et de ce que vous avez déjà déclaré, nous vous écoutons avec autant de passion que de confiance.

Alain CORDIER : Monsieur le président, permettez-moi d'abord de vous en vouloir pour cette présentation comme toujours trop flatteuse. Mais je veux surtout vous dire ma joie d'être ici, parce que cela m'a permis de préciser quelques réflexions, ce qu'apporte le travail de l'écrit.

La séparation de l'Église et de l'État est l'une des idées fondatrices de notre République. La fin du XIX^e et le début du XX^e siècle marquent une période d'opposition nette. On a pu parler à ce sujet d'exclusion du religieux, de laïcisme dur, et même de « foi » laïque. L'origine de Bayard Presse, avec la création en 1873 du *Pèlerin*, s'inscrit dans ce cadre. Si on parlait alors de bonne presse, c'est que, pour ses fondateurs il en existait une mauvaise. Pour être juste, il faut rappeler, pour tempérer cette observation, que l'objectif était de donner une voix à ceux qui étaient devenus les sans-voix de l'époque, les catholiques. Mais le premier éditorial de *La Croix*, en 1883, exprime un militantisme d'opposition très fort, dont le ton aujourd'hui nous mettrait mal à l'aise. Pour souligner la dureté des oppositions d'alors, faut-il rappeler l'affaire Dreyfus et l'aveuglement de beaucoup de catholiques, ou encore l'expulsion des religieux hors de chez eux par la République ?

La problématique peut toujours resurgir, comme l'ont montré quelques réactions d'hostilité lors du voyage du pape à Reims, en

1996. L'interpellation dont rend témoignage l'Église n'est pas toujours entendue. Une partie de la société et du système médiatique oscille, vis-à-vis de l'Église, entre une hostilité ouverte, une méfiance envers sa supposée puissance, voire une ignorance des réalités de l'Église d'aujourd'hui qui nourrit cette méfiance. N'y a-t-il pas à découvrir d'autres chemins ?

La séparation de l'Église et de l'État est un socle. Le mot *visibilité* est à comprendre non pas en termes de pouvoir ou de force, mais en termes d'authenticité des engagements. Je suis convaincu qu'il y a place pour une vie commune des croyants et des non-croyants et pour un souci partagé du bien commun et de l'épanouissement personnel. Je voudrais illustrer ce point de vue à partir de trois thèmes de réflexion :

- il me semble que les chrétiens ont leur mot à dire en rappelant la dimension sociale de l'homme, aujourd'hui trop souvent mise en sommeil, et qu'ils peuvent le faire en cohérence avec la devise républicaine ;

- il me semble essentiel que les chrétiens cherchent à rendre témoignage de la vérité, dans un monde où la liberté ne se confronte pas assez à la vérité ;

- enfin, il me semble que les chrétiens doivent redécouvrir les paraboles évangéliques du sel de la terre et du levain dans la pâte, dans une société où ils sont devenus minoritaires.

1. Rappeler la dimension sociale de l'homme, en cohérence avec la devise républicaine

Les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité ont leur racine dans les valeurs évangéliques, c'est-à-dire le souci de l'autre, le goût de la justice, l'amour de la vérité et le sens du service.

Je voudrais ici m'autoriser un souvenir personnel. À l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, nous avons été plusieurs à lutter contre l'exclusion et à œuvrer pour organiser un accès aux

soins pour tous. Dans ce cadre, nous avons estimé nécessaire de relire l'histoire en montant une exposition au musée de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, sur le thème des pauvres et l'hôpital. À l'entrée, étaient présentées deux phrases d'accueil du plus démuné, l'une tirée de l'Évangile, l'autre extraite des premiers textes de la Révolution de 1789. Le propos tenu était en fait le même.

Les Constituants du XVIII^e siècle, en retenant la devise *Liberté, Égalité, Fraternité*, ont posé les éléments d'un vrai projet pour l'humanité, dont nous ne mesurons pas toujours assez la portée, habitués que nous sommes aux frontons de nos mairies.

Le défi principal de notre génération est en effet de combler le fossé qui, selon Paul Ricœur, ne peut que se creuser entre la revendication d'une liberté individuelle illimitée et la préservation de l'égalité sous le signe de l'idéal de la solidarité.

Ce défi, par exemple, n'a pas été relevé par les pays occidentaux après la chute du mur de Berlin. L'emprise de l'économique est telle que nous en sommes venus à ignorer toute autre considération. Vaclav Havel écrivait pourtant, en 1985, que le point de départ le plus intime de l'action politique des dissidents se situait sur le plan moral et existentiel. On peut craindre des lendemains douloureux, faute de l'avoir perçu à sa juste dimension.

Levinas commentait ainsi, en 1934, la montée du nazisme : « *On doit se demander si le libéralisme suffit à la dignité authentique du sujet humain. Le sujet atteint-il la condition humaine avant d'assumer la responsabilité pour l'autre homme dans l'élection qui l'élève à ce degré ? Élection venant d'un dieu – ou de Dieu – qui le regarde dans le visage de l'autre homme, son prochain, "lieu" originel de la Révélation.* » La question posée est celle de la dimension individuelle, mais aussi sociale de la personne. Comment vivre cette confrontation d'exigences ?

La première exigence, c'est l'impératif de l'amour lorsque je rencontre autrui. Levinas allait jusqu'à utiliser le mot « *otage de l'autre* » pour caractériser cet impératif. Le mot « rendez-vous » est en quelque sorte à prendre au premier degré. La deuxième

exigence, c'est l'impératif de justice, parce qu'il existe toujours un tiers, qui est l'autre de l'autre tout en étant autre également pour moi. Il s'agit alors de choisir lequel passe avant l'autre. Autant comparer des incomparables : toute la difficulté est là.

Le commandement « Aime ton prochain comme toi-même » ne vise pas à faire de soi-même l'échelle des valeurs. C'est comprendre que le fait d'aimer est ce qui te fait toi-même. En d'autres termes, l'homme grandit lorsqu'il dépasse les limites de son ego. Vivre notre humanité, c'est répondre à l'autre avant même d'entendre son appel, aller vers autrui, le visiter, venir à lui. Prenons l'exemple de l'intuition du Samu social. Elle est essentielle en ce qu'elle signifie une volonté de sortir des institutions caritatives ou de soins pour aller à la rencontre de la pauvreté, sans attendre qu'elle ne vienne frapper à nos portes.

Dire cet impératif de l'amour, n'aurait pas de portée réelle, si je passais sous silence le vécu quotidien. Celui qui ne possède rien cherche d'abord à manger, à dormir, à survivre. Nous savons également que la vie économique et la réalité des institutions procèdent largement d'une guerre de tous contre tous.

Il ne s'agit pas non plus de me faire l'avocat de la mésestime de soi, du mépris de soi, de la culpabilité destructrice, voire de la mollesse et de la lâcheté devant autrui. Le donner n'a de sens que comme un arracher à soi malgré soi, pas sans moi. L'offrande de soi suppose un équilibre personnel et une sûreté de soi puisée notamment dans son savoir, ses compétences, et son épanouissement affectif.

Mais dire l'impératif de l'Amour, c'est, malgré tout et au-delà de tout, reconnaître que la vie vient d'un émerveillement, d'un don de sa personne, d'un temps, fût-il bref, où l'élan vers autrui n'est plus maîtrisable. Dire l'impératif de l'Amour, c'est laisser place à l'appel à la sainteté, ce moment où la mort de l'autre compte plus que la mienne. Certains ont témoigné de cet amour, dans l'extrême des camps. Et le témoignage de ces Élus, au sens biblique du terme, ne peut pas s'oublier. Sens profond du mot élection, qui est responsabilité irrécusable d'autrui.

Cela dit, l'humanité ne se résume pas à l'amour. L'ouverture à l'autre est également ouverture au tiers, celui qui vit aujourd'hui et celui qui surgira demain, et après demain, sous le visage des générations à venir. La sainteté s'annonce dans l'amour, mais elle fait appel à la raison et aux lois, à des institutions et à une rigueur impartiale, à des consciences en éveil surtout.

Comment vivre le lien entre l'Amour et la Justice ? Écoutons encore Levinas nous dire que la charité est impossible sans la justice et que la justice se déforme sans la charité. Il faut pour cela oser l'éthique comme philosophie première. Il faut partir à la recherche d'un meilleur discernement, d'une sagesse pratique. Aristote, parlant du discernement, avait ce beau mot de vie examinée. Il s'agit en réalité de responsabilité, c'est-à-dire d'une visée éthique qui fait qu'aucun d'entre nous ne peut se dérober à sa responsabilité première et sans mesure d'être pour autrui.

Mais quel principe doit conduire notre discernement dans l'acte de justice ? Le hasard, le besoin, l'âge, ou bien encore la puissance politique ou financière, le copinage, la crainte, la fourberie, l'astuce, le souci de préserver l'avenir, l'attentisme, etc., nous pourrions continuer la liste, positive ou négative. Je pense en réalité qu'il faut en revenir à notre devise républicaine, et au mot égalité qui figure au centre, entre liberté d'un côté et fraternité de l'autre.

La liberté, c'est défendre l'absolue dignité de la personne, qui est une valeur fondamentale pour toute vie en société. Elle se traduit concrètement dans la liberté d'opinion, la liberté religieuse, la liberté de la presse sans laquelle probablement les précédentes n'existeraient pas. Elle s'exprime dans un droit universel qui transcende les cultures.

La fraternité rend compte du nécessaire lien social. Elle se traduit dans l'idéal de solidarité, dans la nécessaire régulation du jeu économique, dans l'option préférentielle pour les pauvres, dans le souci du prochain qui vient interpeller la recherche légitime de l'épanouissement personnel.

L'égalité tend à la rencontre de ces deux tensions. Elle rappelle la nécessité de construire un monde plus libre, plus fraternel, et

donc plus juste. Je m'autoriserais en réalité, pour ma part, à préférer le mot équité. Je suis convaincu en effet que c'est le principe d'équité qui doit guider notre discernement. Ce principe consiste à faire le mieux possible pour tous et non pas l'excellence pour seulement quelques-uns. C'est à mes yeux la définition du service public, et donc du rôle de l'État que de s'assurer, par une régulation appropriée, qu'il en va bien ainsi. C'est aussi la responsabilité propre des dirigeants d'entreprise. Cet objectif peut prendre du temps. En matière de presse par exemple, une publication destinée à un large public peut à son démarrage n'être achetée que par un petit nombre. On peut aussi privilégier un titre, parce que sa trace profitera plus tard à d'autres.

Mais rendre la justice c'est aussi accepter l'idée de l'après-verdict. Nous ne sommes jamais quittes d'une décision prise, d'un verdict rendu. La parabole du bon samaritain est à cet égard significative. L'acte de porter secours n'est pas posé une fois pour toutes, il se prolonge. Je cite le texte de la parabole : « *Le lendemain, tirant deux pièces d'argent, il les donna à l'aubergiste et lui dit : "Prends soin de lui, et si tu dépenses quelque chose de plus, c'est moi qui te le rembourserai quand je repasserai."* » Ce n'est pas l'argent qui compte, mais les mots *le lendemain, quelque chose de plus, quand je repasserai*. N'être donc jamais quittes, car rien n'est jamais achevé, il y va du sens de nos vies.

Il est alors intéressant, à ce stade de notre réflexion, d'observer la compréhension qu'avait Levinas de la pensée philosophique du cardinal Wojtyła. Il caractérisait cette pensée, comme un « *accord possible entre un Bien commun objectif et la vocation subjective de chacun* ». La visibilité de l'engagement chrétien viendra ainsi de la capacité à faire comprendre, comme le souligne par exemple l'encyclique *Centesimus annus*, que « *l'erreur consiste en une conception de la liberté humaine qui la soustrait à l'obéissance à la vérité et donc aussi au devoir de respecter les droits des autres hommes. Le sens de la liberté se trouve alors dans un amour de soi qui va jusqu'au mépris de Dieu et du prochain, dans un amour qui conduit à l'affirmation illimitée de l'intérêt particulier et ne se laisse arrêter par aucune obligation de justice.* »

Ici, il faut redire que la première visibilité chrétienne est, notamment, de rappeler que les pauvres ne peuvent plus attendre et que c'est tout de suite qu'il faut agir, comme l'a dit avec force Jean Paul II. En d'autres termes, comment garantir la participation à la vie démocratique à quelqu'un qui n'est pas convenablement protégé sur le plan économique et social ? L'enjeu de la visibilité n'est donc pas seulement celui d'un témoignage ecclésial, mais d'abord celui de la construction d'une société qui respecte le sacré de la dignité de l'homme et qui soit juste et équitable.

J'ai trouvé également intéressant, toujours sur ce thème, de citer un ministre de l'Intérieur de la République. Dans son allocution lors de l'ordination épiscopale de Mgr Joseph Doré à Strasbourg, Jean-Pierre Chevènement eut ces mots : *« Tandis que se creusent les écarts entre les pays riches et les pays pauvres, tandis que s'accumulent les frustrations des uns en face de l'indifférence des autres, prenons garde que le terrain ne s'ensemence pour les moissons des intégrismes. À ce danger, il n'est pas de meilleure parade que l'affirmation tranquille des valeurs républicaines, de l'esprit de justice et d'un principe laïque qui préserve l'espace d'une vie commune et fraternelle entre tous les hommes, quelle que soit leur foi. L'observation de ce principe n'en garantira que mieux l'élan de la spiritualité. »*

On comprendra, à l'issue de cette première réflexion, que, pour moi, cette compréhension de la laïcité laisse place à une visibilité chrétienne.

2. Chercher à rendre témoignage de la vérité se confrontant avec la liberté

Le sujet qui nous réunit appelle une deuxième réflexion. Étienne Borne soulignait que le concept de laïcité creuse au-dedans de lui-même un vide : l'État n'a pas de métaphysique et l'Église abdique tout pouvoir proprement politique.

En effet, le primat donné à l'individu et l'individualisme couplé à l'idéal de liberté, poussés à leur extrême, amènent à considérer que tout ce qui est possible est bon, pourvu que chacun puisse choisir librement ce que bon lui semble. Dit en d'autres termes, c'est considérer que tout ce qui est doit être. Les progrès dans le champ biologique, celui des sciences de la vie et les nouvelles possibilités qui en résultent, sont un exemple particulièrement interpellant à cet égard. Au nom de la liberté et des progrès scientifiques, pourquoi, par exemple, refuser telle ou telle possibilité en matière de procréation, au regard de la souffrance née du manque de fécondité ? Autre exemple : les possibilités quasi infinies qu'ouvre la transmission numérique de l'information doivent-elles être limitées par telle ou telle régulation ?

La vertu de la tolérance peut se transformer en indifférence, notamment lorsqu'elle amène en fait à considérer que toute pensée se vaut, en l'absence de référence absolue : « Tu penses ce que tu veux, du moment que tu ne me déranges pas. » Bref, le pluralisme peut être syncrétisme. Un Marcel Gauchet, par exemple, montre en quoi l'individualisme et une vision par trop libérale conduisent à ce que l'on appelle, d'un mot venu de l'anglais, l'*évitement*. On évite la confrontation, on n'ose plus le dialogue profond et vrai avec autrui. Or la confrontation des idées est source de progrès pour nos sociétés. Il faut pour cela, bien sûr, qu'il y ait reconnaissance du point de vue de l'autre, refus de l'intolérance dogmatique, recherche du bien. Il faut surtout confiance dans l'écoute de l'autre et acceptation d'être interpellé, bousculé.

Il me semble que la visibilité chrétienne c'est affirmer que l'homme est capable de vérité. Le fait que Socrate puisse être considéré, par bien des côtés, en quelque sorte précurseur du Christ, a ses racines dans cette question fondamentale. Ce qui caractérise un homme n'est pas qu'il s'interroge sur ce qu'il peut faire, mais sur sa capacité à s'ouvrir à la vérité, c'est-à-dire à ce qu'il doit faire. C'est le sens profond et ultime de la recherche de Socrate. Et cette recherche de la vérité est la vraie limite à tout pouvoir : politique, économique, religieux.

Citons encore l'encyclique *Centesimus annus*, « *L'homme ne peut pas être libre s'il se préoccupe seulement et surtout de la jouissance, au point de n'être plus capable de dominer ses instincts et ses passions, ni de les unifier ou de les maîtriser par l'obéissance à la vérité.* »

Hans Urs von Balthasar, à la fin de sa longue méditation sur la vérité, décrivait le lien indissociable de la vérité terrestre avec le don absolument gratuit. Prononcer le mot de Vérité, c'est donc affirmer que c'est en s'ouvrant à l'autre que l'homme se révèle homme, c'est affirmer que le bien réside dans le « Tu ne tueras pas » du Décalogue. Citons ici l'encyclique *Fides et Ratio* : « *La vérité que la Révélation nous fait connaître demande à être accueillie comme expression d'amour.* » C'est bien là que réside la vérité de l'homme dans sa liberté, à laquelle en particulier fait précisément référence le concept de loi naturelle. Jean Paul II définit ce mot, comme l'aspiration générale à reconnaître une loi morale universelle, celle précisément dont témoigne la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Pour un chrétien, la vérité, qui révèle la vraie nature de l'homme, le rend libre. Laisser place à l'affirmation du christianisme, c'est, pour moi, ouvrir l'espace pour l'expression d'une foi qui reconnaît en Jésus Christ la plénitude de cette vérité.

En osant parfois ne pas se conformer à la mentalité ambiante, il s'agit donc de découvrir ou de dévoiler la vérité dans son incidence, dans son éclatement au milieu des passions qu'elle engage et contredit.

Il ne s'agit pas, pour les chrétiens, de se prétendre pour autant meilleurs ou plus avisés que les autres. Trop d'exemples dans l'histoire ont, hélas, montré qu'il n'en était rien. L'affirmation de la foi est humble, elle n'est jamais en dehors ni à côté de la vie, elle n'exonère pas des échecs ni des recommencements, ni de la lutte pour un monde plus juste. Les chrétiens n'ont pas la vérité, ils ne sont pas la vérité : ils en rendent témoignage.

Les chrétiens sont donc d'autant plus vrais qu'ils ne se limitent pas à réagir aux événements, mais qu'au contraire ils prennent l'initiative d'ouvrir le débat et d'en appeler à la pensée. Il n'est de

tradition que dans une traduction qui est un constant effort de confrontations et de dialogues.

L'Église est trop souvent perçue dans le registre du « non », du fait parfois, de crispations et de maladresses de communication. Le « non » est nécessaire et s'impose lorsqu'il s'agit d'agir en résistance face aux dérives inacceptables qui éloignent l'homme de sa vocation.

Mais l'Église est pour moi dans le registre du pour. Pour l'homme, pour la vérité de l'homme, et donc pour la joie de l'amour. Je cite l'encyclique *Veritatis splendor* : « *La défense catégorique des exigences de la dignité personnelle de l'homme auxquelles il est absolument impossible de renoncer est la condition et le moyen pour que la liberté existe.* » La parole de l'Église, dans tous les domaines, est un appel à la sainteté, un chemin qui s'ouvre à la liberté de chacun, et non édictons répétées d'interdits.

Les chrétiens ont à penser avec les autres. C'est le mérite de l'encyclique *Fides et Ratio* que de parler d'un vibrant appel à la recherche pour développer la pensée. Cela est d'autant plus important que l'apparition du numérique pourrait conduire à une révolution du mode même de penser. Ce n'est pas tant la fin de l'écrit qui s'annonce qu'un univers de fluidité permanente, comme une forme de mise en abyme, comme une histoire sans fin. De même que trop d'informations tuent l'information, de même trop de références possibles tuent la capacité de s'arrêter pour se forger sa propre pensée. Internet est une culture de la liberté. Il faudra, là encore, que cette liberté se confronte à la vérité. Comme le souligne Dominique Wolton, dans *La Croix* : « *Croire que tout livrer en vrac est un progrès est une funeste erreur. C'est même anti-démocratique. On n'est plus du côté de la liberté mais de la perversion.* »

3. Redécouvrir les paraboles évangéliques du sel de la terre et du levain dans la pâte, dans une société où les chrétiens sont devenus minoritaires

Votre questionnement sur la visibilité chrétienne renvoie enfin à une troisième réflexion. Les chrétiens sont une minorité.

Le nombre total des chrétiens dans le monde est inférieur à celui de la population chinoise. La pratique religieuse en France est devenue, ou redevenue, clairement minoritaire. L'Église devra faire face à de vraies difficultés d'« encadrement » dans les dix à vingt ans qui viennent. Ce n'est d'ailleurs pas sans poser question sur de futurs engagements responsables de certains laïcs.

Même si les rassemblements importants, comme celui de plusieurs milliers de jeunes de la Région parisienne tous les deux ans à Lourdes au cours du Frat, ou comme celui de la messe de clôture des Journées mondiales de la jeunesse en 1997 à Paris, ne peuvent à eux seuls résumer une pratique quotidienne, il est utile d'y prêter attention. Ceux qui connaissent la nature savent que les bourgeons sont présents dès l'hiver sur les branches dénudées. Je suis convaincu qu'il en est de même pour l'Église. Il faut pour cela être attentif aux signes nouveaux de la pratique religieuse et aux engagements que certains continuent de prendre au nom de la foi au Christ. Nous ne sommes pas encore allés jusqu'au bout des intuitions fulgurantes des grands textes du Concile.

Je voudrais dire ici mon amour de l'Église et l'espérance qui m'anime. Ne pas dire cela reviendrait à mettre la clef sous le paillasson. Qui pouvait croire, au soir de la Crucifixion, aux deux mille ans d'histoire du christianisme qui allait suivre ? D'un point de vue rationnel, le parcours du Christ s'avérait un échec, que n'ont pas supporté ou compris certains qui lui avaient fait confiance face à l'injustice et à la pauvreté. La tentation est permanente de faire du messianisme un enjeu politique.

L'Église primitive, au creux des réalités humaines, était fragile, hésitante, traversée de convictions différentes, ballottée par les pouvoirs du moment. Et pourtant, le souffle n'est jamais mort. Notons que, plus tard, l'Église s'est trouvée liée au pouvoir temporel par la conversion de Constantin. Elle n'en a pas été nécessairement plus vraie pour cela – pensons aux conversions forcées –, même si sa visibilité a pu en être accrue.

Ce qui me semble essentiel à comprendre, c'est que chaque époque, y compris la nôtre, est jalonnée de témoins. C'est cette

transmission qui fait que nous voici, aujourd'hui encore, désireux d'essayer de vivre la joie de la Bonne Nouvelle et de témoigner du salut individuel et collectif des hommes. Comme le disait le pasteur Dietrich Bonhoeffer : « *On ne saurait faire le compte des communautés chrétiennes qui ont fait faillite pour avoir vécu d'une image rêvée de l'Église.* »

Il est vrai que trois tentations traversent aujourd'hui les communautés catholiques. La tentation de la *croisade*, tentation de refaire la chrétienté par la politique. La tentation du *désert*, tentation de se retirer pour garder le feu sacré, en attendant la fin de l'orage. La tentation du New Age, tentation de se dire toutes les religions se valent, il faut un peu de tout et se faire une sagesse.

Nous avons connu une visibilité forte de l'Église comme institution. Il faut reconnaître qu'elle fut parfois dangereuse pour la qualité de son témoignage, du fait parfois d'une alliance, à tout le moins ressentie comme telle, avec les pouvoirs temporels de toute nature. J'observe, *a contrario*, que l'Action catholique a eu un impact décisif pour ma génération et celle qui l'a précédée. Mais aujourd'hui, la foi, pour beaucoup, croyants ou incroyants, relève désormais exclusivement de la vie privée. La nouveauté est l'exclusivement.

Ma conviction est que des voix chrétiennes doivent et peuvent s'exprimer nettement dans une société laïque. Les lois biologiques montrent que la vie est une synthèse d'éléments originaux et forts. Il n'y a pas de laïcité possible, à mes yeux, si les chrétiens ne sont pas ce qu'ils sont et si les non-croyants ne sont pas ce qu'ils sont. Il ne s'agit ni de baptiser de force, ni d'édulcorer sa foi pour se faire admettre. Sans cela, la synthèse est une synthèse de menteurs, ou bien un syncrétisme, qui n'est pas source de progrès pour l'humanité. Le père de Lubac disait : « *Pas plus qu'elle est naïveté, la méthode de l'Église n'est syncrétisme.* » Le père Fessard allait encore plus loin, en rappelant qu'« *adopter les méthodes et la problématique des adversaires du christianisme, ce n'est pas se condamner à leur sacrifier aucune vérité de la foi* ». Le mot grec pour dire disciple est *mathatas*, qui veut dire

« étudiant ». Un disciple, dans le sens où le Christ emploie ce mot, est quelqu'un qui a faim d'apprendre.

La résistance face au nazisme a réuni des personnes d'univers différents, ceux qui croyaient au Ciel et ceux qui n'y croyaient pas, comme dit le poète, dans un combat commun, au prix de leur vie, sans pour autant renier l'ancrage de leurs convictions respectives. Il doit en aller de même aujourd'hui, par exemple dans la lutte pour la justice et contre l'exclusion, pour le respect de la personne, pour l'éradication de la pauvreté. La communion d'engagements n'est pas confusion.

Le mot *catholique*, dans sa dimension profonde, c'est-à-dire dans un engagement œcuménique, implique en réalité un fantastique chemin. Il porte en lui l'ambition fabuleuse de l'universalité, il signifie un peuple en marche. Il situe un engagement d'ouverture, ce qui incite au souci d'une société civile ouverte. Il souligne le refus d'une pensée unique et du fanatisme d'où qu'ils viennent. Il se traduit dans la lutte contre l'exclusion sous toutes ses formes. Affirmer un engagement chrétien c'est aussi vivre de plain-pied dans le dialogue inter-religieux, c'est comprendre la dynamique créée par le croisement des cultures et des sagesse du monde entier. La force de l'Évangile est de bouleverser les critères de jugement, les points d'intérêts, les lignes de pensée.

La laïcité est peut-être comme l'aréopage des Temps modernes. Précisément, elle est le lieu où faire entendre la Parole, pour ouvrir à un meilleur discernement, pour faire naître des consciences en éveil. Partir de la culture ambiante et y pointer l'espace possible de la Révélation, n'est-ce pas le chemin pris par saint Paul à l'aréopage, certes sans succès apparent ? La vocation des chrétiens n'est-elle pas de témoigner à temps et à contre-temps du Verbe qui était au commencement, source de vie et d'espérance ?

Je ne sais pas si le projet de Dieu se mesure uniquement à l'aune du nombre de chrétiens. Je crois qu'il faut mesurer là une part de mystère, à méditer spirituellement pour ceux qui le veulent. Le nombre de divisions, cher à Staline, ou, en termes plus contemporains, le développement du chiffre d'affaires,

critères auxquels nous mesurons les succès des diverses institutions, ne me semblent pas ici suffisants. Le père de Lubac disait en 1938 : « *La catholicité n'est pas affaire de géographie ni de chiffres.* »

Il me semble, en réalité, que les grandes paraboles évangéliques qui seront demain d'actualité, dans un monde de plus en plus pluraliste, sont celles du levain dans la pâte et du sel sur la terre. Plus l'Église campe à ses frontières, plus elle doit faire émerger sa figure originale, le visage du Christ. Si pour les chrétiens il n'y a aucun salut ailleurs qu'en lui, ils ont à témoigner dans leur propre vie qu'ils le comprennent ainsi. Le sel ne doit pas s'affadir. Et je rappelle qu'il n'est pas nécessaire de voir le sel dans une assiette pour le sentir.

Comment traduire cet enfouissement dans la culture contemporaine, sans perdre la force de l'espérance ? Rappelons-nous l'inquiétude de Paul VI face à l'éloignement constaté entre la culture et l'Évangile. Deux voies sont à explorer : celle des institutions, celle des engagements personnels. Accepter un principe de visibilité de la religion chrétienne dans l'espace public et laïque suppose de l'État laïque qu'il admette l'existence d'institutions catholiques, bien entendu pleinement respectueuses de la laïcité ; tout comme cela suppose de l'Église qu'elle reconnaisse et soutienne le prophétisme de l'engagement de personnes chrétiennes au sein d'institutions non confessionnelles. C'est en particulier le cas pour l'éducation et pour les médias. C'est vrai également dans les engagements sociaux et syndicaux.

Je vais chercher à préciser cela, en ce qui concerne les médias, en m'appuyant sur l'expérience de l'entreprise Bayard Presse. « *Être une entreprise de presse catholique engagée* », c'est ainsi que nous avons introduit le texte qui, aujourd'hui, nous guide. L'exigence qui en résulte concerne aussi bien l'émission, c'est-à-dire la nature de ce que nous publions, que la réception, c'est-à-dire la rencontre de nos publics.

L'authenticité, le professionnalisme, y compris dans la force de séduction et dans le plaisir de la rencontre, la clarté de nos

lignes éditoriales doivent être telles que le lecteur, catholique ou non, puisse y trouver l'amour de la vie et du monde, l'exigence de qualité, sans jamais se sentir piégé, ni embrigadé, ni récupéré, mais au contraire élevé. Nous revendiquons une réelle indépendance par rapport aux pouvoirs économique et politique, ce qui nous conduit à vouloir être un espace de rencontre en toute liberté. Dire cela c'est notamment dépasser l'échec des grandes idéologies et les souffrances des confrontations qu'elles ont entraînées ; c'est être également de plain-pied dans la rencontre des religions, qui est l'un des plus grands défis de notre époque, plus grand encore que celui de l'athéisme.

La tentation est toujours présente d'imaginer une presse catholique plus militante ou plus porte-parole. Cela conduit inmanquablement au journal officiel ou à la voix de son maître, qui sont le plus sûr moyen de ne pas se faire entendre.

Il faut savoir distinguer communication et information. Chaque institution développe une stratégie de communication. Il me semble majeur que l'Église sache développer la sienne. J'ai dit aux évêques, lors de leur assemblée à Lourdes, en novembre 1998 : « *Il ne devrait pas y avoir de place pour la crispation ou les condamnations, ni pour un comportement de fuite ou de séduction. Dites ce que vous avez à dire. Dites-le sans crainte. Dites-le en parlant la langue de ceux que vous voulez rejoindre.* » J'ajoute que l'Église doit réaliser une communication non susceptible du reproche de dépeindre la réalité sous de trop belles couleurs, qui est la forme moderne de la propagande à laquelle les communicants des entreprises ou des politiques ont bien du mal à échapper. La communication est un outil qui doit le rester et qui ne doit pas influencer le contenu du témoignage rendu.

Parler d'information c'est parler d'un travail de sélection des faits, mais aussi de lignes éditoriales proposées à la liberté de réflexion d'un public qui choisit son journal. Parler de presse catholique c'est donc admettre la confrontation entre fidélité et liberté. Lorsque je parle de fidélité, je parle de fidélité à la Parole de Dieu, à la Tradition, au Magistère, au peuple de Dieu et à ses témoins. Lorsque je parle de liberté, je parle de liberté éditoriale,

sans laquelle il n'est pas possible pour un journaliste, de répondre de manière efficace à l'ambition de son métier.

Réussir cette ambition de fidélité et de liberté suppose de rechercher sans cesse l'exigence éditoriale, dans la variété de nos supports. Nous avons plus de quatre-vingt-dix titres de presse, dont la moitié hors de France, trois maisons d'éditions, une présence sur le Net et des CD-Rom. Cette variété de nos offres est structurée par le choix de sillons éditoriaux privilégiés. Ils sont au nombre de quatre, la jeunesse, le senior, le religieux, la culture. *La Croix*, qui incarne et réunit l'ensemble de nos ambitions, reflète ces sillons éditoriaux multiples.

Cette variété rend compte de celle des publics qui nous font confiance, de la diversité des besoins et des implications de chacun. On me demande souvent pourquoi Bayard Presse n'édite pas que des titres explicitement religieux. La réponse est la foi en Dieu incarné, en un Dieu qui a pris le risque de l'humanité. Je ne suis pas à l'aise avec la distinction entre des publications qui seraient explicitement chrétiennes et d'autres qui ne le seraient qu'implicitement. Je ne pense pas qu'il soit toujours nécessaire de porter en brassard son identité de chrétien. Il s'agit bien plus de révéler, au sens photographique du terme, avec respect, par l'exemple de choix de vie signifiants, libres et responsables, la présence aimante de Dieu, ineffable présence dans l'absence, bref « *rien d'autre que d'accomplir la justice, aimer avec tendresse, et marcher simplement avec Dieu* », ainsi que le propose le prophète Michée. Pour moi, l'ensemble de nos publications sont des publications chrétiennes, précisément parce que nous formons un groupe de presse qui donne sens à chacune de nos émissions éditoriales.

La presse aide à créer des liens entre les membres d'une même famille, entre familles, entre races et communautés différentes. Parler à l'autre à partir de nos publications, vivre autrement grâce à des publications, c'est l'une des grandes réussites de notre métier. Dans un monde de solitudes, d'informations surabondantes qui finissent par isoler et anéantir, c'est le rôle déterminant de la presse que de faire lien et de faire grandir.

Je précise que nous cherchons à ce qu'au sein de notre entreprise, des femmes et des hommes puissent se rejoindre dans un même goût de la création au service du lecteur, en partageant les valeurs évangéliques, sans pour autant exiger de chacun la foi au Christ ni l'appartenance à l'Église. En sens inverse, notre engagement d'entreprise de presse catholique ne serait pas suffisant si n'existaient pas des femmes et des hommes chrétiens, dans d'autres univers de presse et de médias.

Notre projet d'entreprise est la source de toutes nos émissions éditoriales. On éprouve tous une vraie difficulté à comprendre que le Christ est fils de Dieu et fils de l'homme, à bien mesurer ce que l'Incarnation signifie comme paradoxe d'un infini en rapport avec le fini sans se démentir dans ce rapport. Être du sel dans l'univers des médias, être une lumière, c'est prendre le risque de la rencontre, c'est prendre l'initiative de parler à tous les hommes, de les rejoindre là où ils sont et de cheminer avec eux en partageant la vie qu'ils vivent, tout en ayant cependant l'audace de sans cesse savoir leur proposer un chemin nouveau. Ce chemin nouveau, c'est celui de la Vérité.

Autrement dit, se reconnaître comme presse catholique, c'est avoir la volonté d'être un pôle émetteur, capable notamment d'une pensée. Notre identité en tant que groupe de presse catholique est délibérément en dialogue avec toute la société, dans la fidélité aux voies ouvertes par l'Église. De ce point de vue, je voudrais souligner l'importance du journal *La Croix*, qui n'est pas assez reconnu comme le lien nécessaire qui devrait permettre aux chrétiens de se reconnaître dans une lecture chrétienne de l'actualité, parce qu'elle est un lieu de rencontres, de débats et de réflexions. Je pense que *La Croix* est une chance pour l'Église de France et, au-delà, pour la société civile dans son ensemble, qui ne peut pas faire l'économie du sens.

L'exigence de qualité éditoriale est aussi le fruit de nos rencontres. Nous voulons être un émetteur situé du côté des lecteurs. C'est par l'écoute de nos lecteurs et de nos acheteurs que nous révélons des projets de vie possibles pour l'humanité de demain et pour chacun dès aujourd'hui. La proximité avec le

lecteur, les rencontres, les forums, les actions conduites en partenariat qui s'en nourrissent, le travail constant avec les experts sont une des sources de la qualité éditoriale.

Notre vigilance pour une réception de qualité nous conduit aussi à retenir une stratégie plurimédias. Notre souci de proximité des lecteurs et, plus largement, de participation aux actions de défense de la dignité de la personne et de la promotion de la culture, sous toutes ses formes, nous conduit également à tisser des relations de complicité et de travail avec le monde catholique et les acteurs dans la société qui partagent les mêmes ambitions. Nous sommes une entreprise de presse et de médias. Elle ne peut pas, à elle seule, porter un message d'espérance et de libération. Mais elle ne peut pas s'exonérer des combats pour une humanité plus heureuse, parce qu'elle prend pleinement sens au creux de la vie de ceux qu'elle rencontre.

Affirmer notre exigence d'une réception de qualité, c'est enfin comprendre la dynamique créée par le croisement des réalités, des cultures et des sagesse du monde entier. Il importe de réussir l'ouverture de nos « *frontières mentales hexagonales* », grâce aux informations sur les expériences humaines vécues de par le monde et grâce au débat entre les différentes approches religieuses, philosophiques et politiques. Notre développement international s'opère à partir de nos convictions et de nos savoir-faire, mais prend tout son sens dans notre capacité à recevoir le savoir-faire des autres, à confronter nos modes de pensée. Nous sommes ainsi animés d'une triple ambition d'universalité, d'inculturation et de métissage.

Ainsi, nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'édition sans création et donc sans prise de risques. La logique patrimoniale, fondée sur la valorisation maximale du capital d'une entreprise, de même que la recherche d'une rentabilité immédiate des investissements, ne sont pas compatibles avec l'activité de création. De ce point de vue, je souligne combien il est important pour Bayard Presse de n'avoir qu'un seul actionnaire, la Congrégation de l'Assomption, et, qui plus est, ne réclame aucun dividende. Revendiquer ainsi le primat du contenu sur la rentabilité, sans

nier que celle-ci est indispensable à la survie de l'entreprise et doit donc être systématiquement recherchée ; ce n'est pas faire droit à la censure ou au pouvoir contraignant d'une institution. Cela renvoie à l'exigence de crédibilité pour le journaliste et l'éditeur, à la nature de leur valeur ajoutée, à leur capacité à remplir leur rôle plein d'émetteur, à leur souci de la qualité de la réception de tel ou tel écrit, en un mot à leur responsabilité. La création doit donc être d'autant plus forte et plus réussie que l'on n'a pas tout l'argent nécessaire pour l'imposer commercialement.

Au total, il me semble que l'exigence d'une vie chrétienne porte le mot de prophétisme. Être prophète c'est, selon le mot de Levinas, s'adresser sans complaisance aux dirigeants et aux peuples et leur rappeler l'éthique. La lutte contre les corruptions et les compromissions de toutes natures, même si le compromis est souvent nécessaire, s'impose en particulier pour que le citoyen garde ou retrouve confiance dans les institutions. Voilà aussi pourquoi je suis convaincu de l'importance du politique et du rôle crucial que peuvent y jouer les chrétiens.

4. Conclusion

Je voudrais pour finir citer André Ricardi, fondateur de la communauté Sante Eugedio : « *Sympathie et intransigeance sont les deux pôles de la foi catholique. Ils s'expriment par des réalités et des sentiments aussi divers que la charité et l'orthodoxie, l'ouverture et l'identité, la médiation et la rigueur, la liberté et l'obéissance, la conscience et la foi, la nécessité et la fidélité. Mais probablement chacun des fidèles participe de ces deux réalités, la sympathie et l'intransigeance. Entre les deux, c'est toute l'étendue de la diversité qui reste à explorer.* »

Je prendrais plutôt pour ma part le mot de proximité. Proximité des hommes et souffle prophétique. Alors que l'histoire reste menaçante, soumise à la passion de la puissance sur autrui, penser le sujet moral est-il dérisoire ? À temps et à contretemps,

dire avec détermination, courage, que veiller sur la morale reste la tâche humaine par excellence. Réfléchir à l'homme comme un sujet moral, dans un monde marqué par l'objectivisme, constitue un point de résistance. Ce point est-il invincible ? Le rôle des chrétiens, et de tous ceux qui ont soif de justice, est de permettre que cette interrogation reçoive une réponse positive.

« Dieu fait l'homme comme les océans le continent, en se retirant », disait Hölderlin. On ne prête sans doute pas assez attention au don de la Loi dans la Genèse. La première fois, la Loi est écrite par Dieu lui-même ; cela ne marche pas. La deuxième fois, la Loi est écrite par la main de l'homme, sous l'inspiration de Dieu ; le peuple de Dieu se met en marche.

Le pari de l'Incarnation, c'est le pari de l'humanité. Comme le dit Hans Urs von Balthasar, commentant l'Évangile de Jean : « Le fait de laisser le Seigneur aller vers le Père permet aux disciples d'accomplir son œuvre sur terre par leur fonction et par toute leur existence. » L'avenir ne se construit pas sans un engagement de chacun et de tous. Cette réflexion m'a permis de le redire.

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : La profondeur de la réflexion, la densité du propos méritent plus que jamais une pause avant les interventions. Vous nous avez permis de méditer sur l'action à visage découvert du chrétien dans la société, c'est-à-dire sur la forme que prend son action... une forme, certes, qui est signe du fond.

Je vais prendre un exemple tiré du groupe Bayard Presse. Il s'agit des variations observées dans le titre de *La Croix*. Il y a quelques années est apparu un sous-titre « L'événement ». On peut imaginer, sans nourrir de mauvaises pensées que le sous-titre préfigurait sa substitution prochaine au titre séculaire *La Croix*, celui-ci n'étant pas assuré de survivre, même en deuxième position. Or, plus récemment, le contraire s'est produit : c'est « L'événement » qui a disparu pour laisser à nouveau toute sa place à *La Croix*. Le nouveau rédacteur en chef, Bruno Frappat, qui venait du *Monde*, n'a pas fait mystère de son option résolue pour le titre *La Croix* qui manifeste d'une façon explicite la présence chrétienne dans la presse quotidienne. Réjouissons-nous de cette visibilité chrétienne qui devrait nous faire prendre conscience du devoir de soutenir le seul quotidien chrétien ; nous devrions alors être toujours plus vigilants sur le pluralisme politique de ses informations et de ses commentaires.

Deuxième exemple de l'action visible des chrétiens, c'est leur action dans le domaine de la charité et de la solidarité. Certes, ils

exercent là une action séculaire, multiforme, où l'amour pour le prochain quel qu'il soit procède de l'amour de Dieu. Mais n'y a-t-il pas à inventer des formes nouvelles d'action à propos de la pauvreté ? Celle-ci n'est pas que matérielle, elle est aussi spirituelle ou culturelle. Les pauvres spirituels sont ceux qui se privent des richesses spirituelles ; de même pour les pauvretés culturelles qui sont privation de richesses culturelles. À quand une action résolue des chrétiens sur le champ de la pauvreté culturelle ? Il y a là des initiatives à prendre.

Isabelle MOURRAL : Nous venons d'entendre un exposé extrêmement émouvant et je vous remercie de tout ce que vous nous avez dit.

J'ai deux questions à vous poser. D'abord une question d'ordre philosophique. Le point le plus fort de votre communication, du moins pour moi, est celui-ci : les chrétiens doivent rendre témoignage de la vérité. C'est extrêmement difficile à faire, par exemple dans le dialogue inter-religieux. Si nous partons convaincus que nous avons une vérité à annoncer, ne prenons-nous pas une position de supériorité qui rend immédiatement le dialogue difficile ? Pourtant, nous ne pouvons pas faire autrement, cela a encore été rappelé dans le communiqué des évêques à la suite de la Conférence épiscopale de Lourdes. Vous nous avez dit à ce sujet-là : « Les chrétiens n'ont pas la vérité, mais ils doivent en rendre témoignage. » Qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Que nous ne sommes pas propriétaires de la vérité, ça, d'accord. Elle nous a été dite, cela ne veut pas dire que nous en sommes propriétaires. Mais il faut tout de même bien en être convaincu et la voir clairement pour en rendre témoignage. Alors, comment pouvons-nous faire pour ne pas blesser nos semblables et pour ne pas faire de concessions ? C'est un problème quotidien que nous rencontrons.

Ma deuxième question porte sur *La Croix*. Je suis abonnée à *La Croix* et je dois dire que je ne peux pas m'en passer. On n'a pas toujours le bonheur de vous rencontrer, alors il faut que je

vous dise un jour où j'ai été indignée et un jour où j'ai été profondément blessée, en lisant ce quotidien catholique. J'ai été indignée le jour où j'ai trouvé deux pleines pages sur les philosophes Luc Ferry et Comte-Sponville. Ces gens-là font beaucoup de mal dans la jeunesse. J'ai été vraiment choquée que *La Croix* leur fasse une publicité dont ils n'ont pas besoin parce qu'on la leur fait suffisamment ailleurs. Du point de vue philosophique, du point de vue des philosophes chrétiens, ce sont nos adversaires quotidiens.

Ce qui m'a fait une grande peine, c'est que les écrivains catholiques, qui n'ont pas toujours le moyen de se faire entendre ont fait, au sujet du PACS, une déclaration publique. Ils en ont envoyé le texte à différents journaux catholiques, dont *La Croix* qui n'en a pas donné la moindre connaissance à son public. Les écrivains catholiques ont été très attristés de cette chose-là.

Janine CHANTEUR : Il m'est un peu difficile de prendre la parole, monsieur, parce que les thèmes que vous avez si brillamment abordés sont des thèmes de réflexion pour moi, à la fois par métier et par intérêt. Alors, ce sont simplement quelques réflexions que je vous livre.

Il me semble que la crise que nous vivons, à l'heure actuelle, dans le christianisme est différente de toutes les autres, en ce sens qu'elle pourrait aboutir (si nous ne savions pas que l'Église ne périra pas) justement à l'absence de cette Église dans le monde. Personnellement, j'aurais tendance à interpréter cette crise, au contraire, comme une chance pour le christianisme. Vous avez dit : ce n'est pas le nombre qui fait la valeur et en même temps la visibilité du christianisme. Je crois que c'est profondément vrai : vous avez opposé tout à l'heure liberté et obéissance, il me semble qu'à l'heure actuelle nous devons comprendre, quand nous avons à obéir, les raisons de cette obéissance. « *Credo quia absurdum* », ce n'est pas la vérité de notre temps, et il est très important aujourd'hui de discuter de notre foi pour qu'elle reste profonde. Je pense donc que c'est dans cette crise qu'une véri-

table humilité va permettre au christianisme de dépasser les erreurs qu'il a commises à travers l'histoire et de retrouver au contraire la veine authentique des premiers temps qui court aussi à travers l'histoire, car il n'y a pas eu que des erreurs, Dieu merci !

D'autre part, à propos des institutions (l'Église en est une, comme la famille par exemple), je pense vraiment qu'elles ont besoin d'être un peu secouées. Si les institutions demeurent ce qu'elles sont, si elles restent les mêmes, s'il n'y a aucune altérité possible pour elles-mêmes et vis-à-vis d'autrui, elles se sclérosent nécessairement en une pensée unique ou, alors, elles tombent en poussière. Je crois extrêmement important de faire face à la déliquescence, mais aussi à la levée des intégrismes qui voudraient retourner, justement, à ces institutions fortes, en n'admettant aucune possibilité pour celui qui n'en fait pas partie de se définir comme un être humain à part entière. Peut-être faut-il nous réjouir de la crise actuelle, même si elle est très douloureuse, voire dangereuse, mais personne n'a jamais dit que la vie était facile ni qu'elle était sans danger. Si le Christ a donné sa vie, ce n'est pas pour que nous restions, nous, tranquillement accrochés à des institutions moribondes.

Le dernier point, la laïcité : je pense qu'elle a des vertus irremplaçables (tout en ne cherchant pas le moins du monde à médire de l'école confessionnelle) ; je n'ai rien contre elle mais je pense qu'être chrétien c'est aussi être laïc, c'est-à-dire accepter de ne pas posséder la vérité. La vérité ne se possède pas, elle se cherche. J'ai été élevée, comme tous les gens de ma génération, dans la fierté de posséder la vérité ; je crois aujourd'hui que la vérité est une recherche constante. Pour les catholiques aussi, la recherche est le prix à payer pour que quelque chose soit vivant.

Quant à la liberté et l'égalité, elles sont très souvent, il est vrai, des « sœurs ennemies », mais c'est dans leur dialectique, dans leur mise en relation tous les jours de notre vie que peut naître l'amour. L'amour est tout de même la grande liberté de l'être humain et c'est la reconnaissance de la liberté de l'autre, mais il n'y a pas de reconnaissance de la liberté, d'affirmation de « ma » liberté si je ne reconnais pas *également* cette liberté chez l'autre.

Même si liberté et égalité sont presque toujours ennemies, c'est dans leur dialectique que peut naître l'amour, ce n'est pas en supprimant l'une ou l'autre.

Alain CORDIER : Je vais essayer de répondre à ces questions interpellantes. Je vais les prendre dans l'ordre même si, en prenant cinq minutes, on pourrait les rassembler.

D'abord la visibilité de *La Croix*. J'appartiens à une génération de décideurs à Bayard Presse qui pensent pertinent de conserver le titre *La Croix*. Nous devons affirmer notre identité sans être identitaires. Si nous pouvons exister dans le monde des médias c'est en ayant une force créative et une originalité qui viennent de notre conviction affirmée, d'autant plus que le mot « catholique » est un fantastique et beau mot de rencontre d'autrui. Deuxièmement, sur la pauvreté. Oui, bien sûr, la pauvreté est présente dans toutes les dimensions de la vie humaine. La pauvreté est dans l'équilibre affectif, la solitude affective, elle est dans l'égoïsme qui est une forme de pauvreté face à cette magnifique richesse de la rencontre d'autrui. Qui n'a pas fait une fois dans sa vie l'expérience d'être encore plus riche parce qu'il était donné ? J'ai cité cette phrase du Pape qu'il a prononcée le 1^{er} janvier 1998. Ce qui m'a frappé, c'est la radicalité du propos. Ce que j'ai voulu manifester, c'est cette formidable énergie que nous devons avoir pour éradiquer la pauvreté. Je ne veux pas dire que l'Église ne s'adresse qu'aux pauvres, que les riches, les cadres supérieurs, les patrons ne font pas partie de l'Église. Mais j'observe malgré tout que, dans l'Évangile, la parabole du jeune homme riche est sacrément interpellante ! « *Laisse tout, viens et suis-moi.* » C'est quand même quelque chose qui est à prendre au pied de la lettre. Plus j'avance, plus je pense qu'on ne peut pas parler de droits de l'homme sans avoir une vision de la transcendance. On ne peut pas parler de la dignité de la personne humaine sans transcendance. Cela ne veut pas forcément dire que cette transcendance c'est le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, le Dieu de Jésus Christ... Ceci mériterait une pensée, une réflexion.

Votre question sur la vérité : il faut qu'on distingue trois choses. La vérité au sens mathématique : l'adéquation. Ce n'est pas celle-là dont on parle. Je crois aussi qu'il faut éviter de comprendre la vérité sous forme d'avalanche de dogmes, de présupposés, d'idées toutes faites qui ne respectent pas autrui. La vérité dont nous avons à rendre témoignage c'est précisément Jésus Christ. Ce n'est pas manquer de respect à autrui de lui dire ce à quoi je crois et ce qui fonde ma vie. C'est le reconnaître. C'est au contraire le valoriser que de lui dire qui je suis et ce qui me fait vivre. Qu'est-ce qui me porte ? Qu'est-ce qui fait que certains avant moi ont donné leur vie ? C'est respecter autrui que de lui dire qui je suis. Sinon, je suis un menteur et le mensonge n'est pas le respect. La vérité libère. Donc, oui, je dis que je ne possède pas une partie de vérité : je ne possède pas la vérité, j'en rends témoignage : c'est ma foi. Alors oui, tout simplement le Christ est un appel. Moi, je suis ce que je suis c'est-à-dire avec mes hésitations, mes coups de foudre, mes retraits ; la foi ne les exonère pas. Les grands mystiques sont des gens qui ont profondément éprouvé l'épreuve du doute. La fameuse phrase : « *Je suis la vérité* », est précédée de : « *Je suis la vie, le chemin...* » C'est vraiment un mouvement qui nous est proposé. Et ce mouvement j'en rends témoignage, à ma manière, avec mes mots, avec ma vie, avec mes actes signifiants. L'autre est dans sa liberté de recevoir ou de ne pas recevoir, mais je crois fondamentalement que je lui dois cela, de lui dire qui je suis, s'il me le demande. Je n'ai pas à dire « Jésus » à chacune de mes phrases. Il y a cette phrase terrible : « *Celui qui dit j'aime Dieu et qui n'aime pas son frère est un menteur.* » Donc, commençons par aimer celui qui est désagréable avec moi. C'est ça, cette vérité dont je dois rendre témoignage, mais modestement, avec ce que je suis...

Vos indignations et votre blessure sur *La Croix*, cela veut dire que *La Croix* est un journal. L'important, c'est la confrontation. C'est comme dans une famille, dans un couple : il arrive d'avoir des moments d'énervement, il arrive d'être indigné par telle ou telle chose, il arrive d'être agacé. Et pourtant, on s'aime !

La crise du christianisme. Je ne sais pas, moi, s'il s'agit d'une crise. C'est une crise par certains aspects. Au sens étymologique, sans doute. Ce qui me frappe, dans la prière de Jésus, dans l'Évangile de saint Jean, c'est qu'il prie pour ses disciples et il prie pour les autres. Je ne sais pas quel est le projet de Dieu sur son institution. Il faut faire preuve d'humilité, de discernement, d'engagement, de confiance, d'amour de l'Église car sinon c'est mettre la clé sous le paillason.

La deuxième chose, c'est l'institution. J'ai vu, dans le programme, que vous recevrez le cardinal Etchegaray dans quelque temps. Dans son dernier livre, il parle de la Curie, où il raconte la rumeur qui détruit la personne à qui elle est adressée. Il a des propos très forts. Les apôtres se disputaient : « *Quel est le plus grand d'entre nous ?* » Cela me rassure que le Christ ait pris des gens qui n'ont rien compris alors qu'ils étaient avec lui.

Je ne perçois pas l'Église comme un lieu de pensée unique. Je n'ai jamais trouvé dans les textes de l'Église un enfermement ; j'ai toujours trouvé une libération ; j'ai toujours trouvé un appel. Cela suppose que je ne fasse pas de ma conviction, de mes opinions, la vérité universelle. Le grand danger que je ressens aujourd'hui des différents mouvements dans l'Église, c'est que chacun s'érige « en Église ». C'est important qu'il y ait des mouvements, des sensibilités, je les respecte ; mais je crois qu'il est aussi important qu'ils viennent à un moment donné dans un même lieu ecclésial.

La force de la paroisse, même s'il faut regrouper les paroisses, c'est ce lieu de la Communion. La Communion à la table eucharistique, c'est ce lieu profondément ecclésial.

L'école laïque républicaine. J'en suis, moi aussi ; mes enfants sont à l'école laïque républicaine. Nous avons, à un moment donné, ma femme et moi, fait ce choix pour donner à nos enfants le goût de la rencontre avec autrui.

J'ai découvert progressivement l'importance d'une institution catholique et d'une institution républicaine. Je crois qu'il faut préserver ces deux tensions, parce que, comme le disait André Ricardi, nous sommes faits de tensions. Si on prend au sérieux les

mots, je suis prêt à dire que, pour une part, je me reconnais comme chrétien et comme laïque.

Liberté-égalité. Il y a une dialectique. Je n'ai pas dit que je choisissais ou la liberté ou l'égalité ou la fraternité. J'ai dit au contraire qu'il fallait vivre les trois, mais dans leur dialectique et cette dialectique est difficile. Ce que je voulais dire est très concret. Quand j'étais à l'Assistance publique et qu'on me demandait de faire un choix budgétaire : entre les malades atteints du sida d'un côté, les personnes âgées dans un hôpital de l'autre ; entre les malades atteints du cancer et les enfants atteints de tel ou tel problème pédiatrique. Comment choisir ? Au nom de quoi choisir ? C'est ce que j'ai appelé le discernement. C'est ce que j'ai appelé la comparaison des incomparables. Or, il faut choisir. L'acte de justice, c'est précisément que je dois respecter la liberté d'autrui, mais il y a toujours un tiers. C'est ce tiers-là qui nous oblige à réfléchir à la justice et à décliner et l'amour et l'injustice. Levinas a dit que celui qui rend la justice doit la rendre dans la proximité. Je ne me suis jamais senti quitte d'une décision financière prise dans mes fonctions de directeur général de l'Assistance publique parce que je savais qu'en prenant une décision j'avais tel type de soin et je retardais tel autre. J'ai toujours essayé de m'appuyer sur le principe de l'équité pour essayer d'avancer, mais sans être quitte.

Nicolas AUMONIER : Vous avez fait tout à l'heure l'éloge de la situation unique du journal *La Croix* au sein de la presse écrite française. Cette situation a parfois constitué un dangereux monopole, lorsque *La Croix* fut perçue, à différents moments de son histoire, comme un journal exclusivement de droite (ou exclusivement de gauche) ; le danger, quand on est catholique, exclusivement de droite ou exclusivement de gauche, étant de n'être plus catholique du tout. Pour éviter ce type de dérives, vous arrive-t-il de donner des consignes, de refuser des articles, de susciter des campagnes d'opinion ? Vous avez dit que la force de ce journal était de ne dépendre d'aucun évêché particulier.

Est-ce à dire que, par respect de vos actionnaires ou conviction profonde, vous serez toujours, quel que soit le pape, du côté du successeur de Pierre lorsqu'il est attaqué ?

Alain CORDIER : Le monopole de *La Croix* est une situation de fait, ce n'est pas une situation que je désire. Je m'autorise, chaque fois que je rencontre des catholiques, à parler de *La Croix* parce que je ne défends pas l'intérêt d'une entreprise mais je défends l'intérêt des chrétiens et de l'Église. La presse a un côté miroir dans ce sens qu'elle reçoit, qu'elle enregistre, qu'elle est à l'écoute de la société, qu'elle témoigne. Mais la presse doit être un pôle émetteur, capable d'une pensée.

On a rappelé l'histoire. Nous avons fait acte de repentance, il y a quelques mois, dans *La Croix*, sur notre position au moment de l'affaire Dreyfus. D'ailleurs, c'est la première fois qu'un article de *La Croix* a été repris dans le *New York Times*. Ceci prouve que cela a frappé les esprits peut-être plus à l'étranger qu'en France. Un acte de repentance, cela veut dire que l'on ne passe pas sous silence le passé : on fait mémoire pour continuer, pour reconstruire, on ne fait pas comme si le passé n'avait pas existé.

On a dit aussi : journal catholique de gauche. C'est une vieille chanson si je puis dire. On dit « la rédaction de *La Croix* est de gauche, son public est de droite ». Il m'est arrivé de trouver dans la rédaction des journalistes de droite et il m'est arrivé dans le public de trouver des publics de gauche. Ce qu'il est important de comprendre, quand je dis l'« unicité », c'est que *La Croix* cherche à être un lieu ecclésial. Il y a des chrétiens de sensibilités diverses. Il y a des chrétiens qui sont plutôt traditionalistes, plutôt charismatiques, plutôt progressistes, plutôt ceci ou plutôt cela... Je n'ai pas à m'ériger en prenant parti pour tel ou tel. Nous voudrions rendre le service d'un lieu où ils puissent se rencontrer. Là encore, j'insiste sur la confrontation. Le respect de l'autre consiste à lui dire qui je suis, à accepter de l'écouter, à accepter qu'il m'interpelle.

On me questionne sur les consignes précises que je donne. J'essaie de m'inspirer de la doctrine sociale de l'Église qui est le

principe de subsidiarité. Je ne suis pas journaliste. Mon travail, c'est de choisir le rédacteur en chef. Si je lui donnais l'instruction de faire ou si je lui demandais d'écrire ce qu'il avait à écrire, il ne serait plus le rédacteur en chef. Il ne serait pas le rédacteur en chef si je ne lui faisais pas confiance ; cette confiance s'enracine dans une proximité, une confrontation.

Vous me demandez un exemple concret du rapport entre fidélité et liberté. Quand une encyclique est publiée par le Saint-Siège, ce que nous demandons au correspondant de *La Croix* à Rome c'est de rendre compte du mieux possible de cette encyclique dans *La Croix* au point de donner envie aux lecteurs de *La Croix* d'aller lire le texte complet. Il faut le rendre goûteux, l'expliquer. On parlait de *Fides et ratio*. Un certain nombre de gens ne peuvent pas pénétrer spontanément dans ce texte. Il s'agit de donner les clés pour y rentrer. C'est le volet de la fidélité. Nous essayons de le faire. En ce moment, nous avons un excellent correspondant à Rome. La liberté c'est éventuellement de dire que nous savons que ce texte va poser tel ou tel problème ; qu'il va interpeller tel ou tel élément de la communauté. C'est notre métier de journaliste.

Vous dites : Dieu et l'argent. Je n'hésite absolument pas à dire – c'est Jean Boissonnat qui le disait à propos de Bayard Presse, je reprends ses mots même si on les dit d'une manière un peu différente maintenant – nous sommes une entreprise et une œuvre. Nous ne pourrions pas être une œuvre si nous n'étions pas une entreprise.

Bayard Presse est une entreprise très particulière. Il n'y a qu'un seul actionnaire : la Congrégation religieuse des Augustins de l'Assomption. Pour cet actionnaire, Bayard Presse participe de l'œuvre apostolique de l'Assomption. Deuxièmement, cet actionnaire ne demande aucun dividende, ce qui fait que la totalité des recettes de Bayard Presse retourne aux titres. Si nous avons pu faire cette année la relance de *La Croix* c'est parce que *Notre temps* a rapporté de l'argent. Bayard Presse ne sera jamais racheté, tant qu'il existera un Assomptionniste dans le monde, ou tant que l'Assomption gardera sa vocation apostolique par

l'intermédiaire de la presse. Cela nous donne une liberté totale, à l'égard de l'économique et du politique, et cela implique pour nous une exigence ferme de la création, du service rendu au lecteur. Mon actionnaire me demande la pérennité de l'entreprise. Si je lui présente une entreprise en permanence en déficit, je ne suis pas respectueux du mandat qui est le mien. Mon actionnaire me demande aussi d'être garant des finalités.

Quelle est l'instruction ? C'est notre projet d'entreprise. Nous avons écrit un projet d'entreprise. On l'a appelé « 2010, Bayard Presse s'engage ». Nous nous retrouvons tous en partageant les mêmes valeurs évangéliques et le même enracinement dans un texte commun ; ce projet d'entreprise, par capillarité, par imprégnation, nous le faisons progressivement nôtre, chacun avec nos sensibilités. J'espère avoir ainsi répondu à toutes vos questions.

LE PRÉSIDENT : Si vous ne l'avez pas fait, vous reviendrez ! Après vous avoir entendu nous n'avons aucune envie, nous non plus, de « mettre la clef sous le paillason », bien au contraire ! Vous nous avez donné beaucoup de raisons de fortifier notre volonté d'un engagement chrétien dans la société suivant nos positions professionnelles et nos aptitudes. Laissez-moi vous dire que vous ne partez pas sans vous avoir fait des amis et sans avoir mobilisé des cœurs et des âmes qui n'oublieront pas celui qui porte une si lourde responsabilité.

Solange MARCHAL : Merci pour l'intérêt de votre expérience, mais descendons des hautes sphères. Je me permets de le faire, ayant collaboré avec vous à l'Hôtel de Ville il y a quelques années.

Je m'occupe de livres d'enfants et j'ai été choquée, je vous le dis très nettement, par un livre publié par Bayard (pour les 11-12 ans). C'est un livre qui s'appelle *Les Chats*, avec une très jolie couverture verte. Le texte, à l'intérieur, ne parle que d'Astartoh, du diable et de toutes sortes de recettes de sorcellerie qui ont horrifié l'assistant de Mgr Lustiger, ainsi que le pasteur Cochet

que j'ai consulté (je suis protestante). Je pense qu'il y a une théologie saine et qu'aux enfants il faut apprendre Dieu avant le diable. Or, dans ce livre, Dieu n'est pas nommé, on ne parle ni d'Église ni d'exorcisme, ni de prières, rien de religieux... Simplement le brave grand-père se sacrifie pour sauver le monde pour cent cinquante ans, en se suicidant avec de la poix enflammée au milieu d'un cercle de chats inscrit dans sept étoiles. Voilà. C'est un livre tout à fait incroyable et je suis stupéfaite que Bayard, édition réputée catholique, publie ce genre de choses. Je voulais vous le signaler.

Jacques BOUR : Il y a un mot qui m'a particulièrement frappé à la fin de votre exposé, c'est celui de « discernement », en l'appliquant, si j'ai bien compris, au comportement des hommes et des femmes qui opèrent dans les médias que vous dirigez. La rédaction des articles, le choix parmi les interviews, comme les titrages et le montage des photos sont, de fait, même s'ils se présentent comme de simples descriptions, toujours marqués par les orientations profondes des rédacteurs. Un homme des médias se doit d'être toujours un « sage » et un « prudent », c'est-à-dire celui dont Jésus Christ « loue son Père de leur cacher la vérité qu'Il ne révèle qu'aux petits » (Matthieu 11, 25). Dans quelle mesure le patron de presse chrétienne que vous êtes, et qui veut laisser leur entière liberté à ses collaborateurs, peut-il néanmoins les aider au discernement dans la recherche de l'objectivité ?

M. CATRY : Il est dit dans l'Évangile qu'on ne peut pas servir Dieu et l'argent. Personnellement, quand je vois les résultats de Bayard, je crois qu'on peut servir Dieu et être une entreprise prospère. Le fait d'avoir 1 500 collaborateurs, c'est une richesse et un beau succès.

S'agissant du couple misère matérielle et misère spirituelle, je crois que l'annulation de la dette des pays du tiers-monde peut être une solution à la misère matérielle.

Le fait que l'Église vit sa Passion signe la grande détresse spirituelle de notre temps. Elle est mise au tombeau comme le Christ l'y fut mis. Sachons lire aujourd'hui les signes de sa Résurrection.

L'INSTITUTION FAMILIALE
POUR LES JEUNES
GÉNÉRATIONS

Par M. Xavier LACROIX

*Professeur à la Faculté de théologie catholique de Lyon
Président de l'Institut des sciences de la famille*

Du même auteur

Le Corps de chair : les dimensions éthique, esthétique et spirituelle de l'amour, Cerf, 1992.

Le Mariage tout simplement, Éd. de l'Atelier, 1994.

Les Mirages de l'amour, Bayard Éditions-Centurion, 1997.

L'Amour du semblable, questions sur l'homosexualité, Cerf, 1995.

LE PRÉSIDENT : Nous abordons la septième question pour le XXI^e siècle : « *L'institution familiale pour les jeunes générations* » avec une certitude, un riche enseignement et une grande chance.

La famille, quelle qu'en soit l'évolution, restera au prochain siècle ce qu'elle a toujours été : la cellule première et vitale de la société, lieu d'apprentissage des relations humaines, terrain d'expériences privilégiées, de communion et de participation. Voilà pour la certitude.

Le riche enseignement, dont ont surtout conscience les chrétiens, ce sont les enseignements de l'Église. Pour ne citer que Jean Paul II, et sans être exhaustif, mentionnons l'exhortation apostolique *Familiaris consortio* (1981), la « Lettre aux familles » (1994), et l'encyclique *L'Évangile de la vie* (1995).

Enfin, notre grande chance est de recevoir M. Xavier Lacroix. Vous êtes, cher monsieur, philosophe, théologien, marié et père de famille.

Doyen de la faculté de théologie de l'Université catholique de Lyon ; professeur à l'Université catholique de Lyon : faculté de théologie et Institut des sciences de la famille ; membre du Conseil national de pastorale familiale.

Vous avez publié de nombreux ouvrages : *Le Corps de chair* ; *Le Mariage tout simplement* (qui en est à sa 4^e édition sans compter une traduction espagnole) ; *Le Corps et l'esprit* ; *Les*

Mirages de l'amour. Vous avez présenté les principaux *Textes de Jean Paul II* sur la famille. Vous avez participé à des ouvrages collectifs sur la famille et même dirigé certains d'entre eux. Vous avez écrit de très nombreux articles. Vous faites autorité, vous êtes la référence laïque catholique.

Nous n'avons pas trop de toute votre science pour savoir quoi dire aux jeunes générations sur l'institution familiale de demain. Car si la famille est assurée de son avenir, la question se pose de quelle famille s'agira-t-il ? Les remises en cause sur la composition du couple, sur la filiation d'un être humain né dans une éprouvette, sur la vie donnée par un seul être et non plus deux : le clone. De quel amour seront encore entourés certains enfants des prochaines générations ?

Aux ambiguïtés de la société familiale s'ajoute ce que vous avez appelé à propos du PACS « les non-choix d'une loi », que vous avez analysés dans un article de *La Croix* du 12 mars dernier.

Il faudrait compléter le tableau par des contrastes fréquents dans nos propres familles. Des jeunes qui se marient tard ou ne se marient pas et leur attachement, malgré tout, au foyer parental, même s'ils ne cohabitent pas.

L'institution familiale a toujours été un centre d'intérêt premier pour notre Académie d'Éducation et d'Études sociales. Aujourd'hui où la famille est remise en cause d'une façon radicale selon les applications technologiques des découvertes scientifiques et suivant une dérive des mœurs – dérive légalisée –, nous avons besoin de nous faire à nouveau porteurs d'une vision renouvelée du rôle fondamental de la famille, de la proposer résolument aux jeunes sachant qu'ils seront les seuls à les promouvoir. C'est vous dire toute notre attente à vous entendre.

Xavier LACROIX : Merci, cher monsieur, pour votre accueil chaleureux et trop flatteur qui me donne une lourde responsabilité. Je suis très heureux de découvrir votre assemblée, vos visages, bien que j'en connaisse déjà quelques-uns.

Vous savez que la famille a beaucoup de prix aux yeux des jeunes générations. Cela est confirmé par toutes les observations, les enquêtes. Un sondage CSA en 1997 auprès des jeunes la plaçait dans le tiercé de tête des plus hautes valeurs avec 81 % de suffrages. Les autres valeurs, d'ailleurs, étant assez proches, surtout l'une d'entre elles : l'amour, et l'amitié (à 86 %), donc des valeurs parmi les plus riches. 81 % des jeunes placent donc la famille parmi les valeurs auxquelles ils tiennent le plus. Un autre sondage, de l'UDAF en 1994, montrait que la famille était considérée comme un carcan seulement pour 4 % d'entre eux. Donc nous sommes vraiment loin du « *Familles, je vous hais !* » d'André Gide.

Vous savez que la famille demeure l'un des premiers lieux de convivialité, un des tout premiers lieux où l'on aime se retrouver pour les fêtes, les célébrations, les anniversaires. Même pour les vacances, chaque fois que cela est possible : c'est le lieu où l'on passe le plus volontiers ses vacances. De même pour la solidarité en face des coups durs de l'existence, face à la maladie, au chômage, la famille est de loin le premier lieu de solidarité, de

proximité. Même pour des services assez simples comme la garde des enfants, chaque fois qu'elles le peuvent, les femmes font appel, en majorité, à leur mère, etc.

Les relations entre les générations sont actuellement plutôt bonnes. On n'aurait guère idée, comme on le faisait il y a quelques décennies, de parler de fossé des générations, par exemple. La famille, au sens large, se porte bien et les relations intergénérationnelles aussi.

Le titre parle d'institution familiale. L'institution familiale comme telle se porte-t-elle bien ? S'agit-il d'institution dans ce que j'ai dit ? Là les choses sont déjà moins évidentes. Si l'on prend institution, au sens sociologique du terme signifiant une pratique sociale qui a son évidence, que les individus n'inventent pas, qui préexiste aux individus, au sens où l'on dira par exemple que le « pont de l'Ascension » est une institution, ou que le jogging du dimanche est une institution ou, dans certains pays le marché noir ! En ce sens sociologique descriptif, oui, comme institution la famille se porte bien. Mais au sens plus philosophique, comme une réalité à la fois instituée et instituant — car il y a deux versions dans l'institution : instituée et instituant —, les choses sont moins claires. Prenons une définition de l'institution qui me convient assez bien : une forme de vie qu'une société se donne pour assurer sa pérennité. Quand vous entendez « forme de vie », vous entendez « norme », normativité. Et quand on dit « qu'une société se donne », le sujet en est la société : elle « se » la donne. Donc le sujet n'est pas seulement l'individu, mais le corps social tout entier, et l'individu accepte d'entrer dans cette volonté du corps social.

Que la famille soit reconnue comme institution dans ce sens-là est moins évident. Elle est vécue comme une nébuleuse de relations, incontestablement, mais à partir de l'affectif, du choix électif, bien sûr, pour le conjoint. Les relations conjugales et parentales aujourd'hui sont pensées surtout à partir de l'affectivité. Avec les richesses de ce que l'affectivité peut apporter à des liens — rien ne rapproche autant que l'affectif —, mais en même temps avec des limites, les liens affectifs ont leur fragilité, leur

précarité. Les mêmes facteurs affectifs qui ont conduit à se lier, dans d'autres circonstances pourront conduire à se délier.

Ce qui fait de la famille une institution – c'est la thèse que je voudrais avancer ici – c'est le mariage. Le mariage est un acte instituant, un acte fondateur. Or il se porte moins bien que la famille. On peut dire qu'il a connu un recul de moins 40 % en vingt ans. On dit également qu'en France, 1 enfant sur 3 naît hors mariage. Dans d'autres pays comme le Québec, c'est encore plus. Un enfant sur trois toutefois ce n'est jamais que la minorité, cela signifie aussi que 2 sur 3 naissent dans le mariage. Il ne faut pas confondre majorité et minorité. Aujourd'hui, les sociologues ont parfois tendance, dès qu'un phénomène est nouveau, même s'il est minoritaire, à en parler comme s'il était majoritaire. Sous la plume d'Irène Théry, dans un article de la revue *Esprit* de décembre 1997, on voyait parler du mariage à l'imparfait, « du temps où l'on se mariait » en quelque sorte. Or, n'oublions pas quand même que la majorité des jeunes, aujourd'hui encore, en âge de se marier, se marie, près des deux tiers. Des couples en âge de se marier, plus tard qu'autrefois, entre 25 et 30 ans, se marient. De même que, si l'on prend la génération des 30-50 ans, qui est quand même significative, incluant ceux qui, comme moi, avaient 20 ans en mai 68, dans cette génération-là, 7 couples sur 8 sont mariés. Alors, ne parlons pas du mariage comme s'il était périmé !

Un sociologue faisait remarquer que le nombre de personnes mariées à 50 ans, aujourd'hui, a peu varié depuis le XIX^e siècle. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas beaucoup moins de gens mariés aujourd'hui qu'au XIX^e siècle. Au XIX^e siècle il y avait une grande proportion de non mariés, notamment au début du XIX^e dans les classes populaires il y avait presque la moitié des couples non mariés. Donc, la désaffection par rapport au mariage n'est pas une nouveauté.

Il est vrai cependant, même s'il demeure encore majoritaire, qu'il est fortement affaibli. Il faut le reconnaître. La baisse peut continuer et dans des pays comme le Québec, maintenant, c'est 50 % des jeunes qui se marient. Ce qui me paraît un signe d'aff-

faiblissement, c'est l'affaiblissement des raisons, du sens de se marier. Les raisons de se marier sont de moins en moins perceptibles. La différence avec le concubinage est de moins en moins évidente, même chez les adultes. J'ai entendu un jour un adulte de mon âge dont la fille vivait en concubinage, dire : « Après tout, si elle se mariait, qu'est-ce que ça changerait ? » L'adulte le disait et il rejoignait les termes mêmes de deux jeunes interrogés un jour qui répondaient : « Si on se mariait, qu'est-ce que cela changerait ? » Cette question est extrêmement significative et le plus fort c'est qu'il n'est pas facile d'y répondre en peu de mots. Le doute règne non seulement dans la génération des jeunes actuels, mais chez leurs parents et grands-parents, dans les deux générations précédentes : la génération de 68, qui a fortement remis en cause l'institution, toute institution, et la génération précédente, celle de l'existentialisme, de l'après-guerre, de la guerre d'Algérie, qui est revenue de beaucoup de choses et qui a douté de beaucoup de choses. Deux auteurs aussi différents que Louis Roussel et Tony Anatrella les appellent les « générations sceptiques ». La jeunesse actuelle vient après deux générations de scepticisme, notamment par rapport à l'institution et, en particulier, à l'institution matrimoniale.

Je propose souvent comme réflexion, y compris au Conseil national de pastorale familiale, de distinguer les propos sur la famille en général et sur le mariage plus particulièrement ; il faut préciser la cible de la réflexion.

À la fin de cette introduction, je pourrais dire qu'un premier constat pourrait être : la famille en général se porte bien, dans la mesure où elle est importante, valorisée, lieu où il se passe beaucoup de choses ; mais le mariage, lui, ne se porte pas bien, de même que le lien conjugal : le lien conjugal est fragilisé.

Une objection qui est certainement venue à l'esprit de plusieurs d'entre vous est : l'un peut-il aller sans l'autre ? Est-ce que la fragilisation du mariage et *a fortiori* du lien conjugal peut être sans répercussions sur celle de la famille ? Bien sûr que non, les incidences sont évidentes. Il y a beaucoup d'incidences, sur la vie familiale, de la fragilisation du lien conjugal et du sens du

mariage. C'est le paradoxe dans lequel nous sommes. Ils sont importants, ces liens, ils sont forts mais ils sont fragilisés. La famille est le lieu des liens les plus forts et les plus fragiles. C'est bien ce qui provoque tant de souffrances d'ailleurs, le drame c'est qu'ils sont à la fois forts et fragiles.

1. Lumières et ombres sur la famille aujourd'hui

Il n'y a pas forcément à regretter le passé dans le domaine familial. La famille du passé avait d'autres limites que la famille du présent. Nous voyons mieux les inconvénients et les défauts des familles du présent, parce que nous en souffrons, mais parfois nous oublions ce qui peut être considéré comme des avancées. Il faudrait préciser de quel point de vue cela pourrait être considéré comme des avancées, disons, du point de vue d'une philosophie de la personne. D'une philosophie personnaliste, par exemple.

On peut remarquer cinq points d'avancée repérables. Dans l'ensemble, malgré beaucoup d'exceptions évidemment, il y a une plus grande présence, ou un souci plus grand de présence, des pères dans la vie familiale : ils sont plus proches des enfants.

Il y a un plus grand sens de l'égalité entre l'homme et la femme, au moins dans le principe, même si ce n'est pas toujours dans les faits. Les sociologues qui comptent tout nous disent par exemple que, en vingt ans, la part de travail masculin à la maison a augmenté de six minutes par jour ! Ce n'est pas colossal, mais c'est dans ce sens-là que l'on tend.

Une meilleure communication, sans doute, dans le couple et entre les générations.

Une plus grande acceptation des différences, notamment des différences de choix religieux, de modes de vie, de valeurs.

Une réflexion plus consciente et plus développée – c'est encore une remarque globale parce que les exceptions font légion – lors des plus grands passages de la vie. La tradition, les conventions sont passées au crible de l'esprit critique. Si l'on se

marie, c'est parce qu'on a décidé de se marier et que l'on a choisi de se marier. De même mettre au monde un enfant, le faire baptiser... Les démarches sont plus personnelles. Règne donc davantage un point de vue qui place au centre la personne. On a pu parler de « démocratie familiale ». Certains sociologues aiment cette expression. Elle montre bien à la fois les avancées et les écueils. Est-ce que la famille peut être une démocratie ? Est-ce que vraiment on peut dire qu'il y a égalité des rôles ? Bien sûr que non. On peut dire également que c'est l'idéal libéral – le libéralisme a imprégné beaucoup la famille avec la valorisation de la liberté individuelle. On peut dire aussi que, par certains côtés, ce sont des valeurs chrétiennes. Nos contemporains ignorent souvent que la place qu'ils accordent à l'amour dans la famille, au respect de chacun, et même à la liberté et à l'égalité, sont pour une grande part d'inspiration chrétienne. Beaucoup de nos contemporains ignorent que l'égalité de la femme et de l'homme a été dès le départ une intuition chrétienne. Vous connaissez la phrase de saint Augustin : « *Nec ancilla, nec domina sed socia* », ni servante ni maîtresse, mais associée. Donc, il y aura une sorte de mixte, assez vague d'ailleurs, parfois un peu flou, entre des valeurs libérales, démocratiques et chrétiennes.

Mais il y a aussi les ombres, les points de faiblesse. Comme il y a cinq points de valeurs, il y a cinq points de fragilité, de recul possible.

Tout d'abord, la fragilisation du lien d'alliance. D'entrée de jeu, je citerai le paradoxe suivant : jamais autant que de nos jours la famille n'a reposé sur le couple. La famille, pendant longtemps, a reposé sur d'autres facteurs, notamment le patrimoine, le nom, la famille élargie... Or ce couple est fragilisé et, surtout, il tend de plus en plus à ne se concevoir que sur des bases affectives. Également, il conçoit sa trajectoire, son devenir, indépendamment de la famille. Un sociologue canadien, Pierre Noreau, l'explique en disant que si l'affectivité conduit à des troubles, des dissensions trop fortes, on trouvera naturel de conclure qu'il vaut mieux se séparer et donc à l'éclatement de la famille. Donc, paradoxe entre le fait que le couple est le fondement principal, et

cette dissociation entre trajectoire du couple et trajectoire familiale. Actuellement en France, 38 % des couples divorcent. Là encore il s'agit d'une minorité, il faut savoir dire haut et fort que la majorité ne divorce pas ; mais 38 % c'est beaucoup.

Une deuxième fragilité. Il m'arrive de commencer mes exposés sur la famille par ce point que je trouve révélateur : le lien paternel. J'ai souligné que les pères étaient plus présents, plus incarnés en quelque sorte, mais, justement, au moment où ils voudraient être plus présents dans la famille, leur lien est fragilisé. Quelqu'un disait qu'ils ne sont pas tant démissionnaires que licenciés, souvent. Ils ne trouvent pas leur place dans la famille. Le lien paternel est fragilisé de deux manières, à la fois quant à son sens et dans les faits. Quant à son sens : comment trouver une formule qui définisse ce qu'est « être père » par différence avec ce qu'est « être mère » ? Le vecteur, le modèle, c'est l'être maternel. On dira qu'un bon père c'est celui qui se comporte comme une bonne maman. Un de mes collègues me disait avec un certain humour, un peu désabusé : « Un bon père, c'est une bonne mère mais qui ne sait pas repasser, pas faire la cuisine... C'est une mère en moins bien. » Peu sauraient dire ce qui constitue l'essence du lien paternel, de l'être paternel. La femme ne laisse pas toujours sa place à l'homme. Pour que le père puisse jouer son rôle de père il faut qu'il puisse prendre sa place et *la place du père* (c'est le titre d'un ouvrage) est problématique. Dans une émission de télévision, il y a quelque temps, on racontait qu'une femme se présentait avec « humour » en disant : « Je suis le parent principal. » Il y a pas mal de familles où l'on ne serait pas loin de penser cela.

Le lien est fragilisé aussi dans les faits, de manière abrupte, de par même la fragilisation du lien d'alliance. Sur les 2 millions d'enfants qui vivent avec un seul parent, plus de 85 % sont avec leur mère. Plus d'1 père divorcé sur 2 voit très rarement ses enfants : plus de 52 % les voit moins d'une fois par trimestre et un tiers ne les voit plus du tout. Il faut savoir également que, quand il y a eu concubinage avant la séparation, la proportion est le double. Les deux tiers perdent tout contact avec leur enfant. Il

faut donc imaginer toutes les souffrances que cela peut impliquer.

Une autre des conséquences de la rupture du lien conjugal est la dissociation entre les dimensions de la paternité. Beaucoup de sociologues aujourd'hui nous disent qu'il ne faut plus penser le père en un seul bloc, qu'il y a différentes dimensions du lien paternel. On dira qu'il y a la paternité biologique, juridique, éducative. D'autres diront qu'il y a le père social, symbolique, affectif, biologique. Quand la famille est conjugale et stable, toutes ces fonctions sont réunies en une seule personne. Quand il y a dissociation et éclatement familial, les fonctions se dissocient. Ce n'est pas forcément un bien pour l'enfant que ces dissociations ; on pourrait montrer les bienfaits de la réunification de ces fonctions en une seule personne. Une chose est, intellectuellement, de les dissocier, une autre serait de montrer que leur unification n'est pas une mauvaise chose.

Troisième difficulté : la place réelle accordée à l'enfant. L'apparence, c'est l'enfant-roi. Mais il n'est pas sûr que l'enfant soit réellement un roi ou alors, s'il l'est, c'est trop et sitôt qu'il cessera d'être un roi, il sera très vite un gêneur. Louis Roussel dit d'une manière très pertinente et cruellement vraie : « *L'enfant a cessé d'être celui en fonction de qui toutes les décisions se prennent. On est prêt à tout pour lui sauf à l'essentiel.* » Quand les choix importants sont posés, l'enfant n'est pas prioritaire, notamment le plus typique d'entre eux : rester ou ne pas rester ensemble. En cas de difficulté à vivre ensemble, en cas de déception dans la vie conjugale, la mode aujourd'hui est de dire qu'il ne faut pas se sacrifier pour les enfants. On est prêt à tout pour lui, sauf à l'essentiel.

Dans cette rubrique j'évoque la frilosité du désir d'enfant. En Europe occidentale, le taux de natalité est extrêmement bas. En France, nous sommes autour de 1,6 enfant par femme alors que, pour la simple reconduction des générations, il en faudrait 2,1. Si l'on mesure l'écart entre 1,6 et 2,1, d'après les calculs de mon ami Jean-Édouard Rochas, de l'INSEE, cela donne moins 20 % en une génération. On est peu conscient de cela et le sujet est presque tabou. Cela donne moins 36 % en deux générations.

Est-ce que nous sommes prêts à voir baisser à ce point notre population ou à compenser, à l'échelle de 36 % par l'émigration ? C'est bien pire, à l'échelle de l'Europe : en Allemagne, en Italie, en Espagne c'est 1,3. D'après les calculs de Jean-Édouard Rochas c'est moins 31 % en une génération, moins 52 % en deux générations, compte non tenu de l'émigration. Il faut savoir si l'on veut aller jusque-là dans la part de l'émigration.

Il y aurait également beaucoup à dire sur le temps consacré à l'enfant. Jean-Claude Sagne vient d'écrire : « *Aimer quelqu'un, c'est lui donner du temps.* » Quel temps est-il consacré à l'enfant, par le père, par la mère ? Il y a l'image de ces millions d'enfants s'éveillant le matin dans une maison vide, déjà désertée par les deux parents, ou rentrant le soir sans personne pour les accueillir. Ces « enfants à la clef », pendant plusieurs heures, sont seuls chez eux et cela arrive très souvent.

Quatrième difficulté : les défaillances de la transmission. Nous sommes dans une culture où la transmission des valeurs d'une génération à l'autre est problématique. Nous sommes plus forts pour produire des biens matériels que pour transmettre des biens spirituels. Je me demande si l'une des raisons de cette fragilité n'est pas l'isolement de la famille. Pour transmettre, il ne faut pas être isolé. La transmission a besoin de relais, d'étayages sociaux, communautaires, de l'insertion de la famille dans un réseau plus large.

Enfin, un cinquième trait critique : un déséquilibre dans les relations famille-société. Un curieux équilibre : d'un côté, il y a le repli sur la vie privée, le fameux *cocooning*, la coupure entre privé et public, le culte de l'intimité, la famille refuge. Une des raisons de la crise des mariages est justement la coupure privé/public parce que le mariage fait le lien entre les deux. Mais, de l'autre côté – je tiens à le souligner –, il y a l'invasion de l'intime ou du privé (qui n'est du coup plus tellement l'intime) par le collectif. Les murs ont des oreilles, les maisons sont de verre. Ils sont traversés par les médias, les ondes électromagnétiques, par les journaux, par les normes, par les modèles, par le discours social. Image significative de cet homme qui rentre du travail

assez tard le soir, qui a peu vu ses enfants et qui se précipite dans son fauteuil pour lire le journal et enchaîner ensuite sur le journal télévisé. La famille est envahie par le monde public, quand ce n'est pas la télévision, c'est la radio... Le temps pour la parole, pour la communication est vraiment réduit à la portion congrue. J'ai ici un document issu d'une enquête belge qui montre que, si vous comptez le temps de travail, de transport, de télévision, de repas, etc., les couples ont au maximum 1/2 heure par jour de face-à-face. À quoi vont-ils consacrer cette demi-heure ? Pas forcément à communiquer vraiment. Voilà donc quelques aspects de ces points de fragilité, le bilan sociologique.

2. Peut-on parler de nouveaux modèles familiaux ?

Dans les conférences où je parle de la famille, régulièrement, un sociologue dans l'assistance se lève et dit qu'il y a bien d'autres sortes de familles. On peut distinguer 24 sortes de familles sur la terre entière : les monogames, les polygames, les matrilineaires, les patrilineaires, celles où l'oncle maternel a plus d'importance dans l'éducation que le père... toutes sortes de modèles. Faut-il pour autant donner dans le relativisme ?

Quand on parle de nouveaux modèles familiaux aujourd'hui, ou tout simplement de nouvelles formes de vie de famille – sans parler de « modèle » qui est un mot très fort –, je suis toujours un peu déçu de voir ce dont on parle et d'entendre les exemples cités. Les exemples sont toujours un peu les mêmes : les sempiternelles familles monoparentales ; les familles dites recomposées ; l'union libre ; la cohabitation, avec éventuellement le PACS à l'horizon. C'est tout, ou presque tout. On peut ajouter d'éventuelles familles dont le couple est homosexuel. Je suis un peu déçu du peu d'innovation que l'on trouve dans une telle liste. S'agit-il vraiment de nouvelles formes de vie de famille ? Dans presque tous ces cas, il s'agit plutôt de remèdes ou de

palliatifs par rapport à des échecs antérieurs du couple dont le modèle reste le couple conjugal, marié ou non marié.

L'expression « famille monoparentale » me paraît être contestable. Je tiens à enfoncer le clou parce que je ne suis pas le seul à le penser. Évelyne Sullerot dit la même chose et j'ai trouvé ici ou là d'autres doutes sur l'expression. Il faut contester l'expression, parce qu'elle est contradictoire dans les termes. Pour qu'il y ait un enfant, il faut qu'il y ait deux parents. Le clonage n'est pas encore dans les mœurs. L'autre parent existe. Il est mort ou vivant. S'il est mort, il n'y a pas de raison de parler de famille monoparentale, il est dans la vie éternelle ou dans le mystère de la mort, donc, il n'y a pas un seul parent. Et s'il est vivant, *a fortiori*, il vit, il est ailleurs et dire « famille monoparentale », c'est le nier. On peut se demander si l'expression n'est pas symptomatique d'un rejet de l'autre parent qui est le plus souvent (85 % des cas) l'homme. N'est-ce pas une expression matriarcale ou matricentree ? On pourrait trouver d'autres expressions comme « foyer monoparental », des termes stricts, du point de vue sociologique. Employer l'expression peut être à la limite de la militance pour banaliser une forme de vie qui précarise le lien conjugal et met un des deux parents, le plus souvent l'homme, sur la touche.

On peut s'interroger aussi sur l'expression « famille recomposée » qui me laisse toujours un peu rêveur. Elle a un côté trompeur, comme Guy Raymond le montre dans son livre récent *Ombres et lumières sur la famille* : une famille recomposée, ce serait d'abord une famille décomposée puis recomposée, la même. L'expression est trompeuse. Elle n'est pas « recomposée », la famille a éclaté. Ce qui s'est recomposé, c'est autre chose. Guy Raymond préfère l'expression « famille patchwork ». Les portraits parfois idylliques qui sont dressés de ces familles recomposées – on l'a vu à la télévision à plusieurs reprises : on montre qu'on est heureux. Ce sont les rares familles nombreuses actuellement parce que quand vous ajoutez les enfants de deux familles, cela fait beaucoup de monde ! Et puis les enfants ont de la chance parce que non seulement ils ont deux parents qui s'ai-

ment, mais ils ont huit grands-parents et cela leur fait plus de cadeaux pour Noël et ainsi de suite. On oublie parfois qu'il y a la famille décomposée derrière la famille recomposée, et on oublie le sort de ceux qui restent. La moitié seulement des divorcés se remarie. *Quid* de l'autre moitié ? Derrière cette femme heureuse avec un second mari et ses enfants, etc., il y a l'homme qui mange tout seul face à sa petite table, dans sa petite cuisine et qui pense à celui qui a pris sa place. Il y a parfois des lettres envoyées aux journaux où ces hommes expriment leur cri de détresse ; ou ces femmes, bien sûr. Donc on peut douter qu'il s'agisse d'innovation ou d'avancée.

Il ne faut pas rester figé sur un modèle car il faut prendre conscience que nous avons tous tendance à juger que la famille que nous avons connue dans notre enfance est le meilleur modèle – donc, être prudent par rapport à ce réflexe, d'autant plus que, tous les historiens-sociologues vous le diront, dans les années 30-60 il y a eu une apogée du mariage, d'une part, et de la famille, d'autre part. Très proche du mariage où l'amour a beaucoup d'importance, l'institution du mariage gardait beaucoup d'importance, et la fécondité aussi. C'est frappant de voir combien pendant ces décennies, sociologiquement, on était proche d'un modèle chrétien du mariage. Ceci ne pouvait pas être éternel donc il ne faut pas rester fixé sur le passé, mais cela ne signifie pas que l'on doive approuver n'importe quoi ou cautionner le relativisme. Il faut garder l'esprit critique par rapport à ces nouveaux modèles, au nom de l'éthique de la personne.

Il y a des modèles nombreux dans le passé qui n'auraient pas été recevables au nom de l'éthique de la personne, celui, par exemple, où une femme pouvait être abandonnée parce qu'elle était stérile. Quand on lit des ouvrages d'ethnologie, d'anthropologie, on se rend compte que de nombreuses coutumes qui instrumentalisaient la personne n'étaient pas recevables moralement. Aujourd'hui, au nom du respect de la personne, certains critères de jugement, d'évaluation existent.

En outre, quand on dit « famille », on ne dit pas n'importe quoi. Famille n'est pas un mot extensible à l'infini. Par famille, j'entends comme beaucoup d'autres, la cellule sociale qui est à l'intersection, à l'articulation des trois types de liens : l'alliance, la filiation, la fratrie. La famille institutionnalise la filiation par la reconnaissance d'un lien socialisé entre les géniteurs. J'insiste sur la notion d'articulation entre alliance et filiation. Actuellement il y a une tendance à dissocier l'une et l'autre. Certains auteurs, notamment dans les milieux de sociologues ou de juristes, disent qu'on peut dissocier la conjugalité et la filiation. Voici ce qu'écrit le juge Jean-Pierre Rosenzweig, souvent cité dans la presse : « *Dans la famille moderne on est d'abord parent. La filiation est première. La situation matrimoniale est seconde.* » Certains proposeraient de refonder la famille sur la reconnaissance de filiation, plus que sur le mariage. Les propositions d'Irène Théry, il y a un an environ, et qui ont été en partie reprises par le Sénat du côté de la légalisation du concubinage, proposeraient d'instituer une reconnaissance solennelle de filiation qui fonderait la famille et, sous-entendu, qui remplacerait le mariage. Je ne crois pas que cela soit tenable, ne serait-ce que parce que c'est contradictoire. S'il n'y a pas d'engagement solide entre le père et la mère c'est le lien de filiation, paternel ou maternel, qui est fragilisé. On a un exemple typique d'hypocrisie de prétendre fonder la famille sur la filiation. On sait très bien qu'en cas de difficulté dans le couple, ce qui sera déterminant ce sont les aléas de la vie affective de celui-ci.

Donc, pour des raisons éthiques qui tiennent au bien de l'enfant, il me semble qu'un critère tout simple serait l'articulation entre la responsabilité parentale et la responsabilité conjugale. Quand on défend le mariage ou quand on s'oppose par exemple au PACS, ce n'est pas au nom du mariage chrétien lui-même, ce n'est pas le mariage-sacrement, le mariage indissoluble que l'on défend, mais la simple articulation entre s'engager à l'égard de l'enfant en le mettant au monde et s'engager, à durée, avec l'autre parent. La simple idée de l'articulation entre ces deux responsabilités me paraît être l'intuition centrale.

C'est donc une notion éthique élémentaire que l'on défend. Le seul *a priori* de cette éthique est que l'enfant a besoin de pouvoir compter sur un lien stable entre ses parents. L'enfant est né de l'union d'un homme et d'une femme, il grandit sur le roc de cette union. Tony Anatrella montre souvent que l'enfant ne reçoit pas l'affection seulement des individus père ou mère, parallèlement, individuellement, mais qu'il reçoit surtout l'affection conjugale qui rayonne de l'amour de son père et de sa mère. Il reçoit le rayonnement de l'amour conjugal. Un autre psychanalyste, Philippe Julien, écrivait : « *Ce qu'un père peut apporter de plus précieux à ses enfants c'est la joie qu'il donne à sa femme.* » Je souligne cela pour montrer que l'enfant reçoit l'amour conjugal comme un soleil qui rayonne entre ses parents et pas seulement de deux individus disjoints.

Nous savons bien que ce lien ne sera pas toujours un lien heureux, qu'il peut y avoir des échecs. Parfois, mieux vaut se séparer et ce sera un soulagement pour l'enfant lui-même de voir ses parents se séparer. Certains divorces soulagent tout le monde, y compris les enfants. Certains divorces sont même des actes de courage. Mais une chose est de faire face avec réalisme et lucidité à une situation comme celle-ci, une autre est de banaliser *a priori* – et *a fortiori* de légaliser – un modèle de famille où d'emblée le lien entre les parents serait précaire. Sur les dégâts de la précarité du lien conjugal il y a beaucoup à dire, c'est un problème social majeur. Les statistiques en témoignent : 80 % des adolescents en hôpital psychiatrique ont été privés de présence paternelle ; 70 % de ceux qui sont dans des centres de rééducation ont été sans présence paternelle. Un enfant élevé sans son père a 6 fois plus de risques de grandir dans une grande pauvreté ; 2 fois plus de risques d'abandonner l'école et 4 fois plus de risques de se suicider ; de même le rapport drogue/absence du père est impressionnant.

La famille conjugale doit rester le modèle : ce n'est pas exclusivement une famille chrétienne, mais une famille centrée sur l'éthique du bien de l'enfant et de la non-instrumentalisation des personnes. Je distingue famille conjugale et famille nucléaire. La

famille nucléaire est un modèle relatif, contingent, qui peut passer. La famille conjugale, c'est autre chose. S'il pouvait y avoir invention, ce serait le dépassement du nucléaire. La petite famille, papa, maman et deux enfants enfermés dans les quatre murs de leur F4, on pourrait faire mieux. Ceux qui créent des communautés, qui osent inscrire leur famille dans des communautés, sont ceux qui osent inventer aujourd'hui.

3. *Quels fondements et appuis pour la famille ?*

Le meilleur fondement et appui c'est l'établissement d'un lien d'alliance. L'alliance est plus que le contrat dans lequel chacun ne s'engage qu'au prorata de ses intérêts et s'assure de recevoir l'équivalent de ce qu'il donne. Dans l'alliance, on s'engage dans un irréversible. On prend le risque d'être modifié par la relation ; on prend le risque d'une solidarité irréversible. Rompre une alliance, c'est toujours mourir un peu. L'alliance n'est pas non plus la fusion. Ni contrat, ni fusion, l'alliance c'est l'entrée de deux histoires l'une dans l'autre, l'intersection de deux histoires. L'image de l'intersection avec deux cercles qui se coupent est quasiment parfaite, elle donne naissance à un « nous » : la naissance d'une troisième personne. Le philosophe lyonnais Jean Lacroix disait : « *L'union libre c'est je et tu, le mariage c'est nous.* »

Il est important que l'alliance ait des fondements autres qu'affectifs, ce qu'on appelle ordinairement l'amour. L'alliance a d'autres points d'appuis : elle est loyauté envers une parole donnée ; elle est mémoire d'une histoire commune et les bons comme les mauvais moments contribuent à lier ; elle est gratitude envers ce que chacun a reçu de l'autre. Le sentiment de la dette, ce qu'un sociologue appelle « l'endettement mutuel positif », contribue au lien (je citerai une femme hésitant à divorcer qui disait : « Je lui dois tellement... ») ; elle est également volonté de construire, de réaliser une communauté origi-

nale, une œuvre commune et elle est fécondité commune. La fécondité fait partie du lien, elle vient le nourrir, l'incarner.

L'alliance relève non seulement de la vertu, mais de l'art. Elle est aussi un savoir-faire, *teknè*, au sens grec du terme : art de communiquer, art de créer, art d'accueillir et donc se pose la question de l'aide aux couples pour cet art.

Beaucoup de couples échouent non pas parce qu'ils ne veulent pas durer – 85 % des couples désirent durer, que leur partenaire présent soit celui de leur vie –, mais les moyens manquent souvent. Tout ce qui pourrait être aide à la communication, à la construction pratique de ces liens, à la réalisation d'une communauté originale vivante, accueillante serait important.

Deuxième fondement ou appui, c'est l'aide à la parentalité. Les parents aujourd'hui sont très démunis. Les enseignants le confirment, ils ont affaire à des parents de plus en plus démunis devant leur tâche éducative. La transmission est difficile parce qu'elle n'est pas relayée par d'autres, au-delà de la famille. Si ce que les parents veulent transmettre est contredit quotidiennement par les enseignants, la télévision, la radio, la presse... c'est extrêmement difficile à communiquer. Il y aurait une voie à creuser qui serait, d'une part, l'intégration de la famille dans un réseau social ou communautaire plus large qu'elle, où les parents rencontrent d'autres parents qui partagent les mêmes valeurs, qui sont différents, qui ont d'autres manières de faire mais dont les valeurs recoupent celles de la famille. Par ce jeu de différences et de points communs, il y aurait appui à la transmission. Certains organismes, notamment des associations, se soucient d'aider les parents dans leur tâche. On voit fleurir les « chantiers d'éducation » par exemple, des groupes de réflexion... Dans un petit village reculé de Lorraine il y a un chantier-éducation où des parents viennent parler entre eux de leurs difficultés éducatives. Se créent de plus en plus des « écoles des parents ». C'est un aperçu sur tout ce qui pourrait être appui pour ces parents qui sont de plus en plus démunis, les femmes – et les hommes encore plus – parce qu'elles ne bénéficient plus de la transmission d'un savoir-faire de la part de leur propre mère.

Le troisième point serait l'appui à la paternité. Comment la valoriser ? Il y a les aspects socio-économiques. Il y aurait tout ce qui peut être aide au temps de présence des pères à la maison. Les entreprises souvent malmènent la famille quand elles font rentrer le père à 21 h 30 au mieux ! Il y a tout ce qui est lutte contre le chômage... Mais les enjeux ne sont pas seulement socio-économiques même s'ils le sont, il y a aussi les enjeux culturels et spirituels. Parmi ceux-ci : la promotion du sens de la différence, la différence des sexes. Promouvoir simultanément l'égalité et la différence des sexes, notamment valoriser la fonction paternelle par rapport à la fonction maternelle. Le père a toujours plus ou moins joué un rôle de représentation. Le poète Christian Bobin disait : « *Le père, c'est quelqu'un qui représente autre chose que lui-même et qui croit en ce qu'il représente.* » Comment aider le père à représenter quelque chose, à renvoyer à plus grand que soi ? Car le père est quelqu'un qui renvoie à plus grand que soi. L'insertion du père dans une communauté plus large que la sienne, que la famille, peut l'aider à renvoyer à plus grand que lui. Il faut que le père soit relayé par d'autres pères. Une formule m'est venue à l'esprit : « On ne peut pas être père tout seul. » Donc : d'une part, il faut que le père lui laisse sa place, mais également il la trouvera avec d'autres pères, relayé, confirmé, appuyé, parfois contredit, par d'autres pères.

Dans cette ligne-là, il faudrait redéployer le sens religieux de l'existence. Le sens de la filiation est un sens religieux. Être fils, être fille, c'est être relié. S'il y a une crise profonde du lien familial et paternel, c'est en lien direct avec la crise du religieux, *religare* : « relier ». En lien avec l'existentialisme qui poussait à l'autocréation, la liberté autocréatrice d'elle-même et qui ne porte pas à être conscient que l'on reçoit son existence d'un autre.

La crise du lien paternel est très proche de celle de trois autres liens : le lien conjugal (il passe par le lien conjugal), le lien social (il y a un lien profond entre crise du lien paternel et crise du lien social car le paternel renvoie au social) et le lien religieux.

Un quatrième axe (d'appui et fondement), ce serait mettre en lumière le sens et l'importance de la différence sexuelle.

Nous avons beaucoup de travail à faire par rapport au *lobby* très puissant qui voudrait banaliser l'idée que le couple parental pourrait être de même sexe. Il faut montrer pour quelles raisons anthropologiques profondes il est important que la famille repose sur la différence des sexes.

Le cinquième axe serait l'importance de l'éducation affective qui porterait sur le long terme et qui préparerait à la vie conjugale et familiale. Le sens de l'engagement, de la responsabilité, de la préparation, de l'attente, etc.

Sixième axe : la neutralité éthique de l'État en question. Est-ce que l'État peut être neutre par rapport à ces questions ? Je ne crois pas. L'État va forcément dans le sens d'une certaine philosophie, certains courants de pensée, par exemple le courant de pensée qui préside aux réformes en matière de famille depuis vingt ou trente ans. Quand on ne veut pas choisir, on choisit encore. Pour le PACS, c'est typique : quand on ne veut pas dire qu'on a une préférence pour le mariage comme base du couple, « *ne pas choisir c'est choisir de ne pas choisir* », comme disait Jean-Paul Sartre. On peut plus ou moins appuyer la logique contractualiste du mariage. Actuellement l'État est tenté d'appuyer la logique contractualiste, non seulement par le PACS, mais par la déjuridication du divorce qui renforcerait le côté contractuel du mariage. Je ne crois pas que l'État puisse être neutre. Simplement ses modes d'action sont très modestes, ne peuvent être que très humbles.

En conclusion, je dirai que, pour un chrétien, il y a une clé de discernement et de jugement dans tout cela. L'intérêt de cette clé est qu'elle est à la fois typiquement chrétienne et qu'elle parle à toute conscience humaine, même au-delà de la conscience chrétienne. Cette clé, c'est le point de vue des plus faibles. Le plus faible, c'est d'abord l'enfant. Qu'est-ce qui est bon pour l'enfant ? Où est le bien de l'enfant ? Quand l'enfant est-il en péril ? Le plus faible cela peut être la femme ou, comme le dit France Quéré très joliment : « *Le plus faible ce sera le plus aimant.* » C'est

le moins aimant qui sera le plus fort, celui qui s'en moque, qui abandonne ; le plus aimant est souvent la victime. Notre époque a tendance à valoriser les plus forts, les gagnants et, mine de rien, beaucoup des réformes actuelles vont dans le sens de donner leur chance aux plus dégourdis, aux plus débrouillards et aux plus forts.

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Cher monsieur, nous avons bien conscience de vous avoir enfermé dans un cadre beaucoup trop étroit, étant donné toute la science qui vous habite. Mon intervention sera très sobre. Je voudrais simplement dire mon total désaccord sur l'expression de « démocratie familiale », parce que la démocratie est un terme de droit public. En matière de famille, on ne procède pas par votes s'agissant des grandes décisions de la vie. Les abus de langage sont toujours déroutants. Il y avait eu abus de langage, autrefois, en matière économique, quand on avait parlé de « gouvernants » et de « gouvernés ». La démocratie n'est pas non plus le langage de l'entreprise. Si la famille n'est pas une démocratie, malgré tout, c'est un endroit dans lequel on tisse des liens qui garantiront l'avenir.

Je vais peut-être vous surprendre, mais autant je n'ai jamais aimé l'expression de « démocratie familiale », autant je ne récusé pas le terme de *lobby*. En France *le lobbying* est synonyme de corruption, de trafic d'influence. En vérité, c'est une science comme une autre ou... un art ! Je regrette que, entre chrétiens, on ne pratique pas le *lobbying* vis-à-vis des législations qui vont à l'encontre de la vie.

Pierre BOISARD : J'ai malheureusement eu la chance, ou plutôt la malchance, de recevoir un héritage, une part de respon-

sabilité dans la politique familiale après l'apogée de la famille dont vous avez parlé, c'est-à-dire après les années 1960.

Cependant, comme j'avais été envoyé à la Caisse nationale des allocations familiales, que j'ai présidée pendant vingt-cinq ans, par une confédération qui souhaitait maintenir à ce moment-là – et elle les a maintenues – certaines valeurs, j'ai essayé tant bien que mal de défendre ces valeurs. En particulier, j'étais arrivé à faire admettre à mes interlocuteurs de différentes tendances – j'ai travaillé par exemple avec des gouvernements de diverses opinions – que la famille était la première cellule de la société, celle où l'on faisait l'apprentissage de la vie sociale. Et que c'était pour cela qu'elle avait besoin d'être aidée et favorisée.

Une réflexion m'a profondément heurté. Une parlementaire, partisan du PACS, a cru intelligent d'ironiser sur la Sainte Famille, comme modèle de la famille. Contrairement à cette départie, la Sainte Famille me paraît, à moi, offrir l'exemple même de la famille moderne et actuelle. Et c'est là où je divergerais un peu de ce que vient de dire notre président.

La famille n'est certes pas une démocratie au sens d'une institution qui repose sur le suffrage universel, sur un vote, etc. En revanche, je pense qu'elle est vraiment une démocratie dans le sens où chacun participe, à sa place, à une découverte, à une éducation, un approfondissement de l'amour. Et je crois que la Sainte Famille peut inspirer les familles de notre temps. Rappelons-nous la réponse extraordinaire du Christ à la Vierge : « *Ne savez-vous pas que je m'occupe des affaires de mon Père ?* » C'est l'enfant qui éduque ses parents, il est vrai que ce n'est pas n'importe quel enfant. Je crois tout de même que les membres d'une même famille ont tous quelque chose à s'apporter. Et c'est en cela qu'on peut parler de démocratie. Ceci n'abaisse en rien le rôle du père. Pour s'en tenir à la Sainte Famille, c'est saint Joseph qui a appris à Jésus à vivre en société. C'est lui qui l'a nourri. Et là je rejoins certains milieux qui vous disent que le vrai père – c'est sans doute une idée qui mérite d'être nuancée comme toutes les idées qu'on lance – est celui qui nourrit l'enfant et qui l'élève. Excusez-moi d'avoir l'air de compléter votre exposé que

j'ai beaucoup apprécié et avec lequel je me sens en parfaite communion de pensée.

Isabelle MOURRAL : Parmi toute les questions que j'aimerais vous poser, j'en retiens une. Vous nous avez parlé de la famille nucléaire, vous avez signalé son insuffisance et, comme remède, vous nous avez fait apercevoir la vie en communauté. Lorsque vous avez ensuite parlé du rôle du père, vous avez aussi mis en avant cette idée de communauté. À propos de la famille nucléaire, pour la compléter, j'avais tout simplement pensé à l'ensemble de la parenté, qui est quelque chose de très fort dans la vie et comme soutien des enfants. La vie en communauté c'est tout à fait autre chose, qu'est-ce que vous entendez par là ?

Xavier LACROIX : Pour la démocratie, vous avez compris que je n'aime pas non plus l'expression. C'est François de Singly, un sociologue bien en vue, qui se plaît à l'employer. C'est même devenu un slogan de l'année de la Famille (1994).

Il est évident qu'il y a un côté démocratique dans la famille récente, contemporaine dans la mesure où chacun a droit à la parole. Il arrive que la décision se prenne démocratiquement, on peut s'en réjouir. Par exemple, imaginons qu'on cherche où aller en vacances. Qu'un lieu de vacances se choisisse démocratiquement, cela me paraît très sain. Que chacun soit reconnu comme une personne et qui dit personne dit foncière égalité, que l'on soit convaincu qu'il y ait parfaite égalité entre les personnes dans une famille, qui peut s'y opposer ? Je crois foncièrement qu'il y a égalité radicale entre les personnes : je suis l'égal de mon fils, c'est évident, à la fois du côté de l'ontologie, et de processus qui sont beaucoup moins autoritaires qu'autrefois. On imagine mal le patriarcat disant : « Cette année nous irons en Bretagne », personne ne discute. On comprend comment peut s'appliquer un peu, en ce sens, le mot démocratie.

Donc démocratie au sens d'obéissance les uns aux autres. C'est là que la Sainte Famille serait un très bel exemple de docilité,

d'obéissance, de service les uns des autres ; de communauté au sens fort du terme, au sens de mise en commun. Mais pas au sens politique du terme. Je crois effectivement qu'il y a une perversion à employer le mot démocratie au total parce que la démocratie repose sur des liens contractuels et que la famille ne repose pas sur des liens contractuels. Il n'y a pas de contrat entre les parents et les enfants pour qu'ils naissent. Et si ontologiquement les parents sont les égaux de leurs enfants, ils n'ont pas la même place, ils n'ont pas la même fonction. Il n'y a rien de pire, je crois, que les parents qui ne veulent pas tenir leur place et qui n'osent pas être des références, des normes, exercer une autorité. Beaucoup de jeunes deviennent violents à cause de cela parce qu'ils n'ont pas rencontré en face d'eux de résistance. La famille est foncièrement hiérarchique, le père n'est pas à la place du fils, le fils n'est pas à la place du père.

Pour le *lobby*, je pense que c'est très souhaitable. Mais d'autres seraient mieux placés que moi pour répondre. Je ne suis pas un acteur politique.

La communauté : la famille gagne à être insérée dans une communauté plus large. Mais je ne donne pas au mot communauté un sens très défini. Cela peut être très souple. Je vais citer l'exemple des communautés nouvelles parce que, même s'il s'y passe parfois des choses que l'on peut critiquer, ou qui ne sont pas parfaites, ou dont certains peuvent souffrir, ce sont de véritables laboratoires. Il y a peu de lieux où l'on s'exerce à des relations parents-enfants un peu enrichies, un peu différentes. Mais ce n'est pas la vocation de tous.

Par communauté j'entends réseau de relations où sont partagées des valeurs communes. Je pense tout simplement à ma paroisse. J'habite une paroisse très riche où il se passe beaucoup de choses, mes enfants y sont très heureux : il y a les mouvements scouts ; chaque dimanche on se rencontre, on se parle, on s'invite. C'est un réseau où l'on partage des valeurs communes et où a lieu une certaine communion. Par exemple, j'appartiens à un mouvement qui s'appelle « Les équipes Notre-Dame » qui a des traits de communauté ; la rencontre mensuelle où l'on partage en

profondeur sur ce que l'on vit, je fais entrer cela dans la catégorie « communauté ». Des lieux où l'on rencontre une communion plus large que la communauté conjugale ou familiale.

Nous ne sommes jamais autant en communion entre nous que lorsque nous sommes aussi en communion avec d'autres. Avec mon épouse nous avons participé à différents mouvements et c'est dans les moments où nous participons le plus avec d'autres que notre communion est la plus enrichie. On ne se rend pas compte à quel point la communion conjugale est enrichie par la communion avec d'autres frères. L'amour fraternel enrichit l'amour conjugal.

Par rapport à la famille élargie, elle peut jouer ce rôle-là, bien sûr, mais elle ne suffirait pas parce que l'écueil, c'est le clan. Vous connaissez ces familles où on ne vit que dans la famille élargie. À ce moment, elle devient un peu une totalité qui repose sur des liens du sang, de patrimoine, d'intérêt qui ne sont pas forcément très spirituels au sens qu'ils ne poussent pas forcément beaucoup en avant. Alors qu'un mouvement qui repose sur une adhésion spirituelle tire plus en avant.

Pasteur LEPLAY : Je vous remercie de votre exposé tout à fait intéressant et d'avoir évoqué au passage, sinon cité, deux ou trois de ces quelques femmes qui ont permis à notre époque de réfléchir avec des sociologues et des théologiennes sur la mutation de la famille.

Ma première question est de savoir où, dans les ombres et lumières, vous situez deux paramètres qui me semblent appartenir à la modernité : d'une part, le contrôle des naissances et, d'autre part, la prolongation de la durée de vie. Aujourd'hui on se marie pour cinquante ans et peut-être plus.

Ensuite – mais c'est peut-être un point de vue plus personnel –, sans du tout polémiquer avec le grand Jean Lacroix, je n'opposerai pas je et tu à nous. Dans la Genèse, le premier chapitre est un nous : « *Dieu les créa homme et femme.* » Dieu crée un nous. C'est un nous qui est institué. Alors que dans le second

chapitre, il y a d'abord Adam, puis Ève : il y a un je qui reconnaît un tu ; le couple est instituant. Donc, je ne pense pas qu'il faille trop jouer sur le je et tu ; ce sont les concubins, et nous c'est un couple. C'est dialectique et l'Écriture sainte nous parle beaucoup plus de l'amour que du mariage en un certain sens. C'est important de ne pas l'oublier.

Janine CHANTEUR : Moi aussi, monsieur, je vous remercie pour cet exposé très riche. Je suis en grande partie en accord avec vous. Cela dit, je ne regrette pas, personnellement, la famille dite traditionnelle. Quand on ne divorce pas parce que le divorce n'est pas inscrit dans la loi et qu'on n'a pas la liberté de le faire, je ne crois pas que, même si la famille a l'apparence de tenir, elle soit un véritable foyer spirituel.

Il me semble qu'on pourrait apprendre aux jeunes à l'époque actuelle que, sans la famille, il y a un interdit majeur qui va disparaître et un interdit sans lequel il n'y a pas d'humanité, c'est l'interdit de l'inceste. Or cet interdit est d'abord humanisant. C'est à partir de lui que se développe une histoire humaine car c'est à partir de lui qu'il y a des générations, il ouvre le temps de la liberté et de la reconnaissance de l'autre. La loi que le père et la mère doivent à égalité apprendre à leurs enfants, c'est le respect de l'autre.

On peut dire de l'interdit de l'inceste qu'il institue le temps. Il y a les générations passées, le présent et les générations à venir. À travers le temps, tout ce qui est affectif va, comme disait Stendhal, être sujet aux intermittences du cœur et nous dirions même maintenant aux intermittences du désir. Mais ce qui fait la solidité de l'engagement d'un homme et d'une femme, cette alliance dont vous avez parlé, c'est une promesse qui tient compte du temps. La réunion entre le conjugal et le parental se trouve dans cette façon d'assumer le temps : je sais que je serai autre que je ne suis maintenant, que l'autre sera autre qu'il est aujourd'hui. Ma promesse, l'œuvre de ma liberté, va assumer cette altérité dont je ne sais pas si elle sera facile ou difficile à

vivre : je sais simplement qu'elle comportera cet engagement réciproque et cet engagement par rapport aux enfants.

Si on arrivait à montrer aux jeunes qu'il s'agit du projet humain fondamental (personnellement je crois que c'est le projet de Dieu sur l'homme, sur le couple humain dont on vient de rappeler fort opportunément qu'il est homme et femme), il me semble que l'on prendrait le mariage plus au sérieux et peut-être risquerait-on moins la sclérose institutionnelle. On ne peut pas vivre en couple sans mariage mais il est vrai que l'institution peut se scléroser.

Henri LAFONT : Votre conférence, monsieur, soulève effectivement beaucoup de questions. Je vais en choisir une qui a un tout petit lien avec ce que vient de dire Mme Chanteur. On parle de la fragilité du lien conjugal, combien de fois n'entend-on pas : « mon mari, aujourd'hui, n'est plus celui qu'il était il y a dix ans » ou « comment puis-je aimer un homme qui n'est plus celui que j'aimais » ? C'est au philosophe que je pose la question : dans l'identité de la personne, à travers ses changements, il y a quelque chose qui demeure et n'est-ce pas une des causes de la fragilité de la famille aujourd'hui, de se demander à qui on a affaire ? L'être... on ne sait plus très bien ce que c'est qu'un être. On dit que l'embryon est un être humain potentiel. Est-ce que nous ne sommes pas tous des êtres humains « potentiels » ? Nous ne savons plus ce que nous sommes et cette incertitude de notre identité rejaillit sur la famille.

Chantal LEBATARD : Des questions que je voulais poser l'ont déjà été par les intervenants précédents, en particulier celle sur le rôle du contrôle des naissances, etc. Je voudrais vous demander simplement de préciser la place que vous accordez au lien fraternel, dont vous n'avez pas beaucoup parlé. En outre, dans les ombres, ne faudrait-il pas ajouter la peur qu'ont les jeunes aujourd'hui devant leur propre capacité à tenir un engagement, à oser s'engager dans la durée ?

Xavier LACROIX : Dans le tableau « ombres et lumières », il faudrait évoquer le contrôle des naissances. Je distinguerai deux notions : celle de régulation des naissances ou de maîtrise de la fécondité. On ne peut pas ne pas mettre celle-ci au crédit d'une éthique personaliste, de la liberté. La famille, le couple, la sexualité ont gagné à ce que l'acte sexuel et l'acte procréatif ne soient pas systématiquement liés. Jean Paul II appelle cela la *paternité responsable*, et il y inclut maternité. On avance en responsabilité. La chance et le progrès que représente la régulation des naissances sont incontestables.

Le bilan serait plus mitigé pour la contraception au sens strict. D'un côté, elle permet cela et donc dans de nombreux cas peut être ressentie comme libérante, mais elle est un acte négatif et qui peut donner lieu à la mentalité contraceptive.

Je distingue trois notions : régulation des naissances, contraception et mentalité contraceptive. La mentalité contraceptive dissocie non seulement deux actes, mais deux significations. Elle me pose plus de problèmes car, à l'horizon, elle dissocie systématiquement sexualité et fécondité et ainsi appauvrit l'une et l'autre.

L'allongement de la vie. C'est un argument auquel je ne suis pas très sensible parce que la majorité des divorces ont lieu entre un et dix ans. Le plus dur, ce sont les dix premières années. Les caps les plus durs sont cinq ans et dix ans.

Pour je, tu, nous, je vous suis entièrement. Je n'opposais pas je et tu d'une part, et nous de l'autre. L'opposition aurait lieu si le nous était englobant, autrement dit, si l'on avait fait un schéma fusionnel : les deux moitiés de l'androgynie qui se recollent. Comme dit Aristophane dans Platon : ils ne sont plus qu'un au lieu de deux. Donc on est nous au lieu de je et tu. Tandis que dans le schéma de l'alliance on est à la fois un *et* deux. On est tellement un et deux qu'on est trois, d'ailleurs. Le nous étant l'intersection, mais le miracle c'est qu'à cette intersection naît vraiment une troisième vie pendant que je et tu demeurent. Le

paradoxe c'est que non seulement ils restent eux-mêmes, mais ils sont davantage encore eux-mêmes. Je suis plus moi-même face à quelqu'un qui est même que face à quelqu'un d'indifférent. Le nous enrichit le je et le tu, promet le je et le tu. L'amour est promoteur d'altérité, comme le disait Gabriel Madinier qui a très bien parlé de tout cela. Donc, je n'oppose pas les deux.

Il faut éviter une conception durement extrinsèque ou sclérosée de l'institution. Notre tâche serait de redécouvrir, par des voies personalistes, l'institution. L'institution peut se comprendre de l'intérieur. Si l'on réfléchit, par exemple, au sens de la fidélité comme tournée vers l'avenir, au sens de la promesse, on peut affirmer que la promesse déborde l'intimité. Une promesse appelle des témoins qui sont déjà des commencements d'ouverture au tiers. De différentes manières on peut montrer que l'amour lui-même gagne à s'ouvrir au tiers, à accepter de rentrer dans une forme de vie. Il me semble qu'une philosophie personaliste de l'institution est possible.

La question du changement m'est souvent posée. On peut dire que dans le mariage, comme dans la vie, on change, sur dix ans, vingt ans, trente ans... Mais on change ensemble. Il y a ici un embranchement : ou bien on change parallèlement, ou bien on change ensemble. Si on change parallèlement, les deux changements risquent d'être discordants et, au bout de quelque temps, on ne sait plus qui on a en face de soi. On n'a plus rien à se dire. On se trouve face à un étranger ou une étrangère. Le risque, dans une vie de couple, est que les deux vies soient parallèles et que l'on n'échange pas en profondeur. Il est très difficile, dans un couple, d'échanger en profondeur. Si on ne change pas ensemble, le changement peut être divergent et on peut devenir étranger l'un à l'autre. En revanche, si on change ensemble, le changement devient un enrichissement. On évolue en fonction de l'autre et c'est là que le nous intervient. Nous donnons naissance à une histoire commune. Ce qui est impressionnant dans cette histoire c'est que chacun n'est pas le même que s'il avait vécu seul ou avec quelqu'un d'autre. Un homme qui s'est marié à 26 ans, ce qui est mon cas, peut dire en conscience qu'il ne

serait pas littéralement le même aujourd'hui que s'il n'était pas marié à son épouse. Se marier, c'est ne faire qu'une seule chair, au sens de « seule destinée », et l'intersection de l'alliance c'est d'accepter d'être modifié en profondeur par le lien. C'est dans ce sens-là qu'il y a de l'irréversible. Une seule chair signifie que c'est l'être même qui est impliqué. Portée ontologique de la relation, et pas seulement mentale ou spirituelle.

Quant à la place que je donne au lien fraternel, c'est que l'on devrait davantage décrire ce qui se passe entre frères et sœurs. La fratrie est une dimension très importante de la famille. J'avais rencontré il y a quelques années à un colloque un ethnologue qui travaillait en Afrique sur une ethnie où on n'employait le mot « famille » qu'à partir de trois enfants. Il est certain qu'il se passe beaucoup de choses entre frères et sœurs, la psychologie parfois le montre même. La relation aux parents et le fameux complexe d'Œdipe, sont différents entre le premier, le second, le troisième enfant.

Il n'y a pas seulement les conditionnements, il y a aussi les richesses, tout ce qu'on apprend les uns par les autres. Il y aurait une plus grande place à faire au lien fraternel. Un des grands regrets que j'ai par rapport au nombre désolant de fécondité, ce n'est pas seulement l'avenir de la France et de l'Europe, mais c'est le type de famille que cela signifie. Si vous prenez 1,6 en moyenne, combien de familles avec un seul enfant ? On peut être très heureux avec un seul enfant surtout si c'est son désir. Mais de ce modèle, 1 ou 2 enfants maximum, on peut penser qu'il est un peu limité.

La peur devant l'engagement. Effectivement, c'est un terme qui revient souvent quand on parle avec des jeunes, c'est souvent ce qui fait qu'ils ne se marient pas. Une des vertus importantes de la décision et de l'alliance est la foi. Quand on creuse au-delà de l'amour-sentiment, le mariage repose sur une foi. La *fides* conjugale, *fides* signifiant à la fois confiance, fidélité et foi ; foi dans la *fides*, foi dans la foi. La foi est au cœur du lien. La foi est victoire sur la peur. On peut dire aux jeunes : « N'ayez pas peur », une phrase prononcée par Jésus avant d'être reprise par Jean Paul II.

Je leur disais un jour : ne pas se marier par peur d'échouer c'est exactement la politique de Gribouille ; il se met dans l'eau pour ne pas se mouiller.

Guillaume DEVOLVE : Permettez-moi simplement de souligner une curiosité d'ordre juridique. Vous êtes à la recherche d'une définition de la famille. Or le code civil ne définit pas véritablement celle-ci. Il définit le mariage, la filiation, mais dit peu de choses de la famille. En revanche il existe d'autres droits adjacents qui en traitent : le code de la famille, le code de la Sécurité sociale... Cette curiosité est d'autant plus surprenante que nous avons des textes supérieurs, par exemple le Préambule de la Constitution de 1946, ou encore la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui retiennent la notion de famille. Il existe même dans la Convention européenne un article 8 qui proclame le droit pour toute personne au respect de sa vie familiale. C'est d'ailleurs en vertu de ce texte qu'a été reconnu, en droit français, le droit au regroupement familial, bien connu des émigrés. J'en conclus que si on veut mener une action en faveur de la famille, il est nécessaire de se référer à ces textes supérieurs.

Jacques HINDERMEYER : Je voudrais évoquer les « tabous suicidaires » :

1) Le travail des femmes. On s'en réjouit beaucoup, on s'en félicite, mais on oublie de donner les chiffres. À peine 30 % de femmes travaillaient il y a trente ans et il y en a 70 % maintenant. C'est chez les femmes qu'il y a le plus de chômage. Et cependant 2,7 millions d'emplois ont été créés depuis 1970 tandis que les hommes en perdaient 800 000.

2) La création des crèches. Il n'y a pas une municipalité, pas un parti politique qui ne vous parlera de la création des crèches. Or les crèches coûtent des fortunes, beaucoup plus que si on donnait l'argent aux femmes. Sans compter qu'on y attrape les

maladies infectieuses, on n'y apprend pas grand-chose et le soir on oublie parfois de venir chercher l'enfant à la crèche !

3) Il y a un autre danger dont on ne parle pas non plus : la fécondité. Cependant, à l'Académie des sciences morales, Jacques Dupaquier, professeur de démographie historique, a pu déclarer : « *Si nous continuons dans la voie actuelle, en 2035, la France sera musulmane, ce sera la première religion.* » Voilà une des conséquences des 1,6 de fécondité !

LE PRÉSIDENT : Le docteur est courageux parce qu'il parle au nom d'un *lobby* certainement minoritaire. En plus de ça, il a dit qu'il posait des questions qui ne méritaient pas de réponses, je laisse le conférencier en juger !

Xavier LACROIX : Famille et natalité. On peut distinguer politique familiale – je ne dirai pas politique nataliste, qui sonne péjoratif – et politique de population. La fin n'est pas tout à fait la même. Réfléchir au bien de la famille et réfléchir à la croissance de la population, les termes ne se recourent pas exactement. On a pu voir dans des régimes totalitaires des politiques fortement populationnistes et antifamiliales. Les deux ne coïncident pas. Il y a malgré tout intersection non nulle entre les deux, ne serait-ce que parce que les enquêtes montrent que les Français désireraient avoir un enfant de plus que ce qu'ils ont. En effet, les Français désireraient trois enfants : ils ont en moyenne un enfant de moins qu'ils le désireraient. Donc, si on les aidait davantage sur le plan matériel, on aurait une avancée importante.

Guillaume DELVOLVE : Le droit successoral, effectivement, règle les affaires familiales mais du point de vue patrimonial, exclusivement.

Xavier LACROIX : Le travail féminin. Je me reproche de ne pas l'avoir abordé, non parce que c'est une question taboue, mais c'est une question impossible. Nous sommes au cœur d'une

contradiction, majeure, significative, clé de notre culture. Je ne vois pas de solution. Je vois les inconvénients familiaux, et je comprends aussi que les femmes se réalisent et apportent à la société, par leur travail professionnel. Il y a les maisons vides. On pourrait penser que ce serait aussi aux hommes de faire l'effort de plus de présence. On pense un peu trop seulement aux femmes quand on réfléchit à cela. Toutefois, il est un peu hypocrite de faire semblant de croire que les hommes et les femmes seraient équivalents pour ces tâches-là. Il y a une parenté profonde entre mère et maison, quoiqu'on dise. Entre les valeurs d'éducation, de vie, de fécondité, de patience, de service d'une maison et les valeurs de la participation à la vie sociale, professionnelle, je vois une contradiction pour laquelle je n'ai pas de solution globale, mais seulement des solutions partielles.

LE PRÉSIDENT : Merci, cher monsieur. Nous savions qu'il y avait le théologien ; nous savions qu'il y avait le philosophe ; nous savions qu'il y avait le doyen, le professeur, mais nous savons maintenant qu'il y a le Lyonnais avec une saveur dans son propos. Et puis il y a surtout le regard du chrétien qui illumine tout son propos et c'est de cela surtout que nous vous remercions !

TÂCHES POUR
LES CHRÉTIENS
DU XXI^e SIÈCLE

*Par Mgr Michel DUBOST
Évêque aux Armées françaises*

Du même auteur

Chemin faisant, l'Église, Cerf, 1996.

Éléments de pastoralisme montagnard (avec la collaboration de Jean-Pierre Jouglet et André Bornard), Cemagref, 1992.

Guide pour prier, Droguet et Ardant, 1997.

Ministre de la paix : regards chrétiens sur la guerre et l'armée, Cerf, 1995.

Se battre avec Dieu, Cana, 1980.

Végétation, équipements (avec la collaboration de Jean-Pierre Jouglet et André Bornard), Cemagref, 1992.

Théo benjamin (avec la collaboration de Christine Pedotti), Droguet et Ardant, 1997.

LE PRÉSIDENT : Monseigneur, nous nous sommes interrogés durant cette année universitaire qui s'achève sur la façon dont nous pourrions, à notre place, faire l'histoire du XXI^e siècle.

Nos questions étaient posées de telle sorte qu'elles appellent des engagements dans la société en général, dans l'économie, la politique, la culture, la famille... avec le souci affiché d'une visibilité chrétienne. Dans le fond, il me semble que nous avons comme l'intuition, non formulée, qu'à l'aube du troisième millénaire, les chrétiens allaient être appelés à écrire les pages d'un nouveau *Génie du christianisme*. On ne devrait plus chercher à prouver, comme l'écrivait en son temps Chateaubriand, que, « *de toutes les religions qui ont jamais existé, la religion chrétienne est la plus poétique, la plus humaine, la plus favorable aux Arts et aux Lettres, qu'elle favorise le génie, épure le goût, donne la vigueur à la pensée, qu'il n'y a point de honte à croire, avec Newton et Bossuet, Pascal et Racine* ». Il faudrait démontrer aujourd'hui que la religion chrétienne est celle qui concilie le mieux la raison et la foi, respecte l'autonomie de la science dans son domaine propre et qu'il n'y a point de honte à croire avec Pasteur et Branly, Péguy et Claudel.

Certes, nous sommes plutôt sous l'influence des grands soupçonneux, pour faire allusion à *L'Ère du soupçon*¹. À l'époque des

1. Nathalie Sarraute, Minuit, 1956.

paroles sans référent, la modernité a engendré une humanité qui voudrait se suffire à elle-même. Nous faisons cependant le pari que l'ère post-chrétienne va céder la place à une nouvelle ère chrétienne. Déjà Dostoïevski – l'un des protagonistes de l'humanisme athée selon le père de Lubac¹, l'auteur désespéré de *Crime et Châtiment* – était mort sur l'interrogation de Kolia dans les *Frères Karamazov* : « *Est-ce vrai que nous ressusciterons d'entre les morts ? que nous nous reverrons les uns les autres et tous, et Elioutcha ? – Oh, comme ce sera bon : fit Kolia.* »

Aujourd'hui les interrogations esthétiques renouent avec les grands débats du christianisme² ; le lieu n'est pas d'en faire la démonstration. Alors, seul un évêque, pasteur et docteur, pouvait achever ce cycle, en répondant à cette dernière question : « Les tâches des chrétiens pour le XXI^e siècle ».

Monseigneur Dubost est, aux yeux de l'État, rattaché auprès du général chef d'état-major des Armées et, aux yeux de l'Église, vous êtes évêque aux Armées françaises. Mais comment peut-on être « évêque aux armées » ? À cette interrogation vous répondez : « *La question est doublement hypocrite : elle ignore ce que sont les militaires, elle ignore ce qu'est l'amour du Christ, elle ignore Dieu*³. »

Évêque aux Armées françaises... mais président des XII^e Journées mondiales de la jeunesse. Les fameuses JMJ ! Si enthousiasmantes pour ceux et celles qui les vivaient, si difficiles à gérer pour ceux et celles qui en avaient la charge et qui devaient solder les comptes ! Vous auriez pu être, avec votre équipe, l'évêque d'un échec, avec elle vous avez été l'évêque d'un succès.

Vous aviez été curé de Saint-Jacques du Haut-Pas, directeur des aumôneries de l'enseignement d'État à Paris. Vous aviez déjà

1. Henri de Lubac, S.J., *Le Drame de l'humanisme athée*, Spes, 1945, p. 409.

2. Selon J.-M. de Montrémy, *in Histoire chrétienne de la littérature*, Flammarion, 1996, p. 1038.

3. Mgr Michel Dubost, *Chemin faisant, l'Église*, coll. « Foi vivante », Cerf, 1996, p. 23.

joué un rôle important dans la communication. Chargé d'études à la SOFRES alors que vous étiez déjà prêtre, secrétaire général de la Fédération des organisations de communication sociale, président d'UNDA pour l'Europe.

Vous êtes aussi un ancien auditeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale et, pour certains d'entre nous, vous êtes donc un « cher camarade ».

De ce que vous avez publié, j'ai lu seulement deux volumes dans la collection « Foi Vivante, étudiant » publiés au Cerf. Le premier est *Chemin faisant, l'Église*, et le deuxième c'est *Ministre de la paix*. Pour mieux connaître le Christ vous avez proposé à vos lecteurs de suivre l'Évangile de Matthieu.

Pour dire Dieu demain, nous nous proposons d'écouter monseigneur Dubost.

Mgr Michel DUBOST : Chers amis, le programme que m'a fixé le président est absolument impossible et je ne le suivrai pas. Très clairement, je me suis dit que répondre à toutes ces questions serait survoler des généralités et que je n'y arriverai pas. Je ne suis ni un philosophe, ni un sociologue, je suis simplement un homme de terrain et j'essaie de comprendre et de faire ce que je peux. Comme homme de terrain, je voudrais, parce que je crois que c'est un des chantiers essentiels pour – je n'aime pas dire le XXI^e siècle – le temps que nous vivons en ce moment et pour préparer demain, vous parler de l'éducation. C'est un des chantiers, c'est un des lieux où nous devons, nous chrétiens, faire une synthèse et proposer quelque chose.

Introduction : l'éducation doit être totale

Récemment, Pierre-Gilles de Gennes (prix Nobel de physique en 1991) écrivait dans le journal *Le Monde* : « *Regardez les choses en face. Nos enfants vivent dans un monde à deux pôles. Du côté du réel : le foot ou la bagarre ; du côté des écrans : la télé ou l'ordinateur. Et pourtant il faudrait qu'ils sachent : a) s'exprimer ; b) observer et manipuler ; c) réfléchir* » (26.02.99).

Ce n'est certainement pas outrepasser sa pensée que d'affirmer que, dans le monde d'artifices où nous sommes, les jeunes n'ont

pas les moyens de se découvrir eux-mêmes. Ils vivent, au sens strict, une véritable aliénation. Au moins pour beaucoup d'entre eux. Car, bien entendu, les jeunes comme ensemble n'existent pas : ils sont très différents les uns des autres.

Il nous faudrait donner les raisons de ces difficultés. La première est une mauvaise conception de la liberté : on ne peut laisser des jeunes choisir, au nom de leur liberté non formée, ce qu'ils ne connaissent pas. Ceci revient à les enfermer dans leur enfance et à trahir leur soif d'apprendre. Ma génération prétendait qu'il ne fallait pas leur apprendre quelque chose qu'ils ne demandaient pas. Je ne vois pas qu'une éducation puisse inventer ce qu'elle ne sait pas. Au sens strict, la Révélation est quelque chose que l'homme ne peut pas découvrir par ses propres forces. Cela ne veut pas dire que cela ne rejoint pas profondément le cœur de l'homme.

Par ailleurs, l'éducation issue des Lumières a séparé la vie, la sagesse, d'une part, et le savoir, d'autre part. La multiplication des savoirs fractionnés empêche toute synthèse, toute unité, toute recherche de sens.

En conséquence, la sagesse et la foi apparaissent comme des superstructures à côté du savoir qui, seul, permet, aux yeux des contemporains, de dominer la réalité. Il y a là une erreur anthropologique fondamentale : l'éducation doit être ouverte à la totalité du réel et permettre de trouver l'unité de sa vie dans le réel. La seule éducation qui unifie se fait à partir de la rencontre d'un maître qui, lui-même, unifie dans sa vie la multitude des savoirs, permet de s'étonner devant le réel et, dans une expérience de dialogue avec son disciple, sollicite l'intelligence de celui-ci pour qu'il vérifie ce qui est découvert : c'est ainsi qu'il lui permet de faire face à la réalité. Il me semble évident que le Pape, lui, joue le rôle de maître – au sens qui vient d'être décrit – dans le monde contemporain : il offre une synthèse vivante entre tradition et vie actuelle, sagesse et savoir.

Beaucoup de professeurs et animateurs, au-delà de ce qu'ils disent de la séparation savoir et éducation et à un autre niveau, jouent aussi ce rôle.

Si la culture chrétienne semble morte, c'est qu'en grande partie elle ne sert de rien aux gens de ma génération, qui, de plus, ont mauvaise conscience de ce que cette culture chrétienne a couvert comme guerre, colonialisme et antisémitisme. C'est à nous de faire en nous-mêmes la synthèse entre le monde moderne et la culture chrétienne. C'est à nous d'avoir de la mémoire.

Le devoir de mémoire ne consiste pas à ressasser je ne sais quel passé, mais à trouver dans notre culture ce qui fonde la dignité, l'ouverture à l'autre et permet d'envisager le futur en lui donnant sens.

Nous avons tout appris, sauf à apprendre : apprendre est inné. Refuser d'apprendre, c'est refuser le futur. C'est aussi nous refuser nous-mêmes.

Mais cette génération a trop suivi Rimbaud qui dans *Une Saison en enfer* demandait d'être « absolument moderne » : notre soif d'inventer un nouveau monde lié à un sentiment de liberté absolue nous a fait oublier de vivre de notre culture. Cette vie n'est pas, n'est plus automatique. On peut se laisser porter au gré du flux. Il y a une vraie bataille à mener. Notre technique est sans Dieu. Notre consommation est sans Dieu. Notre vie religieuse n'est souvent qu'une décoration qui ne change pas notre style de vie... Je crains que nous ne soyons pris par la révolution « libérale » ou plutôt par l'imaginaire de globalisation et de mondialisation.

C'est un imaginaire d'effacement qui ne peut pas se comprendre par la seule référence à l'internationalisation des capitaux, au métissage des cultures et à l'interdépendance des sociétés humaines. Il a aussi partie liée avec des processus de désacralisation et de désymbolisation qui conduisent, au nom précisément du libre choix individuel, à vouloir combattre toutes les conventions ou institutions susceptibles de l'entraver. Le New Age n'est pas forcément loin de nous en développant une pensée fondée sur l'effacement de toute attente.

Et je vois malheureusement, dans beaucoup de réactions à la perte d'autorité de l'État, de la famille et de la loi morale, plus de

complicité – malgré les apparences – avec cet état d'esprit que d'opposition. Il s'agit là encore de l'expression d'un individualisme qui certes réagit, mais se situe dans l'acceptation des causes de la révolution que nous vivons et qui, pendant la dénonciation, vit tranquillement pour s'offrir les plaisirs éphémères de la consommation de masse.

J'appelle à ce que nous soyons des sages au sens de cette sagesse qui inclut dans toute sa vie une recherche de Dieu et qui la vit. Vous allez me dire : « Je ne sais pas trouver Dieu. » Le vrai problème c'est cette recherche de Dieu aujourd'hui. On peut faire tous les discours, rien ne remplace cette recherche de Dieu. Les discours peuvent être extrêmement complexes mais si ce ne sont que des discours, et non pas une recherche de vérité, il me semble que nous n'avons rien à dire.

1. Percevoir ce que vivent les jeunes

Les jeunes, eux, arrivent dans une société qui, pour nous résumer en d'autres termes :

- est centrée sur l'efficacité, le rendement ;
- découvre les limites d'un tel choix et cherche à intégrer ses échecs ;
- est jalouse de la liberté des choix personnels ; nous sommes dans une civilisation du sujet ;
- prend sa distance par rapport aux institutions et préfère les associations sur la base du goût commun ;
- aime à réfléchir à partir de l'expérience ;
- accepte de changer de vie quand l'expérience se modifie ;
- et a besoin de sens.

Que les adultes le veuillent ou non, les jeunes sont aujourd'hui placés en compétition les uns avec les autres (c'est la façon négative de l'ouverture et de la mobilité sociale).

Pour certains, cette compétition est pratiquement perdue d'avance ou se perd très rapidement : ils peuvent réagir à cet

échec soit en boudant la société, soit, et c'est le plus souvent, en la refusant vivement puisqu'elle proclame sans cesse, par la publicité notamment, la possibilité d'une intégration qu'elle leur refuse dans les faits.

Pour d'autres, la participation à la compétition se fait par le sacrifice plus ou moins consenti de beaucoup de dimensions essentielles à la vie, y compris celles qui correspondraient aux aspirations les plus profondes. Il y a là une source d'aliénation au sens strict.

L'aliénation demeure la grande crainte de beaucoup de jeunes qui ont pourtant trouvé les chemins de la découverte d'eux-mêmes par des stratégies qu'on peut qualifier de survie : – dans la compétition sportive (ou autre) ; – dans la consommation (s'habiller, dépenser, faire l'amour pour s'éprouver soi-même) ; – dans la responsabilité (de groupe, de bande, d'association).

Mais beaucoup s'enfoncent dans une régression dont le sourire masque le désespoir. Il se transforme alors quelquefois en violence... dont les autres jeunes sont les premières victimes. Et pour tous, ou presque, les difficultés, et en particulier le caractère abstrait de ce qu'est le monde adulte à leurs yeux (qu'ils ne connaissent que par la télévision et leurs parents qui rentrent le soir en disant du mal de leur chef de service ou en étant au chômage), engendrent une massive absence de confiance en soi. Si les problèmes de fond sont là, les apparences peuvent être différentes.

Beaucoup de jeunes – en tout cas ceux que je rencontre – sont nés dans des familles avec peu d'enfants (même si quelques familles de militaires français sont, au contraire, extrêmement nombreuses). Il leur arrive d'être issus de familles qui ont connu beaucoup de difficultés. Ils connaissent un monde adulte – autour du sport, de l'art –, mais ils ne connaissent pas le monde adulte (souvent, ils ne connaissent du métier de leurs parents que ce que leurs parents leur en racontent et c'est peu), mais ils aiment leur famille (plus qu'il y a vingt ans).

Cela ne les empêche pas d'avoir un mode de vie où le cinéma (80 %), la boîte de nuit (65 %), la fête foraine (60 %), les amis

(40 %), le bal (40 %) et le sport (40 %) sont des activités importantes – quelquefois fondamentales. Souvent, ils vivent dans une sorte de contre-société aux normes différentes de celles de la société adulte (un peu comme l'Afrique dans les sociétés initiatiques, avant l'initiation).

Bien sûr, il n'y a pas deux jeunes qui se ressemblent (et parler des jeunes en général peut être raciste) et nous insisterons sur ces différences plus loin. Cependant, la culture jeune me semble avoir quelques caractéristiques dominantes.

Une volonté d'être, d'exister, d'avoir une identité (qui est beaucoup plus importante quelquefois que la volonté d'avoir une responsabilité).

Une sympathie pour la vie et quelquefois une frénésie pour la vie... J'entends souvent parler de pessimisme des jeunes, je le rencontre rarement. La génération de 1960 en France mettait tout en cause et a engendré une culture nihiliste (beaucoup plus qu'individualiste) ; et ce nihilisme a engendré souvent un cynisme et un individualisme forcenés. La génération actuelle est beaucoup plus ouverte ; elle est quelquefois crédule quand il lui semble qu'un mouvement est plein de vie.

Pour le meilleur et pour le pire, le savoir des jeunes (et des moins jeunes) n'est pas structuré de manière discursive, chaque connaissance s'enchaînant logiquement à une autre, mais en réseau dont les maillages peuvent avoir des logiques intellectuelles mais aussi affectives ou esthétiques...

L'enfant a pour univers spatio-temporel l'endroit et le moment où il vit. L'adulte – en principe – se situe dans l'espace et le temps. Le jeune « navigue » souvent entre ces deux conceptions. Il a souvent besoin de sentir toute la densité de la vie à la seconde qui se présente à lui. Il fait souvent l'expérience de l'angoisse devant cette densité qui lui échappe. Alors, il est dans la nuit... Et au bord du suicide... Il n'arrive pas à croire aux possibles futurs.

Une volonté de donner à sa conscience une souveraineté totale sur sa vie. Ceci explique un certain nombre d'attitudes :

– Le refus du dogmatisme et de régulation institutionnelle, en particulier en ce qui concerne leurs croyances.

– Le refus de son propre dogmatisme : beaucoup, lorsqu'il s'agit de s'engager sur des valeurs ou dans le domaine de la foi, s'expriment plutôt en « il n'est pas possible que... », « peut-être que » plutôt qu'en « je crois ». Les convictions absolues ne s'expriment qu'à propos des sciences ou même plutôt des techniques.

– Une fréquente ironie pour « dégonfler » les idéologies et le refus de toute volonté de main-mise sur qui que ce soit.

– Une vision contractuelle de la vie et des engagements : même la famille n'est plus vue comme un lien de sang ou une institution surplombée par une Loi, mais comme un contrat qui dure le temps que cela « m'apporte », ou tant que l'amour qu'il devrait signifier est vrai, sans hypocrisie et que j'y suis fidèle à moi-même.

– Une habitude de faire comme « on sent », quitte à être enfermé dans son subjectivisme et à se « sentir » totalement isolé.

– Le nomadisme intellectuel et spirituel : il est loin le temps où l'on posait la question « d'où parles-tu ? » : la complexité des itinéraires de chacun ôte pratiquement tout sens à l'interrogation. Ce nomadisme aboutit à un vrai « bricolage » qui, quelquefois de l'extérieur, semble proche de l'incohérent ou du kitsch, mais qui, de l'intérieur, est une manière de faire face.

Un besoin religieux fort qui, n'admettant plus de régulation institutionnelle et extérieure, a plutôt vu son champ s'élargir. Non seulement beaucoup « prient » (quelquefois en affirmant qu'ils ne croient pas en Dieu), mais au fond, pour eux, la liberté, l'égalité et la fraternité sont sacralisées et entrent d'une certaine manière dans le religieux.

– L'univers du rural connaît l'existence d'une réalité qui le dépasse et qui est en arrière de la réalité qu'il voit : le climat non maîtrisable est comme le signe de l'existence de cette arrière-cour sur laquelle on n'a pas de prise. Il n'y a plus d'arrière-cour pour l'urbain : pour lui, tout dépend de la volonté de l'homme. Les jeunes sont pratiquement tous « urbanisés ».

– La religion pour eux n'est pas d'abord une orthodoxie, mais une orthopraxie (et sont valorisés à leurs yeux, ceux qui ont le courage de cette orthopraxie : mère Teresa, le Pape, etc.) et une véritable éthique du mouvement.

– Pour eux-mêmes, ils n'ont pas le temps de savoir ce qu'ils pensent car le monde zappe sans cesse et les oblige à passer à autre chose... aussi, très souvent, ils cherchent dans ce passage continuels d'un univers culturel à l'autre ce qui leur semble significatif de la vie et de la vie généreuse. Ils sont idéalistes d'une forme – l'amitié, l'amour – sans donner de contenu réel à leur idéal.

– Tocqueville prédisait qu'« à l'époque démocratique les hommes seront tentés par le panthéisme ». Avec beaucoup de jeunes, nous y sommes. Le besoin d'unité obsède. Toute différence, toute distinction est rejetée. Cela est déjà vrai dans la famille où la force des modèles de rôle tend à s'estomper. Cela est aussi vrai de la différence entre créature et créateur...

– Spontanément, Dieu évoque « quelque chose » d'impersonnel, d'anonyme, d'abstrait qui ne se soucie pas des hommes et auquel il serait dérisoire de s'accrocher. Le Dieu actuel est proche du *logos* stoïcien. Il ne juge pas. Il ne condamne pas. Il ne fait pas peur. Ce Dieu est aujourd'hui quasi universel. Il est connu et volontairement ignoré par les agnostiques. Ceux-ci refusent l'héritage, s'appuient sur l'autonomie de leur raison, vivent dans une exigence de bienveillance universelle, une sorte d'héroïsme de l'incroyance, voire du désespoir.

– Il est combattu par les formes religieuses sauvages qui ne sont contrôlées ni par la raison, ni par la tradition chrétienne : il s'agit du réveil, prédit par Camus, des anciens dieux méditerranéens. Il est aussi le Dieu qui sert de précompréhension à ceux qui se veulent fidèles d'une religion du temps orienté (israélites, chrétiens, musulmans). Pour les chrétiens, la présence de Jésus fait difficulté. Elle est d'une certaine manière trop forte : le Christ se distingue trop du reste de l'humanité.

– Beaucoup manifestent une croyance d'un lien avec l'au-delà qui se manifeste dans des « lieux » a-chrétiens que l'on peut

découvrir lors des enterrements de jeunes ou par les objets ayant appartenu à des morts que de nombreux adolescents gardent chez eux.

Chez les jeunes chrétiens, la plupart pensent que le péché originel, le Jugement dernier, l'Enfer, le Purgatoire, les démons sont des dogmes incroyables, mais certains acceptent de croire à la résurrection du Christ, aux miracles, à la Présence réelle, à l'Immaculée Conception, au Paradis et à la Trinité, lorsque ces dogmes leur semblent aller dans le sens de la vie.

Un besoin de considération, de respect. Mais aussi d'épreuves pour s'éprouver grandir. Au fur et à mesure que la durée de l'adolescence s'accroît, il semble de plus en plus difficile de donner des responsabilités à des jeunes qui finissent par s'affirmer (et c'est un besoin vital) en posant des actions telles que le vol, le vagabondage sexuel ou la violence. L'esprit ultrasécuritaire et le juridisme de notre époque font que, souvent, les adultes répugnent à donner des responsabilités aux jeunes qui, en conséquence, ont moins le sens de la responsabilité et se sentent exclus.

Encore une fois, ces grands traits de la culture jeune ne sont pas vécus par tous et partout de la même manière. C'est sans doute même une caractéristique de notre temps de voir se mélanger tant de visions du monde différentes et entrecroisées. Comment rendre compte de cette complexité ?

Il suffit sans doute d'y faire allusion pour que chacun soit renvoyé à sa propre expérience. Prenons l'exemple simple du travail. Pour les uns, cela doit être une vocation (« c'est cela et pas autre chose »), pour d'autres, une profession (« moi, mon père, je suis un professionnel, jamais je ne fais une erreur et je sais m'adapter »), pour d'autres encore, le travail est un job, une manière de gagner sa vie... et de vivre sa vie dans des loisirs ou des engagements sociaux. Mais nous pourrions prendre d'autres exemples ; je pense ainsi aux enfants qui sont « parentalisés » lors des problèmes entre leurs parents : enfants à qui l'un ou l'autre des conjoints demande la permission de divorcer, voire de se marier (pour faire bref, quand j'étais plus jeune, c'étaient les enfants qui demandaient aux parents !). Enfants confidents-amis

de leur mère (qui n'a personne d'autre à qui parler), enfants qui, à la rupture, choisissent entre leurs parents (mon père a davantage besoin de moi), enfants qui rejettent leur père (parce qu'il est nul), etc. À côté d'enfants et de jeunes qui regardent la vie d'une manière totalement immature, ils sont nombreux ceux qui ont une maturité hors de leur âge !

Dans le domaine de la foi et des engagements fondamentaux, cette variété se retrouve ; les uns se disent catholiques et cela renvoie pour eux à une *identité intransigeante* qui est d'ailleurs souvent une orthopraxie (plus qu'une orthodoxie) d'autant plus intransigeante qu'elle n'a pas de base réflexive. À côté, je rencontre des *intégralistes* qui cherchent (cependant avec une petite distance) à être fidèles en tout – souvent leur fidélité à Dieu est médiatisée par la fidélité au Pape ou à un prêtre... Mais pour d'autres, être chrétien c'est avoir un *engagement social* fort et extrêmement généreux. Pour d'autres encore, leur identité chrétienne semble être l'expression d'une affirmation de leur *liberté individuelle* et, avec de nombreuses nuances, je rangerai ici ceux qui sont les moteurs du renouveau charismatique : l'Esprit souffle où il veut, quelquefois tout à fait en dehors des institutions. Mais lorsqu'on choisit au titre du ressentir intérieur l'institution, c'est d'abord un choix personnel. Il faudrait parler des *consommateurs* culturels qui souvent sont exilés dans notre société et me demandent de bénir des médailles et de les protéger en montant en avion avec eux.

Bien sûr, il existe des *indifférents* et même des *hostiles*. Ils sont sans doute majoritaires. Cela dit, l'image que ceux-ci et ceux-là se font de la foi est telle que, souvent, je les comprends d'être hostiles et indifférents. Il me semble que, si je veux décrire, à partir de cet ensemble, ce que je rencontre, c'est une volonté d'être, d'exister, d'avoir une identité. Ce que je rencontre, c'est une sympathie pour la vie et parfois une frénésie pour la vie, quelquefois un vitalisme. Je ne sais pas si vous avez vu le dernier film de Léos Carax, *Pola X*. La critique l'a éreinté. Pourtant il y a d'excellentes images et une parabole assez étonnante de ce que je vois chez des jeunes. C'est l'histoire d'un homme qui a tout pour

être heureux : il vient d'écrire un livre à succès ; il a une femme qu'il va épouser et qui est jeune et belle, riche, bien née ; une mère qui est un peu envahissante, mais pas plus que ça. Et puis — est-ce un fantasme ? — il s'invente ou il a une demi-sœur qui l'entraîne dans la face sombre de lui-même. Et il abandonne tout ce bonheur qu'il considère comme rien parce qu'il veut faire une expérience de vie intense. Cette espèce de vitalisme est tout à fait fondamentale. Cette espèce de volonté, cette capacité de tout abandonner pour faire une expérience de vie très profonde, très forte. Il va en mourir et beaucoup de gens autour de lui aussi.

Pour le meilleur et pour le pire, le savoir des jeunes n'est pas structuré de manière discursive, chaque connaissance s'enchaînant logiquement à une autre. Elle est plutôt construite en réseau, avec des maillages qui peuvent avoir des logiques intellectuelles, certes, chez beaucoup, mais aussi esthétiques ou affectives. Si l'enfant a pour univers spatio-temporel l'endroit et le moment où il vit, c'est-à-dire qu'il est complètement centré sur lui-même, l'adulte en principe se situe dans l'espace et le temps. Le jeune navigue souvent entre ces deux conceptions. C'est peut-être ce qui explique son désir de vitalisme, de vie, de temps en temps il veut sentir toute la densité de la vie, du monde et de l'espace à la seconde même où il vit. Il fait souvent l'expérience de l'angoisse quand cette vie lui échappe. Alors il est dans la nuit et au bord du suicide et il n'arrive pas à croire au possible futur. Comment lui prêcher l'espérance si, pour lui, il n'y a pas de futur possible ?

La plupart des jeunes que je connais — cela ne veut pas dire qu'ils ne changent pas — ont spontanément une volonté de donner à leur conscience une souveraineté absolue sur leur vie. Donc ils refusent le dogmatisme, ils refusent la régulation institutionnelle, en particulier en ce qui concerne leurs croyances, ils refusent leur propre dogmatisme. Quand nous disons : « Ils ne s'engagent pas », très souvent c'est parce qu'ils pensent que ce n'est pas possible de s'engager sans tricher. Je suis frappé de voir que beaucoup disent quand on leur demande s'ils ont la foi ou s'ils croient au Christ : « Ce n'est pas impossible que le Christ

existe... Peut-être... » plutôt que « je crois ». Les convictions absolues ne s'expriment qu'à propos des sciences ou plutôt même des techniques. On va sur l'ordinateur, on peut avoir des convictions très absolues.

Une fréquente ironie pour dégonfler les idéologies est le refus de toute volonté de mainmise sur qui que ce soit. Une vision contractuelle de la vie et des engagements. Même la famille n'est plus vue comme un lien de sang, une institution surplombée par une loi, mais comme un contrat qui dure le temps « que cela m'apporte », le temps que l'amour qu'il devrait signifier est vrai sans hypocrisie et que je suis fidèle à moi-même. Une habitude de faire comme on sent, quitte à être enfermé dans son subjectivisme et se sentir totalement isolé : un nomadisme intellectuel et spirituel.

Le besoin religieux qui, même n'étant plus de régulation institutionnelle et extérieur, a plutôt vu son champ s'élargir. Non seulement beaucoup prient – c'était une de mes premières découvertes quand j'étais aumônier de lycée. Je faisais une enquête, en interrogeant les gens et il y avait davantage de gens qui disaient prier que de gens qui disaient croire en Dieu. Et pour moi, cela a toujours été un mystère. Il y a un besoin religieux qui s'exprime dans la prière et qui ne sait pas encore que c'est Dieu qu'il cherche. C'est une des traces de la transcendance aujourd'hui.

Si je voulais résumer la religion spontanée aujourd'hui, en France, je dirai : « Liberté, égalité, fraternité ». Liberté, j'ai essayé de vous la décrire ; égalité : les hommes sont égaux : « Touche pas à mon pote » et la suite... ; fraternité. Ce sont des idéaux qui sont sacralisés et qui rentrent dans le religieux.

Je voudrais revenir en insistant sur deux points.

Spontanément, Dieu évoque quelque chose d'impersonnel, d'anonyme, d'abstrait qui ne se soucie pas des hommes et auquel il serait dérisoire de s'accrocher. Le Dieu actuel de la pensée est proche du *logos* stoïcien : il ne juge pas, il ne condamne pas, il ne fait pas peur, il est aujourd'hui quasi universel mais il ne s'occupe pas de l'homme. Ce Dieu-là, c'est le Dieu que je vois le plus

souvent évoqué même chez ceux qui disent qu'ils sont agnostiques. C'est de ce Dieu-là qu'ils sont agnostiques.

Ce Dieu-là est combattu par des formes religieuses sauvages qui ne sont contrôlées ni par la raison ni par la tradition chrétienne. Ils sont ces anciens dieux méditerranéens qui parcourent le monde méditerranéen qui sont des formes très souvent du *fatum*, du destin. C'est ce Dieu qui sert à la précompréhension de l'Évangile. Ce qui fait que l'Évangile est incompréhensible pour ceux qui entendent parler de Dieu mais comment voulez-vous, si vous avez cette précompréhension de Dieu et qu'on ne la prend pas en compte, comprendre ce que dit l'Évangile ?

La présence de Jésus fait difficulté. Elle est d'une certaine manière trop forte. Le Christ se distingue trop, à leurs yeux, de l'humanité. Et elle est trop faible parce qu'elle ne peut pas dire Dieu.

C'est très frappant dans les demandes de baptêmes que je reçois pour le pèlerinage militaire international : il y a des tartines sur Dieu, qui sont très belles. C'est très rare qu'il y ait une phrase sur le Christ. Cela m'interpelle. Quand j'interroge, on me dit des choses, mais ce n'est pas spontané.

La deuxième chose, c'est que beaucoup expriment un lien avec l'au-delà de l'expérience et je suis tout à fait frappé de voir les rites qui se développent autour de la mort. Beaucoup de jeunes que je connais ont un objet – c'est inévitable aujourd'hui –, quelque chose qui rappelle un mort chez eux. Les rites qui entourent la mort d'un jeune sont encore plus frappants. Cette communion avec l'au-delà d'une manière qui n'est pas chrétienne est certainement un des points de recherche du sacré.

Il nous faut maintenant oser agir. Il faut que nous soyons visibles. Dans ce monde-là tel que je le vois : que faut-il faire ?

2. Oser rencontrer les jeunes

Être soi-même, être un sage, connaître un peu le milieu des jeunes... Il faut agir en rencontrant des jeunes. Je me place du

point de vue chrétien. La première chose à faire du point de vue chrétien, c'est de penser que c'est le Christ qui appelle. Il faut être tout à fait conscient que le Christ agit tout le temps. « *Le semeur sortit pour semer.* » On ne dit pas hier, demain « le semeur sortit pour semer ». Le père de l'enfant prodigue sort pour son fils aîné comme pour son cadet. Dieu sort, Il sème. Quelle que soit la nature du terrain, Il sème. Quelquefois nous avons l'impression que c'est de la pierraille ou du chemin. Le chemin ce n'est pas si mal, cela fait communiquer les hommes, mais pour semer ce n'est pas forcément commode. Le Christ sème sur tous les terrains. Nous ne pouvons pas être éducateurs sans avoir non seulement une sagesse, mais une foi profonde dans ce Christ qui sème aujourd'hui comme hier sur tous les terrains. Nous sommes simplement des témoins de ce Christ-là. Nous ne faisons pas le travail.

D'ailleurs quand il y a échec : qu'est-ce que cela veut dire ? Pour moi, le Christ et la formation du Christ en moi telle que Lui le veut sont le but de mon action. Si je dis qu'il y a échec c'est parce que je me place ailleurs qu'à l'endroit où je suis. Je ne suis qu'un instrument.

Dimanche, nous allons avoir l'envoi des disciples en mission : la moisson. « La moisson est abondante. » Généralement, notre réflexe c'est de dire : la moisson est abondante, les enfants, retrousses les manches ! Ce n'est pas ce qu'il y a dans le texte. Il y a : les enfants, priez. Au moment de la moisson on aurait envie de dire : allez-y ! Ce n'est pas dans le texte. Il est écrit : priez !

Ce sur quoi je veux insister, c'est la conscience de ce que nous sommes, comme le dit Paul, en ce domaine-là des serviteurs inutiles, c'est le Christ qui fait le travail. Si nous avons confiance dans son action, la nôtre pourra peut-être être utile.

L'Église ne doit pas avoir une stratégie à l'égard des jeunes. Cela n'est pas conforme à l'Évangile. Pour agir comme chrétien, comme Église dans ce monde il faut, en fonction de ce que nous sommes, de ce que l'on attend de nous et des besoins réels, fonder une action. Comment ?

2.1 *Aider les jeunes à porter leur sac*

Sans phrase. Certains sacs sont très lourds : les situations familiales, sociales, affectives peuvent être terribles et aucun discours n'est possible que celui de la présence et du coup de main. Certes, tous les jeunes ne souffrent pas... Mais une minorité importante connaît la souffrance. Et la souffrance ne parle pas. Ou mal. Elle induit une relation détériorée avec le monde et soi-même. Elle empêche de savoir ce qu'il faut faire au bon moment. Après tout, dans certains cas, le Christ guérissait avant de parler de l'essentiel ! Le Christ meurt dans le silence du Père ; et cet amour silencieux porte, en lui-même, le gage de la Résurrection. Il n'est pas la peine de détailler ici les types de souffrance des jeunes : ils sont connus... sauf peut-être la honte dont on ne parle pas assez. Honte d'avoir des parents divorcés, honte d'être noir dans une famille de Blancs, honte de la maladie d'un frère, honte d'être petit (ou grand) : elles sont multiples ces hontes qui blessent profondément des jeunes sans qu'ils soient capables de les exprimer.

Le silence ! Le silence attentif est déjà forme de langage... « *La rencontre suppose la capacité de faire taire en soi la voix des ambitions et des soucis, aussi légitime soit-elle. La rencontre suppose cette aptitude au silence qui, loin d'être vide, est disponibilité et accueil. Dans le silence, je ne renie rien de ce que je suis ; je ne renonce pas à le dire ; je sursois un moment à l'imposer. Et, sans doute, ne parvenons-nous véritablement à cette ouverture radicale à l'extériorité que sans quelques instants de grâce... mais qui suffisent, je crois, en dépit de leur fugacité, à légitimer l'effort incessant pour y accéder* » (Philippe Meirieu, *Le Choix d'éduquer, éthique et pédagogie*, Paris, EST, 1991, p. 181, note 2).

Aider à porter le sac, en silence, sans phrase : quelquefois cela ne veut pas dire sans conversation... certes, le silence peut être bon, mais j'aimerais relavoriser ici les paroles pour ne rien dire, la conversation inutile, vide et superficielle... souvent fleuretant

avec l'absence de vérité. Cette conversation est fondamentale. Elle signifie la gratuité dans laquelle un jour tout peut se dire. Elle est un lieu essentiel où les adultes peuvent non seulement comprendre les questions que les jeunes posent, mais aussi apprendre d'eux, pénétrer leur culture et ses richesses, découvrir un monde qu'ils connaissent mieux que beaucoup d'adultes. Elle nécessite une juste prise en considération du « contexte ». Il est difficile aux adultes de se tenir en dehors de l'idéalisation, du moralisme, du dénigrement soit de l'enfant, soit de ses parents, soit de sa famille, soit des institutions. Elle nécessite la considération. À sa naissance, la mère de Moïse le « *trouve beau* » (Ex 2 2) : c'est une fonction essentielle, au sens strict, fondamental, d'apprécier les enfants ! Combien de fois dans ma vie ai-je dit à des filles qu'elles étaient belles et à des garçons qu'ils étaient beaux ? Face à la difficulté de vivre dans un monde de compétition, l'enfant – et le jeune – a besoin de s'appuyer intérieurement sur une valorisation juste, respectueuse et dynamisante.

Quand j'écoute des jeunes je suis frappé de voir combien très souvent ils se sentent méprisés. Je suis allé revoir mon lycée Condorcet où j'ai été élève. Quand nous étions élèves, nous avions des casiers où on pouvait poser nos affaires. Il n'y a plus de casiers. Si vous avez porté tous les livres toute la journée... Quand je suis en voyage, j'aime bien poser ma valise. C'est une considération minimale d'identification à un lieu, de se sentir un peu chez soi. La considération. C'est aussi une manière d'aider à porter son sac presque physiquement. La considération, la politesse : que ce soit vous ou tu, peu importe, pourvu que ce soit l'expression d'une considération. À mon avis, le seul cas où on ne peut pas respecter, où on ne doit pas respecter la liberté, c'est le danger de mort. Quand il y a menace de suicide, il faut parfois prendre les moyens. Mais combien de gens – c'est Zundel qui disait cela et je crois que c'est très vrai –, combien de jeunes ont aujourd'hui complètement arrêté leur pratique religieuse parce qu'on les a obligés, sans considération pour eux, à aller à la messe. Il y a une considération qui est un signe de l'Évangile.

Une des difficultés de l'éducateur se trouve dans le soupçon que « le monde » porte sur les relations trop affectives entre éducateurs et éduqués. Il est certes normal, et urgent, de protéger les jeunes... mais il y n'y a pas d'éducation possible sans mise en œuvre de l'affectivité ! Cela nécessite une véritable purification : le don de soi de l'éducateur le plus désintéressé peut devenir insupportable et attenter à la liberté. Tony Anatrella montre le vrai danger : « *La relation éducative est devenue, dans certains cas, une relation de séduction. Le propre de la relation éducative est de transmettre un contenu à partir duquel un jeune s'éveille et travaille alors que la relation de séduction négocie des mouvements possessifs* » (*Interminables adolescences, les 12/30 ans*, coll. « Éthique et Société », Paris, Cerf-Cujas, 1989, p. 146). Le chemin de l'amitié éducative est étroit !

Beaucoup de problèmes existent aujourd'hui parce que l'on traite les problèmes de l'éducation à coup de francs, d'euros et de dollars : certes, une société qui en a les moyens se doit de traiter dignement ses enfants, mais l'argent et les grands discours sur les jeunes ne remplacent pas la considération et le traitement humain des personnes (un lieu de détente, un horaire approprié, des salles suffisantes, des excuses pour un retard ou un changement d'horaire arrangeraient bien des choses !).

Considérer, ce n'est pas simplement être aimable, c'est aussi respecter la liberté au point d'y faire appel, d'en avoir besoin. Nous ne sommes pas les maîtres de la moisson ! Les chrétiens sont très présents aux jeunes. Ils ne le sont pas assez ! Les fédérations sportives, les groupes artistiques manquent de chrétiens convaincus. Les prêtres et les diacres ne sont pas assez au contact. Je ne mets pas en cause ici les hommes, mais un certain nombre de choix pastoraux. Il n'y a pas d'éducation sans guide !

2.2 Aider ensuite les jeunes à découvrir ce qu'ils ont dans leur sac

Certes, ils portent des poids invraisemblables, quelquefois, de culpabilité, de honte, de blessures, mais ils ne portent pas que

cela. Ils ont souvent de l'or. Le travail de l'éducateur consiste toujours à faire que les jeunes accèdent à la conscience d'eux-mêmes et de leur valeur propre et unique. Aider à la relecture de l'histoire et des expériences est fondamental. D'ailleurs, si les adultes n'aident pas les jeunes à connaître leur histoire, ceux-ci s'inventent une histoire nouvelle, ou se bricolent une mémoire et des « traditions ». Dans la floraison des bizutages, il y a cette recherche pathétique d'un socle auquel les générations adultes ne veulent plus avoir de rapport.

Les grandes révoltes indiquent, en creux, les traces du sacré dans le cœur des jeunes. Leurs pratiques aussi. Il faut sans doute « insister » sur les pratiques ! Dans les mouvements d'Action catholique, il y avait : voir, juger, agir. Aujourd'hui, je crois qu'il n'est pas facile de relire la vie immédiate. En revanche, quand on est avec des enfants d'émigrés, relire leur grande histoire, leur faire découvrir la dignité de leur histoire c'est quelque chose d'extraordinaire. Beaucoup sont bloqués jusqu'à ce qu'ils aient accepté ce qu'ils sont. D'autre part, combien de jeunes sont complètement bloqués dans leurs relations affectives tant qu'ils considèrent que leur père est un imbécile et surtout un salaud, ce qui arrive souvent. Le métier d'éducateur c'est de leur faire découvrir qu'il y a peut-être une minute d'amour dans la vie du père et c'est celle dont il est né. On ne peut pas se sentir être un accident de l'histoire.

Le sentiment religieux naît souvent dans la découverte de nouvelles relations, de nouvelles manières de vivre, de l'expérience d'une bienveillance personnelle, d'un regard libéré d'un jugement sur autrui ou sur soi-même. Il est quelquefois plus difficile de commencer ce travail par la relecture de la vie quotidienne.

Plus globalement, je ne connais pas de jeunes qui ne manifestent pas certaines formes de piété. Le drame est que souvent ces piétés sont marquées par la honte de ne pas avoir de discours pour les expliquer. Combien de gens, même dans une Profession de foi, disent qu'ils ne diront jamais à l'extérieur pourquoi ils font leur Profession de foi. Ils me disent : « Je serai obligé de dire

que c'est pour les cadeaux, or j'aime Jésus. Mais je ne me sens pas capable de dire devant les autres que j'aime Jésus. » C'est très important d'aller au-delà des mots pour leur faire dire cela.

L'accord à soi-même peut être bloqué par cela même qui en fait la richesse : l'histoire personnelle, la gêne à l'égard des parents d'une autre culture, la honte devant les drames familiaux... Je ne sais plus qui a dit : « *On devient adulte quand on a été capable de pardonner à ses parents.* »

Mais il y a encore bien autre chose dans le sac : l'amour de la vie, la joie quelquefois, souvent le sens des plus pauvres et un véritable goût pour l'humanitaire, une ouverture à l'universel, une soif de savoir, une volonté responsable de protéger l'environnement ; ce sont pratiquement toujours des lieux que l'Évangile peut éclairer et rendre signifiants si on l'ouvre à la bonne page.

Mais il y a encore la « religion » des médias, cette manière d'être en lien avec l'Univers, cette vibration en harmonie avec le Cosmos, cette possibilité de réfléchir au destin, au mystère de l'homme... et souvent de protester contre les duretés de la vie.

Mais il y a encore les talents... et tant d'autres choses que les jeunes savent et qu'ils sont contents de partager et de faire apprendre. Combien de jeunes se révèlent quand on leur dit : « Je n'y connais rien en musique, tu m'expliques. » C'est extraordinaire ! Très souvent nous ne connaissons ce qu'il y a de sacré dans des jeunes que par leurs grands refus et leurs grandes colères. En creux, leurs refus indiquent la trace du sacré en eux. Nous sommes des chercheurs d'or, c'est notre fonction de trouver cette trace. Ce métier de trouver ce qu'il y a dans le sac est rendu difficile parce que les jeunes vivent dans une contre-culture. On dit qu'en Afrique les sociétés initiatiques ont, avant l'initiation, un stade où les adolescents vivent dans des valeurs complètement différentes des valeurs post-initiatiques. Le post-initiatique est très hiérarchisé, le préinitiatique est complètement communautaire. Mon sentiment aujourd'hui est qu'une partie de la société est construite comme ça et que les jeunes vivent dans une contre-culture qu'il ne faudrait pas interpréter pour elle-même, mais en fonction du fait qu'il faut une véritable initiation

pour entrer dans le monde adulte. Les médias sont le mieux de cette contre-culture. Ce n'est pas parce qu'ils aiment le bruit qu'ils seront bruyants. Ils aiment le bruit parce que nous aimons le silence. Ils aiment la nuit parce que nous aimons le jour. Ils sont très communautaires parce qu'ils savent que la société est hiérarchique. Du coup, analyser leurs sentiments devient très difficile parce que nous ne savons pas si ce sont des sentiments qui viennent en direct ou simplement issus de cette contre-culture. L'éducation et l'ouverture de l'Évangile nécessitent d'essayer de comprendre cette affaire-là sans la prendre à revers.

Ce travail de découverte de soi est impossible si, au moins sous certains aspects, les jeunes ne valorisent pas leur culture d'origine et leurs parents. Combien de fois ai-je entendu des jeunes émigrés refuser ce qu'ils étaient et être littéralement bloqués jusqu'au jour où un témoignage, un film, sur leur pays d'origine leur permettaient d'être fiers d'une histoire.

Dans bien des cas, il est difficile de faire ce chemin quand les parents ont failli... mais, même en ce cas-là, il faut trouver quelque chose qui valorise les parents. De toute façon, il est bon que chacun retrouve ses sources... Non seulement son histoire personnelle, mais aussi son attitude profonde à l'égard de la vie, de lui-même, de la mort. Mais encore son humilité... cette vertu qui est au cœur de chacun, et qui lui permet de savoir ses limites, son péché, tout en gardant le goût de vivre, n'est possible qu'en se sachant aimé et considéré.

Cette histoire personnelle s'inscrit ainsi dans une sorte de contre-culture jeune... dont les piliers principaux sont la musique, l'image, la mobilité, les réseaux ; les adultes ne permettent pas aux jeunes d'accéder à ce qui leur semble sérieux et leur laissent l'éthique et l'esthétique ainsi qu'un minimum de pouvoir d'achat qui s'engloutit d'abord dans les supports musicaux, les « fringues », les voyages. On aurait donc tort de ne pas voir, comme moteur de cette manière d'être, une vraie curiosité et une recherche d'identité.

2.3 *Le rôle du pédagogue consiste à aider le jeune à se conforter à des références communautaires...*

... à lui permettre de comprendre sa propre liberté en se confortant à l'expérience du peuple de ceux qui l'ont précédé. Cela nécessite du courage, un grand sens de la vérité et un véritable effort intellectuel qui sait éclairer par la tradition les problèmes actuels. C'est extrêmement important. C'est là que nous avons un rôle fondamental à dire non seulement l'Évangile comme dynamique pour nous, mais à l'inscrire dans l'histoire d'un peuple. Cela nécessite un grand courage. Nous ne sommes plus dans le temps où on pouvait enseigner un monopole. Il faut donc se situer comme en état de marcher à partir de cette demande, à partir des endroits où nous pouvons toucher. Il faut vraiment et on ne peut pas être éducateur chrétien, ou, tout autre rôle, sans se confronter aux références communautaires.

Il ne sert à rien d'assener les éléments d'une culture à qui n'a pas les moyens en même temps de se découvrir, mais il n'y a pas de moyen de se découvrir soi-même sans se confronter à une culture. À vrai dire, la difficulté aujourd'hui n'est pas le manque de référence, mais le trop-plein de références...

Les dosages sont subtils. À certains moments, il ne faut rien faire. À d'autres il faut presque forcer le passage : « *Celui qui allume sa flamme à ma flamme ne diminue en rien la mienne* » (Th. Jefferson) : c'est en faisant ce travail sur lui-même que le plus souvent l'éducateur aide l'autre à faire ce travail. L'Église doit relever ici trois défis : – celui du langage ; – celui du message ; – celui de la communauté.

- Le défi du langage

Au centre de l'amitié existe le souci de se faire comprendre. Et l'Église a le devoir de se faire comprendre. Il ne s'agit pas de prendre un langage de jeune... Mais de faire l'effort de connaître

le leur et dire ce que nous avons à dire de manière compréhensible : le dialogue est essentiel. Il me semble que si le langage didactique ou dogmatique est reçu difficilement aujourd'hui, le langage narratif, les histoires, les témoignages et autres récits d'expérience vont souvent droit au cœur. Par la Bible et la vie des chrétiens, l'Église regorge de scénarios possibles et, à la Congrégation pour la cause des saints, devrait s'adjoindre une cellule de scénaristes. En tout cas, c'est un devoir de l'Église de permettre aux jeunes de se confronter aux grands récits fondateurs de notre civilisation. Et il faut les diffuser là où les jeunes peuvent les trouver, c'est-à-dire au cinéma : le cinéma est en effet devenu le grand professeur de philo de notre époque. Nous pouvons bénéficier de l'immense patrimoine architectural en essayant de le montrer de manière catéchétique...

Les jeunes refusent une transcendance « lourde », imposante, séparée ; mais ils demandent cependant une parole, et une parole qui sécurise. Notre présentation de la foi doit être en même temps claire, mais *légère*, fragile comme une parabole, comme un secret. Nous n'avons pas idée combien le langage chrétien peut sembler brutal, massif. Je médite souvent ces quelques mots de Michel Serres avant de parler à des jeunes :

« Je crois que Dieu est infiniment fragile,
Et que nous devons le protéger.
Je ne crois pas qu'il soit infiniment puissant :
Ce qu'il a d'infini c'est sa fragilité...
Ainsi ne peut-il être protégé
Que dans ce qu'il a de plus caché en nous. »

S'il y a un certain succès du bouddhisme en France, je crois que c'est assez largement parce que les formulations qui ont trait au bouddhisme sont des formulations légères, dans le sens que je viens d'employer. Nous avons là un défi tout à fait considérable. Les paroles du Christ sont des paroles de liberté. Nous ne pouvons pas en faire l'économie. En revanche nous pouvons faire l'économie de certaines formulations. Personnellement, je

ne crois pas que la Toute-Puissance s'oppose à la fragilité (*Pantocrator*, en grec, veut dire quelque chose de différent que « Tout-Puissant » sa traduction française : c'est un mot qui connote une relation et la capacité de rassembler). Comment ne pas ici penser à ce que faisait le Christ lui-même ? Toute sa vie, il a eu la hantise de ne pas se laisser prendre pour le Messie (tel que l'entendaient les Juifs) pour ne pas quitter la condition humaine et un langage d'égalité avec l'homme... C'est dans cette non-imposition de la transcendance comme autorité – au-delà d'elle – qu'il va peu à peu (et de très haut) imposer une autorité différente, légère, qui laisse libre et fait découvrir un Dieu ami et Père.

Ne pourrait-on pas s'inspirer davantage de l'Évangile ? Dans l'Évangile, le Christ a deux tonalités différentes suivant qu'il s'adresse à la foule (« *Venez à moi, vous qui peinez...* ») ou qu'il s'adresse à ses disciples (« *Viens et suis-moi...* »). Certes, le Christ n'édulcore pas son message, mais visiblement il le dose en fonction de ses auditeurs. Notre langage éthique doit lui aussi, sans perdre son exigence, devenir plus léger.

Je suis frappé de voir combien souvent l'Église s'adresse à l'homme dans sa richesse (pour lui demander de partager, par exemple), mais combien peu elle s'adresse à lui dans sa pauvreté et sa faiblesse : il est pourtant nécessaire de lui exprimer simplement sa sympathie et de lui permettre d'assumer sa faiblesse « *devant nous* » (et non pas de se sentir exclu).

Il faut apprendre à ne pas avoir la morale lourde : je ne crois pas que le publicain de la parabole soit un saint. C'est un pécheur qui ne sait pas sortir de son péché (comme tant de corrompus, d'adultères, de menteurs de notre époque) ; Jésus s'adresse à lui pour lui dire – sans pour autant approuver sa vie morale – que le salut est aussi pour lui... Nous parlons souvent pour enseigner la vertu à des gens supposés vertueux... Il nous faut aussi nous adresser aux non-vertueux et aux pauvres pour leur parler, dans leur pauvreté, de la bonne nouvelle pour eux. Il nous faudrait un langage moins centré sur l'action (comme le mien ici) et plus centré sur la souffrance de l'auditeur.

- Le défi du message

Le message doit être clair. Même si apparemment les chrétiens disposent en maints endroits d'une vraie liberté de parole, la culture de sécularisation réinterprète sans cesse et édulcore le message de la foi. Il fait du christianisme une simple expression de la religiosité et de l'éthique. Le chrétien se laisse facilement entraîner à parler de la foi en dehors de sa foi au Christ : dans son discours, la foi occupe soit la place de l'éthique, soit celle du sentiment et de l'affectivité... très rarement celle de l'adhésion à la réalité.

Le message doit cependant être clair. La foi vient de l'écoute et de l'acquiescement à une parole dite. Extérieure. Elle ne s'invente pas : elle est Révélation ! Et le vrai problème est de savoir comment, à quel moment le dire ? Beaucoup des recherches de jeunes trouvent un couronnement, un sens dans l'Évangile. Mais pas toutes. Pour le moment, la figure du Christ n'est pas centrale pour la plupart des jeunes. Il me semble qu'il est impossible d'oublier de dire qu'elle l'est pour nous... Et d'en tirer les conséquences de vie. Je nous trouve tellement silencieux sur la vie... et tellement moralisateurs !

Et il faut le dire de manière à témoigner de la Trinité, c'est-à-dire qu'on ne parle pas du Christ comme du Père, et de l'Esprit comme du Christ. Ce n'est pas si facile d'avoir un langage vrai et trinitaire. Nous tuons l'Évangile si, de fait, nous avons un monothéisme qui est compris un peu comme dans l'islam, où l'on met Dieu, Jésus Christ et l'Esprit dans une seule personne sans les distinguer.

Le message doit répondre aux questions des gens. Les questions des gens aujourd'hui sont extrêmement simples : Est-ce normal de se poser des questions ? Comment accepter l'Église ? Comment supporter le mal et la souffrance ? Est-ce que l'homme est libre ? Comment laisser Dieu nous parler ? La messe a-t-elle une utilité ? Que peut-on apprendre des non-chrétiens ?

- Le défi de la communauté (institution, association, politique)

Les chrétiens doivent relever le défi de la construction de communautés qui ne soient pas virtuelles, alors qu'ils vivent eux-mêmes dans un monde de réseaux.

Dans ces communautés, il faut que chacun trouve sa place – même s'il se comporte comme une « baleine », c'est-à-dire en disparaissant souvent, et en voulant beaucoup de place quand il est là. Il n'est pas facile de faire marcher des communautés avec des baleines !

Pourtant, il faut faire communauté, c'est-à-dire assumer ensemble la liturgie, la Communion, le service des pauvres et le témoignage. Aujourd'hui, malheureusement, nous sommes tellement organisés que nous pensons pouvoir séparer ces fonctions et spécialiser, voire payer certains dans telle ou telle tâche de manière à en être libérés. C'est priver la communauté d'existence.

Faire communauté, c'est porter la charge ensemble. Et notre charge, c'est le prochain proche et celui qui, même lointain, dépend de nous. « *Le grand malheur des pauvres, c'est que personne n'a besoin de leur amitié... ni de ce qu'ils peuvent apporter !* »

Il n'y a pas de rapport possible à l'Église (à la société) que par la responsabilité... Elle seule donne une utilité sociale spécifique, une identité. Bien sûr, l'accès à soi-même, à la société, à la culture se fait toujours dans un travail et la mise en œuvre d'un talent.

Aujourd'hui la société, cependant, n'est pas la seule société immédiate, elle est aussi la société mondiale et l'enjeu pour chacun est d'être bien dans ce monde. Le catholicisme, par sa structure et son histoire, a un rôle pour humaniser la mondialisation en la catholicisant ! Dans la plupart des pays de l'Est européen, on estime que ceux qui ont été marqués par le marxisme peuvent difficilement s'adapter au monde libre... et on cherche à donner des responsabilités aux jeunes. Le Premier ministre de Macédoine a trente-deux ans !

L'Église aussi doit donner des responsabilités. Sans démagogie, mais sans peur. C'est dans la responsabilité que l'on se découvre soi-même. Et dans un monde compliqué, changeant, la simplification de soi-même ne peut venir que d'une action répondant à un appel à une parole : le bonheur est pour ceux qui écoutent et qui mettent en pratique.

Notre rôle d'adulte est de permettre aux jeunes d'entendre et d'agir. Il ne s'agit pas pour autant de valoriser l'action pour l'action. Pour que l'action soit formatrice, il faut qu'elle soit réussie et porteuse de sens. Donner une communauté, donner des responsabilités dans la communauté, donner un enseignement dans la communauté est quelquefois très difficile tant la communauté chrétienne locale est petite. Depuis très longtemps, je pense que de très grands rassemblements peuvent permettre de pallier les déficiences de communautés locales exsangues et de raviver la mémoire des jeunes d'une référence « au sacré ».

2.4 Enfin la pédagogie trouve à la fois un moteur et un couronnement dans la vie sacramentelle...

Il faudrait, bien sûr, développer ici les méthodes traditionnelles catéchétiques (*traditio, receptio, redditio*), mais il faudrait encore davantage se renforcer dans la conviction que les sacrements font l'Église, que l'Eucharistie fait l'Église et en tirer les conséquences. On ne dira jamais assez que les sacrements sont par eux-mêmes missionnaires parce que leur symbolique parle à l'homme le langage de Dieu et des hommes. Mais pour qu'ils parlent à l'homme, encore faut-il les laisser parler à nous-mêmes et rentrer dans la logique diagonale qu'ils induisent pour l'Église. Le cœur de notre langage devrait être le sacrement. C'est ce que nous avons voulu montrer lors des JMJ. Et cela nécessite de les revisiter et de les vivre de l'intérieur. Combien de fois ai-je entendu des jeunes se plaindre de la messe simplement parce que le prêtre, à force de tout lire, semblait extérieur à ce qu'il procla-

mait ? Et parce que tout y était fait pour le cerveau et rien pour les sens.

Allons un peu plus loin ! Le sacrement est adapté au monde moderne parce qu'il se vit dans un langage symbolique : c'est un langage de signes... et il fait appel à l'affectivité et à tous les « sens » (en tout cas, il devrait). Le sacrement est adapté au monde moderne parce que, par l'affectivité, il permet même aux plus pauvres :

- de s'intégrer dans une communauté ;
- de s'intégrer dans une histoire et dans un sens ;
- de recevoir un enseignement : les saints poursuivent des modèles de comportement dans une société obscure ;
- de valoriser et de sacraliser la vie quotidienne.

Le sacrement est adapté au monde moderne parce qu'il est action de Dieu. Il prolonge dans notre monde les hauts faits de Dieu dans l'Ancien et le Nouveau Testament et il permet, de l'intérieur, de découvrir celui qui agit de manière « topologique » dans l'histoire du peuple de Dieu. La plupart des jeunes n'ont pas accès à ce que sont les sacrements parce que nous adultes nous n'en vivons pas pleinement ! Et pourtant il suffit de mettre dix jeunes assis par terre dans la pénombre dansante d'une bougie pour découvrir qu'ils ont soif de cela ! Certains savants parlent de fuite, de cocon devant ces formes de piété : nos savants ne savent pas ce qu'ils disent. Les jeunes expriment là une soif. À nous de leur donner l'eau vive. À nous de leur donner le silence. Et, dans le silence, leur donner la table de la Parole de Dieu.

On oublie trop que le péché des Juifs, lorsqu'ils ont construit le veau d'or, a été de se servir de leurs boucles d'oreille – qui honoraient le canal de la Parole de Dieu – pour faire quelque chose de visible et de manipulable : le veau d'or.

Le sacrement est aussi un lien où tout l'essentiel s'exprime sans que personne ne prenne le pouvoir par sa pédagogie propre et ses mouvements propres, où chacun s'offre à plus grand que lui... à cette Parole qui seule fait vivre vraiment. C'est pourquoi il faut demander à l'Église d'avoir un discours catéchuménal, puis mystagogique... C'est pourquoi il faut fonder la spiritualité des

chrétiens sur le baptême et le don de Dieu ainsi que sur l'appel au martyre à la suite du Christ.

Conclusion

Le Pape, à la suite du Concile, a beaucoup parlé aux jeunes, beaucoup prié pour eux et célébré avec eux. Il considère que la jeunesse est l'âge des questions fondamentales, l'âge du sens, l'âge de la socialisation, l'âge de la générosité... Mais il considère surtout les jeunes comme des frères responsables de l'avenir du monde et c'est pourquoi il aime prier avec eux, les inviter à la vérité et les envoyer en mission : *que faire d'autre que la confiance qui s'établit sur la certitude que Dieu agit encore et que le semeur est sorti pour semer.*

ÉCHANGES DE VUES

LE PRÉSIDENT : Monseigneur, en vérité on ne pouvait pas rêver d'une autre communication pour nous aider à entrer dans le XXI^e siècle. Vous nous aidez à faire une démarche de véritable homme d'action, une démarche très évangélique ; en nous proposant un certain dépouillement, vous nous avez emmené au désert. Vous nous avez livré une méditation pour l'action tout en relativisant l'action. Vous avez aussi parlé à des parents. Vous êtes allé au cœur, à l'intimité des problèmes que nous vivons, qui nous éprouvent. À propos des chants que vous avez évoqués... je regrette personnellement qu'on n'arrive pas à trouver des hymnes qui nous mobilisent davantage. *La Marseillaise*, ça existe et le *Gloria in excelsis Deo* ça existe aussi. Pourquoi ne les chante-t-on plus ? ou si mal ? On nous a proposé parfois à l'église des petits chants-chants qui ne sont pas enthousiasmants !

Mgr DUBOST : Je vais vous donner des adresses, il y a des églises où l'on chante très bien...

Gabriel BLANCHER : J'ai été extrêmement intéressé par la communication de Mgr Dubost et par les idées très originales qu'il a apportées. Il y en a une sur laquelle je voudrais revenir, c'est la notion du « langage léger ». Effectivement, si on n'utilise pas le langage léger, on risque de ne pas être entendu. Mais il me

semble que le langage léger n'est pas utilisable dans n'importe quel contexte. Il implique un certain degré d'égalité entre les interlocuteurs ou alors des liens affectifs qui abolissent la hiérarchie et qui rétablissent cette notion d'égalité. D'où ma question : pour transmettre le message, n'est-il pas souhaitable, compte tenu de la nécessité actuelle de parler un certain type de langage, de privilégier le cadre amical ou le cadre familial où précisément le langage pourra être utilisé à plein sans difficulté et sans qu'il paraisse manquer de naturel ? Car, dans d'autres domaines, plus hiérarchiques, le langage léger pourrait être mal perçu.

Mgr DUBOST : J'ai une distinction qui me vient à l'esprit pour répondre à votre question. Il y a deux grandes familles de langage : le langage de consignation et le langage de communication. Il faut employer quand on veut dire quelque chose de précis un langage de consignation, c'est-à-dire celui où on se bat jusqu'à la virgule pour être absolument d'accord sur quelque chose. Tout langage léger que l'on peut souhaiter doit s'arrêter aux frontières du Credo. J'ai été chargé par les évêques de France d'écrire un catéchisme pour les 18-20 ans avec une équipe. Nous allons mettre, sur 160 pages, 40 pages d'un langage de consignation. On ne peut pas éviter d'être précis.

Deuxièmement, il y a le langage de communication. Il risque de faire perdre, par sa poésie, par sa *cataptio bonivolencia*, sa manière de prendre l'autre, risque de faire perdre quelque chose d'essentiel, mais risque aussi de gagner quelque chose d'essentiel : le cœur de l'autre. Dans ce catéchisme, par exemple, on va interviewer au moins un jeune de manière à ce qu'on ait à côté un langage de conversation qui pose les questions. Et puis on mettra un certain nombre de vies de saints qui permettent de dire des choses essentielles à travers des récits. C'est très important, de même pour les textes bibliques.

Le cadre amical, le cadre familial sont extrêmement importants. J'ai été responsable des aumôneries de Paris, l'aumônerie se doit d'être un lieu de langage amical. Mais, quelquefois, on est si peu nombreux qu'on n'arrive plus à dire les choses.

Mais, à mon sens, nous avons en France manqué l'intégration des jeunes chrétiens dans la communauté. Par cela même nous avons affaibli les communautés parce que tout ce qui est intéressant se passe en dehors de la communauté, les catéchismes, les mariages, les aumôneries... Alors, il n'y a plus rien d'intéressant !

Nous avons aussi affaibli le lien entre les générations. Peut-être ne pouvait-on pas faire autrement à l'époque. Je crois que l'aumônerie est très importante, mais il faut qu'elle travaille ce lien avec la communauté. Quand, dans un conseil pastoral, on prépare une liturgie avec des jeunes et des adultes qui sont responsables les uns et les autres et qu'ils veulent dire quelque chose on peut aller très loin dans ce langage léger.

Jean-Claude ROQUEPLO : Une réflexion : vous avez commencé votre méditation par un verbe : « éduquer ». Tout au long de votre exposé, il m'est venu à l'esprit le synonyme : « élever ». Dans « élever », il peut y avoir « élevage », mais il y a surtout « élévation ». Je crois que ce mot est au cœur de la vie du chrétien, plus encore que le mot « éduquer ».

Une question : quand vous nous parlez de vie « en réseaux », vous entendez bien entendu ce mot au pluriel ? Dans cette vie « en réseaux », l'image, la communication jouent un grand rôle. Vous nous avez rappelé récemment que vous veniez de réunir dans un pèlerinage des aumôneries militaires à Lourdes plusieurs dizaines de milliers de personnes. Nul n'en a parlé : dans la relation avec les jeunes, comment leur faire connaître ce que les chrétiens, la hiérarchie de l'Église, proposent ?

Mgr DUBOST : Je suis tout à fait d'accord sur le mot « élever », sauf que j'ai peur un peu de l'élevage, donc, je ne l'emploie pas trop, mais vous avez tout à fait raison.

L'élévation, par parenthèses, est peut-être un devoir que je n'ai pas cité assez, c'est celui de l'Eucharistie. Il n'y a pas de vie chrétienne sans rendre grâce. Et si on parlait à Dieu pour rendre grâce de ses enfants aussi souvent que pour lui dire tous les ennuis

qu'ils nous font, peut-être que les choses iraient mieux. Il y a quand même souvent de quoi rendre grâce. C'est tout de même extraordinaire un homme ou une femme qui naît et qui se met au monde ! C'est beau. Très souvent on attend les ennuis pour parler à Dieu.

La vie en réseaux. Les images et la communication font partie des nerfs de cette société et innervent les différents réseaux dans lesquels nous sommes. Vous faites allusion au pèlerinage militaire, je vous ai dit que nous étions 17 000 et qu'un soir nous avons été 50 000. De fait, aucun média n'en a parlé. Si nous avions été pour ou contre le gouvernement, 50 000 personnes : on en aurait parlé. Mais parler comme je viens de le faire est un effet facile, de rhétorique. Il n'est pas tout à fait sûr qu'il faille absolument demander que la vie de l'Église se manifeste de la même manière que les manifestations qui ont trait au pouvoir. Je dis très souvent aux journalistes, quand je me plains un peu, que c'est un bel hommage qu'ils nous rendent : ils trouvent normal qu'on réunisse 50 000 personnes un soir à Lourdes ! Cela veut dire qu'ils nous font très confiance ! C'est superbe ! C'est la vie normale.

Les problèmes d'Église devraient nous faire réfléchir sur notre place dans les médias. On n'a pas de vraie visibilité. Je vous dis les choses telles que je les pense, ce n'est pas la doctrine officielle. Je ne suis pas sûr que nous ayons vocation à être présents dans le journal télévisé de 20 heures. L'information diffusée en tranches de cinquante secondes ne permet pas l'accès au cœur, sauf à dire quelque chose d'extrêmement brutal, ou d'extrêmement commercial. On peut faire de la pub. Dans certains cas, il faut en faire : nous en avons fait pour les Journées mondiales de la jeunesse, et je ne le regrette pas.

Le langage religieux est un peu antinomique avec les « cinquante secondes ». Au lieu de se battre sur des radios locales – c'est très bien qu'il y ait une ou deux radios locales pour manifester notre présence dans le débat – ou d'avoir un réseau national où, globalement, on n'est pas bon, on s'adresse à 1 % des gens, ce qui ne me semble pas une nécessité absolue, je trou-

verais beaucoup plus astucieux, en revanche, que nous financions avec cet argent-là un studio avec quelques personnes qui fabriquent des scénarios. L'Église, dans l'histoire comme dans la géographie, est pleine de scénarios. Les télévisions, les radios ont besoin d'histoires. Les vitraux, ce sont des images qui racontent des histoires. Aujourd'hui, nous devrions trouver ce langage narratif qui exprime le cœur de notre foi. Quand on a une heure cinquante ou deux fois cinquante minutes pour expliquer les méandres d'un cœur... Si nous faisons une soirée sur Jacques Fesch, cela pourrait être passionnant et permettrait de dire des choses bien plus fortes que celles que le cardinal Lustiger a dites, ou non, à M. Kahn au Trocadéro.

Je milite très fort pour que nous ayons le courage de payer de grands scénaristes afin de proposer des histoires sortant de notre Tradition. Nous avons un patrimoine architectural, artistique, musical, des histoires de saints à n'en plus finir. Je dirais à la Congrégation des saints : « Vous n'avez pas le droit de canoniser quelqu'un sans faire un film. » Le défi des médias ne doit pas être raisonné à partir du 20 heures.

Solange MARCHAL : Il y a un petit ouvrage fort ancien et extraordinaire qui est *Les récits d'un pèlerin russe*. Pourquoi ne l'utilise-t-on pas davantage ? Pour les jeunes, c'est un message spirituel qu'ils entendent, qu'ils comprennent... Je vous recommande aussi les chants du père Labaky, poète libanais et grand musicien. Tout le Moyen-Orient les chante dans les églises... et dans la rue car ces cantiques ont des mélodies très entraînantes et faciles à retenir.

Isabelle MOURRAL : Monseigneur, ce que nous vous avons demandé c'est, au terme de cette année de réflexion, non pas des consignes, mais une impulsion pour l'avenir. Vous nous en avez donné une tellement forte que nous sommes presque accablés. Si je veux aller à l'essentiel, j'ai cherché, tout le temps que vous nous avez entretenus, exactement ce que nous pouvions retenir

comme synthèse. Premièrement : « Occupez-vous des jeunes. » Nous ne nous en sommes pas assez occupés et il faut absolument que nous en trouvions le temps. C'est une chose très importante qu'il faut redire peut-être dans les écoles de parents, dans des associations de professeurs... Prenez le temps d'écouter les jeunes, et pas tellement de leur parler que de les laisser parler.

Ensuite : « Commencez par être des sages. » Il y a là une remise en question de chacun de nous qui sommes toujours dispersés par la masse de ce que nous lisons, de ce que nous entendons, des contradictions dans lesquelles nous vivons. Il s'agit, quand on est chrétien, de se construire à la lumière du Christ et par conséquent de commencer par vivre en chrétien. Il faudrait commencer par être des saints pour savoir s'occuper un peu des jeunes. Que leur dire ? Avec tout ce que vous nous avez suggéré, j'ai retenu l'espérance, la conscience de leur valeur, qu'ils n'ont pas ou pas suffisamment et le regard vers l'avenir. C'est un des très gros problèmes du temps parce que les jeunes sont très angoissés, à l'heure actuelle, par l'avenir. Vous ne pouvez pas dire, dans une école primaire par exemple, ce qu'on leur disait au temps de Jules Ferry : « Tu travailles et ton avenir sera meilleur que celui de tes parents. » Vous ne pouvez même pas dire à un garçon ou à une fille dans une classe préparatoire à une grande école : « Ton avenir est assuré. » Ils vivent tous dans cette angoisse. C'est un problème très difficile. Il y a un obstacle très important à l'espérance. Comment faire pour vaincre cette difficulté, je ne vois pas toujours très bien.

Vous nous avez recommandé une chose exquise : le langage léger. Ce n'est pas en parlant aux jeunes d'une façon péremptoire qu'on s'en fait écouter. Ce langage léger est du grand art ! Il faut vraiment faire des écoles de parents et de professeurs pour leur apprendre à la fois à être rayonnants, convaincus et pas accablants par leurs paroles.

Mgr DUBOST : Je voudrais simplement donner un écho à ce que vous dites. Nous allons fêter demain la fête du Cœur de

Jésus. Ce n'est pas une fête très populaire, mais naguère elle l'a été. Elle a été fondée liturgiquement par saint Jean Eudes, qui est parti – et c'est très important – de Marie. Il a fêté le Cœur de Marie avant le Cœur de Jésus. Mais, pour lui, le Cœur de Marie n'a rien en propre car, en elle, le Christ est tout. Il a découvert la dévotion du Cœur de Jésus en vénérant en Marie le don total à son fils. Cette dévotion peut sembler ringarde à certains, mais, pour moi, elle est l'appel essentiel à redécouvrir que le Christ est vivant aujourd'hui. Je ne suis pas le témoin d'une doctrine. Je suis le témoin d'un homme qui m'aime et qui veut occuper tout mon cœur. Il nous faut vivre de telle sorte que nous ayons envie de sauter au cou du Christ. Il nous faut être témoins du dynamisme que donne cet amour complet du Christ. Ce qui est certain c'est que le Christ nous aime et que c'est lui qui a l'initiative. Il compte sur nous tels que nous sommes. Je ne sais pas l'avenir. Je ne suis pas prophète ni fils de prophète, mais ce que je sais c'est que cet amour-là est total pour aujourd'hui et pour demain.

C'est vrai que notre monde avait beaucoup de visions sur l'avenir ; le marxisme, le libéralisme, etc., toutes les programmations du monde nous avaient dit : « On a programmé le bonheur pour demain. » Nous redécouvrons que la vie humaine est une vie humaine et qu'elle doit passer par la mort. Mais l'amour du Christ est plus fort que la mort. Ce réalisme est plus porteur de pédagogie et d'espérance que toute autre chose. Je ne sais pas vous dire ce que sera l'avenir. Ce que je sais c'est que le Christ est vivant et qu'il aime.

Nicolas AUMONIER : Monseigneur, pour m'être occupé pendant quatre ans d'aumônerie de lycée au quartier Latin et d'aumônerie étudiante, j'ai remarqué que, peut-être, la plus grande difficulté c'est de faire coïncider deux types d'horaires : des horaires de gens qui n'en ont pas et des horaires d'adultes qui ont un emploi du temps souvent minuté. Un groupe d'aumônerie ne marche jamais que si l'on accepte de perdre son temps,

de perdre un après-midi entier, en discutant avec qui vient. Or ceci suppose un engagement qu'il n'est pas possible de tenir pour quelqu'un qui a des obligations professionnelles un peu fortes. Si l'Église, si les prêtres, ceux qui encadrent au plus près, n'apprennent pas aux jeunes à communiquer avec cet emploi du temps-là, ça n'ira pas très bien. Je prends un exemple très concrets. J'ai arrêté mon groupe et j'ai trouvé deux remplaçants, deux jeunes mariés. Au bout d'un an ils ont arrêté d'eux-mêmes. Personne n'était venu les voir. Leur groupe avait marché comme ci comme ça parce qu'ils ne venaient que le soir à l'heure dite. L'heure dite, ce n'est pas suffisant pour des jeunes.

Ma deuxième observation, c'est au sujet de ce que vous dites sur la communication légère. Autrefois, les enfants, je ne dis pas les jeunes, étaient catéchisés, ils traversaient leur crise d'adolescence et restait ce qui pouvait rester : on les récupérait après. Maintenant, ils ne sont plus catéchisés et nous les récupérons après la même crise d'adolescence, sans aucun tissu catéchétique un peu dense de ce qu'est la rationalité de la foi. Or, Dieu merci, ce n'est pas que du sentiment, c'est aussi de la rationalité, vous l'avez souligné, et une rationalité qui sauve, qui nous sauve – indissociable de l'amour du Christ pour nous – de toutes les déchirures de la vie. Une parole d'instruction, de catéchèse, est aussi, vous le savez, une parole qui libère ; et il ne faudrait pas, sous prétexte de seulement écouter, qu'une aumônerie se contente d'être seulement un lieu de récupération affective.

Enfin, ne pourrait-on miser plus que cela n'est fait, ou peut-être suis-je mal informé, sur les 6-8 ans, c'est-à-dire par définition sur cet âge où le Christ est mon ami ? Si ce n'est pas rentré à cet âge-là, il faudra des miracles de grâce – mais après tout à Dieu tout est possible – pour que ça rentre à un autre âge.

Mgr DUBOST : Sur la question des horaires. Il est clair qu'on ne peut pas être éducateur à temps trop partiel. C'est un des problèmes de l'école : tant que le professeur fait ses cinquante minutes et s'en va ailleurs, c'est impossible de faire de l'éduca-

tion. On transmet du savoir. Il faut du temps. C'est vrai que les jeunes et les adolescents aiment bien travailler de nuit. Enfin, travailler... parler longuement, sans horaire. Il faut, bien sûr, les éduquer, mais tous les parents le savent : quand l'enfant a quelque chose à dire, ce n'est jamais à la bonne heure. C'est du reste généralement à la fin que les conversations deviennent intéressantes. C'est quand on a passé les deux heures ensemble à ne rien dire que, tout d'un coup, au moment où on est pressé, il y a quelque chose d'important qui sort. On a fait 400 kilomètres en voiture parce qu'on avait à se parler et on se parle quand on arrive au tunnel de Saint-Cloud. C'est comme ça.

Il me semble qu'il faut des éducateurs à plein temps (il faut aussi qu'il n'y ait pas qu'eux). Et pourquoi n'y en a-t-il pas ? Parce qu'on n'a pas les moyens de payer. Il n'y a pas de possibilité d'animer un groupe sans permanents. Il faut qu'il y ait des permanents et des gens de toutes sortes autour. Vous avez tout à fait raison d'insister sur le mélange. On ne peut dire : vous parlerez de 5 à 6 heures. Et quand les personnes ont des enfants chez eux, ou des responsabilités, ou doivent dormir la nuit, cela ne fonctionne pas. Il faut qu'il y ait des permanents pour réfléchir aux problèmes de fond, mais pas que des permanents. Et il faut que ça tourne. Je pense qu'une des bonnes solutions c'est de demander à des gens d'offrir deux ans de leur vie pour être des éducateurs. C'est lourd, mais j'en connais qui le font, qui s'en portent bien et que cela n'a pas du tout retardé dans leur profession.

Les enfants catéchisés. Il y a plusieurs problèmes là-dessous. Non seulement les enfants sont moins catéchisés, encore que si je parle en flux il y a à peu près autant de catéchisés qu'hier, mais, en « stock », il y en a beaucoup moins. Au lieu de passer quatre ans, ils passent un an et demi. Il y en a autant qui passent, mais beaucoup moins de temps. Quand je faisais le catéchisme, les jeunes avaient 45 heures par an de catéchisme. Aujourd'hui, à Paris, quand nous arrivons à 22 heures, c'est très bien. On nous demande de faire la même chose, mais l'augmentation de productivité n'a pas suivi.

La formation chrétienne ne peut pas s'interrompre, c'est-à-dire qu'il faut la faire à tous les âges, même si tous les âges ne doivent pas être structurés de la même manière. C'est une très bonne idée de faire du pré-catéchisme aux 6-8 ans. Mais, si les gens pensent effectuer par là le temps de catéchisme nécessaire à leur vie, ce n'est pas bon. Et pour cela il faut arriver à des structurations. Et elles ne peuvent pas se faire à 6-8 ans. Il faut d'autres moments.

Il me semble tout à fait invraisemblable que des polytechniciens aient comme vision religieuse ce qu'ils ont appris à 6-8 ans. Ils ne peuvent pas trouver ce qu'ils savent alors autrement que bête, alors que c'était très bien quand ils avaient 6-8 ans. Il y a une vraie nécessité de structurer à tous les âges. C'est très difficile. Nous avons un gros effort à faire pour donner les moyens qui permettent à tous les âges de se former.

Je suis très admiratif de ce qui s'est passé depuis trente ans : la multiplication des lieux de formation pour adultes. Ce n'est pas si mal de partir des adultes pour redescendre. Il faut partir des enfants pour remonter et des adultes pour redescendre. Et comme au moment de l'adolescence il n'y a rien pour rencontrer les enfants ou les adultes, ce n'est pas très facile de rencontrer les gens.

Michel LEMAIGNAN : Vous nous avez dit tout à l'heure : « 98 % des jeunes s'ennuient à la messe. » Je relie cela à ce que vous avez dit sur le langage. Ne pensez-vous pas qu'il serait possible, comme c'est déjà le cas dans certaines églises mais trop rarement, qu'il y ait des messes dans lesquelles les mêmes vérités seraient dites dans un langage plus simple et plus direct ? S'il est vrai que les gens de notre génération comprennent à peu près le sens de ce qui est dit par le prêtre, car nous y sommes habitués depuis longtemps, j'ai souvent constaté, bavardant avec des jeunes qui ne vont à l'église que très épisodiquement, qu'ils sont surtout rebutés par ce langage trop abstrait et qu'ils ne comprennent pas. Ne pensez-vous pas que c'est là une des raisons de cet ennui et qu'il serait facile d'y remédier ?

Le pasteur LEPLAY : Il me semble que le dilemme que vous avez bien posé entre le savoir et la sagesse, entre la science et la conscience, n'est pas nouveau dans la culture occidentale – les Grecs l'avaient déjà posé ; saint Paul le reprend ; les humanistes de la Renaissance l'ont repris – donc, aujourd'hui, il faut le reprendre à nouveau. Ce qui pourrait caractériser quand même une manière d'être chrétien demain, comme hier d'ailleurs, ce n'est ni un savoir spécial sur Dieu, ni une sagesse particulière sur l'homme, mais cette espèce de manière d'être vrai qu'on appelle la sainteté. Je me demande dans quelle mesure aujourd'hui l'Évangile ne passe pas auprès des jeunes (je pense par exemple à mes petits-enfants) par des grandes figures de témoignage et de sacrifice, de don de soi. Elles peuvent appartenir à une Église de plus ou moins loin, elles peuvent s'appeler Martin Luther King, Mandela, mère Teresa, les frères de Tibérine, et tant d'autres... dont heureusement les médias se font quand même l'écho et qui sont des lumières clignotantes, mais d'espoir dans cette sorte de nuit qui nous habite. Je plaiderai pour la sainteté, non pas au sens trop technique que les Églises peuvent lui donner mais parce qu'au fond le Christ était un saint, lui qui aimait les gens.

Mgr DUBOST : Je partage votre point de vue sauf que, pour moi, le saint c'est Dieu. J'aime bien l'expression « sagesse » dans la Bible. J'ai insisté sur le mot « conversion » et je crois que c'est très important.

Sur le langage de la messe, il me semble qu'il faudrait prendre du temps sur l'importance du rite. Il n'y a pas de société sans rite et les rites n'utilisent que rarement le vocabulaire quotidien. Il faut aussi veiller à ce que nos rites soient significatifs et qu'on prie, mais pas forcément dévaloriser ce rite dans un langage qui ne serait pas rituel. Et c'est tout le problème de la traduction qui nécessite à la fois quelque chose de léger mais en même temps de rituel. Cela nécessite une réflexion que nous n'avons pas, que je pourrais avancer un tout petit peu, mais je n'ai pas le temps de le dire là.

Ce que je crois, c'est qu'il y a deux choses que nous pouvons faire dès maintenant dans nos assemblées eucharistiques telles qu'elles sont, ou dans nos saintes Cènes qui ne sont quelquefois pas plus drôles que les assemblées eucharistiques, c'est valoriser ce qui se passe dans la communauté ; qu'il y ait, dans le rassemblement de la Cène, mémoire de la vie des hommes, non seulement des catastrophes ; généralement, on arrive pour pleurer alors qu'il me semble que, dans la Sainte Cène ou dans l'Eucharistie, nous venons d'abord pour rendre grâce à Dieu : Dieu est joyeux ! Si on commence par nous faire pleurer pendant un quart d'heure, je comprends qu'on parte. Il faut qu'il y ait un dynamisme de joie qui soit très clair.

Il faut que tous les sens soient sollicités, et que le culte ne soit pas qu'un langage intellectuel. C'est vrai que nos mots sont quelquefois compliqués. Des fleurs, ce ne sont pas des mots, cela change la liturgie ; des ornements qui soient à peu près corrects, cela change la liturgie, etc. Il faut que les sens soient honorés.

Jean-Claude ROQUEPLO : Enfants, nous ne nous ennuyons pas à la messe lorsque nous la servions.

Mgr DUBOST : Il faut faire agir les gens, vous avez tout à fait raison.

LE PRÉSIDENT : Nous avons reçu Mgr Dubost alors qu'il est au plein centre de l'actualité. D'abord, nous sommes invités, les uns et les autres, chaque jour, à prier en ce moment pour la paix. Or il n'y avait pas meilleur communicant à entendre aujourd'hui que Mgr Dubost, qui est ministre de la paix. Dans *La Croix* du 9 juin 1999, hier, il y avait un article de Mgr Dubost sur la nécessité de voter aux élections européennes, dans le respect d'un pluralisme maintes fois exprimé par l'Église. Enfin, vous pourrez entendre à la télévision, dimanche prochain (à l'émission *Le jour du Seigneur*) Mgr Dubost interviewé sur la guerre au Kosovo. C'est vous dire de nouveau, monseigneur, que votre communication est arrivée à point nommé pour clôturer nos travaux.

CONCLUSION

Ainsi s'achèvent ces réponses de chrétiens à des questions qui se poseront au siècle qui commence.

Nous avons souhaité livrer des réflexions qui engagent à partir d'une vision prospective. Celle-ci ne peut occulter les menaces qui pèsent sur le monde. Elles ne sont pas seulement du domaine de l'esprit, la perte des repères et le non-sens de la vie aux yeux de certains. Mais elles sont du domaine de la vie physique et de la survie. Les sciences sont ici en cause.

C'est pourquoi nous avons arrêté notre programme 1999-2000 :

*Au risque de la science ; les conséquences éducatives et sociales
du développement scientifique et technique*

Tel est le titre des prochaines Annales qui paraîtront en 2000.

A.E.S.

A.E.S. ACADÉMIE D'ÉDUCATION ET D'ÉTUDES SOCIALES

BUTS ET STRUCTURES

L'Académie d'Éducation et d'Études sociales – A.E.S. – s'est donné pour but d'étudier les questions sociales dans un esprit conforme à la tradition chrétienne et humaniste ; de rechercher les applications possibles des principes posés ; de communiquer ses travaux à un public de responsables dans les Églises et la société.

Elle comprend statutairement *40 membres* et des membres associés et émérites.

Elle est administrée par un *Bureau* qui arrête le programme des travaux.

Elle tient des *séances mensuelles*.

HISTORIQUE

L'Académie, créée en 1922, a regroupé en son sein, depuis sa création, ceux et celles qui, en France, ont contribué à approfondir le catholicisme social (ou christianisme social pour tenir compte de la présence d'autres confessions chrétiennes).

Elle a été l'un des lieux où l'enseignement social de l'Église a été reçu comme fécondateur de l'action sociale des chrétiens.

Elle a été l'un des creusets où l'enseignement social des Églises a pu puiser.

Fondateur : M. BRUWAERT, *ministre plénipotentiaire*.

Anciens présidents : Mgr BAUDRILLART, Georges GOYAU, *de l'Académie française*, Jean LEROLLE, *député de Paris*, Joseph ZAMANSKI, *président du patronat chrétien*, Robert GARRIC, *de l'Institut*, Henri GUITON, *de l'Institut*.

PUBLICATIONS ET PRIX

L'Académie publie un *Bulletin* qui reprend les conférences et les débats des séances mensuelles. Elle décerne un prix annuel à un auteur ou à une œuvre qui honorent les sciences sociales et l'éducation.

ASSOCIATION D'ÉDUCATION ET D'ENTRAIDE SOCIALES

Cette association, dont le siège est à Lausanne et dont l'inspiration est identique à celle de l'A.E.S., comprend 15 membres. Parmi ceux-ci, l'Académie désigne 7 d'entre eux.

BUREAU DE L'ACADÉMIE

Président : André AUMONIER
Vice-présidente : Isabelle MOURRAL
Secrétaire général : Olry COLLET
Secrétaire général adjoint : Jean-Claude ROQUEPLO
Trésorier : Jean-Claude CUIGNET
Membres : Mgr Marcel GAUDILLIÈRE
François MAHIEUX
André MATTEI
Édouard SECRETAN

ACADÉMIE D'ÉDUCATION ET D'ÉTUDES SOCIALES
47, rue de l'Université – 75007 Paris

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : André AUMONIER	7
I - Jérôme VIGNON (octobre 1998) :	
<i>Vers une ère nouvelle à l'aube du troisième millénaire</i>	9
1. Faits et tendances à l'aube du XXI^e siècle	14
1.1 <i>Rupture de la fin du siècle : la fin de l'historicisme</i>	14
1.2 <i>Globalisation et progrès technique</i>	15
1.3 <i>Mouvement des valeurs : rejet des normativités extérieures</i>	17
1.4 <i>Généralisation des tendances : tensions et déséquilibres</i> ..	19
1.5 <i>Nécessité d'une nouvelle fonction régulatrice</i>	21
1.6 <i>Interdépendance des sociétés et émancipation de l'individu : l'industrialisation</i>	22
1.7 <i>La nécessaire remise en harmonie</i>	23
2. Le défi des temps d'aujourd'hui : la transformation culturelle	24
2.1 <i>Culture et civilisation</i>	25
2.2 <i>Autorité et connaissance</i>	26
2.3 <i>Le pluralisme des conceptions</i>	29
2.4 <i>La « procéduralisation »</i>	30
2.5 <i>La crise institutionnelle : la pluralité des diagnostics</i>	32
2.6 <i>Le pluralisme, source de dynamisme</i>	35
2.7 <i>Les risques de ce pluralisme : relativisme et intégrisme</i> ...	36
Échanges de vues	40

II - Xavier FONTANET (novembre 1998) :

<i>La mondialisation économique vécue au jour le jour</i>	51
1. ESSILOR autour du monde	55
1.1 <i>Un discours guerrier et un discours éthique</i>	55
1.2 <i>Madame Hua</i>	56
1.3 <i>L'horizon-temps</i>	57
1.4 <i>L'attraction des États-Unis</i>	58
1.5 <i>Des projets partagés</i>	59
1.6 <i>La compétition économique, un sport rude</i>	61
1.7 <i>L'apprivoisement du risque</i>	62
1.8 <i>Le caractère avant le diplôme</i>	62
2. La mondialisation	63
2.1 <i>Rapidité des innovations</i>	64
2.2 <i>Contraction du temps et de l'espace pour tous</i>	64
2.3 <i>Les richesses d'État dépassées...</i>	65
2.4 <i>... mais l'État toujours nécessaire</i>	66
2.5 <i>... pour un nouvel équilibre</i>	67
3. Faisons un rapide tour du monde	68
3.1 <i>L'Amérique</i>	68
3.2 <i>L'Asie</i>	70
3.3 <i>L'Europe</i>	72
3.4 <i>Le travail de fond des sociétés concurrentielles</i>	73
4. En guise de conclusion...	74
<i>Échanges de vue</i>	78

III - Jacques BARROT (décembre 1998) :

<i>La place du politique demain</i>	93
1. La politique en échec	99
1.1 <i>La politique surévaluée</i>	99
1.2 <i>La politique supplantée</i>	101
1.3 <i>La politique désemparée</i>	103
2. Le retour nécessaire de la politique	105
2.1 <i>La politique recentrée</i>	107
– <i>sur le terrain économique</i>	107
– <i>sur le terrain social</i>	110
– <i>dans le champ sociétal</i>	112
2.2 <i>La politique modernisée</i>	115

2.3 <i>La politique ressourcée</i>	116
– <i>Créer le développement</i>	117
– <i>Le souci accru de l'Être</i>	117
– <i>La renaissance des communautés</i>	118
– <i>La lutte contre les grands égoïsmes collectifs</i>	119
– <i>La recherche constante d'une éthique solide</i>	120
<i>Échanges de vues</i>	122
IV - Jean BOISSONNAT (janvier 1999) :	
<i>Des chrétiens sociaux pour le XXI^e siècle</i>	135
1. <i>Survol historique des rapports entre les chrétiens et la société</i>	140
1.1 <i>Le temps des martyrs</i>	140
1.2 <i>L'alliance du Trône et de l'Autel</i>	140
1.3 <i>La rupture de la Renaissance et des Lumières</i>	142
2. <i>L'époque contemporaine</i>	143
3. <i>Hypothèses pour le XXI^e siècle</i>	147
4. <i>Des chantiers pour l'avenir</i>	149
4.1 <i>L'économie dans un régime de capitalisme généralisé</i>	150
4.2 <i>Le dépassement de l'État national</i>	151
4.3 <i>La gestion collective des risques</i>	152
4.4 <i>Pour une nouvelle laïcité</i>	152
4.5 <i>Dans l'attente d'une législation du vivant</i>	152
4.6 <i>Quels liens et quel sens dans la société ?</i>	153
<i>Échanges de vues</i>	155
V - Bernard d'ESPAGNAT (février 1999) :	
<i>Les enjeux culturels de la mondialisation</i>	165
1. <i>Les acceptions du mot culture</i>	170
2. <i>Mondialisation et culture</i>	174
2.1 <i>Le constat :</i>	174
<i>les socio-cultures</i>	174
<i>la culture connaissance</i>	177
<i>la vraie culture au sens classique...</i>	177
2.2 <i>Les remèdes</i>	179

3. <i>En guise de postface...</i>	182
<i>Échanges de vues</i>	185
VI - Alain CORDIER (mars 1999) :	
<i>Visibilité chrétienne et laïcité</i>	197
1. <i>Dimension sociale de l'homme</i>	203
2. <i>Vérité et liberté</i>	208
3. <i>Le levain dans la pâte</i>	211
4. <i>Conclusion</i>	220
<i>Échanges de vues</i>	222
VII - Xavier LACROIX (mai 1999) :	
<i>L'institution familiale pour les jeunes générations</i>	235
1. <i>Lumières et ombres sur la famille aujourd'hui</i>	243
2. <i>Peut-on parler de nouveaux modèles familiaux ?</i>	248
3. <i>Quels fondements et appuis pour la famille ?</i>	253
<i>Échanges de vues</i>	258
VIII - Mgr Michel DUBOST (juin 1999) :	
<i>Tâches pour les chrétiens du XXI^e siècle : ce que je crois essentiel, l'éducation</i>	271
<i>Introduction : L'éducation doit être totale</i>	276
1. <i>Percevoir ce que vivent les jeunes</i>	279
2. <i>Oser rencontrer les jeunes</i>	288
2.1 <i>Aider les jeunes à porter leur sac</i>	290
2.2 <i>Aider ensuite les jeunes à découvrir ce qu'ils ont dans leur sac</i>	293
2.3 <i>Aider les jeunes à se conforter à des références communautaires...</i>	296
– <i>le défi du langage</i>	296
– <i>le défi du message</i>	299
– <i>le défi de la communauté (institution, association, politique)</i>	300

<i>2.4 La vie sacramentelle, moteur et couronnement de la pédagogie</i>	301
<i>Conclusion</i>	303
<i>Échanges de vues</i>	304
<i>CONCLUSION</i>	317

*Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN
La Flèche*

*pour le compte des Éditions Fayard
en octobre 1999*

Imprimé en France
Dépôt légal : novembre 1999
N° d'édition : 8646 – N° d'impression : 6999W
ISBN : 2-213-60505-X
35-28-0705-01/0